

EVALUATION D'OPERATION

NIGER, Intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200583, Sauver des vies, préserver les moyens d'existence et renforcer la résilience des populations exposées à la vulnérabilité chronique

Evaluation d'opération à mi-parcours du PAM

(2014 – 2016):

Rapport d'évaluation, version finale

Mars 2016

Equipe d'Evaluation: Bonaventure Gbétoho SOKPOH, Chef d'équipe; Denis MICHIELS, Anne BICHARD, Marthe DIARRA, Smael BOUREIMA

Gestionnaire de l'évaluation: Henri Leturque

Mandaté par le:

Bureau d'évaluation du PAM

Numéro du rapport: OEV/2015/009

Remerciements

Le bureau pays du PAM au Niger a montré un très grand intérêt à cette évaluation. Les personnels du bureau pays et des sous-bureaux/bureaux de terrain ont été très disponibles pour des échanges (discussions et documentation) qui ont été riches et très utiles pour notre compréhension des contextes d'intervention et des résultats du programme. L'appui du bureau pays pour l'organisation des visites de terrain ainsi que le soutien logistique qu'il nous a apporté ont été précieux et très appréciés. Nous tenons à les remercier très vivement.

Le processus de l'évaluation a connu l'implication active du bureau de l'évaluation et du bureau régional dont des représentants ont rejoint l'équipe d'évaluation au cours de la mission au Niger. Nous leur exprimons notre gratitude pour l'intérêt porté à cette évaluation et les différents appuis apportés à l'équipe d'évaluation.

Un grand merci enfin aux populations affectées qui ont partagé avec nous de précieuses informations ainsi qu'à tous ceux qui ont, d'une manière ou d'une autre, apporté leur aide à ce processus d'évaluation.

Avertissement

Les opinions exprimées dans ce rapport représentent uniquement le point de vue des auteurs. La publication de ce document n'implique pas le partage des opinions exprimées par le PAM.

Les descriptions et présentations faites sur la base de cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du PAM concernant le statut légal ou constitutionnel d'un pays, d'un territoire ou d'une mer, ou concernant la délimitation de frontières.

Gestion de l'évaluation

Gestionnaire de l'évaluation: Henri Leturque, Iram

Point focal du bureau de l'évaluation: Julie Thoulouzan, OEV

Responsable du Projet «Evaluations d'Opérations»: Elise Benoit (PAM)

TABLE DES MATIERES

Fiche résumée de l'opération	iii
Carte.....	xiv
Résumé exécutif.....	xv
1 Introduction	1
1.1 Caractéristiques de l'évaluation.....	1
1.2 Contexte.....	3
1.3 Descriptif de l'opération	8
2 Résultats	10
2.1 Question 1 : Pertinence de l'opération.....	10
2.1.1 I1: Adéquation entre les besoins prioritaires et les besoins couverts.....	10
2.1.2 I2. Adéquation entre les zones/catégories des populations ciblées par l'IPSR.	17
2.1.3 I3. Adéquation entre l'IPSR et les stratégies de l'Etat nigérien.....	20
2.1.4 I4. Degré de complémentarité	23
2.1.5 I5. Adéquation entre la stratégie de l'IPSR et les politiques du PAM	24
2.2 Question 2: Résultats de l'opération	26
2.2.1 I6. Adéquation entre les activités/résultats fixés et les activités/ résultats atteints par catégorie de bénéficiaires.....	26
2.2.2 I7. Adéquation entre les objectifs fixés et les objectifs atteints par catégorie de bénéficiaires.....	34
2.2.3 I8. Degré de changements significatifs à long terme.....	42
2.2.4 I9. Degré d'appropriation et d'autonomie des structures nationales et communautaires.....	44
2.3 Question 3: Facteurs influençant les résultats	45
2.3.1 I10. Degré d'optimisation des ressources	45
2.3.2 I11. Qualité des partenariats opérationnels impliquant le PAM.....	48
2.3.3 I 12. Capacité d'adaptation aux facteurs externes	51
3 Conclusions et recommandations	53
3.1 Evaluation générale	53
3.2 Recommandations.....	54

Annexes 61

Annexe 1 : Termes de Référence de l'évaluation	61
Annexe 2 : Itinéraire de la mission d'évaluation.....	82
Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées	85
Annexe 4 : Compléments sur la méthodologie de l'évaluation	92
Annexe 5 : Résultats de l'enquête en ligne et appréciation globale des indicateurs de l'évaluation	109
Annexe 6 : Rôle des communes dans l'approche communes de convergence	115
Annexe 7 : Un relèvement différencié selon les profils des ménages.....	118
Annexe 8 : Eléments clés de la pérennité des effets des interventions de création d'avoirs productifs.....	119
Annexe 9 : Compléments d'informations sur la nutrition au Niger.....	121
Annexe 10 : Témoignage d'amélioration des conditions de vie	122
Annexe 11 : Compléments d'informations relatives aux recommandations	123
Annexe 12: Données d'atteintes des résultats provenant du SPR 2014	124
Annexe 13 : Présentation des informations relatives aux achats locaux.....	126

Liste d'acronymes 134

SCHEMAS ET TABLEAUX (FICHE RESUMEE ET RAPPORT PRINCIPAL)

Schéma 1: Présentation générale de la situation de financement au 9 février 2016.....	vi
Schéma 2: Ressources vivres et espèces planifiés/composante (% total)	vi
Schéma 3: Les donateurs et les pourcentages de leurs contributions au 1er octobre 2015.....	vi
Schéma 4: Nombre de bénéficiaires planifiés et atteints par composante et par année	vii
Schéma 5: Pourcentage de bénéficiaires planifiés et atteints par composante et par année	vii
Schéma 6: Répartition des bénéficiaires atteints par sexe et par composante en 2014	viii
Schéma 7: Répartition des bénéficiaires atteints par sexe et par composante en 2015	viii
Schéma 8: Nombre de bénéficiaires d'une composante par rapport au nombre total des bénéficiaires de l'IPSR.....	ix
Schéma 9: Vivres et cash distribués/planifiés	x
Schéma 10: Calendrier des interventions.....	9
Schéma 11: Pourcentage de la population touchée dans les communes d'intervention de l'IPSR	27
Schéma 12: Nombre des bénéficiaires planifiés et atteints par modalité	29
Schéma 13: Pourcentage des bénéficiaires planifiés et atteints par modalité.....	29
Schéma 14: Nombres des bénéficiaires des activités relatives à la nutrition par types d'intervention et par année.....	32
Schéma 15: Pourcentages des bénéficiaires des activités relatives à la nutrition par types d'intervention et par année.....	32
Schéma 16: Evolution du score de consommation alimentaire (FCS) pour les ménages - OS3	37
Schéma 17: Evolution du pourcentage de ménage correspondant aux niveaux de diversité alimentaire - OS3	37
Schéma 18: Montants mobilisés par an pour l'IPSR 200583 et les activités similaires des années précédentes (plus besoins moyens par an)	46
Tableau 1 : Tableau de synthèse des indicateurs d'effets	xi
Tableau 2: Indicateurs scolaires garçons/filles	6
Tableau 3: Liste des projets conjoints	50

Fiche-résumé de l'opération

Information opérationnelle		
Pays: Niger		
Titre/ type/ numéro de l'opération: Intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200583 «Sauver des vies, préserver les moyens d'existence et renforcer la résilience des populations exposées à la vulnérabilité chronique »		
Approbation : L'opération a été approuvée par le Conseil d'Administration du PAM en novembre 2013.		
Durée : 3 ans (1 ^{er} janvier 2014 – 31 décembre 2016)		
<p>Nombre de révisions budgétaires: 3</p> <ul style="list-style-type: none"> • RB1 (septembre 2014) : Nouveau budget : \$1 025 503 345 Cette révision budgétaire a été proposée pour répondre à l'évolution du coût de transport et de stockage (LTSH¹) des produits alimentaires. • RB2 : révision liée « à l'adoption technique du nouveau cadre de gestion financière »² • RB3 (mai 2015) : nouveau budget : \$1 002 020 926 Cette révision budgétaire a été proposée pour prendre en compte : (1) l'évolution à la hausse du coût de transport et de stockage (LTSH) des produits alimentaires, (2) le besoin de renforcement du personnel du PAM pour appuyer le gouvernement nigérien et accélérer le renforcement de capacité des acteurs locaux, (3) la réduction des coûts de contingence (vivres et cash) prévus pour 2015 en cas de crise alimentaire et nutritionnelles, (4) l'augmentation des autres coûts opérationnels directs (ODOC³) relatifs au paquet intégré de la résilience, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. 		
Durée	Initiale: 3 ans	Révisée: inchangée
Bénéficiaires prévus	Nombre initial: 7 124 000	Nombre révisé : 6 854 519 ⁴
Besoins alimentaires prévus	Chiffres initiaux : 564 386 mt	Chiffres révisés : 535 948 mt
Budget	Montant initial: \$1 017 562 008	Montant révisé : \$1 002 020 926
<p>Autres opérations du PAM en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En 2014 et 2015, le PAM/Niger est impliqué dans l'opération d'urgence en soutien aux personnes réfugiées et déplacées (planification de 50 000 bénéficiaires) liées au conflit malien (Regional EMOP 200438: Assistance to refugees and IDPs affected by insecurity in Mali). • En 2015, l'instabilité du nord Nigéria s'est étendue à l'ensemble des pays voisins dont le Niger dans la région de Diffa. Le PAM a lancé une opération d'urgence (Regional EMOP 200777: Providing life-saving support to households in Cameroon, Chad, and Niger directly affected by insecurity in northern Nigeria) afin de venir en aide aux populations déplacées et réfugiées (planification de 70 000 bénéficiaires au Niger). 		

¹ Landside Transport, Storage and Handling

² Termes de référence, version finale du 18 mai 2015.

³ Other Direct Operational Costs

⁴ SPR 2015 (version provisoire du 5 février 2016)

- En appui à l'ensemble de la communauté humanitaire, le PAM gère le service aérien humanitaire des Nations unies (UNHAS), fournissant une liaison aérienne vitale pour plus de cent organismes des Nations unies, des ONG et des représentants des bailleurs de fonds, y compris les services d'évacuation et le transport de marchandises légères.

Objectifs IPSR 200583		
Objectifs stratégiques (OS) en lien avec le Plan stratégique 2014-2017	Effets directs (ED)⁵	Activités⁶
OS1 : Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence	ED 1.1 : Stabilisation ou réduction de la dénutrition chez les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes	<ul style="list-style-type: none"> • Supplémentation alimentaire généralisée (enfants 6-23 moins et FEA)
	ED 1.2: Stabilisation ou amélioration de la consommation alimentaire des ménages et/ou des individus ciblés au cours de la période d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance alimentaire ciblée (vivres et espèces)
OS3 : Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels	ED 3.1: Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance alimentaire (vivres et espèces) pour la création d'avoirs
	ED 3.2: Amélioration des débouchés permettant aux producteurs et aux commerçants d'écouler les produits agricoles et alimentaires aux niveaux régional, national et local	<ul style="list-style-type: none"> • Achats locaux auprès de petits producteurs et coopératives
	ED 3.3: Renforcement de la capacité des pays et des institutions en matière de réduction des risques	<ul style="list-style-type: none"> • Activités de développement des capacités destinées au gouvernement, partenaires et communautés
OS4 : Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim	ED 4.1 : Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Supplémentation alimentaire ciblée (incluant des aliments enrichis et des suppléments nutritionnels)
	ED 4.2 : Amélioration de l'équité d'accès et de recours à l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> • Alimentaire scolaire (repas dans les écoles et rations à emporter)

⁵ Source : Termes de référence de l'évaluation. Des modifications sont observées pour la formulation de certains effets directs entre le document de projet initiale, le SPR 2014 et les termes de référence. L'activité de « Campagnes d'information sur la diversification de l'alimentation » liée à l'OS4 dans les termes de référence n'existe pas en tant que tel dans l'ISPR 2014. A la place, des sensibilisations sur les pratiques familiales essentielles et sur les méthodes agricoles sont incluses dans les différentes activités.

⁶ Source : Termes de référence de l'évaluation.

Ressources /Contributions

Contribution reçue au 9 février 2016 : 240 478 927 \$É.U

Pourcentage reçu par rapport au budget total (9 février 2016) : 24 %

Durée écoulée de l'opération : 25 mois sur 36 (69,44 %)

Principaux donateurs/ sources de financement: 1. Etats Unis ; 2. Fonds multilatéraux ; 3. Union européenne (ECHO) ; 4. Transfert de stock ; 5. Japon ; 6. Canada

Schéma 1: Présentation générale de la situation de financement au 9 février 2016

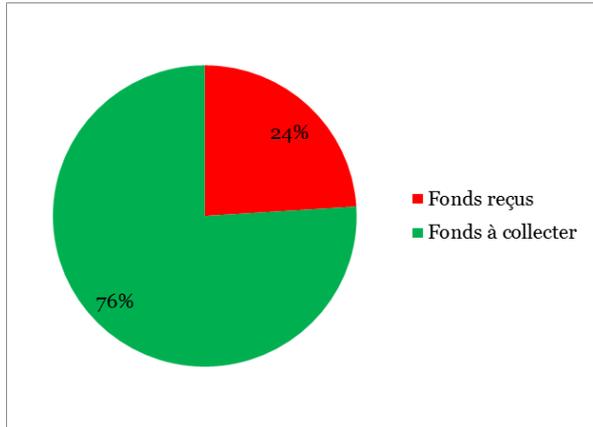


Schéma 2: Ressources vivres et espèces planifiés/composante (% total)

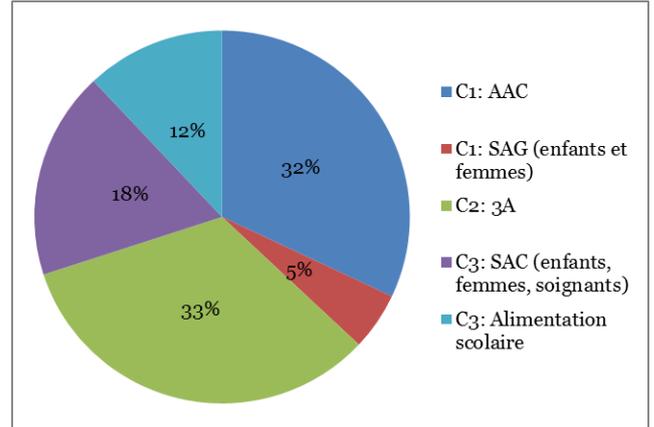
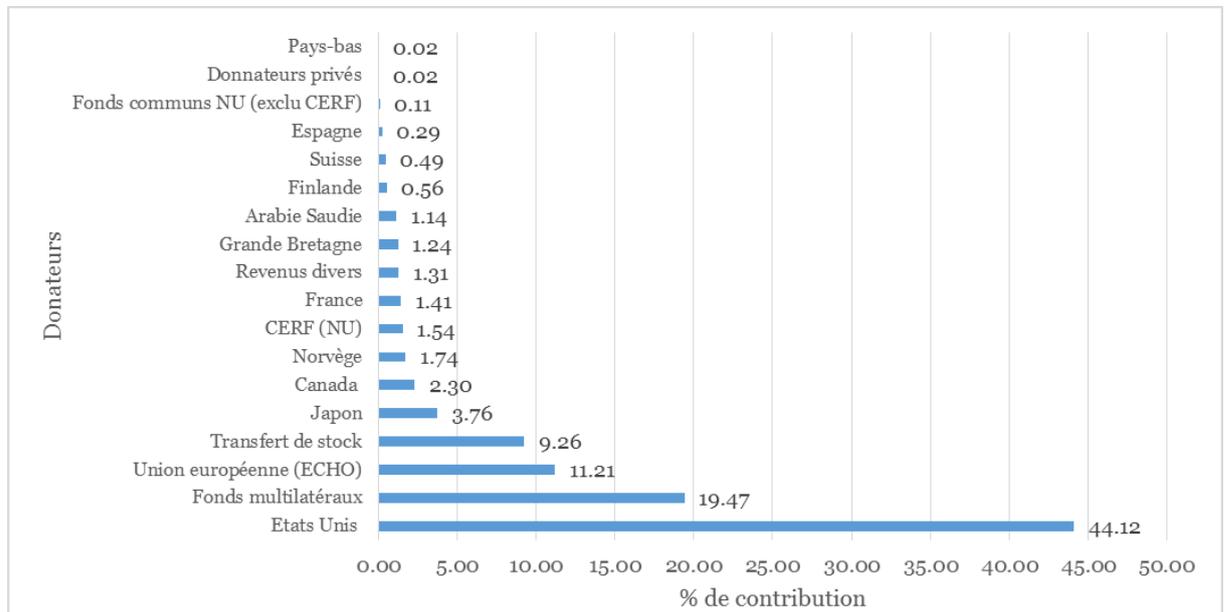


Schéma 3: Les donateurs et les pourcentages de leurs contributions au 1^{er} octobre 2015



Produits (bénéficiaires)

Schéma 4: Nombre de bénéficiaires planifiés et atteints par composante et par année

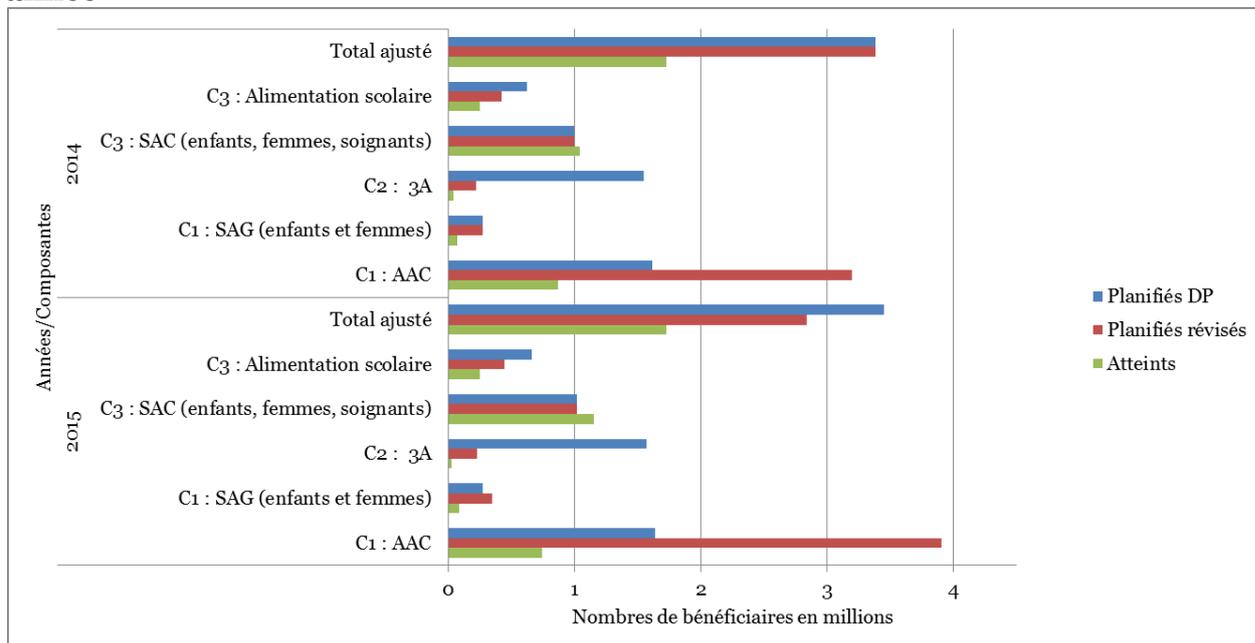
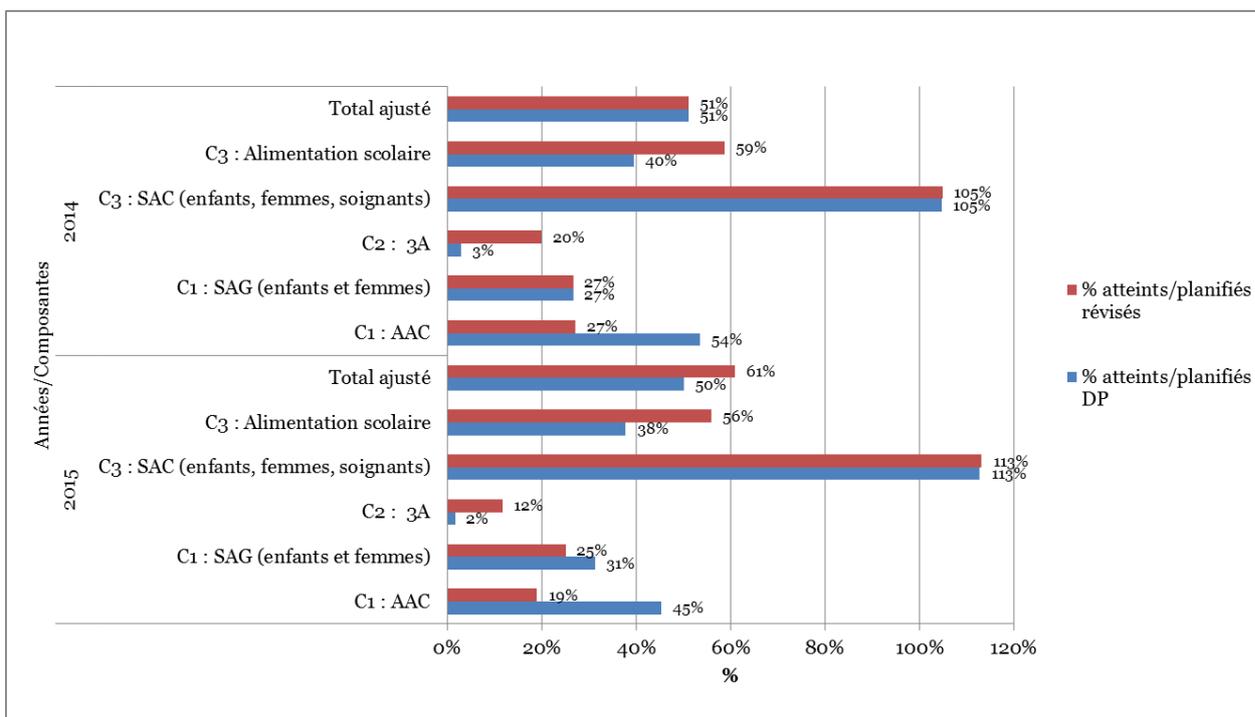


Schéma 5: Pourcentage de bénéficiaires planifiés et atteints par composante et par année



DP : Document de projet de l'IPSR

SAC : Supplémentation alimentaire ciblée ; 3A : Assistance Alimentaire pour création d'Actifs ; SAG : Supplémentation alimentaire généralisée ; AAC : Assistance alimentaire ciblée.

Produits (bénéficiaires) - Suite

Schéma 6: Répartition des bénéficiaires atteints par sexe et par composante en 2014

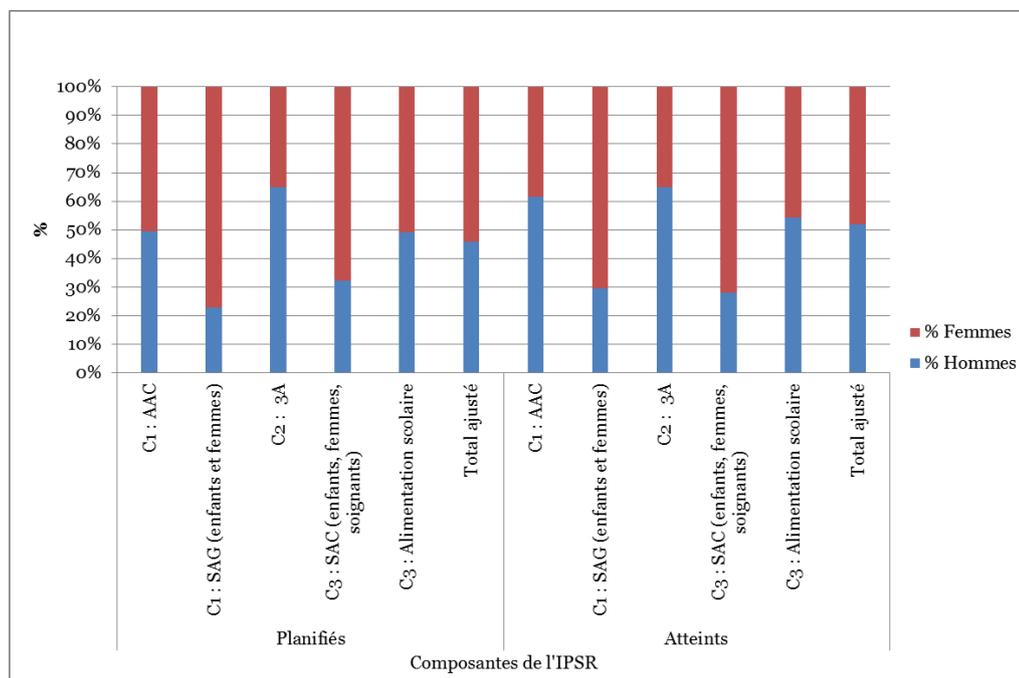


Schéma 7: Répartition des bénéficiaires atteints par sexe et par composante en 2015

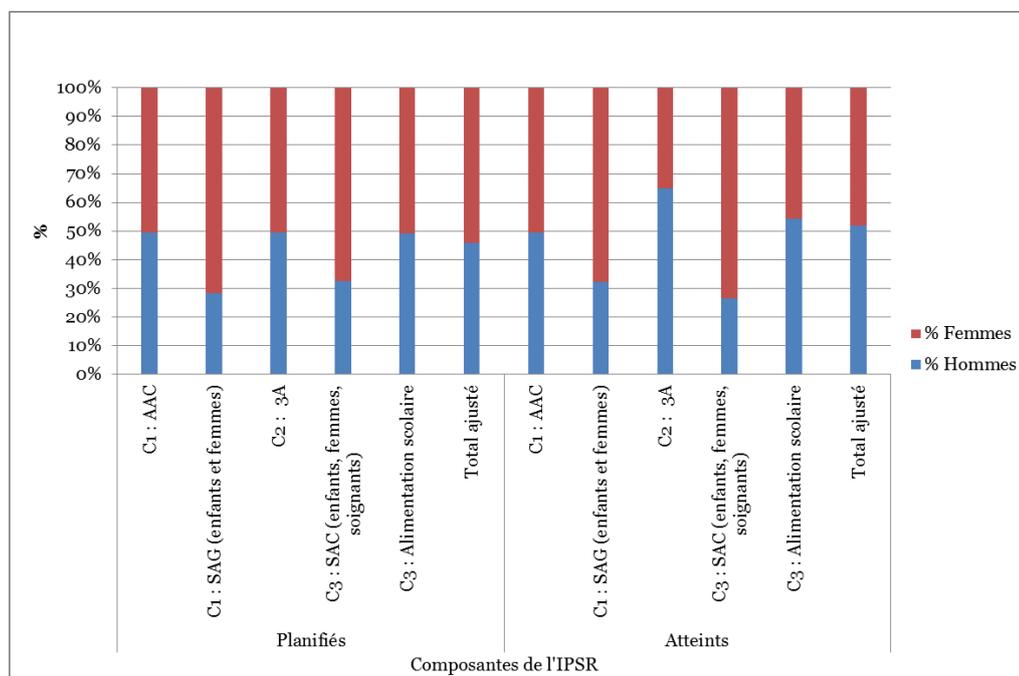
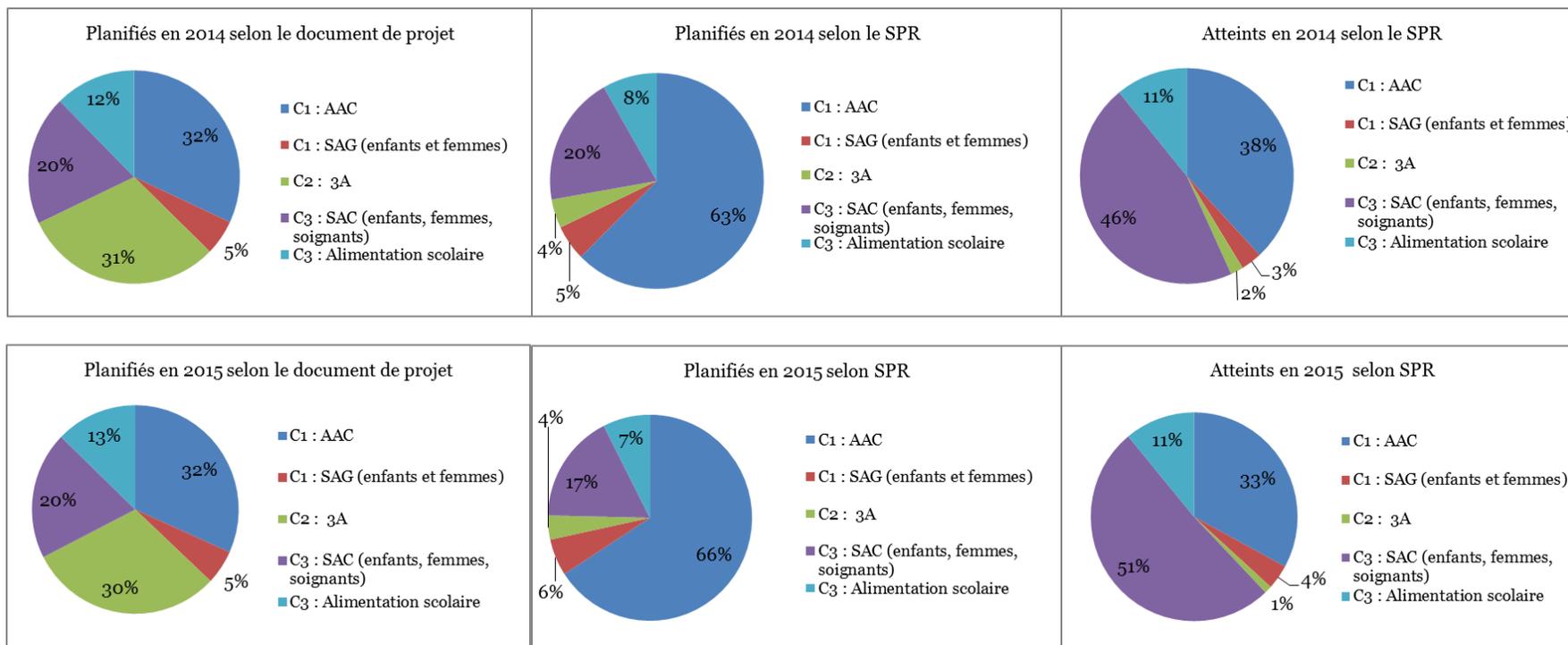
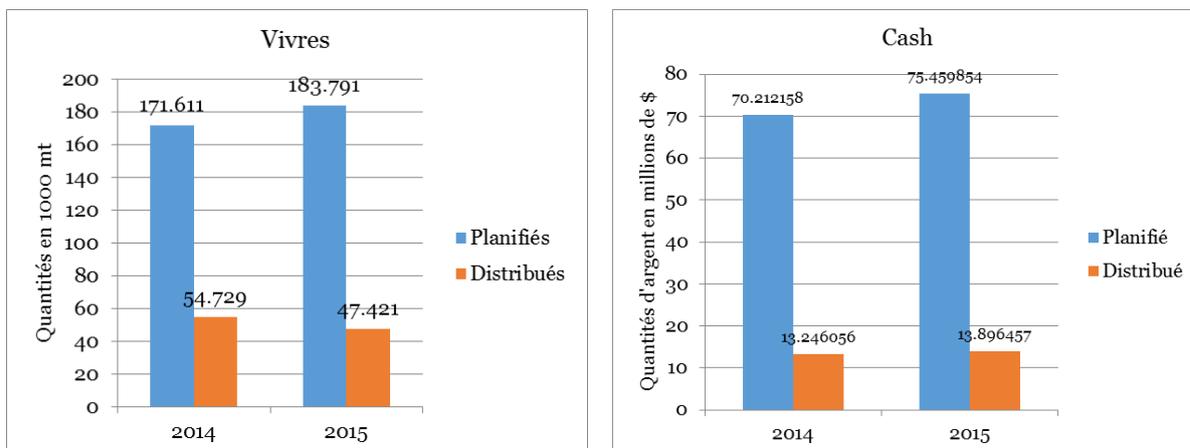


Schéma 8: Nombre de bénéficiaires d'une composante par rapport au nombre total des bénéficiaires de l'IPSR



Produits (Vivres et cash distribués/planifiés)

Schéma 9: Vivres et cash distribués/planifiés



Les distributions de vivres et de *cash* ont été faiblement réalisées. 2014 : 32 % des vivres planifiés et 19 % de cash distribués ; 2015 : 26% des vivres planifiés et 18% du cash planifié.

Aperçu de principaux indicateurs d'effets

La présentation des indicateurs a pris en compte les données disponibles au moment de la rédaction du rapport d'évaluation. Les valeurs des indicateurs pour l'année 2014 et 2015 sont issues respectivement des SPR 2014 et SRP 2015 (version provisoire du 5 février 2016)⁷. Il est important de noter que les données de *baseline* et de suivi présentées dans le SPR 2014 sont issues de différentes méthodes et de différentes périodes.

Tableau 1 : Tableau de synthèse des indicateurs d'effets

		Suivi des principaux indicateurs d'effet	Baseline	Cible décembre 2016	SPR 2014	SPR 2015 (a)
Aspects transversaux	Genre (b)	Pourcentage de ménages où les décisions concernant l'utilisation des transferts sont prises par l'homme (PDM juillet 2014 /sept 2014 ; sept 2015)	NR	40	49/39	60
		Pourcentage de ménages où les décisions concernant l'utilisation des transferts sont prises par la femme (<i>idem</i>)	NR	40	28/27	94
		Pourcentage de ménages où les décisions concernant l'utilisation des transferts sont prises par l'homme et la femme ensemble (<i>idem</i>)	NR	20	21/32	69
		Proportion de femmes bénéficiaires des postes de direction des comités de gestion de projet (Déc 2014, Déc 2015)	NR	>50	40	43
		Proportion de femmes membres de comités de gestion du projet formées sur les modalités de nourriture, d'argent ou de distribution de coupon (Déc 2014, Déc 2015)	NR	60	72	75
	Protection	Proportion de bénéficiaires hommes informés sur le programme (PDM sept 2014, sept 2015)	NR	90	56	96
		Proportion de bénéficiaires femmes informées sur le programme (PDM sept 2014, sept 2015)	NR	90	51	96
		Proportion de bénéficiaires hommes qui ne connaissent pas de problèmes de sécurité en se déplaçant de / vers et sur les sites du programme du PAM (PDM sept 2014, sept 2015)	NR	90	99	99
		Proportion de bénéficiaires femmes qui ne connaissent pas de problèmes de sécurité en se déplaçant de / vers et sur les sites du programme du PAM (PDM sept 2014, sept 2015)	NR	90	99	99
	Partenariat	Proportion d'activités mises en œuvre avec l'engagement d'autres partenaires ; document de projet	NR	100	NR	NR
		Financements complémentaires apportés aux projets par des partenaires ; document de projet	NR	> 858 843	NR	NR

⁷ Etant donné qu'au moment de la finalisation du rapport, la version provisoire du SPR2015 était disponible, bien que la période de l'évaluation soit de janvier 2013 à septembre 2015, l'équipe d'évaluation a intégré dans le rapport les données de toute l'année 2015 pour permettre de faire une analyse des résultats de 2015.

		Suivi des principaux indicateurs d'effet	Baseline	Target décembre 2016	SPR 2014	SPR 2015
EFFETS						
OS 1: Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence	SAG	Pourcentage de la population éligible qui a participé au programme (baseline : Mars 2014, PDM sept 2014, sept 2015)	0	> 70	76	84,3
		Pourcentage de la population éligible qui a participé à un nombre adéquat de distribution (idem)	0	> 66	92	98,4
	AAC	Score de diversité alimentaire des ménages (Baseline Mars 2014, Midline Déc 2014, Déc 2015)	4,5	> 4,5	4,5	5,51
		Score de diversité alimentaire des ménages dirigés par un homme (idem)	4,51	> 4,51	4,6	5,57
		Score de diversité alimentaire des ménages dirigés par une femme (idem)	4,46	> 4,46	4,3	5,34
		CSI: Pourcentage des ménages avec un Indice de stratégie d'adaptation réduit ou stabilisé (idem)	55,5	80	68	78,9
		CSI: Homme - Pourcentage des ménages avec un Indice de stratégie d'adaptation réduit ou stabilisé (idem)	56,2	80	69,2	76,5
		CSI: Femme - Pourcentage des ménages avec un Indice de stratégie d'adaptation réduit ou stabilisé (idem)	53	80	63,6	88,11
		FCS : Pourcentage des ménages avec un score de consommation alimentaire faible (idem)	33,7	<6,7	33,2	10,8
		FCS : Femme - Pourcentage des ménages avec un score de consommation alimentaire faible (idem)	40,6	<8,1	37,6	7,4
		FCS : Homme - Pourcentage des ménages avec un score de consommation alimentaire faible (idem)	31,6	<6,3	31,9	11,8
OS3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels	3A	CAS: Community Asset Score (average) (idem)	2,6	>4,7	4,2	2,8
		CSI (Actifs): Pourcentage des ménages avec un Indice de stratégie d'adaptation réduit ou stabilisé (idem)	27,1	> 27,1	25,1	10,9
		CSI (Actifs): Homme - Pourcentage des ménages avec un Indice de stratégie d'adaptation réduit ou stabilisé ménage dirigé par un homme (idem)	26	> 26	23,7	12,6
		CSI (Actifs): Femme - Pourcentage des ménages avec un Indice de stratégie d'adaptation réduit ou stabilisé (idem)	28	> 28	30	4,8
		CSI (alimentation): Pourcentage des ménages avec un Indice de stratégie d'adaptation réduit ou stabilisé (idem)	55,5	100	68	79,1
		CSI (alimentation): Homme - Pourcentage des ménages avec un Indice de stratégie d'adaptation réduit ou stabilisé (idem)	56,2	100	69,2	76,7
		CSI (alimentation): Femme - Pourcentage des ménages avec un Indice de stratégie d'adaptation réduit ou stabilisé (idem)	53	100	63,6	87,9
		Score de diversité alimentaire des ménages (idem)	5,7	> 5,7	4,5	5,51
		Score de diversité alimentaire des ménages dirigés par un homme (idem)	4,51	> 4,51	4,6	5,58
		Score de diversité alimentaire des ménages dirigés par une femme (idem)	4,46	> 4,46	4,3	5,27
		FCS : Pourcentage de ménages avec un score de consommation alimentaire limité (idem)	31,3	<40	25,7	30,8
		FCS : Femme - Pourcentage de ménages avec un score de consommation alimentaire limité (idem)	28,7	<40	27,3	31,3
		FCS : Homme - Pourcentage de ménages avec un score de consommation alimentaire limité (idem)	32,1	<40	25,3	30,6
		FCS : Pourcentage de ménages avec un score de consommation alimentaire faible (idem)	33,7	<6,7	33,2	10,6
		FCS : Femme - Pourcentage de ménages avec un score de consommation alimentaire faible (idem)	40,6	<8,1	37,6	7,6
		FCS : Homme - Pourcentage de ménages avec un score de consommation alimentaire faible (idem)	31,6	<6,3	31,9	11,5
		Part des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation (idem)	56,9	<67	69,2	63,5
		Réduction du nombre de mois de soudure (idem)	9,5	< 6	7,7	7
	Achats locaux	Vivres achetés localement en % des vivres achetés par le PAM (Wings : baseline Mars 2014, Déc 2014, Déc 2015)	35	45	48	34
		% Vivres achetés à des organisations incluant des petits producteurs en % des achats régionaux, nationaux, et locaux (Idem)	7	>10	0	6,1

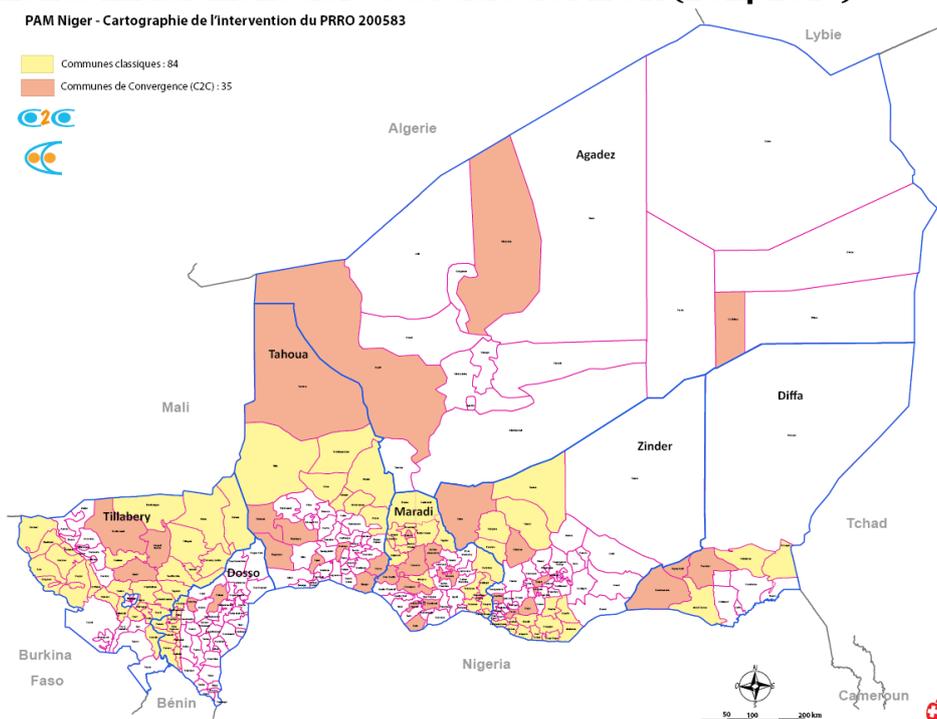
		Suivi des principaux indicateurs d'effet	Baseline	Target décembre 2016	SPR 2014	SPR 2015
OS4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim	PCIMAM	PCIMAM taux de défaut (%) (Statistiques de partenaire : Baseline : Déc 2012/Déc 2013, Déc 2014, Déc 2015)	4,9/4,15	< 4,9	3,1	3,71
		PCIMAM taux de mortalité (%) (idem)	0,1/0,04	< 0,1	0,03	0,03
		PCIMAM taux de non répondant (%) (Idem)	1,3/1,52	< 1,3	0,8	0,96
		PCIMAM taux de guérison (%) (Idem)	87,1/91,3	> 87,1	91,8	95,29
		Pourcentage d'enfants éligibles au programme de PCIMAM et pris en charge (couverture) (S3M Zinder : Déc 2014 ; Squeac Maradi : Déc 2015)	0	>70 urbain > 50 rural	14	24,9
		Prévalence de la malnutrition aiguë parmi les enfants de moins de 5 ans. (poids/taille, en %) (Baseline : Enquête SMART (30 communes) Mars 2014 ; Enquête Midline : Déc 2014, Déc 2015)	13,3 (SPR2015) 11,9 (SPR 2014)	< 12	9	10,8
	Cantine scolaire	Taux de rétention dans les écoles assistées par le PAM PAM (Min. Education : Baseline Déc 2012/Déc 2013, Déc 2014, Déc 2015)	98/99,8	85	98,4	96,5
		Taux de rétention des garçons dans les écoles assistées par le PAM (idem)	98,9/99,8	> 98,9	98,4	96,1
		Taux de rétention des filles dans les écoles assistées par le PAM (idem)	98,9/99,9	98,9	98,3	96,98
		Taux annuel moyen de variation du nombre d'enfants inscrits dans les écoles PAM (idem)	1,73/2,73	6	3,7	4,8
		Taux annuel moyen de variation du nombre de garçons inscrits dans les écoles PAM (idem)	2,41/3,2	6	4,9	5,4
		Taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites dans les écoles PAM (idem)	0,95/3	6	2,3	4,7
Code couleur					Non renseigné	
					Cible non atteinte	
					Cible atteinte	

- (a) Source SPR 2015 : Ces données demandent à être confirmées : elles sont apportées au rapport alors que certaines reflètent des situations postérieures à la période évaluée (post- septembre 2015). Ces données n'ont pas été validées au niveau du siège (SPR provisoire) ; le rapport d'enquête midline 2015 n'est pas disponible et seules les données brutes ont été transmises. Par ailleurs, l'équipe d'évaluation les a reçues tardivement et n'a pas pu matériellement les analyser en détail.
- (b) A noter qu'il est attendu que la somme des « décisions prises par l'homme seul, la femme seule et l'homme et la femme ensemble soit égale à 100% ; dans le cas présent (SPR 2015), la somme est égale à 223%.

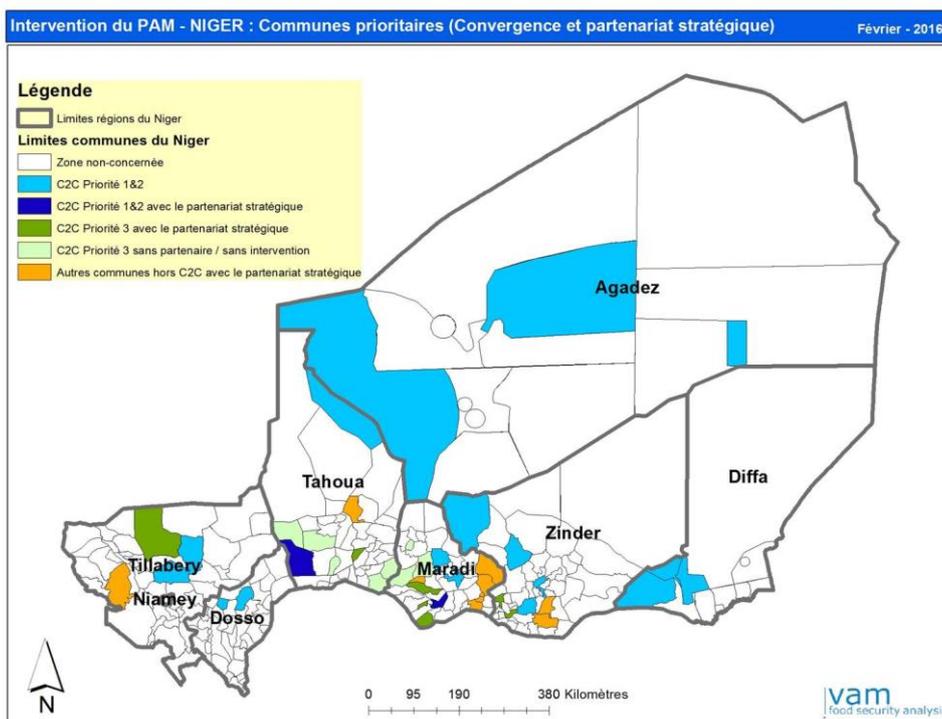
Cartes

Les cartes ci-dessous montrent les zones ciblées par l'IPSR 200583 initialement (119 communes) et les zones effectivement ciblées. Le PAM intervient dans 39 communes dont 29 communes de convergences de priorité 1, 2 et 3 et 10 autres communes où il a développé des partenariats stratégiques avec, entre autres, le FIDA et certains partenaires d'USAID/RISE. Dans ces 39 communes, le PAM intervient avec son « paquet intégré résilience ». Pour la nutrition et l'éducation, il intervient dans tout le pays.

Carte 1 : Zones initialement ciblées au titre de l'IPSR (2014-2016)



Carte 2 : Zones effectivement ciblées au titre de l'IPSR (2014-2016)



Résumé exécutif

1. L'Intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200583, « *Sauver des vies, préserver les moyens d'existence et renforcer la résilience des populations exposées à la vulnérabilité chronique* » a été approuvée pour la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016. Cette intervention vise à venir en aide à plus de 3 300 000 bénéficiaires par an. Le budget initial était de \$1 017 562 008 et a fait l'objet de 3 révisions, dont la dernière fixait le budget à \$1 002 020 926. L'IPSR 200583 vise trois des cinq objectifs stratégiques (OS) du plan stratégique 2014-2017 du PAM : i) Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence (OS1) ; ii) Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels (OS3) ; iii) Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim (OS4).
2. La présente évaluation poursuit deux objectifs complémentaires : redevabilité et leçons apprises utiles pour l'avenir, en particulier pour le bureau pays du PAM. Cependant, l'IPSR 200583 étant conçue à partir d'une stratégie de résilience, cette évaluation revêt une valeur stratégique, au-delà de l'expérience au Niger, pour contribuer au positionnement du PAM sur la problématique de la résilience.
3. L'évaluation porte sur la période de janvier 2014 à septembre 2015. Sur la base des termes de référence, elle est structurée autour de trois questions principales, elles-mêmes décomposées en sous-questions. Des indicateurs, principalement qualitatifs, ont été élaborés pour chaque sous-question ou groupe de sous-questions. La collecte des informations a été réalisée en deux phases : la phase de démarrage (août à octobre 2015) et la mission de terrain (26 octobre au 16 novembre 2015) au cours de laquelle l'équipe d'évaluation a visité toutes les régions du Niger. La méthodologie d'évaluation combine revue documentaire, entretiens individuels ou en groupe et observations directes, avec le souci permanent de trianguler les informations collectées. L'analyse des données secondaires et les entretiens ont en outre été conçus pour examiner la mesure dans laquelle la perspective genre a été prise en compte dans la formulation et la mise en œuvre de l'IPSR.
4. Depuis le début des années 2000, le Niger a connu une succession de crises alimentaires qui révèlent la détérioration continue des conditions de vie d'une frange importante de la population. Dans ce contexte, la problématique de la résilience revêt une acuité particulière, faisant l'objet de plusieurs réflexions et initiatives en cours dans le pays (concept résilience avancé, volonté de convergence des agences des Nations Unies, mise en place d'une approche « communes de convergence »).

Adéquation de l'opération (Question 1)

Pertinence

5. Compte tenu des caractéristiques du contexte du Niger, l'orientation globale de l'IPSR 200583 vers la résilience est pertinente, de même que l'ensemble des aspects nouveaux et innovants introduits par l'intervention.
6. Les activités de l'OS1 sont pertinentes. En effet, le niveau élevé de prévalence de la malnutrition aiguë globale et la prévalence de l'insécurité alimentaire justifient les suppléments alimentaires généralisés. La mise en œuvre de cette activité est basée sur les résultats de l'ensemble des outils de collecte et d'analyse

de l'information portant sur la sécurité alimentaire existant au Niger et sur la répartition des zones d'intervention entre différents acteurs. De ce fait, le choix des populations ciblées ainsi que celui des zones et des périodes d'intervention (juin – septembre) sont pertinents. Cependant, l'IPSR n'a pas pris en compte le fait que la période de soudure des éleveurs commence plus tôt.

7. Les activités relevant de l'OS3 sont pertinentes au regard des besoins de renforcement i) de la résilience des ménages vulnérables et ii) des capacités des institutions publiques en matière de gestion des risques. Au niveau des ménages, le dimensionnement du nombre de bénéficiaires a été trop ambitieux, compte tenu des ressources mobilisables (et effectivement mobilisées) pour ce type d'activités. Par ailleurs, l'IPSR prévoit d'intervenir auprès des mêmes populations pendant trois ans, mais un mécanisme de désengagement progressif selon l'évolution de la résilience des populations n'est pas identifié. En ce qui concerne les activités de renforcement des capacités des institutions publiques, leur alignement sur les priorités nationales n'est pas démontré.
8. Les activités correspondant à l'OS4 présentent également une pertinence élevée. Dans un contexte de forte prévalence de la malnutrition aiguë, la prise en charge de la Malnutrition aiguë modérée (MAM) est justifiée et les activités conduites dans ce cadre en adéquation avec la politique nutrition du PAM (2012) et le protocole national de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA). Pour ce qui est de l'alimentation scolaire, les activités sont basées sur une bonne connaissance des facteurs limitant la scolarisation des enfants ; néanmoins, les activités complémentaires des cantines scolaires ne sont pas toujours suffisamment contextualisées.
9. Le degré et les modalités de prise en compte des thèmes transversaux (genre, protection, reddition des comptes) sont pertinents. En matière de genre, les activités de l'IPSR démontrent une recherche d'équité homme/femme et une attention particulière portée aux femmes et filles. Cependant, quelques aspects spécifiques (par exemple l'accès des femmes à certaines cultures) ne sont pas suffisamment approfondis.
10. Le choix des zones d'intervention, basé sur l'approche « communes de convergence (A2C) », et le choix des activités à réaliser localement, basé sur l'approche à trois niveaux, sont très pertinents. Les critères de sélection des populations affectées sont clairement définis pour la plupart des activités de l'IPSR. Cependant, en matière de supplémentation alimentaire généralisée, le choix de se limiter aux ménages très pauvres est questionné. En ce qui concerne les cantines scolaires, les enfants du préscolaire ne sont pas pris en compte dans la cantine. Pour ce qui est de la prise en charge de la MAM, la différence des critères d'identification de la malnutrition au niveau de l'admission (rapport poids/taille) et du dépistage (périmètre brachial) nuit à l'inclusion des enfants et à la performance générale de la PCIMA.

Cohérence

11. L'élaboration et la mise en œuvre de l'IPSR se sont traduites par une bonne collaboration stratégique et opérationnelle avec les institutions nationales à tous les niveaux. Néanmoins, la communication avec le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires (DNPGCCA) à propos de la stratégie résilience du PAM n'a pas été suffisante. C'est également

le cas de la collaboration avec certaines institutions nationales clés, comme la cellule filets sociaux.

12. La complémentarité entre les activités de l'IPSR est favorisée par le choix de sites intégrés. Elle est renforcée par l'intégration de l'alimentation scolaire dans l'IPSR. La volonté de complémentarité avec les interventions d'autres acteurs (Etat et agences des Nations Unies) se concrétise dans le cadre de projets pilotes ; mais ces collaborations réussies ne sont pas encore passées à l'échelle supérieure. Par ailleurs, le PAM s'implique fortement dans les collaborations inter-institutionnelles en matière de nutrition (notamment, l'initiative REACH).
13. L'IPSR est en parfaite adéquation avec les stratégies et les politiques du PAM, notamment le Plan stratégique 2014-2017, la Politique Résilience (Mai 2015), la politique nutrition du PAM (Février 2012), la Politique en matière d'alimentation scolaire (Novembre 2013), la Politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020), le document d'orientation « Achats de produits alimentaires dans les pays en développement » (2006), la Stratégie Partenariat pour 2014–2017 (Juillet 2014), la politique de réduction et gestion des risques de catastrophes et le manuel d'instructions programmatiques pour l'assistance alimentaire pour la création d'actifs.

Résultats de l'opération (Question 2)

Efficacité

14. Des différences significatives sont observées entre le nombre planifié initialement de bénéficiaires et celui révisé au cours de l'IPSR pour s'adapter aux ressources réellement mobilisées. Cela se traduit par une diminution progressive du nombre de sites à couvrir, une faible couverture des populations au sein des communes de convergence ciblées et un nombre total de bénéficiaires atteints annuellement qui équivaut à 60 % (au maximum) du nombre planifié. En matière de ciblage, malgré des améliorations, des difficultés persistent pour l'assistance alimentaire ciblée et les activités de création d'actifs (certaines catégories de populations vulnérables, telles que les migrants précoces et les éleveurs transhumants, demeurent absentes du système de ciblage).
15. Le pourcentage de bénéficiaires planifiés qui sont effectivement atteints varie énormément selon les activités. Pour la supplémentation alimentaire généralisée, le taux d'atteinte est inférieur à 32 %. Pour les activités d'assistance alimentaire ciblée, le taux d'atteinte est relativement faible (moins de 30 % par rapport à la planification annuelle et moins de 55 % par rapport à la planification initiale). Pour les activités assistance alimentaire pour création d'actifs (3A), malgré le rôle important de cette activité dans la stratégie de résilience de l'IPSR, le taux est encore plus faible (20 % en 2014 et 12 % en 2015 par rapport aux planifications annuelles ; 3 % en 2014 et 2 % en 2015 par rapport à la planification initiale). Pour la prise en charge de la MAM, le taux global d'atteinte des bénéficiaires planifiés est très élevé (entre 90 % et 105 % pour les enfants de 6-59 mois et près de 150 à 190 % pour les FEA). Néanmoins, la couverture de la prise en charge de la MAM chez les enfants demeure faible (18,6 % selon l'enquête de couverture à Zinder). La régularité d'approvisionnement en intrants pour la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë modérée (PCIMAM) est variable d'une zone à l'autre.

Impact et durabilité

16. En matière d'effets, les indicateurs de sécurité alimentaire sont en stabilisation ou en amélioration et les indicateurs de résilience sont en amélioration. Une amélioration des facteurs contribuant à la résilience des bénéficiaires est perceptible (augmentation des superficies cultivables, du revenu, etc.), mais le niveau de résilience atteint n'est pas mesurable. Des exemples concrets montrent un renforcement des capacités des institutions publiques ciblées, mais la durabilité de celui-ci n'est pas acquise en raison de l'insuffisance des ressources de ces institutions. Pour les activités de prise en charge de la MAM, les indicateurs de performance présentent des valeurs nettement supérieures à celles prévues. En matière d'alimentation scolaire, les indicateurs sont globalement en stabilisation ou en amélioration. En ce qui concerne les thèmes transversaux : i) l'IPSR contribue à l'amélioration de la cohésion au sein des ménages ; ii) les activités menées n'ont pas généré de problèmes de sécurité et iii) un effort remarquable a été réalisé pour l'implication et l'information des populations.
17. L'IPSR contribue à une amélioration de la disponibilité des denrées alimentaires à travers l'augmentation de la production. L'IPSR soutient également des activités en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de la protection de l'environnement. Cependant, la durabilité de ces différents acquis n'est pas assurée à l'heure actuelle. Enfin, l'IPSR contribue à l'adoption des bonnes pratiques en matière de nutrition et de santé (hygiène : lavage de mains, habitudes alimentaires) et à une sensibilisation de divers acteurs sur la question de la nutrition.
18. Différentes institutions de l'Etat s'approprient les outils de diagnostic, de ciblage et de suivi promus par le PAM. Au niveau des communautés, il existe un potentiel d'appropriation de certaines activités (par exemple, les demi-lunes) mais il manque pour l'instant une stratégie de désengagement progressif de l'IPSR.

Facteurs influant sur les résultats (Question 3)

Efficiences

19. Malgré l'existence de bons rapports entre le PAM et ses donateurs, il est constaté un décalage important entre les ressources prévues et les ressources réellement mobilisées (24 % des ressources prévues sont mobilisées aux deux tiers de la période d'exécution de l'intervention). Dans ce contexte, l'IPSR a dû adapter sensiblement la répartition des ressources selon les composantes au cours des planifications annuelles. Par ailleurs, la démarche « 1 partenaire par site » est favorable à l'efficacité mais nécessite de veiller au renforcement de certaines compétences du partenaire choisi.
20. Au cours de l'exécution de l'IPSR, il y a eu un renforcement de l'équipe programme et une adaptation progressive des profils à la nouvelle approche au sein du bureau pays. Cependant, le manque de ressources humaines dans plusieurs sous-bureaux limite la possibilité de prendre réellement en compte certaines spécificités régionales. La gestion logistique est globalement optimale pour permettre la réalisation des activités de l'IPSR, mais des dysfonctionnements sont observés en matière d'approvisionnement en intrants pour la PCIMAM. Plusieurs actions concrètes d'amélioration de l'efficacité ont été mises en œuvre par le bureau pays. L'approche résilience fait l'objet d'un

accompagnement satisfaisant du bureau pays par le bureau régional et par le siège.

Partenariat

21. Le PAM a mis en place un processus de sélection et d'évaluation des partenaires basé sur des critères clairs et acceptés de tous ; toutefois, les institutions étatiques regrettent de ne pas être davantage impliquées dans les relations entre le PAM et ses partenaires. Les ONG partenaires du PAM apprécient le bon niveau de partage d'informations et d'expériences entre elles et le PAM. Au cours de l'IPSR, le PAM a développé de nouveaux partenariats (exemple des instituts de recherche en sciences sociales et des structures de recherche techniques et spécialisées) qui lui permettent d'explorer des domaines qu'il ne couvrait pas jusqu'alors.

Capitalisation, leçons apprises/flexibilités

22. La participation active du PAM dans les dispositifs de coordination favorise l'adaptation de la programmation annuelle à l'évolution du contexte. L'IPSR bénéficie d'un système robuste de suivi des activités et des résultats. Le PAM démontre une volonté marquée de capitalisation et d'apprentissage à travers la création de l'unité innovation et apprentissage.

Appréciation globale/conclusions

23. La contribution du PAM au renforcement de la résilience des populations est importante mais demande à être mieux expliquée aux autres acteurs et à être complétée pour assurer son efficacité. L'approche intégrée, l'approche à trois niveaux et les projets pilotes sont pertinents et méritent un suivi particulier pour en tirer et partager les enseignements. Le dimensionnement optimal des activités de renforcement de la résilience dans les IPSR et la mobilisation de ressources pour soutenir l'approche résilience du PAM constituent des défis de taille.

Principales recommandations

		Recommandations	Cible
Stratégique	Court terme	<p>1. Renforcer la complémentarité des partenariats opérationnels sur les dimensions de la résilience non couvertes par le PAM</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer la communication envers les institutions nationales, régionales et locales ainsi que les PTF sur les leçons tirées des interventions. - Mieux faire connaître sa stratégie d'intervention et renforcer le dialogue pour une collaboration rapprochée avec les autres acteurs. - Systématiser, autant que possible, la mise en place de programmes conjoints avec les partenaires Nations Unies ou d'autres acteurs. 	BP
		<p>2. Accroître les capacités d'apprentissage et de capitalisation afin d'améliorer les effets de l'approche résilience</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consolider les partenariats avec les instituts de recherche pour les études techniques ainsi que sociologiques et anthropologiques et les renforcer pour couvrir des domaines nouveaux. - Poursuivre sur la voie du renforcement des capacités du BP pour mieux assimiler les résultats de ces partenariats. Il est recommandé au PAM de compléter les interfaces. 	BP
		<p>3. Soutenir le renforcement de capacités des institutions nationales, régionales et locales dans une vision partagée avec les autres PTF et dans une perspective financièrement soutenable pour l'Etat.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les appuis du PAM au DNPGCCA en concertation avec les autres membres du Dispositif. - Tenir compte de l'évaluation conduite en 2015 pour contribuer au renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles pour la prestation des programmes 	BP

		<p>multisectoriels de nutrition.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la maîtrise d'ouvrage communale et le rôle des administrations déconcentrées. - A moyen terme, s'associer avec les autres PTF dans la préparation des renforcements de capacité afin de réaliser une planification commune et de privilégier une approche programme. 	
	Moyen terme – Prochaine IPSR	<p>4. Approfondir l'approche résilience en définissant une stratégie de désengagement progressif des sites d'intervention</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer une stratégie de désengagement progressif concertée avec les acteurs impliqués dans l'approche C2C. 	BP, BR
		<p>5. Planifier le dimensionnement des différentes composantes de l'IPSR par scénarios liés à la mobilisation des ressources et envisager une approche différenciée de l'estimation des ressources selon les composantes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir des scénarios qui spécifient la dimension de chaque composante en fonction de leur priorité et des ressources mobilisées. Pour les 3A, pour chaque scénario, choisir le nombre de zones à couvrir de façon à toucher une masse critique dans les catégories pauvres et très pauvres permettant de provoquer un changement significatif. - Communiquer avec les institutions de l'Etat et les principaux partenaires au sujet des scénarios définis ainsi que le niveau de mobilisation des ressources. - Inclure la réflexion sur une approche différenciée en fonction des composantes de l'estimation des ressources dans le cadre du <i>Financial Framework Review</i>. 	BP
		<p>6. Développer la capacité de mobilisation de ressources pour les interventions de renforcement de la résilience</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer auprès des bailleurs en faveur de la résilience à partir d'expériences réussies. - Utiliser le partenariat pour accéder à des fonds non accessibles au PAM. - Réaliser une cartographie des donateurs sensibles à la résilience et saisir les opportunités. - Inciter, au niveau du siège, la mise à disposition des Fonds multilatéraux pour la résilience. 	BP, BR, Siège
		<p>7. Définir au niveau pays avec les partenaires une réorientation de l'appui du PAM à la PCIMA en renforçant l'optimisation des ressources, la prévention et les intrants locaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engager une action coordonnée avec l'ensemble des partenaires de PCIMA pour optimiser la gestion des ressources et respecter les recommandations de l'enquête de couverture conduite à Zinder en 2014. - Si les moyens nécessaires à l'application de ces recommandations, en particulier celles concernant le volet communautaire, ne peuvent être mobilisés, envisager de recentrer l'activité du PAM pour assurer sur une zone restreinte une couverture satisfaisante et garantir le niveau de performance de la PCIMAM. - Investir plus largement le champ de la prévention en favorisant les interventions durables. 	BP
Opérationnelle	CT	<p>8. Favoriser la prise en compte de spécificités régionales en adaptant les activités et en renforçant les compétences des Sous-Bureaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adapter les modalités des interventions aux spécificités régionales et locales. - Pourvoir rapidement les postes de chef de sous-bureau manquant et doter les sous-bureaux des compétences nécessaires pour davantage accompagner les dynamiques régionales naissantes. 	BP
		<p>9. Améliorer le suivi en adaptant les indicateurs d'effets aux objectifs de résilience et en adaptant les périodes de collecte des informations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier et suivre les indicateurs nécessaires à l'évaluation du relèvement des populations bénéficiaires. 	BP

	MT	<p>10. Prendre en compte les besoins des catégories spécifiques de la population ciblée à travers chaque activité de l'IPSR</p> <ul style="list-style-type: none"> - Genre: Approfondir les enseignements de l'approche résilience sur l'aspect genre. - Nutrition: Elargir le ciblage pour la SAG au-delà des enfants des ménages très pauvres (si les ressources sont disponibles). - Alimentation scolaire: Considérer les pré-scolaires et les rations sèches pour les filles. - Achats locaux: Développer des partenariats pour le renforcement des organisations paysannes et s'assurer que les achats locaux ne ciblent que les petits producteurs. - 3A: Harmoniser la prise en charge des FEA sur les chantiers. - AAC: Adapter cette activité à la période de soudure des éleveurs. 	BP
--	----	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

1 Introduction

1.1 Caractéristiques de l'évaluation

24. La présente évaluation a deux objectifs complémentaires : rendre compte des résultats (redevabilité) et tirer des enseignements utiles pour l'avenir. L'IPSR 200583, « Sauver des vies, préserver les moyens d'existence et renforcer la résilience des populations exposées à la vulnérabilité chronique », est conçue sur la base d'une stratégie de résilience. Le positionnement du PAM au niveau institutionnel sur la résilience constitue un débat clé ; cette évaluation revêt donc une valeur extrêmement stratégique au-delà de l'expérience au Niger dans le cadre de l'IPSR.

25. L'évaluation porte sur la période de janvier 2013 à septembre 2015. Le principal utilisateur potentiel de cette évaluation est le bureau pays du PAM. Ce dernier a montré un grand intérêt pour cette évaluation, espérant s'appuyer sur ses résultats pour élaborer la prochaine IPSR. Cette évaluation a bénéficié d'une participation rapprochée du bureau régional du PAM et du bureau de l'évaluation du PAM compte tenu du caractère stratégique de cette évaluation liée au positionnement institutionnel du PAM sur la résilience. Les partenaires opérationnels du PAM s'intéressent également de près à cette évaluation.

26. L'approche méthodologique proposée a été conçue de façon à répondre au double objectif de reddition de comptes et d'apprentissage. Elle est basée sur l'expérience des membres de l'équipe d'évaluation en matière d'évaluation et d'utilisation des méthodes proposées par les réseaux internationaux tels qu'ALNAP (Active Learning Network for Accountability and Performance). L'équipe d'évaluation complète est composée de 9 consultants dont une équipe permanente composée de 5 consultants (3 consultants internationaux et 2 consultants nationaux) et une équipe complémentaire pour les visites de terrain composée de 4 consultants nationaux. Ainsi, l'équipe d'évaluation complète est composée de 60 % de membres nigériens. De ce fait, l'accès aux informations dans les langues locales et leur traduction en français est renforcé au sein de l'équipe d'évaluation.

27. L'approche méthodologique proposée se voulait rigoureuse à toutes les phases de l'évaluation (préparation, analyse documentaire, collecte des données, analyse des données, restitutions, etc.) pour assurer l'obligation redditionnelle. Le travail a été effectué dans le souci d'un dialogue ouvert et d'une interaction continue entre les parties prenantes impliquées dans l'IPSR et l'équipe d'évaluation, condition clé du processus d'apprentissage. La collecte des données a été basée sur des méthodes mixtes (documents, entretiens, observations, enquête en ligne). Les résultats de l'évaluation sont principalement basés sur la comparaison des informations provenant de différents éléments d'une même source et la triangulation des informations collectées auprès de différentes sources. L'importance donnée à une information tiendra plus à la diversité des parties prenantes qui la fournissent qu'au nombre de personnes qui l'auraient mentionnée.

28. Les termes de référence posent trois questions principales associées à des sous-questions. Des indicateurs ont été élaborés pour chaque sous-question ou groupe de sous-questions (voir matrice de l'évaluation, Annexe 4). Au total, 12 indicateurs ont ainsi été élaborés. Les indicateurs sont organisés suivant les critères d'évaluation DAC (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et durabilité, etc.). Les indicateurs proposés sont principalement des indicateurs qualitatifs. Cependant,

l'équipe d'évaluation s'est basée à la fois sur des données quantitatives et des données qualitatives pour mesurer les indicateurs proposés.

29. Pour les données quantitatives, l'équipe d'évaluation s'est appuyée sur des données secondaires (données provenant du système de suivi du PAM et de ses partenaires ainsi que celles provenant d'autres institutions étatiques telles que l'Institut National de la Statistique (INS), le ministère de la Santé, etc.). L'équipe d'évaluation a également conduit une enquête en ligne. Les questionnaires proposés aux différentes parties prenantes dans le cadre de l'enquête en ligne sont présentés dans l'Annexe 4). Les données qualitatives ont été collectées par les membres de l'équipe d'évaluation au cours des missions de terrain, sur la base de guides d'entretiens (cf. Annexe 4).

30. Au cours de la phase de démarrage (août à octobre 2015), l'équipe d'évaluation a procédé à l'analyse documentaire et à l'élaboration de la méthodologie de l'évaluation. Cette phase de démarrage s'est terminée par la soumission d'un rapport de démarrage au PAM le 8 octobre 2015. Ce rapport de démarrage a été validé par le PAM avant le démarrage de la mission de terrain.

31. Au cours de la mission de terrain (26 octobre au 16 novembre 2015), l'équipe d'évaluation a visité toutes les régions du Niger (tous les sous-bureaux et bureaux de terrain). La collecte des informations au cours de la mission de terrain a inclus une phase de revue bibliographique, de discussion avec les parties prenantes de l'IPSR (à travers des entretiens semi-directifs, des focus groups et des entretiens individuels) et d'observation. Pour les visites de terrain, l'équipe complète s'est répartie en 3 petites équipes dirigées par chacun des consultants internationaux.

32. Les sites visités au cours de la mission de terrain ont été sélectionnés conjointement par l'équipe d'évaluation et l'équipe programme du bureau pays Niger de façon à couvrir les « sites intégrés » et les « sites non intégrés ». Ainsi, au total 11 sites intégrés et 16 sites non intégrés (5 sites CRENAM⁸, 5 sites achats locaux, 3 sites « soudure », 3 sites « écoles à cantine ») ont été visités.

33. L'équipe s'est efforcée de prendre en compte les différentes catégories sociales au sein des populations affectées (hommes, femmes, jeunes, personnes âgées, etc.). Pour les discussions avec les groupes de femmes, l'équipe d'évaluation a privilégié l'animation par le membre féminin de l'équipe et, dans la mesure du possible, l'interprétariat par des femmes. Plus de 30 *focus groups* ont été organisés avec les populations, regroupant environ 400 hommes et 550 femmes.

34. Dans chaque zone visitée, une restitution intermédiaire a été organisée à la fin de la visite de l'équipe d'évaluation. Plusieurs restitutions finales ont eu lieu à Niamey à la fin de la mission de terrain (15 novembre 2015 : restitution à l'équipe de management ; 16 novembre 2015 au matin : restitution interne au PAM ; 16 novembre 2015 dans l'après-midi : restitution externe au PAM).

35. Les moyens logistiques et matériels mis en œuvre par le PAM et ses partenaires ont permis d'accéder, à quelques exceptions près, aux personnes dont les témoignages sont importants pour l'évaluation.

36. Les principales limites de cette évaluation ont été (1) le difficile accès aux populations affectées dans certaines zones, du fait de l'insécurité comme dans la

⁸ Centres de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour Modérés

région de Diffa, (2) la difficulté de mesurer des résultats en terme de résilience sur une période aussi courte de mise en œuvre (2 ans), (3) la difficulté d'exploiter certaines données (par exemple les indicateurs d'effets en ce qui concerne la sécurité alimentaire) qui ne sont pas collectées selon le calendrier des saisons et (4) les difficultés d'attribution de certains résultats à l'IPSR lorsque plusieurs acteurs interviennent, notamment en ce qui concerne la prise en charge de la malnutrition.

1.2 Contexte

1.2.1 Contexte socio-économique général

37. Le Niger est un pays enclavé qui fait partie des pays les moins avancés ainsi que des pays à faibles revenus et à déficit vivrier. Selon l'Index de Développement Humain du PNUD (2014), le Niger se situe au dernier rang (187^e), l'indice d'égalité de genre classant le Niger à l'avant-dernière place.

38. La population nigérienne dépasse les 17,8 millions d'habitants : 80 % sont des ruraux et 50 % de la population a moins de 15 ans⁹. Le taux de croissance démographique est de 3,9 % par an, soit l'un des plus élevés au monde.

39. Depuis 1990, le taux de pauvreté extrême¹⁰ s'est amélioré en passant de 63 % à 53 % en 2005, et à 48 % en 2011¹¹. Malgré cette évolution, le pays n'a pas atteint le premier indicateur des Objectifs du Millénaire pour le développement.

40. L'économie nigérienne est faiblement diversifiée et est caractérisée par une prédominance du secteur primaire (39,9 % du PIB en 2013¹²), dominé par les activités agropastorales. Les productions agricoles sont, pour l'essentiel, constituées des cultures vivrières dont une grande partie est autoconsommée. L'élevage est pratiqué par une grande majorité de la population active en tant qu'activité principale ou secondaire. Les productions du secteur primaire sont fortement dépendantes des aléas climatiques. Le développement des activités extractives a permis d'accélérer la croissance économique mais procure peu de retombées en matière d'emploi.

41. Le taux de croissance économique moyen de 4,8 %¹³ sur la période 2004-13 est supérieur d'1 % au taux de croissance de la population, ce qui demeure insuffisant pour assurer un décollage économique. Membre de deux communautés économiques régionales (UEMOA et CEDEAO), le Niger est dépendant de la situation de ses principaux partenaires commerciaux dont le Nigéria.

42. Après deux décennies (1990-2010) marquées par trois coups d'Etat, la démocratie nigérienne reste fragilisée par l'instabilité politique et l'insécurité résiduelle à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières ; lesquels ont freiné son développement économique (tourisme, activité extractive). Les répercussions des conflits sociaux, politiques et militaires dans les pays de la région entravent les mouvements de populations et les échanges économiques. Depuis 2012, elles ont aussi entraîné l'afflux de populations réfugiées et déplacées au Niger en provenance du Nigéria et du Mali.

⁹ INS (2012), Recensement général de la population et de l'habitat, INS : Niamey.

¹⁰ Moins de 1,25 US\$ par jour/personne.

¹¹ INS (2015), Niger en chiffres 2014, INS : Niamey.

¹² Le secteur secondaire représente 20,9 % du PIB et le secteur tertiaire 39,2 % (estimations Banque mondiale et INS).

¹³ D'après la Banque mondiale.

43. Le climat du Niger (4 types différents, du saharien au sahélo-soudanien) et sa géomorphologie variée (de zones dunaires, zones de plateau avec bas-fonds, zones de plaine) dessinent une grande variété de paysages et de végétations. Ils conditionnent également la pratique des principales activités économiques du monde rural que sont l'agriculture et l'élevage. On peut distinguer trois catégories principales de producteurs : les agriculteurs, les agro-pasteurs et les pasteurs occupant les zones agro-écologiques correspondantes. Une catégorisation plus fine pourrait illustrer la diversité au sein des zones agro-écologiques, mettant en avant l'importance des revenus générés par le maraîchage et la migration dans certaines zones.

1.2.2 Sécurité alimentaire

44. Depuis le début des années 2000, le Niger a connu une succession de crises alimentaires (2001, 2005, 2010, 2012)¹⁴. L'origine de ces crises n'est plus liée uniquement à un choc (résultant des aléas climatiques et des invasions d'acridiens), mais au processus de transformation des modes de production et d'appauvrissement des ménages ruraux (et, plus récemment, urbains) dont la vulnérabilité s'est accrue. Ces crises répétées révèlent la détérioration continue des conditions de vie d'une frange importante de la population en raison de la croissance démographique très élevée, du faible développement économique et de la dégradation écologique marquée.

45. Les processus de saturation de l'espace agro-pastoral et de montée du front agricole ont exacerbé la concurrence pour l'accession à la terre et rendent plus aléatoire la production agricole sur des sols peu productifs. La pression sur les ressources naturelles (terre, eau, végétation) s'est accompagnée de la multiplication de conflits d'usage et de processus d'exclusions des femmes et des jeunes dans l'accès au foncier. Cette situation est aggravée par un environnement peu favorable au développement de filières agro-pastorales, caractérisé par le manque de semences de qualité, mais aussi par des méthodes agricoles dépassées, le mauvais état des routes, l'accès limité aux marchés, le traitement insuffisant des produits alimentaires, etc. La précarité des ressources générées par les autres activités des ménages (migration, travail journalier, cueillette) ne permet pas de compenser le renchérissement saisonnier des denrées de base.

46. Les chocs répétés ont affaibli la résilience des communautés rurales. Les ménages les plus vulnérables ne possèdent plus qu'une capacité de production limitée, ont progressivement décapitalisé (bétail, mise en gage ou vente des terres) et font face à des niveaux élevés d'endettement. Les crises ont affaibli les réseaux d'entraide et favorisé les migrations, les villes constituant le réceptacle de la pauvreté rurale.

47. Dorénavant, même en année considérée comme « normale », le pays présente 20 à 30 % de sa population en situation vulnérable nécessitant diverses formes d'assistance alimentaire et/ou nutritionnelle. Les réponses humanitaires coûteuses apportées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle depuis 2005 n'ont, à l'évidence, permis (i) ni de prévenir de nouvelles crises ; (ii) ni de renforcer la résilience des ménages ; (iii) ni de construire les bases d'une sécurité alimentaire à long terme.

48. Depuis quelques années, tirant les leçons des interventions d'urgence déconnectées des autres interventions, notamment des interventions de long terme

¹⁴ 7,1 millions de personnes en insécurité alimentaire en 2010 et 6,4 millions en 2012 (INS).

visant à réduire les vulnérabilités structurelles, plusieurs initiatives régionales (AGIR¹⁵, RISE¹⁶, BRACED¹⁷, etc.) soutiennent la résilience. Au Niger, le contexte institutionnel et stratégique au niveau national est favorable à la résilience (cf. 1.2.7). De même, les représentants de haut niveau de la communauté humanitaire¹⁸ démontrent une implication importante dans la promotion de la résilience au niveau national et international. Avec la contribution de plusieurs acteurs (PAM, UNICEF, etc.), une approche promouvant la résilience et la convergence des interventions de différents acteurs est mise en place : l'approche commune de convergence (A2C)¹⁹.

1.2.3 Santé-Nutrition

49. La situation sanitaire au Niger enregistre des progrès révélés par la diminution régulière au cours des vingt dernières années du niveau de la mortalité infanto-juvénile (127 ‰) et par la situation épidémiologique du VIH/SIDA contenue à une prévalence faible (0,4 % : EDSN²⁰ 2012). Des améliorations en termes d'accès aux services sanitaires et de pratiques ont aussi été enregistrées²¹.

50. Cependant, les progrès sont dans l'ensemble relativement lents et une part importante de la population reste en marge de ces progrès comme le montrent l'absence de réduction de la fécondité, la fréquence des grossesses précoces et les grossesses rapprochées préjudiciables pour la santé de la mère et de l'enfant²².

51. La dernière décennie a aussi révélé l'ampleur des phénomènes de malnutrition aiguë et chronique, longtemps sous-estimés dans le Sahel, dont les prévalences demeurent constamment au-dessus du seuil d'alerte. L'enquête SMART conduite en 2014 met en évidence une prévalence nationale de la malnutrition aiguë globale (MAG) proche du seuil d'urgence de 15 % (14,8 % - Normes OMS 2006). Toutes les régions sanitaires (même celle de Niamey) affichent des prévalences dépassant le seuil d'alerte de 10 %, celle de Maradi dépassant le seuil d'urgence (15,7 %). Au niveau national, la prévalence de la MAG est en hausse par rapport aux taux de 2013 (13,3 %), de 2011 (12,3 %) et équivalent à celui mesuré en 2012 (14,8 %) (cf. Annexe 9). La prévalence de la malnutrition aiguë sévère (MAS) demeure au-dessus du seuil d'urgence fixé par l'OMS à 2 %²³. Concernant la malnutrition chronique des enfants de 6-59 mois, les prévalences mesurées chaque année sont depuis 2007 supérieures au seuil d'alerte fixé par l'OMS (40%). De plus, les carences sont multiples et fréquentes : 75 % des enfants et 46 % des femmes en âge de procréer (46 %) sont touchés par l'anémie²⁴; et la carence en vitamine A concerne 60 % des enfants en âge préscolaire²⁵.

52. Les causes de la malnutrition sont multiples, liées aux déficits alimentaires chroniques mais également aux maladies infectieuses et parasitaires de l'enfant qui

¹⁵ Alliance Globale pour l'Initiative Résilience

¹⁶ Resilience in the Sahel Enhanced

¹⁷ Building Resilience And Adaptation to Climate Extreme and Disasters

¹⁸ Le coordinateur humanitaire, les chefs d'agences des Nations unies, etc.

¹⁹ « Approche commune de convergence, note conceptuelle », République du Niger, décembre 2013 et « Approche commune de convergence (A2C), note de cadrage, République du Niger- HCI3N, juin 2015

²⁰ Enquête Démographique et de Santé

²¹ Ainsi, entre 1998 à 2012, la proportion de femmes ayant accouché dans un établissement de santé est passée de 19 % en 1998 à 30 % en 2012. Parmi les enfants de 12-23 mois, 52 % sont complètement vaccinés, contre 29 % en 2006. La proportion d'enfants de moins de cinq ans ayant dormi sous une moustiquaire la nuit précédant l'enquête a augmenté, passant de 15 % en 2006 à 24 % en 2012, et ceux ayant dormi sous une MII est passée de 7 % à 20 %. (EDS-MICS 2012).

²² 23 % des naissances interviennent dans un intervalle inférieur à 24 mois par rapport à la naissance précédente ; 40 % des jeunes filles de 15 à 19 ans ont déjà commencé leur vie procréative (sources EDSN-MICS 2012).

²³ Depuis 2008, le seuil d'urgence a toujours été dépassé, sauf en 2011.

²⁴ EDSN-MICS IV 2012.

²⁵ WHO Global Database on Vitamin A Deficiency 2009.

surviennent dans un contexte peu favorable : le système de soins est peu performant, et l'offre inégalement répartie sur le territoire²⁶ ; les pratiques culturelles sont souvent inadaptées aux besoins de soins du jeune enfant : seuls 6 % des 6 à 23 mois (la classe d'âge la plus affectée par la malnutrition sous toutes ses formes) bénéficient de pratiques optimales d'alimentation en 2012.

1.2.4 Education

53. La croissance démographique et la jeunesse de la population exercent une forte pression sur le système éducatif. Le pays a engagé des efforts importants pour améliorer l'accès à l'éducation. En dix ans, le taux brut de scolarisation (TBS) au primaire a plus que doublé (35 % en 2001 ; 79,2 % en 2012) et le taux brut d'accès est passé de 55 % (2000) à 97,9 % (2012). Le taux d'achèvement du cycle primaire est passé de 21 % (2001) à 55,8 % (2012)²⁷, ce qui a pour conséquence directe un accroissement des besoins en écoles, en enseignants, etc. Au-delà des progrès quantitatifs, il reste un très grand défi : celui de la qualité de l'enseignement. La faible qualité de celui-ci résulte de plusieurs facteurs : dégradation du niveau de formation des enseignants ; augmentation du nombre d'enfants par classe ; détérioration du suivi pédagogique, etc. Les filles rencontrent des freins particuliers pour leur scolarisation, dont leur contribution à la réalisation des tâches ménagères (recherche de l'eau et du bois, pillage des grains, vaisselle, gardiennage des frères et sœurs plus jeunes, etc.) et le mariage précoce.

Tableau 2: Indicateurs scolaires garçons/filles

	1990		2005-2007		2010-2012	
	G	F	G	F	G	F
Taux de scolarisation primaire net ^{a,b}	34,1 %	20,4 %	46,1 %	35,6 %	55,8 %	44,1 %
Taux de scolarisation secondaire net ^{a,b}	9,6 %	3,1 %	13,1 %	10,9 %	19,2 %	16,0 %

^a Indicateurs de la Banque mondiale

^b Enquêtes démographiques et sanitaires (1992, 2006, 2012)

54. Malgré ces efforts, le Niger n'a pas atteint les indicateurs OMD concernant la scolarisation universelle primaire et l'élimination des disparités entre les sexes dans les niveaux d'éducation.

1.2.5 Problématique Hommes-Femmes

55. Le Niger a mis en place des textes et lois favorables ainsi que des mécanismes de redressement des disparités. Les femmes nigériennes sont protégées par l'essentiel des dispositions juridiques, tant au plan politique que civil et économique. L'équité de genre, en vertu des textes de lois, est aujourd'hui un principe acquis, mais dans les réalités quotidiennes, les pratiques discriminatoires sont toujours vivaces. Les femmes sont plus pauvres que les hommes, moins scolarisées, moins alphabétisées, et ont un accès moindre aux sources d'informations, aux opportunités économiques, aux espaces de décisions et de pouvoir, aux services publics, etc. Les changements en termes d'équité restent toujours un défi à relever du fait de

²⁶ Annuaire des statistiques sanitaires du Niger en 2012 : A l'échelle du pays, on compte un médecin pour 16 000 habitants, 1 pour 18 000 à dans la région d'Agadez mais 1 pour plus de 40 000 habitants dans les régions de Tahoua et Tillabéri. En 2012, la couverture sanitaire nationale est inférieure à 50 % et inférieure à 35 % dans 11 des 42 districts sanitaires du pays.

²⁷ Source : Programme Sectoriel de l'Education et de la Formation (2014-2024), Document de stratégie.

l'acceptation culturelle des inégalités de genre par les hommes et les femmes elles-mêmes.

1.2.6 Situation des réfugiés et déplacés

56. En 2012, le conflit entre rebelles armés et forces gouvernementales qui a éclaté dans le nord du Mali a contraint des centaines de milliers de personnes à fuir leur domicile. Cette situation a entraîné le déplacement de Maliens venus se réfugier au Niger ainsi que le retour de nombreux Nigériens séjournant dans le nord du Mali. En janvier 2015, le nombre de réfugiés maliens était estimé à 37.000 personnes. La reprise des combats entre factions armées depuis mai 2015 a limité l'opportunité d'un retour des réfugiés.

57. La déclaration de l'état d'urgence dans le nord du Nigéria en mai 2013 et l'offensive militaire lancée contre le groupe Boko Haram ont provoqué une nouvelle crise de réfugiés dans le sud-est du Niger. En janvier 2015, 16.000 personnes en provenance du Nigéria étaient enregistrées en tant que réfugiés par l'UNHCR pour plus de 100.000 personnes qui ont fui le Nigéria et trouvé refuge au Niger depuis le milieu de 2013. Les ressortissants nigériens qui vivaient au Nigéria ainsi que de nombreux réfugiés résident pour la plupart au sein de familles d'accueil dans la région de Diffa. L'accès à ces populations est par conséquent coûteux et pose d'importants problèmes opérationnels et sécuritaires.

1.2.7 Contexte institutionnel et stratégique

58. Afin de faire face à ces nombreux défis, le gouvernement a adopté le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015 dont les priorités sont axées sur la sécurité alimentaire, la bonne gouvernance, la sécurité nationale ainsi que le développement du capital humain et des infrastructures. L'initiative « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » (I3N) concrétise la volonté politique insufflée par le gouvernement sur la sécurité alimentaire en favorisant une approche multisectorielle et en renforçant les liens entre les ministères de la Santé, de l'Education, de l'Agriculture et de l'Elevage.

59. Sur le plan sectoriel, le Niger dispose d'institutions en charge de mettre en œuvre les politiques et programmes spécifiques. Ainsi, le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires (DNPGCCA) guide les interventions humanitaires à travers des Plans de soutien annuels coordonnant les interventions de l'ensemble des acteurs. Le Plan de Développement Sanitaire (PDS) constitue l'outil principal de mise en œuvre de la politique nationale de santé pour la période 2011-2015. La réduction de la malnutrition, considérée comme une priorité, est soutenue par la Politique Nationale de Nutrition (PNN 2012-2021) ainsi que le protocole national de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA) défini en 2012. Une nouvelle politique nationale de sécurité nutritionnelle, portée par I3N, est en cours de finalisation²⁸. En matière d'éducation, le Programme Sectoriel de l'Education et de la Formation (2014-2024) vise à réduire les disparités dans l'accès et le maintien au cycle de base notamment grâce à l'alimentation scolaire.

60. Ces politiques nationales sont soutenues par des processus régionaux (AGIR), mais aussi des politiques agricoles promues à l'échelon régional (CEDEAO et

²⁸ Une version provisoire de la PNSN est disponible depuis octobre 2015.

UEMOA) et internationaux (SUN²⁹ et REACH³⁰) pour lesquels le Niger bénéficie d'appuis techniques et/ou financiers.

61. Le Niger s'est engagé dans un processus de réformes dont l'un des principaux piliers est le renforcement de la démocratie à la base. Des lois et règlements ont défini les différents paliers de la décentralisation, les modalités d'exercice de la libre administration, celles du choix des organes délibérants des entités décentralisées ainsi que le rôle des différents acteurs de la décentralisation. Des élections locales ont mis en place la deuxième génération de conseils et exécutifs communaux, complétés par l'arrivée de conseils régionaux et de ville. Le transfert progressif de compétences au profit de collectivités concerne une vingtaine de domaines dont, entre autres, le foncier, le développement économique, l'hydraulique, la santé-hygiène-assainissement et le domaine des productions agro-sylvo-pastorales.

1.3 Descriptif de l'opération

62. L'IPSR a été approuvée en novembre 2013 par le Conseil d'administration du PAM pour une durée d'intervention de 3 ans allant de janvier 2014 à décembre 2016. Le projet s'inscrit dans le 1^{er}, le 3^e et le 4^e Objectif Stratégique (OS) du Plan Stratégique 2014 à 2017³¹ du PAM.

Cette IPSR se démarque des programmes classiques par son engagement vis-à-vis de la résilience, son approche novatrice (paquet intégré résilience), son caractère d'apprentissage à travers la mise en œuvre d'actions pilotes et son orientation vers la collaboration et l'appropriation du gouvernement.

63. L'IPSR propose des activités programmées au cours de l'année selon le calendrier présenté ci-dessous (Schéma 10) afin d'atteindre trois objectifs :

64. OS1 : *Réduire les effets des contraintes saisonnières et éviter un pic de malnutrition aiguë et de mortalité, en mettant l'accent sur les enfants de moins de deux ans dans le cadre d'un dispositif de filets de sécurité destiné aux ménages.*

- Ainsi, une Assistance Alimentaire Ciblée (AAC) est apportée aux ménages très pauvres (bénéficiaires des activités durant la saison post-récolte et des ménages très pauvres additionnels) à travers des distributions de vivres ou transferts monétaires inconditionnels. L'AAC est couplée à une supplémentation alimentaire généralisée (SAG) pour les enfants de 6 à 23 mois et les Femmes Enceintes ou Allaitantes (FEA) des ménages bénéficiant de l'AAC.

65. OS3 : *Améliorer l'accès aux avoirs et aux vivres moyennant la bonification des terres, la collecte de l'eau et les achats locaux (OS3).*

- Une assistance alimentaire conditionnée par des activités de développement rural est apportée à travers l'Assistance Alimentaire pour création d'Actifs (3A). Durant la saison sèche et pour chaque année d'intervention de l'IPSR, elle cible les mêmes ménages vulnérables de communes prioritaires. Par ailleurs, l'IPSR prévoit de procéder à des achats locaux à des prix

²⁹ Scaling Up Nutrition

³⁰ Renewed Efforts Against Child Hunger and under-nutrition

³¹ Plan Stratégique du PAM pour 2014-2017 - PAM, Rome (2013). OS 1 : "Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence", OS3 : "Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels"; OS4 : "Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim".

rémunérateurs auprès des petits producteurs pour faciliter leur intégration dans la chaîne d’approvisionnement en vivres du PAM.

66. OS4 : *Appuyer les filets de sécurité intégrés visant à traiter la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes, et à mettre en œuvre des interventions communautaires pour prévenir la malnutrition et améliorer l’accès à l’éducation et la poursuite des études.*

- Un appui est apporté à tous les centres de santé intégrés du Niger qui assurent la PCIMAM et aux cantines scolaires dans les zones où les taux d’abandon sont élevés et l’accès à l’éducation limité.

Schéma 10: Calendrier des interventions

oct	nov	Déc	jan	fév	mar	avr	mai	juin	juil	août	sept
supplémentation alimentaire ciblée (PCIMAM)											
Cantine scolaire											
achats locaux											
3A									AAC/SAG		

67. La stratégie d’intervention de l’IPSR repose sur deux principes : la multisectorialité et la convergence des interventions. Ces principes s’appliquent à l’IPSR qui oriente ses activités vers les mêmes sites et les mêmes bénéficiaires ; ils concernent plus généralement les interventions des agences du système des Nations Unies qui se sont engagées dans une stratégie d’appui aux Communes de Convergence (C2C). La stratégie de l’IPSR implique un renforcement des partenariats et l’adoption de planification participative au niveau local.

68. A travers l’opportunité d’un partenariat stratégique ou de consolidation d’acquis, le PAM initie des actions avec la même approche d’intégration dans dix autres communes. Des outils de diagnostic et de planification ont été développés sur la base des moyens d’existence afin de cerner les contextes des zones d’intervention et les priorités des communautés. L’Analyse Intégrée du Contexte (AIC) a permis de sélectionner les communes de convergence. Les Programmations Saisonnières basées sur les Moyens d’Existence (PSME) ont été entreprises au niveau des régions et affinées au niveau des communes. Des exercices plus réduits de Planification Communautaire Participative ont été réalisés sur certains sites (regroupement de villages) pour une analyse approfondie des priorités et des moyens de mitigation à développer en réponse aux préoccupations des communautés.

69. La convergence des interventions de l’IPSR s’organise autour des activités des 3A. A mi-parcours de sa mise en œuvre, l’IPSR a développé une approche intégrée dans 29 communes de convergence³² et dans 10 communes où s’opèrent des partenariats stratégiques. Aujourd’hui, 136 sites³³ d’intervention peuvent être qualifiés de « site intégré » dont les niveaux d’intégration sont variables : par exemple, moins de 40 % des sites 3A sont dotés d’écoles à cantine. Pour les activités de l’OS4, le PAM intervient dans 1168 centres de santé à travers le territoire et dans

³² En raison de la situation de la région de Diffa, les interventions n’ont pas débuté dans trois communes de convergence initialement ciblées.

³³ Un site peut regrouper plusieurs villages voisins.

1250 écoles pour les cantines scolaires³⁴. L'assistance alimentaire ciblée en période de soudure (OS1) a concerné 45 communes en 2015.

70. Initialement, l'IPSR devait en trois ans toucher 3.352.000 bénéficiaires (dont 900.000 bénéficiaires prévus dans le cadre d'un plan de contingence) à travers l'AAC (Cash et vivres), 976.000 enfants de 6-23 mois et FEA (dont 149.000 prévus dans le cadre d'un plan de contingence) à travers les suppléments alimentaires généralisés, 2.312.000 bénéficiaires par la création d'actif (FFA et CFA), 2.628.000 enfants de 6-59 mois et FEA pour la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée, 498.000 élèves bénéficiaires de l'alimentation scolaire et 310.000 filles bénéficiaires de rations à emporter.

71. L'IPSR a fait l'objet de trois Révisions Budgétaires (RB). La RB1 (09-2014) était un ajustement technique des coûts de transport et de stockage (LTSH), la RB2 était liée à l'adoption technique du nouveau cadre de gestion financière. La RB 3 (05-2015) a été proposée pour prendre en compte : (1) l'évolution à la hausse du coût de transport et de stockage (LTSH) des produits alimentaires, (2) le besoin de renforcement du personnel du PAM pour appuyer le gouvernement nigérien et accélérer le renforcement de capacité des acteurs locaux, (3) la réduction des coûts de contingence (vivres et cash) prévus pour 2015 en cas de crise alimentaire et nutritionnelles, (4) l'augmentation des autres coûts opérationnels directs (ODOC) relatifs au paquet intégré de résilience, la sécurité alimentaire et la nutrition. En février 2016, le PAM a mobilisé 240 millions de dollars pour l'IPSR, ce qui représente 24 % des ressources financières nécessaires à l'exécution du projet (cf. Schéma 1).

2 Résultats

2.1 Question 1 : Pertinence de l'opération

2.1.1 I1: Adéquation entre les besoins prioritaires et les besoins couverts

72. **Une pertinence de l'approche globale orientée vers la résilience.** La stratégie globale de l'IPSR est pertinente vis-à-vis de la nature des crises. Le Niger est en effet l'objet de crises récurrentes intervenant dans un contexte marqué par des vulnérabilités structurelles ; les réflexions et initiatives en faveur de la résilience sont en cours dans le pays (cf. §48).

73. **Une volonté d'introduction d'aspects nouveaux et innovants pertinente et ambitieuse.** L'IPSR a introduit plusieurs aspects nouveaux par rapport aux interventions précédentes telles que l'approche à trois niveaux, A2C et plusieurs projets pilotes (projet FFP, projet ADONUT³⁵, projet PAA³⁶, clinique mobile³⁷, etc.) et des activités complémentaires dans les écoles à cantine. De plus, la

³⁴ Il faut noter l'installation récente de 772 cantines scolaires, créées de 2012 à 2015 : 62 en 2012, 549 en 2013, 161 en 2015 (Sources : Statistiques cellule cantines scolaires).

³⁵ Le projet Adonut, en test dans la région de Zinder depuis 2013 concerne 24 écoles primaires et collèges. Il fournit respectivement des fortifications des repas avec les Poudres de Micronutriments (MNP) aux écoles primaires et des suppléments en fer aux collèges. Cette activité est accompagnée d'une allocation de bourse aux filles vulnérables de 6ème et 5ème et de sensibilisation (promotion des compétences de vie courante, santé, droits des filles, hygiène et nutrition).

³⁶ PAA : Purchase from Africans for Africa. La FAO et le PAM travaillent en collaboration avec le HCI3N pour élaborer une stratégie de mise à l'échelle d'achats locaux d'aliments auprès des petits producteurs.

³⁷ Les trois communes de convergences (Goudoumaria, Foulatari, N'Guel Beyli) du District Sanitaire de Maïne Soroa (Région de Diffa) bénéficient d'un projet pilote de cliniques mobiles financé par des fonds canadiens et norvégiens. Les cliniques mobiles constituent une stratégie de rapprochement des services de santé/nutrition aux populations vivant dans des zones reculées. Le

stratégie de résilience exige des réflexions en interne du PAM pour affiner son positionnement vis-à-vis de cette thématique et des démarches de communication et de sensibilisation interne et externe. Bien que pertinents, l'ensemble de ces aspects nouveaux concentrés dans un même programme peut constituer une charge non négligeable pour l'équipe pays. En effet, chaque aspect nouveau exige un investissement en temps nettement supérieur comparé aux aspects bien rodés.

Pour l'OS1 : Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence

ED1.1 : Stabilisation ou réduction de la dénutrition (supplémentations alimentaires généralisées)

74. **Une pertinence des supplémentations alimentaires généralisées.** Le niveau élevé des taux de malnutrition justifie les supplémentations alimentaires généralisées (SAG) organisées pendant la période de soudure.

75. L'IPSR s'inscrit dans une démarche dont l'efficacité pour la prévention de la malnutrition des enfants ciblés a été établie dans le cadre de l'étude Epicentre³⁸.

76. Aussi, les produits prévus pour les distributions dans le cadre des SAG (le Super Cereal + (SC+) pour les enfants de 6-23 mois et le Super Cereal (SC) et huile pour les FEA) sont adaptés à la nature de l'opération et aux cibles visées. Cependant, en 2014, des retards d'acheminement en SC+ ont contraint le PAM à donner, aux enfants de 6-23 mois, les produits prévus pour les femmes (SC et huile) lors des deux premiers mois de distribution. Ceci n'est pas optimal pour couvrir les besoins de l'enfant. Par ailleurs, ce changement dans le type de produits distribués peut générer des difficultés en termes de communication vis-à-vis des bénéficiaires.

77. **Un choix de modalités de mise en œuvre pertinent mais l'activité de dépistage pose des difficultés.** Les distributions pour la SAG ont été organisées par les partenaires ONG simultanément aux distributions alimentaires destinées aux ménages. Elles ont été couplées à des séances de sensibilisation sur des Pratiques Familiales Essentielles (PFE) et à un dépistage de la malnutrition aiguë. Lors des distributions, les hommes et les femmes se déplacent sur les sites de distribution et les hommes ont été inclus dans les séances de sensibilisation. Il est pertinent de coupler les distributions pour la SAG à un dépistage qui permet d'identifier les enfants souffrant de malnutrition aiguë devant être référés vers un CRENAM ou un CRENAS. La mise en œuvre pose toutefois des difficultés :

- Si un enfant est identifié malnutri aigu sévère, sa mère est invitée à le conduire au centre de santé où son statut nutritionnel devra être confirmé pour qu'il soit intégré dans le programme de prise en charge de la malnutrition aiguë. L'enfant malnutri ne reçoit pas la ration de SAG, ce qui peut sembler paradoxal aux bénéficiaires : les enfants non malnutris bénéficient d'une ration mais les enfants malnutris repartent sans rien.
- Le dépistage a été conduit sur les sites de distribution par des agents formés à la mesure du périmètre brachial mais ce ne sont pas nécessairement les agents communautaires qui suivent habituellement les femmes. Le suivi du

projet a pour objectif la prévention de la malnutrition chronique à travers la fourniture d'un paquet de services curatifs et préventifs, dont la distribution de poudres de micronutriments aux enfants de 6 à 23 mois à travers les cliniques mobiles.

³⁸ Epicentre en collaboration avec le ministère de la Santé, le PAM, MSF et Forsani. « Evaluation de différentes stratégies de distributions préventives de la malnutrition au Niger », 2013. Cette recherche conduite au Niger a en effet montré que la combinaison d'interventions est plus efficace pour prévenir la malnutrition.

référencement vers les centres de santé des enfants dépistés malnutris ne sera pas nécessairement assuré.

- Les centres de santé ne sont pas formellement associés à cette étape. Il est possible que des enfants référés ne puissent être pris en charge du fait d'une rupture en intrant.

ED1.2: Stabilisation ou amélioration de la consommation alimentaire des ménages et/ou des individus ciblés au cours de la période d'assistance (Assistance alimentaire ciblée)

78. Une définition des activités basée sur un ensemble d'outils de collecte et d'analyse d'information fonctionnel. Le processus d'élaboration de l'IPSR s'est appuyé sur l'ensemble d'outils de collecte et d'analyse d'information sur la sécurité alimentaire existant au Niger³⁹. Il s'agit des outils suivants : SAP/PC identifiant les zones vulnérables, l'enquête annuelle sur la vulnérabilité déterminant les ménages en insécurité alimentaire, les profils de moyens d'existence établis selon la méthodologie *Household Economy Approach* (HEA). Les études de marché dont le suivi régulier est réalisé en collaboration avec le SIMA et le SIM/bétail permettent d'adapter, dans chaque zone d'intervention, la modalité d'intervention adéquate (alimentaire ou monétaire). Le PAM suit également la situation courante de l'analyse de la vulnérabilité selon l'approche régionale du cadre harmonisé. Le PAM apporte ses compétences techniques pour assurer la qualité de ces études. Chaque année, l'IPSR s'adapte aux résultats des différentes analyses d'information sur la sécurité alimentaire afin d'affiner ses zones d'interventions pour les activités relatives à l'OS1.

79. Une pertinence globale de la période d'intervention. La période d'intervention de l'assistance alimentaire ciblée (juin à septembre) correspond bien à la période de soudure pour les ménages agricoles. Ceux-ci sont généralement amenés à aller travailler comme salariés agricoles, à partir en exode ou à vendre leurs avoirs productifs. Néanmoins, la période d'intervention n'est pas adaptée aux éleveurs qui connaissent effectivement une soudure plus précoce en raison de la vulnérabilité du cheptel à partir du mois d'avril du fait du manque de pâturage et de la difficulté que rencontrent les pasteurs pour assurer des approvisionnements en complément alimentaire pour le bétail.

Pour l'OS3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels

ED3.1: Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc (3A)

80. Une planification initiale ambitieuse tenant compte des besoins des populations et du contexte nigérien et régional favorable à la résilience. En se basant sur les analyses de vulnérabilité de la population nigérienne, la planification initiale prévoyait de toucher environ 30 % du nombre total des bénéficiaires planifiés (cf. Schéma 8) et de consacrer 33 % des ressources totales espèces et vivres de l'IPSR pour les 3A (cf. Schéma 2). De ce fait, le budget global de l'IPSR s'est élevé à plus d'1 milliard d'USD pour trois ans. Au moment de

³⁹ Selon l'IRAM (2014), dans la sous-région, le Niger constitue l'un des dispositifs les plus outillés pour analyser la situation alimentaire et nutritionnelle conjoncturelle. L'ensemble des PTF s'inscrivent dans le diagnostic réalisé par le SAP/PC et interviennent dans les zones identifiées (zones vulnérables déterminées lors des réunions bisannuelles du DNPCCCA) à participer au Plan de Soutien. IRAM, *Rapport d'évaluation de la distribution gratuite ciblée (DGC) 2014 et de ses effets*, avril 2015.

l'élaboration du projet, le contexte institutionnel et stratégique nigérien et régional était bien favorable à la résilience (cf. §58 à §60) et laissait prévoir une perspective de financement de la résilience plus importante. En effet, les ressources financières mobilisées par le PAM pour les activités similaires à l'IPSR étaient en augmentation depuis 2011 (cf. Schéma 21). Les expériences précédentes du PAM en matière d'activité 3A et son partenariat avec les acteurs clés de la résilience au Niger, notamment le HCI3N, lui donnaient une capacité opérationnelle pour envisager le passage à l'échelle de ces activités. Cette proposition de passage à l'échelle est également soutenue par le gouvernement⁴⁰. Néanmoins, le degré d'augmentation du budget proposé de l'IPSR - environ le triple des besoins exprimés dans les années précédentes pour des programmes incluant des activités similaires à l'IPSR 200583 (cf. Schéma 21) - est très élevé.

81. Une faiblesse dans la définition de mécanisme de désengagement progressif selon la progression de la résilience des populations. Sur la base du constat que les catégories les plus pauvres des populations affectées par une crise se relèvent en moyenne au bout de trois ans et plus⁴¹, le PAM a fait le choix d'intervenir auprès des mêmes bénéficiaires pendant trois ans. Cependant, un mécanisme permettant au PAM et ses partenaires de prendre la décision de continuer ou de se désengager progressivement auprès des populations cibles n'est pas encore défini ou mis en place. Il est à noter que la résilience est une notion complexe et il n'y a pas actuellement un consensus sur sa mesure bien qu'il existe plusieurs initiatives dans ce sens⁴².

82. Une faible analyse préalable de certains aspects touchés par les 3A. L'état d'avancement de la décentralisation, les capacités des communes et les rôles effectifs qu'elles peuvent jouer (cf. Annexe 6), les enjeux d'accès aux ressources naturelles, notamment les enjeux fonciers, n'ont pas pu être analysés au moment de l'élaboration de l'IPSR. Néanmoins, au cours de sa mise en œuvre, l'IPSR s'est efforcée de comprendre et d'apporter des solutions à la problématique du foncier⁴³ (cf. §205, et §230) ainsi que de s'adapter au fur et à mesure aux capacités des communes.

ED3.2: Amélioration des débouchés pour les producteurs et les commerçants (Achats locaux)

83. Une pertinence du choix de s'adresser aux petits producteurs et du choix des zones. Le choix de s'adresser aux petits producteurs pour les achats locaux destinés à l'alimentation scolaire est cohérent avec la stratégie de la résilience de l'IPSR et les efforts de renforcement des moyens d'existence et de l'alimentation scolaire. Le choix des zones d'intervention est principalement guidé par les opportunités de production des régions. Ainsi, 4 régions ont été concernées par les achats locaux (Maradi⁴⁴, Dosso, Tahoua, Zinder).

⁴⁰ Participation d'un représentant du ministère des Finances et de la Planification à la réunion d'approbation du projet par le conseil d'administration du PAM à laquelle étaient également présent l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

⁴¹ Document de projet de l'IPSR.

⁴² Community Based Resilience Analysis (CoBRA) de UNDP/ECHO, Indice de mesure et d'analyse de la résilience ou RIMA de la FAO, Resilience in the Sahel Enhanced (RISE) de l'USAID, etc., et d'autres initiatives en cours comme l'outil de suivi de la progression du relèvement rapide et de la résilience des populations du UNDP/Groupe URD/ECHO.

⁴³ La maîtrise des règles et enjeux du foncier est fondamentale pour apporter une aide adéquate aux catégories de la population qui n'ont pas de terre.

⁴⁴ La région de Maradi ayant bénéficié, de façon intense, des appuis du FIDA pendant plus de 20 années se démarque par une avancée dans la maîtrise des thèmes techniques de vulgarisation et en terme de structuration des organisations paysannes.

ED3.3: Renforcement des capacités des pays et des institutions en matière de réduction des risques

84. Un objectif de renforcement des capacités des institutions de l'Etat pertinent mais très peu argumenté dans le document de projet. Le document de projet ne renseigne que très peu sur les contraintes et les capacités des institutions nationales dans leur champ de compétence respectif. Le §46 du document de projet⁴⁵ fait référence « à un manque de moyens » du gouvernement et le cadre logique mentionne le manque d'infrastructures dans la rubrique « risques et hypothèses » de l'OS4 « réduire la dénutrition ». L'analyse des propositions d'appuis techniques⁴⁶ de l'IPSR 2014-16 laisse penser que leur choix constitue une combinaison d'une continuité d'appuis précédents, de la mise en valeur des domaines traditionnels de compétence du PAM ainsi que de la diffusion de nouveaux outils utiles à la mise en œuvre de l'IPSR (PSME). Un soutien spécifique apparaît découler d'une demande du gouvernement⁴⁷. Le renforcement de capacités des institutions nationales doit s'envisager dans la perspective d'un transfert à terme des responsabilités et des coûts. Or, les voies et moyens pour un Etat comme le Niger, fortement dépendant de l'aide extérieure, de pérenniser des activités et des compétences ne sont pas garanties. Un diagnostic concerté avec le gouvernement et les autres PTF des capacités des institutions de l'Etat aurait permis de définir les priorités en matière de renforcement des capacités des institutions nationales au moment de l'élaboration de l'IPSR. Néanmoins, dans la mise en œuvre de l'IPSR, les informations sur les besoins de renforcement des institutions de l'Etat obtenues⁴⁸ sont prises en compte en se coordonnant avec les autres acteurs⁴⁹.

85. Pour la nutrition, les besoins de renforcement⁵⁰ (des structures étatiques et non étatiques) ont été évalués avec la collaboration de plusieurs agences des Nations Unies dont la FAO et le PAM ainsi qu'avec les responsables REACH. Le rapport disponible depuis avril 2015 devrait permettre de définir un plan de renforcement des capacités dans lequel chacun des acteurs devrait pouvoir s'inscrire.

Pour l'OS4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim

ED4.1 : Réduction de la dénutrition (prise en charge de la malnutrition aiguë modérée)

86. Une pertinence de la prise en charge de la MAM. Comme pour les activités SAG, la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée est justifiée par le niveau élevé des prévalences de la malnutrition aiguë. Les activités consistent à

⁴⁵ « Le Gouvernement est prêt à prendre en charge les programmes d'assistance, notamment l'alimentation scolaire, mais il manque de moyens. »

⁴⁶ §44. « Des activités de développement des capacités destinées au gouvernement, aux partenaires, aux homologues et aux communautés sont intégrées dans toutes les interventions; l'initiative 3N, le DNPGCCA, la CC/SAP/PC et les cellules "crises alimentaires" et "gestion des catastrophes" œuvrent au renforcement des capacités techniques au niveau national. Le soutien technique permet d'améliorer les capacités du gouvernement dans les domaines suivants: analyse et cartographie de la vulnérabilité, programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence, suivi et évaluation, systèmes d'alerte rapide et intégration de l'approche de l'économie des ménages, Système d'information sur les marchés agricoles, et gestion de l'élevage. »

⁴⁷ « le PAM aidera le Gouvernement à élaborer un plan aux fins de la prise en main de programmes tels que l'alimentation scolaire issue de la production locale »

⁴⁸ Le processus d'auto-évaluation (SWOT) mené récemment sur proposition des membres du DNPGCCA avec toutes les parties prenantes (Gouvernement, PTF) a abouti à la mise en place d'un groupe de dialogue pour élaborer notamment un plan triennal qui constitue un exemple de processus permettant de mieux définir les activités de renforcement des capacités.

⁴⁹ Par exemple, le PAM n'a pas financé l'enquête de vulnérabilité 2015-2016 parce qu'elle est entièrement financée par la Banque Mondiale. Un exercice similaire a été fait en ce qui concerne le financement du suivi des sites sentinelles (PAM et ONG de l'Alliance).

⁵⁰ République du Niger, avril 2015, *Rapport d'évaluation des besoins pour le renforcement des capacités en nutrition au Niger, draft, 60 pages*

approvisionner les CRENAM en intrants nutritionnels pour la prise en charge de la MAM, à appuyer au niveau communautaire des dépistages et à apporter des vivres pour les accompagnants des enfants hospitalisés dans les CRENI⁵¹ afin de limiter les abandons en cours de traitement.

87. Un dépistage de la malnutrition pertinent mais qui ne permet qu'une couverture limitée. Le dépistage de la malnutrition est la première étape du processus de prise en charge. Il est pertinent de programmer des activités de dépistage pour identifier et référer les enfants ainsi que pour éviter une dégradation de leur statut nutritionnel. Cependant, en dehors des activités de dépistage circonscrites associées à l'OS1, le nombre limité de relais communautaires impliqués et de villages concernés par le dépistage ne permet qu'une couverture limitée⁵². Dans certaines aires sanitaires, cette faiblesse de l'IPSR est compensée par d'autres financements mobilisés par les ONG internationales qui permettent de conduire régulièrement des dépistages massifs. Au Niger, une expérience conduite dans la région de Zinder montre que les femmes peuvent utiliser le ruban de mesure du PB⁵³ et suivre le statut nutritionnel de leurs enfants (Mother Understand And Can do it)⁵⁴. Ceci peut constituer une piste à explorer pour augmenter le suivi et le dépistage précoce.

88. Un choix des intrants pertinent. La gestion des intrants nutritionnels est conduite par le partenaire de mise en œuvre avec une implication variable des agents de santé. Le projet prévoyait d'assurer un approvisionnement en Aliment Supplémentaire Prêt à l'Emploi (Plumpy Sup) pour assurer la prise en charge des enfants, et en SC et huile pour les femmes enceintes et allaitantes. Après la soudure 2014, des stocks de SC+ (et/ou SC+ et huile) non utilisés lors de l'intervention SAG⁵⁵ ont été réaffectés au programme de prise en charge des enfants MAM de 6-59 mois. Le SC+ est relativement moins efficace que le Plumpy Sup⁵⁶ mais demeure adapté à la prise en charge de la MAM et conforme au protocole national de la PCIMA pour les enfants de 6-59 mois. Cependant, ce changement d'intrants génère des difficultés pour les agents de santé et pour les mères chargées d'administrer le traitement à l'enfant malnutri.

89. Des besoins en termes de prévention de la malnutrition et de renforcement des capacités des agents de santé insuffisamment couverts. L'essentiel des activités de prévention de l'IPSR sont les interventions SAG associées à l'OS1 qui ne concernent qu'un nombre limité de bénéficiaires. Les activités conduites dans le cadre de l'OS4 sont focalisées sur le traitement de la MAM⁵⁷; elles peuvent contribuer à limiter la dégradation du statut nutritionnel des enfants modérément malnutris mais ne permettent pas d'envisager une réduction de la prévalence de la MAG, objectif pourtant associé à cet axe de l'IPSR. Les

⁵¹ Centre de Réhabilitation Nutritionnelle Intensif

⁵² Actuellement, le niveau de couverture des dépistages réalisés dans le cadre de l'IPSR n'est pas suivi ; le format des rapports de dépistage n'indique pas le nombre d'enfant mesurés / nombre d'enfants total au niveau de l'aire sanitaire, ni même le nombre d'enfant mesurés / nombre d'enfants total au niveau des villages touchés par le dépistage.

⁵³ Périmètre Brachial

⁵⁴ Nikki Blackwell et al. Mothers Understand And Can do it (MUAC): a comparison of mothers and community health workers determining mid-upper arm circumference in 103 children aged from 6 months to 5 years. Archives of Public Health December 2015, 73:26. <http://link.springer.com/article/10.1186/s13690-015-0074-z/fulltext.html>

⁵⁵ Une arrivée tardive des CS+ et un nombre de bénéficiaires atteint inférieur au nombre planifié expliquent ce stock restant à l'issue des activités SAG conduites pendant la soudure 2014.

⁵⁶ Nackers F, et al., *Effectiveness of ready-to-use therapeutic food compared to a corn/soy-blend-based pre-mix for the treatment of childhood moderate acute malnutrition in Niger*. Journal of Tropical Pediatrics 2010.

⁵⁷ Les FLA qui définissent le mandat du partenaire ONG lui confient la tâche de coordonner la gestion des intrants, la mise en œuvre de la prise en charge, le dépistage communautaire dans quelques villages et la mise en place d'un système de référencement des cas de MAM. Les activités de prévention ne sont pas mentionnées.

sensibilisations pour les bonnes pratiques de nutrition, de soin et d'hygiène sont, de l'avis des partenaires de mise en œuvre CRENAM, peu soutenues par le projet⁵⁸. Par ailleurs, l'amélioration des pratiques d'hygiène est également très dépendante d'un meilleur accès à l'eau potable et à l'assainissement. Les activités que le partenaire ONG sur le volet CRENAM doit mettre en œuvre sont centrées sur la gestion des intrants et le traitement de la MAM. Les activités de renforcement des capacités des services ne sont pas mentionnées dans les accords de partenariat CRENAM.

ED4.2 : Amélioration de l'équité d'accès et de recours à l'éducation (Alimentation scolaire)

90. Une intervention en matière d'alimentation scolaire basée sur une bonne connaissance des facteurs limitant la scolarisation des enfants. L'activité de l'alimentation scolaire de l'IPSR s'inscrit dans la poursuite d'une longue collaboration entre le PAM et le gouvernement nigérien qui a permis de capitaliser les leçons apprises des interventions passées. Le Plan Stratégique pour l'Education et la Formation (PSEF 2014-2024) établit un lien fort entre l'atteinte de ses indicateurs et l'alimentation scolaire. L'appui de l'IPSR au PSEF assure une prise en compte des facteurs limitant la fréquentation scolaire des enfants.

91. La fréquentation de l'école est une condition de la réussite du système éducatif ; or, la vulnérabilité et la mobilité économiques des ménages sont des facteurs favorisant le non accès et la fréquentation irrégulière des écoles :

- Les élèves issus des ménages vulnérables ou des ménages fragilisés par une crise alimentaire sont contraints de prêter main forte aux stratégies de survie de leurs parents afin d'assurer ensemble les repas quotidiens ;
- Les enfants des éleveurs aussi partent avec leurs parents pour la nomadisation ou la transhumance, réduisant ainsi leurs opportunités d'instruction.

92. L'alimentation scolaire a un effet régulateur sur l'accès et la fréquentation scolaire, en permettant à tous les enfants d'avoir les mêmes chances face à l'éducation. Cela contribuera à l'atteinte des deux premiers indicateurs de l'OMD 2 «Assurer l'éducation primaire pour tous» : (i) Taux Net de Scolarisation (TNS) dans le primaire ; (ii) Proportion d'écoliers commençant la première année d'études dans l'enseignement et achevant la cinquième année.

93. Des activités complémentaires pertinentes mais pas toujours contextualisées. Les activités complémentaires n'étaient pas prévues dans le document de projet initial, elles ont été proposées en cours de projet. Différentes approches ont été observées dans la mise en œuvre des activités complémentaires des cantines scolaires. Dans certaines régions (ex. à Tahoua), des propositions ont été formulées par les directeurs d'écoles et les services de l'inspection. Dans d'autres (ex. à Agadez), des activités similaires (jardins et troupeaux scolaires) ont été proposées à toutes les écoles concernées par les activités complémentaires alors que certaines activités présentent des contraintes fortes dans certaines écoles⁵⁹.

⁵⁸ Cela n'est pas mentionné dans les accords de partenariat, peu de relais communautaires pris en charge, il n'y a pas d'indicateurs d'impacts associés et peu de suivi de ces activités de la part du PAM.

⁵⁹ Par exemple, la faible disponibilité de l'eau rend très difficile ou impossible la mise en place d'un jardin scolaire dans certaines écoles dans la région d'Agadez.

Thèmes transversaux : genre

94. **Un bon degré de connaissance des enjeux liés au genre mais quelques aspects spécifiques méritent d'être approfondis.** Les enjeux liés au genre sont de façon générale pris en compte par l'IPSR. Un point focal genre suit l'évolution du débat sur le sujet mais les connaissances spécifiques qui pourraient être acquises à travers une analyse de l'organisation au sein des ménages monogames et polygames autour de la consommation des céréales, des stratégies de survie des hommes et des femmes, des règles particulières d'accès aux productions selon les régions (par exemple, le fait que l'accès à la culture de céréales soit très limité ou quasiment nul pour les femmes à l'ouest du pays réduisent leur participation à la dynamique des achats locaux) auraient pu permettre un meilleur ciblage des acteurs locaux et des réponses adaptées à l'échelle des ménages et des zones agro-climatiques.

95. Une recherche d'équité (homme/femme) et **une attention particulière portée aux femmes et filles lorsque cela est nécessaire dans la mise en œuvre de l'IPSR.** Le ciblage spécifique des populations englobe l'ensemble des catégories vulnérables en fonction du sexe, de l'âge, du handicap et de l'extrême pauvreté. Des mesures d'équité sont possibles (par exemple la réduction du nombre de demi-lunes réalisées par les femmes en une journée) et sont laissées à la discrétion de l'ONG partenaire qui adresse une demande écrite au service de l'environnement. Une attention particulière est portée aux femmes et aux filles dans les activités liées à l'éducation (exemple ration sèche pour les filles) et la nutrition. En effet, l'IPSR cible les filles et les adolescentes dans leur cursus scolaire en leur garantissant non seulement l'éducation, mais aussi la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette dernière préoccupation concerne également les femmes enceintes, allaitantes et les enfants de 6 à 59 mois.

2.1.2 I2. Adéquation entre les zones/catégories des populations ciblées par l'IPSR

96. **Une sélection des zones d'intervention globalement⁶⁰ basée sur l'approche communes de convergence qui utilise des critères précis et transparents en concertation avec d'autres acteurs.** La nouvelle approche a conduit à analyser les tendances historiques des paramètres d'insécurité alimentaire et de malnutrition afin de cibler les zones prioritaires de l'IPSR. Cette analyse réalisée sur la période 2006 à 2011 a permis d'identifier selon des critères précis et transparents⁶¹ les départements qui se distinguaient par leur degré d'insécurité alimentaire et par leur vulnérabilité. Des indicateurs relatifs à l'éducation (achèvement des études), aux zones de moyens d'existence (prévalence du nomadisme et potentiel agricole), à la santé et à la synergie des activités des partenaires ont été intégrés au processus de ciblage.

⁶⁰ Toutes les communes ciblées par l'IPSR ne sont pas des C2C. Certaines communes sont des "communes stratégiques" qui sont prises en compte du fait des opportunités générées par de potentiels partenariats stratégiques (commune où est présent le FIDA, le projet REGIS ou la FAO).

⁶¹ Taux d'insécurité alimentaire supérieur à 30 % et taux MAG supérieur à 15 % au moins sur deux années.

La sélection de la liste des communes a été faite sur la base des trois grands facteurs suivants :

- Degré de vulnérabilité analysé à travers d'autres indicateurs socio-économiques ;
- Profil des zones à travers le mode de vie des populations et les moyens d'existence ;
- Convergence géographique et synergies existantes des agences : prise en compte des opportunités relatives aux programmes/projets en cours dans les communes (financés par ces agences ou par d'autres partenaires financiers).

97. A l'intérieur des communes de convergence, le choix des sites de convergence prend en compte la vulnérabilité des populations mais également d'autres critères comme les opportunités identifiées de mise en valeur⁶².

98. Des zones d'intervention généralement définies en concertation avec les institutions de l'Etat et les autres acteurs. La sélection des zones pour les activités des OS1 de l'IPSR est basée sur les études annuelles (cf. §78) et la répartition des interventions entre la CCA/GC, les ONG de l'Alliance (financement ECHO) et le PAM.

99. La prise en charge de la malnutrition aiguë modérée concerne tous les Centres de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour Modérés (CRENAM) intégrés aux Centre de Santé Intégrés (CSI) et les CRENAM des cases de santé situées à plus de 15 km d'un CSI, gérées par un infirmier et dotées d'un magasin pour stocker les intrants. Cette stratégie de « couverture nationale » est justifiée par les prévalences de la Malnutrition Aiguë (MA) qui dépassent 10 % dans toutes les régions du Niger.

100. Deux critères sont retenus pour établir la liste des écoles à cantine : le niveau d'insécurité alimentaire de la zone et le fait d'être situé en « zone nomade ». Les listes de demande de cantines scolaires sont élaborées au niveau régional puis transmises au niveau national pour validation par le ministère de l'Education. La sélection des écoles pour l'établissement des cantines scolaires est faite par le ministère de l'Education en collaboration avec le ministère de l'Agriculture. Le critère de choix n'est pas explicité pour le choix d'une école parmi plusieurs écoles d'un village⁶³. Une fois que les cantines scolaires sont créées, tous les élèves des écoles sélectionnées sont servis en repas. Néanmoins, pour les écoles qui détiennent une section préscolaire, les enfants du préscolaire ne sont pas pris en compte dans la cantine. La principale raison évoquée pour expliquer cette situation est le fait que les préscolaires n'existaient pas au moment de la mise en place des cantines scolaires dans le pays. Néanmoins, dans certaines écoles visitées, les enfants inscrits en préscolaires prennent part aux repas dans les cantines scolaires.

101. Des critères de sélection des populations affectées sont clairement définis pour la plupart des activités. En ce qui concerne les 3A et l'assistance alimentaire ciblée en période de soudure, les critères et les méthodes de sélection reposent sur la méthode HEA, permettant de déterminer la proportion de la population en catégories très pauvres (TP), pauvres, moyens et nantis dans les zones de moyens d'existence. L'étude de vulnérabilité annuelle effectuée par l'INS et le SAP avec l'appui du PAM donne l'estimation du pourcentage de population en insécurité alimentaire sévère qui sert à déterminer la proportion de personnes à prendre en charge en période de soudure. Sur le terrain, l'identification des ménages s'est perfectionnée par une vérification « porte à porte » des personnes potentiellement bénéficiaires des interventions⁶⁴. Tous ces efforts améliorent théoriquement la qualité du ciblage des bénéficiaires et permettent en particulier d'éviter les exclusions.

102. Pour la SAG, le choix des enfants de 6-24 mois et des femmes enceintes et allaitantes des ménages très pauvres bénéficiant des activités de soudure est

⁶² Par exemple, dans le cadre du programme FFP dans la commune de Tondikwindi (département de Ouallam), il était initialement prévu de toucher quatre villages mais les aménagements nécessitaient l'inclusion de 1.500 ménages bénéficiaires. Le nombre de villages ciblés a été augmenté à huit pour permettre de cibler suffisamment de villages et disposer ainsi de la main d'œuvre nécessaire à la réalisation des travaux.

⁶³ Exemple : Dans une école ayant obtenu le statut d'école à cantine il y a deux ans, le directeur explique qu'il a formulé la demande à l'inspection puis qu'il a reçu un accord, mais n'est pas capable d'expliquer pourquoi son école et non les autres écoles du village ou des villages alentour n'ont pas été retenues.

⁶⁴ En 2015, le PAM a aussi procédé à une validation des ménages inclus en 2014 dans le programme création d'avoirs.

pertinent. Parmi les enfants de moins de 5 ans, la tranche d'âge des 6-23 mois a des besoins nutritionnels plus élevés, elle est comparativement plus vulnérable aux infections et à la malnutrition⁶⁵, et présente plus de risques de développer des retards de croissance et des déficiences cognitives. Il est pertinent de donner la priorité à ce groupe cible. Les indicateurs disponibles montrent que le statut nutritionnel des femmes en âge de procréer est préoccupant avec des prévalences élevées de maigreur et d'anémie⁶⁶. Ce ciblage des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de 6-24 mois est en phase avec les recommandations internationales qui conseillent les interventions dans la lucarne des « 1000 jours ». Néanmoins, le choix de se limiter aux ménages très pauvres pour les activités SAG est questionnable. En se limitant aux ménages très pauvres, l'intervention n'est pas un blanket-feeding et exclut une part importante d'enfants exposés à des risques de malnutrition. Les enquêtes EDSN MICS montrent que les prévalences élevées de malnutrition aiguë et chronique se trouvent dans les quatre premiers quintiles de bien-être économiques (cf. Annexe 9). Par ailleurs, les ménages les plus pauvres sont des ménages de petite taille comptant un nombre restreint d'enfants⁶⁷. Introduire un critère socio-économique limite le nombre d'enfants bénéficiaires des interventions SAG alors que les besoins sont très larges⁶⁸.

103. Pour la prise en charge de la MAM, conformément au protocole de PCIMA, les CSI⁶⁹ utilisent le rapport poids/taille comme critère d'admission dans le programme de prise en charge de la MAM alors que les dépistages au niveau communautaire se font au périmètre brachial (PB). Ainsi, certains enfants référés par un relais communautaire seront rejetés au niveau des CRENAM. Cette différence dans les critères d'identification de la malnutrition aiguë nuit à l'inclusion des enfants et porte préjudice aux indicateurs de performance de la PCIMA.

104. Plusieurs exemples démontrent la prise en compte des spécificités de certaines catégories des populations qui reste toutefois perfectible. L'adaptation des cantines aux enfants pasteurs a favorisé l'accès à l'éducation des enfants nigériens de façon équitable. Les « écoles nomades » bénéficient de 21 rations par semaine et les autres de 10 rations par semaine. Le statut d'école nomade - qui doit *a priori* répondre aux besoins particuliers des enfants issus de ménages nomades - peut être attribué à une école située en zone urbaine qui offre un service d'internat à une partie des élèves. Cette adaptation est adéquate pour les pasteurs, ce qui leur permet d'inscrire tous les enfants y compris les plus jeunes dans le système éducatif public.

105. Le soutien spécifique en ration sèche pour la fréquentation des filles à l'école primaire n'a pas été effectif depuis 2013. Cette activité a été faite au niveau de certains collèges et a ciblé les filles plus méritantes sur le plan de la réussite scolaire

⁶⁵ Les résultats de l'enquête SMART 2014 montrent une prévalence de la MAG de 22,9 % chez 6-23 mois, soit le double de celle observée chez les 24-59 mois (11,0 %)

⁶⁶ 16 % des femmes de 15-49 ans à l'échelle nationale (jusqu'à 24 % dans la région de Zinder) ont un indice de masse corporelle (IMC) < 18,5kg/m² et sont en situation de déficience énergétique chronique – prévalence de l'anémie estimée à 6 % EDSN MICS IV 2012).

⁶⁷ Par exemple, selon les profils HEA-Ouallam 2012 : les ménages très pauvres comptent généralement 5-6 personnes, les pauvres 8, les moyens 12 et les nantis 15.

⁶⁸ En 2015, le PAM a profité des visites de porte-à-porte réalisées lors de la validation des listes de ménages vulnérables TP pour conduire un dépistage de la malnutrition par la mesure du périmètre brachial des enfants de moins de 5 ans. Cette démarche est très pertinente si elle est coordonnée avec les acteurs de la PCIMA (CRENAM, CRENAS et acteurs en appui, UNICEF, ONG). Les données collectées lors de cette campagne de dépistage (limitées aux villages d'intervention) peuvent être croisées avec les niveaux socio-économiques des ménages ; cette analyse pourrait éclairer la pertinence d'un ciblage des enfants issus des ménages très pauvres, pauvres, moyens et nantis pour la SAG dans les villages d'intervention du PAM.

⁶⁹ Lors des visites effectuées sur le terrain, il apparaît que le PB est parfois utilisé comme critère d'admission.

et appartenant à des familles très pauvres. Certaines communautés ont appliqué ces mêmes critères de ciblage pour la ferme scolaire, ceux-ci présentant l'avantage d'inciter ces filles à réussir.

2.1.3 I3. Adéquation entre l'IPSR et les stratégies de l'Etat nigérien

106. **Une excellente adéquation de l'IPSR avec les stratégies de l'Etat nigérien au moment de l'élaboration du programme.** La conception de l'IPSR est marquée par un alignement de ses objectifs, des modalités d'intervention et des effets escomptés avec les principales stratégies globales (PDES⁷⁰ et I3N, PNC_MR⁷¹, Plan de soutien)⁷² et sectorielles (éducation, nutrition, prévention et gestion des crises alimentaires) du gouvernement. Cet alignement s'est concrétisé par l'approche Communes de convergence (A2C) coordonnée avec le Haut Commissariat à l'Initiative 3N du Niger (HCI3N). L'approche intégrée du PAM s'inscrit dans cette stratégie multisectorielle et multi-acteurs basée sur le principe de la concentration des actions à promouvoir au niveau local en concertation avec la commune.

107. L'IPSR s'inscrit dans le protocole national (révisé en 2012)⁷³ qui encadre les activités de prévention et de prise en charge de la malnutrition. Les intrants nutritionnels et les registres livrés par le PAM sont conformes aux recommandations nationales. Le protocole inclut les aliments locaux fortifiés et enrichis à la poudre de micronutriment à la gamme de produits recommandés pour la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë modérée. Par ailleurs, il prévoit une alternative au CRENAM pour la prise en charge avec des approches communautaires comme les foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle (FARN). Concernant les ressources humaines, les responsabilités assignées aux agents de santé sont clairement définies mais nécessitent un renforcement des capacités pour être pleinement assumées. Au niveau de la communauté, le protocole recommande que tous les villages et/ou quartiers soient dotés d'au moins deux relais communautaires. L'IPSR n'assure un respect de ce standard que dans ses villages d'intervention 3A. La direction de la Nutrition juge peu pertinente la restriction de la cible des suppléments généralisés aux seuls enfants des ménages très pauvres.

108. L'IPSR vient en soutien au Plan Stratégique de l'Education et de la Formation – (PSEF) pour répondre aux deux défis principaux qui grèvent la fréquentation scolaire : le mode de vie pastoral et le recours à la main-d'œuvre des enfants. L'intervention en matière d'alimentation scolaire s'inscrit dans le cadre du Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) 10 de l'Initiative 3N, « Prévention et prise en charge de la malnutrition », et peut contribuer à améliorer certains de ses indicateurs, notamment le pourcentage d'écoles avec cantines ayant un jardin scolaire, la prévalence de la malnutrition en milieu scolaire ou le pourcentage de la réduction des carences en micronutriments. Aussi, l'IPSR s'est alignée sur la répartition des rôles conformément à la stratégie de l'alimentation scolaire élaborée par le Niger en 2013, avec l'appui technique du PAM.

⁷⁰ Plan de Développement Economique et Social

⁷¹ Plan National de Contingence Multi Risque

⁷² Voir tableau en annexe du lien entre l'IPSR et les politiques nationales (in « Document d'opérationnalisation de l'IPSR », PAM-Niger 2014-16, p. 23, draft 12/10/15)

⁷³ Protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë, Février 2012. A noter qu'une nouvelle politique nationale de sécurité nutritionnelle portée par HCI3N est en cours de finalisation ; elle est conçue pour faciliter la mobilisation pour la prévention de la malnutrition en impliquant les différents secteurs contributeurs à la nutrition : santé, agriculture, hydraulique, protection sociale, et éducation.

109. L'IPSR, en se positionnant sur l'accès équitable aux hommes et aux femmes, s'inscrit dans la logique de la politique nationale « genre » qui met un accent particulier sur la réduction des disparités dans les domaines de développement.

110. Une bonne collaboration stratégique et opérationnelle avec les institutions nationales à tous les niveaux d'une façon générale. Le PAM collabore étroitement avec l'ensemble des institutions clés de l'Etat nigérien directement concerné par l'IPSR.

111. L'HCI3N est impliqué dans l'élaboration de l'approche C2C. Les analyses préalables réalisées par le PAM ont servi à déterminer les communes de convergence. L'approche a été initiée en collaboration avec les agences du système des Nations Unies. L'HCI3N est le partenaire du PAM pour la mise en œuvre de l'approche de trois niveaux au Niger et pour le projet pilote « Acheter aux Africains pour l'Afrique »⁷⁴. Le PAM est étroitement impliqué dans les initiatives REACH⁷⁵ et AGIR⁷⁶, pilotées au Niger par l'HCI3N. Le PAM est aussi représenté dans les différents comités multisectoriels du programme stratégique (CMPS) de l'I3N et participe aux réunions des comités techniques régionaux (CTR) afin de coordonner ses interventions avec celle des autres acteurs. Le PAM implique dans plusieurs activités les comités techniques régionaux (par exemple, le recrutement des partenaires du PAM, la réalisation des AIC, PSME et PCP, missions conjointes de supervision des réalisations sur le terrain, etc.), les comités techniques départementaux et les communes (par exemple les PCP, l'élaboration des listes des bénéficiaires, etc.). Le PAM finance également des missions de suivi du comité régional dans la zone d'intervention réservée au PAM pour l'assistance alimentaire ciblée⁷⁷.

112. Le Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et des crises alimentaires (DNPGCCA)⁷⁸ constitue un partenaire de longue date pour le PAM. Ce dernier fournit des appuis techniques et financiers au dispositif dont les principaux bénéficiaires sont les cellules SAP/PC et CCA/GC. En tant que membre de l'accord cadre, il participe aux instances décisionnelles du DNPGCCA et aux commissions techniques impliquées dans la planification et l'organisation des modalités de mise en œuvre des Plans de soutien⁷⁹ dans lequel le PAM inscrit ses interventions de l'OS1. Il fait bénéficier les structures du DNPGCCA et l'INS d'avancées méthodologiques et de développement d'outils.

113. La prise en charge de la MAM (OS4) se met en œuvre à travers La direction de la nutrition (DN) du ministère de la Santé publique. Le PAM apporte un appui apprécié au niveau de la Direction de la Nutrition et au niveau des CRENAM

⁷⁴ A travers l'appui technique et financier du gouvernement brésilien, la FAO et le PAM travaillent en collaboration avec le HCI3N pour élaborer une stratégie de mise à l'échelle d'achats locaux d'aliments auprès des petits producteurs.

⁷⁵ Renewed Efforts Against Child Hunger and under-nutrition (REACH) est une initiative lancée en 2008 par la FAO, l'UNICEF, le PAM et l'OMS pour assister les gouvernements des pays fortement touchés par la malnutrition maternelle et infantile. Au Niger, le PAM, la FAO, l'OMS, l'UNICEF et le FIDA sont des agences signataires de REACH. Le secrétariat de REACH au Niger est hébergé par I3N.

⁷⁶ Participation du PAM aux ateliers liés au processus AGIR

⁷⁷ En 2015, l'appui n'a porté que sur une seule sortie contre quatre prévues (une après chaque distribution en période de soudure).

⁷⁸ Le DNPGCCA est composé de: Secrétariat Permanent, Système d'Alerte Précoce et Prévention des Catastrophes (SAP/PC), Cellule des Crises Alimentaires et Gestion des Catastrophes (CCA/GC), Cellule filets sociaux et Cellule de Coordination Humanitaire.

⁷⁹ Les responsabilités du PAM au sein du Cluster sécurité alimentaire permettent une meilleure coordination des interventions humanitaires.

(dotations en matériel, dotation en véhicule, appui en matériel anthropométriques et outils de suivi pour les centres de santé, etc.)⁸⁰.

114. La cellule nationale des cantines scolaires à travers laquelle s'organisent les créations et le suivi des cantines au niveau du pays collabore avec l'IPSR en matière de planification des cantines scolaires.

115. Les services techniques déconcentrés (niveau régional, départemental et communal) avec qui le PAM entretient de très bonnes relations et qui sont associés à nombre d'activités liées à la planification (exemple PSME) et à la réalisation d'activités (ciblage de bénéficiaires, session de formation, contrôle du suivi et de la conformité d'ouvrages, validation des dérogations aux normes HIMO pour les femmes travaillant sur les chantiers), sans compter les agents de l'éducation et du système sanitaire directement responsables au niveau local de la mise en œuvre de volets entiers de l'IPSR.

116. Les autorités traditionnelles en association avec les commissions foncières sont sollicitées afin d'obtenir des accords sociaux sur le prêt des terres aux bénéficiaires ciblés pour la récupération de superficies improductives (glacis, rivages des mares colonisées par les herbes invasives comme le Typha).

117. **La communication avec certaines institutions nationales mérite d'être renforcée.** Malgré des bons rapports entre le PAM et le DNPGCCA, la coordination entre ces deux institutions est marquée par des faiblesses en matière de communication. La collaboration avec les institutions de l'Etat au moment de l'élaboration de l'IPSR et l'alignement de ce dernier avec les politiques et stratégie de l'Etat contrastent avec la faible connaissance du contenu de la stratégie de l'IPSR, en particulier l'engagement du PAM pour la résilience, par les responsables de cellules du Dispositif. La communication vis-à-vis des institutions de l'Etat est faible, notamment avec les comités techniques régionaux et départementaux en ce qui concerne l'évolution de la mobilisation des ressources et l'allocation des ressources pour les activités prévues dans les régions. Cela fragilise la responsabilité partagée⁸¹ entre le PAM et les institutions de l'Etat pour défendre des réductions ou réorientations de certaines activités auprès des populations.

118. **Une collaboration avec certaines institutions nationales clés qui mérite d'être renforcée.** Contrairement à l'affirmation du document de projet de l'IPSR⁸², la cellule filets sociaux du DNPGCCA n'a pas été associée à la définition des modalités des 3A. Si une harmonisation existe avec le DNPGCCA sur le montant des transferts monétaires en période de soudure, il n'y a pas eu de discussion avec les autres acteurs sur le montant⁸³ utilisé en post-soudure. Le montant du PAM représente le triple de celui octroyé par la Cellule filets sociaux.

119. Les communes jouent un rôle limité dans le choix des interventions. Par ailleurs, elles ne détiennent pas la maîtrise d'ouvrage des réalisations engagées sur leur territoire comme le stipule la loi de décentralisation. La faiblesse actuelle des communes justifie cette situation. Cependant, la question du rôle des communes

⁸⁰ Cependant, en termes de renforcement des capacités liées aux ressources humaines, c'est l'UNICEF qui demeure le partenaire privilégié de la direction de la nutrition.

⁸¹ Certaines autorités administratives (secrétaires généraux, préfets, etc.) déclarent que le PAM soutient le gouvernement pour apporter l'assistance à ses populations et que l'on ne peut pas demander au PAM de tout faire alors que d'autres accusent ouvertement le PAM de ne pas tenir ses promesses et de les mettre en difficulté vis-à-vis des populations.

⁸² § 60. « L'assistance alimentaire ciblée et les activités Assistance alimentaire pour la création d'avoirs sont coordonnées par le DNPGCCA et conformes aux plans nationaux et communautaires. »

⁸³ Qui s'avère être le même montant que celui utilisé en soudure.

dans l'approche de C2C reste posée (cf. Annexe 6). Une note de cadrage⁸⁴ rédigée par le HCI3N apporte une série de réponse à cette question.

120. Les conditions de missions de terrain, notamment les per diem offerts par le PAM pour les représentants des institutions de l'Etat, sont différentes de celles offertes par l'Etat nigérien. Cette non-harmonisation des grilles de per diem au sein des agences des Nations Unies avec celle de la fonction publique crée des frustrations parmi les agents des services techniques.

121. Une fois la méthodologie de l'approche à trois niveaux validée, le HCI3N s'est vu très peu accompagné dans la réalisation des PSME et des PCP, déplorant le peu d'engagement à ses côtés dans la promotion de cette approche auprès des autres institutions de l'Etat et des autres agences des Nations Unies.

122. Au niveau du genre, très peu d'interactions ont été observées entre le PAM et les institutions étatiques qui s'occupent de cette question au niveau de l'Etat. Le PAM ne participe par exemple pas aux différents cadres de concertation et groupes de travail. Il n'est pas non plus un partenaire direct du ministère de la Population, de la Promotion de la femme et de la Protection de l'enfant.

2.1.4 I4. Degré de complémentarité

123. **Une complémentarité entre les interventions de l'IPSR illustrée sur les sites de convergence.** Les sites intégrés de l'IPSR font converger l'ensemble des activités sur les mêmes populations ciblées, visant à maximiser les résultats des différentes activités sur le même site. Par exemple, la santé nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans peut être significativement améliorée avec les effets combinés de la sécurité alimentaire assurée toute l'année dans le ménage (activités d'AAC et 3A), de la PCIMAM et de la promotion des bonnes pratiques d'hygiène.

124. **Une intégration de l'alimentation scolaire dans l'IPSR, renforçant la complémentarité entre les interventions du PAM.** Les gains en céréales concernant les repas familiaux non préparés (déjeuner et petit-déjeuner) du fait de l'existence de la cantine sont perçus par les populations comme une amélioration importante, due à l'IPSR, de la sécurité alimentaire des ménages et de la sécurité nutritionnelle des élèves (cantines scolaires, micronutriments et supplémentation nutritionnelle en fer). Les cantines scolaires libèrent également du temps pour les femmes (temps qui devrait être utilisé pour la cuisson). Ce temps est affecté au travail sur les sites, aux AGR (issues des revenus de gagnés à travers l'IPSR) ou pour se reposer après les travaux effectués sur les sites. Cependant, les femmes, chargées d'assurer la transformation des repas travaillent régulièrement dans la grande majorité des écoles concernées, sans la rémunération conseillée par le manuel de gestion des cantines scolaires. Les autres cuisinières perçoivent une rémunérations dérisoire (environ 3000 francs CFA par mois). Les moulins n'existant pas dans toutes les communautés la tâche de pilage des cereales (mil, sorgho et maïs) devient un réel fardeau supplémentaire pour les femmes.

125. Une volonté **affichée de complémentarité entre les différents acteurs (Etat et agence des Nations Unies)**. La quasi-totalité des agences des Nations Unies rencontrées ont exprimé leur volonté de converger leur intervention en conformité avec l'A2C. Les actions engagées dans le cadre des projets conjoints montrent une bonne complémentarité des agences des Nations Unies (cf. §231).

⁸⁴ HCI3N, juin 2015, *Approche Communes de Convergence (A2C)*, Note de cadrage, Niamey.

Néanmoins, ces actions sont principalement réalisées dans le cadre des projets pilotes qui ne sont pas encore généralisés.

126. Une forte implication du PAM dans l'initiative REACH. Le PAM est un partenaire clé du REACH qui apporte un appui au gouvernement nigérien depuis 2011. Le PAM assure la gestion du financement de l'UE⁸⁵ au Niger. : il est décrit comme un partenaire disponible et engagé dans le partage d'informations au niveau de REACH. En 2015, REACH a appuyé l'élaboration de la politique de sécurité nutritionnelle. Un plan d'action multisectoriel budgétisé est en cours d'élaboration.

127. Une bonne collaboration inter-agences sur les questions relatives à la nutrition Les différentes agences des Nations Unies impliquées dans la nutrition témoignent d'une forte volonté de collaborer sur ces questions à l'image de leur participation au processus REACH (UNICEF, PAM, FAO, OMS), de leur volonté de rechercher des approches multisectorielles de prévention de la malnutrition ainsi que de leur implication dans le groupe technique nutrition en capitale qui permet des échanges d'informations entre les acteurs impliqués dans la PCIMA. Ces échanges sont indispensables puisque la PCIMA implique, outre les services de santé, le PAM et ses partenaires pour la PCIMAM, l'UNICEF pour la PCIMAS sans complication, l'OMS pour les cas MAS avec complication médicale ainsi que de nombreuses ONG.

2.1.5 15. Adéquation entre la stratégie de l'IPSR et les politiques du PAM

128. Une parfaite adéquation avec le plan stratégique 2014-2017 du PAM. La stratégie définie dans l'IPSR résulte de l'évaluation du portefeuille des activités dans le pays et s'inscrit en adéquation avec les évolutions inscrites dans le Plan stratégique 2014-2017. La concomitance de l'adoption du Plan stratégique avec la préparation de l'IPSR a favorisé des cheminements communs sur le caractère évolutif de l'environnement⁸⁶ dans lequel opère le PAM.

129. Les défis et opportunités relevés dans le Plan stratégique s'adaptent à la situation du Niger avec un environnement sujet aux crises complexes dans des milieux fragiles et sensibles aux changements climatiques. Ce constat a amené à reconnaître la complexité des systèmes alimentaires, les avantages d'une réponse aux chocs qui associe plus étroitement secours et développement, et l'importance de contribuer à la stabilité et au renforcement durable de la résilience⁸⁷. Il relève la nécessité de mobiliser les compétences de nombreux acteurs (étatiques et non-étatiques) afin de nouer des partenariats favorisant une meilleure coordination et une plus grande efficacité des interventions.

130. L'IPSR s'inscrit dans la logique du plan stratégique 2014-2017 en focalisant sa stratégie sur le renforcement de la résilience des communautés vivant dans des écosystèmes fragiles par une combinaison de dispositifs de filets de sécurité de court et moyen termes et d'accroissement des moyens de production. En raison de l'acuité de la malnutrition au Niger, presque toutes les composantes intègrent des actions spécifiques pour les groupes vulnérables et, en particulier, les enfants en bas âge et les femmes enceintes et allaitantes. L'IPSR décline l'ensemble de ses activités dans trois des objectifs du Plan 2014-2017.

⁸⁵ Une convention de financement a été établie avec l'Union européenne : elle soutient l'initiative depuis 2013 et doit prendre fin en septembre 2016. L'absence de convention pluriannuelle constitue une contrainte pour la gestion du financement de l'UE.

⁸⁶ « Les facteurs de changement », p.6, Plan stratégique 2014-2017.

⁸⁷ *Ibid.*

131. En cohérence avec les modalités d'intervention du Plan stratégique, le programme Niger repose essentiellement sur une approche intégrée multisectorielle et multi-acteurs marquée par un renforcement des partenariats et la participation des communautés bénéficiaires.

132. Une bonne adéquation avec les politiques et les orientations normatives du PAM. L'IPSR est en adéquation avec la Politique Résilience (mai 2015) à travers les interventions multi- (niveaux, secteurs, partenaires) et contextualisées (analyse à 3 niveaux : contexte, PSME, PCP).

133. L'IPSR est en adéquation avec la politique nutrition du PAM (février 2012)⁸⁸ en inscrivant ses interventions dans les cinq axes définis par cette politique⁸⁹. L'IPSR contribue à renforcer le *focus* nutrition des interventions d'alimentation scolaire, et de soutien aux ménages vulnérables. La supplémentation ciblée est conforme aux recommandations formulées pour la prise en charge de la MAM. Cependant, des activités spécifiques pour lutter contre les carences en micronutriments seraient justifiées par le niveau des carences dans le pays, défini comme « alarmant » dans le document de projet. Les distributions de poudres de micronutriments (MNP) ne sont pas prévues par l'IPSR, mais conduites sur des zones « pilotes » à travers le projet clinique mobile à Diffa et à Zinder dans le cadre du projet ADO. Généraliser la fortification de l'alimentation scolaire par les MNP permettrait de renforcer le *focus* nutrition du volet cantine scolaire en s'inscrivant dans les axes 4 et 5 de la politique nutrition du PAM.

134. En identifiant la résilience des communautés comme objectif de son assistance au Niger, l'IPSR indique judicieusement que le "développement des capacités destinées au gouvernement, aux partenaires, aux homologues et aux communautés" doit être intégré dans toutes les interventions. Conformément à la politique du PAM en matière de renforcement des capacités, l'IPSR prévoit des appuis en termes de planification, plaidoyer, compétences techniques et organisationnelles et logistique. La stratégie de transfert des responsabilités est peu développée dans le document.

135. Les engagements de la Politique en matière d'alimentation scolaire (novembre 2013) sont respectés. L'IPSR est en conformité avec les engagements du PAM en matière d'alimentation scolaire : appui technique au gouvernement du Niger et appui direct au niveau des opérations. Elle s'inscrit aussi dans le cadre du « passage des "normes de qualité" aux "objectifs d'action" [qui] traduit le fait que les gouvernements et les partenaires préfèrent s'employer à atteindre des objectifs plutôt que de définir des normes » conformément à la politique du PAM relative à l'alimentation scolaire.

136. L'IPSR prend en compte des recommandations de la Politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) à toutes les étapes du programme. La prise en compte équitable des femmes et des hommes dans la conception et la planification des activités de terrain a facilité l'acceptation sociale de l'IPSR.

137. L'IPSR est en accord avec le document d'orientation « Achats de produits alimentaires dans les pays en développement » (2006). La politique du PAM d'achats de produits alimentaires dans les pays en développement consiste à acheter en temps voulu, de façon efficace et économique, des produits alimentaires correspondant aux

⁸⁸ Nutrition at the World Food Programme ; Programming for Nutrition-Specific Interventions, December 2012

⁸⁹ 1) Traiter la malnutrition aiguë modérée ; 2) prévenir la malnutrition aiguë ; 3) prévenir la malnutrition chronique ; 4) réduire les carences en micronutriment par la fortification 5) renforcer le focus sur la nutrition de programmes sans objectifs nutritionnels initiaux et associer les groupes vulnérables à ces programmes.

besoins des bénéficiaires, et à encourager les achats dans les pays en développement. L'IPSR matérialise cette politique en achetant les produits alimentaires sur le marché régional, en particulier les céréales et les légumes secs; les mécanismes de préfinancement et d'achat anticipé du PAM devant lui permettre d'obtenir des vivres à un prix avantageux et de réduire les délais de livraison. Le PAM a initié en 2015 un approvisionnement en Plumpy Sup auprès d'une entreprise nigérienne qui produit des intrants nutritionnels sous franchise Nutriset. Cette entreprise est partenaire de l'UNICEF depuis 2005 et s'est récemment équipée pour augmenter sa production et être en mesure de satisfaire des demandes plus importantes. Elle est régulièrement auditée et a investi dans des outils de production en mesure de garantir la qualité sanitaire des produits. Bien que le prix des intrants produits localement soit plus élevé que les tarifs pratiqués à l'international, l'initiative du PAM permet au bureau pays de diversifier ses sources d'approvisionnement, et de limiter les risques de rupture, tout en soutenant une entreprise locale. Le PAM Niger intègre dans l'IPSR les enseignements tirés du projet « achats au service du progrès⁹⁰ » en faveur des achats locaux à de petits producteurs. En effet, l'IPSR tente de lier les 3A aux achats locaux et à l'alimentation scolaire. Ce faisant, l'IPSR favorise, d'une part, l'autonomisation économique des communautés et des femmes, en particulier, en encourageant leur participation aux organisations d'agriculteurs et en s'approvisionnant auprès de petites exploitantes et, d'autre part, les chaînes locales d'approvisionnement agricole par le biais du programme d'alimentation scolaire issue de la production locale⁹¹.

138. L'IPSR est en adéquation avec la Stratégie Partenariat pour 2014–2017 (juillet 2014) en respectant les principes généraux du PAM en matière de partenariat, à savoir l'équité (respect des mandats), la transparence, la démarche axée sur les résultats, la responsabilité et la complémentarité (cf. 2.3.2).

139. L'IPSR s'inscrit dans la politique de réduction et de gestion des risques de catastrophes⁹². Différents domaines d'activités de l'IPSR s'y réfèrent : i) l'analyse de la sécurité alimentaire et l'alerte rapide ; ii) l'analyse de la vulnérabilité ; iii) les interventions en cas d'urgence et le relèvement ; iv) le renforcement de la résilience et le développement des capacités ; et v) la coordination inter-organisations. L'IPSR est également en cohérence avec le manuel d'instructions programmatiques pour l'assistance alimentaire pour la création d'actifs.

2.2 Question 2: Résultats de l'opération

2.2.1 I6. Adéquation entre les activités/résultats fixés et les activités/résultats atteints par catégorie de bénéficiaires

Observation générale

140. **Une mise en œuvre de l'IPSR dans un contexte de faible disponibilité des ressources.** L'IPSR est mise en œuvre dans un contexte de faible mobilisation de ressources par rapport à la prévision initiale du projet (cf. §212) qui l'a conduit à

⁹⁰ L'initiative « Achats au service du progrès » (Purchase For Progress), lancée en 2008, met à profit le pouvoir d'achat du PAM et ses compétences spécialisées dans les domaines des achats, de la logistique et de la qualité des aliments pour donner aux petits producteurs la possibilité d'accéder aux marchés afin qu'ils puissent générer des revenus.

⁹¹ Ces orientations sont conformes à l'initiative du PAM, de la FAO, du FIDA et d'ONU-Femmes visant à autonomiser les femmes rurales et à l'initiative "Nourrir les corps, nourrir les esprits" menée par le PAM, l'UNICEF et l'UNESCO

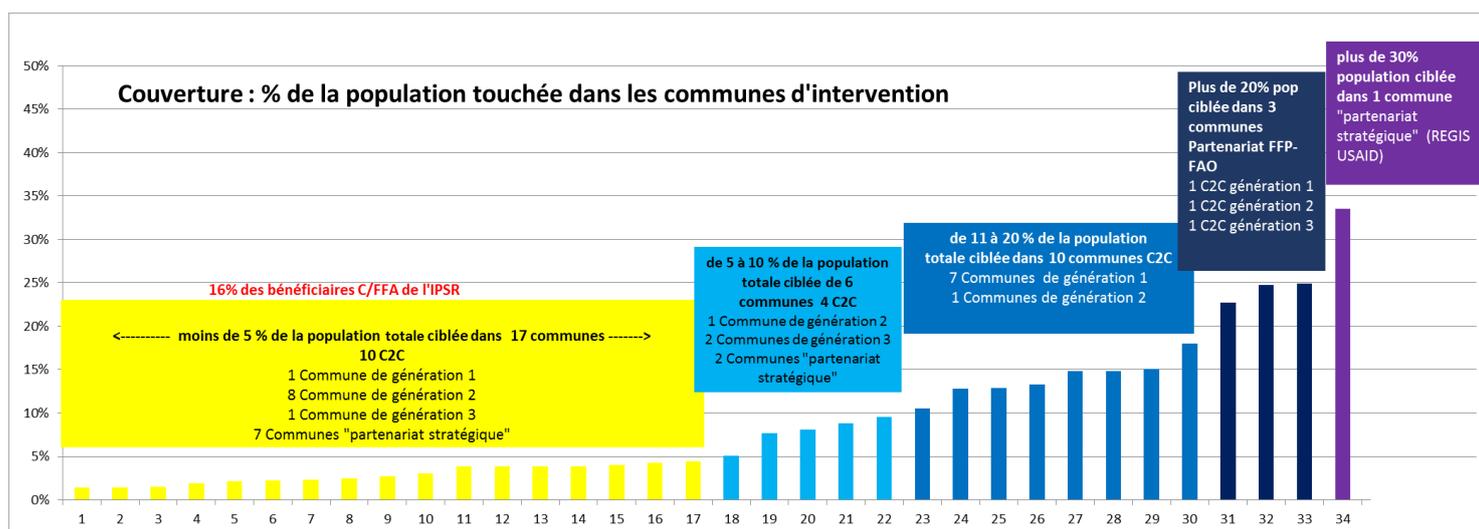
⁹² Cette politique s'inscrit dans la mission du PAM qui doit "favoriser la continuité entre secours d'urgence et développement en donnant la priorité aux activités de prévention des catastrophes, de préparation et d'atténuation de leurs effets".

des réajustements en ce qui concerne la couverture géographique et la taille de la population couverte pour certaines composantes comme cela est décrit ci-dessous.

141. Une diminution progressive du nombre de sites à couvrir de manière à conserver l'approche « paquet intégré résilience ». En ce qui concerne le nombre de sites d'interventions, l'IPSR a d'abord identifié 119 communes. Ce nombre a été révisé à 70 et finalement à mi-parcours, l'IPSR n'intervient que sur 39 communes (cf. 1.3). Aussi, au sein des communes sélectionnées, l'IPSR s'est concentrée sur les sites regroupant les villages les plus vulnérables. Ces réajustements ont permis à l'IPSR de conserver son approche « paquet intégré résilience ». Cette concentration des ressources disponibles dans les C2C ou les sites les plus vulnérables est judicieuse. Elle pourrait être anticipée en planifiant le nombre de communes/sites en fonction des scénarios de ressources.

142. Une faible couverture géographique à l'intérieur des communes de convergence ciblées. En intervenant sur des sites (sites intégrés, sites partiellement intégrés et sites non intégrés) (cf. 1.3) sélectionnés à l'intérieur des communes, le programme assure une couverture variable de la population des communes (entre 2 % et 33 % de la population) en étant actif dans un nombre limité de villages (regroupés par site). Le schéma 11 ci-dessous montre la couverture de population prise en charge dans les activités de 3A dans les communes. Dans presque la moitié des communes, les 3A touchent moins de 5 % de la population totale (ce seuil correspondant approximativement à 15 % de l'ensemble des très pauvres dans une commune où environ le tiers de la population se situe dans cette catégorie). Cependant, dans quatre communes, le PAM couvre une part très significative de la population (plus de 20 % de la population totale). Ces quatre communes font l'objet de partenariat spécifique avec financement USAID (PAM-FAO-FFP⁹³, PAM-REGIS) et le ciblage inclut les ménages pauvres et très pauvres.

Schéma 11: Pourcentage de la population touchée dans les communes d'intervention de l'IPSR



143. L'équipe d'évaluation s'est intéressée à la couverture de populations au sein des communes car l'IPSR s'est basée sur l'A2C. Théoriquement, l'IPSR devrait provoquer un changement significatif au sein des communes en ciblant une masse critique de population dans les catégories les plus vulnérables (très pauvres et pauvres) comme

⁹³ Les sites FFP prévoient la prise en charge des pauvres et des très pauvres.

dans quatre communes où les pourcentages de couverture dépassent les 20 %. En touchant une faible proportion des populations des communes (moins de 5 %), la capacité de l'IPSR à provoquer un changement significatif à l'échelle des communes est faible.

144. Un nombre total de bénéficiaires atteints annuellement sensiblement inférieur au nombre de bénéficiaires planifiés. Le pourcentage du nombre total de bénéficiaires atteints par rapport à la planification initiale et annuelle ne dépasse pas 60 % (cf. Schéma 5). Néanmoins, les pourcentages de bénéficiaires atteints/planifiés par composante présentent de fortes variations comme le montre l'analyse composante par composante.

Composante 1 - Assistance alimentaire ciblée (AAC)

Bénéficiaires

145. Des différences significatives entre le nombre de bénéficiaires planifiés initialement et le nombre de bénéficiaires révisés au cours de l'IPSR. Du fait que les activités de l'OS1 se basent sur les analyses annuelles de vulnérabilité, le Plan de soutien et la coordination des interventions avec les autres acteurs (Etat nigérien, ONG, etc.), la variation du nombre de bénéficiaires entre la planification du départ et les planifications annuelles sont tout à fait justifiables. Un plan de contingence est prévu dans le projet pour prendre en compte une crise éventuelle. La révision budgétaire adoptée en mai 2015 réduisait les coûts liés au plan de contingence de 76 % avec l'hypothèse d'absence de crise en 2015. En parallèle, le nombre de bénéficiaires augmentait pour l'AAC de plus de 2,2 millions⁹⁴ (passant de 1 636 000 selon la planification initiale à 3 907 624 selon le SPR 2015) créant une incohérence entre la révision budgétaire et la planification du nombre de bénéficiaires pour l'AAC de 2015.

146. Une atteinte du nombre de bénéficiaires relativement faible. Malgré l'importance donnée à cette activité dans la planification (illustrée par la révision nettement à la hausse des nombres de bénéficiaires dans les planifications annuelles), le pourcentage du nombre de bénéficiaires atteints par rapport à la planification ne dépasse pas 55 % (27 % en 2014 et 19 % en 2015 par rapport à la planification annuelle, 54 % en 2014 et 45 % en 2015 par rapport à la planification initiale) (cf. Schéma 5).

147. Des difficultés persistantes en ce qui concerne le ciblage pour l'AAC. Malgré les efforts pour l'amélioration de la qualité du ciblage (cf. §101), les responsables du ciblage dans les ONG partenaires ainsi que les communautés bénéficiaires témoignent des difficultés persistantes⁹⁵ des modalités de sélection. La recherche d'un ciblage en amélioration constante soulève légitimement des interrogations sur son coût-efficacité sachant qu'une part non négligeable de l'assistance est redistribuée au sein de la communauté⁹⁶ et que le ménage bénéficiaire reçoit automatiquement une ration de sept personnes alors que sa

⁹⁴ Le plan de contingence prévoyait 900.000 bénéficiaires.

⁹⁵ Difficulté liée à la prise en compte des animaux en prêt lors du porte-à-porte, la définition de ménage n'est pas toujours adaptée à chaque région (deux types de ménages sont observés : ménages composés d'un couple et de leurs enfants qui sont nombreux à l'est et au centre du pays ; « familles élargies » composées de plusieurs ménages qui sont nombreux la zone ouest du pays). Certains ménages refusent de coopérer et n'énumèrent pas leurs avoirs, certains étaient absents lors du ciblage (migrants, nouveaux arrivants, transhumants). Autres difficultés : faible différence entre pauvres et très pauvres, non comptabilisation des envois migrants, caractéristiques des ménages d'un même groupe non homogènes, etc.

⁹⁶ Par exemple, les témoignages au cours d'un *focus group* avec les femmes à Tamari révèlent que les femmes partagent jusqu'à 50 % et les hommes 30 à 40 % des vivres reçus avec les parents et amis. Néanmoins, l'argent liquide provenant des activités de l'IPSR fait beaucoup moins l'objet de redistribution sociale.

composition réelle peut en être fort éloignée. Aussi, certaines personnes ne sont pas prises en compte dans le ciblage. Il s'agit des émigrés saisonniers, des éleveurs transhumants, des nouveaux ménages qui se forment ou des nouveaux arrivés.

148. L'IPSR cible particulièrement les femmes pour la réception de l'argent dans le cadre de l'assistance alimentaire ciblée. Les femmes constituent plus de 96 % en 2014 et plus de 99 % en 2015 des individus qui réceptionnent le cash.

149. **Des réfugiés et retournés pris en compte en 2014.** L'IPSR a répondu à la situation dans la région de Diffa suite à l'insécurité dans le Nord Nigéria en apportant des rations à 4,674 réfugiés nigériens et 3,798 retournés nigériens installés au Nord Nigéria.

Intrants : Vivres et cash

150. Les pourcentages des montants distribués par rapport à ce qui était prévu sont de 25,7 % (\$8325000/\$32336600) en 2014 et de 17 % (\$6403621/\$37428088) en 2015. Ces chiffres reflètent les pourcentages du nombre de bénéficiaires. En ce qui concerne le montant et les quantités de vivres à recevoir par personne, les populations sont bien informées du montant prévu (32500 FCFA) et ces montants par personne ont été distribués. De même, pour les bénéficiaires qui ont reçu des vivres, les quantités proposées ont été respectées. Les quantités (cash et vivres) sont calculées pour couvrir 120 jours à raison de 2200 kcal/personne/jour. Les schémas ci-dessous présentent la répartition des bénéficiaires par modalité.

Schéma 12: Nombre des bénéficiaires planifiés et atteints par modalité pour l'AAC

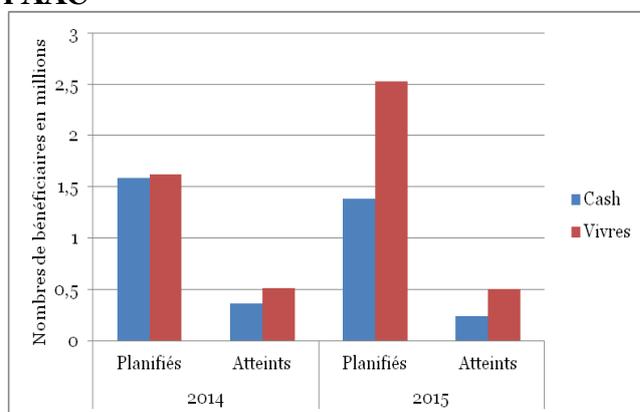
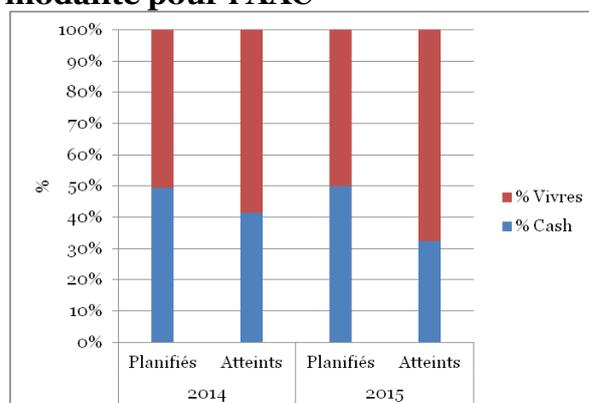


Schéma 13: Pourcentage des bénéficiaires planifiés et atteints par modalité pour l'AAC



151. Les modalités (vivres ou cash), décidés sur la base des études (cf. §78), sont bien adaptées aux populations ciblées⁹⁷.

Composante 1 – Supplémentation alimentaire généralisée (SAG)

Bénéficiaires

152. **Une faible atteinte des bénéficiaires planifiés.** Le pourcentage du nombre de bénéficiaires atteints par rapport à la planification ne dépasse pas 30 %

⁹⁷ Cependant, les *focus group* tenus dans les villages bénéficiant de vivres pendant la soudure (Darey, Tondobanda, Gatawan dans le département de Ouallam) et de cash (Dargué et Babayé) dans la région de Maradi montrent que, sur chaque zone, les bénéficiaires s'accoutument à la modalité pour laquelle, ils ont été habitués : les bénéficiaires des zones de cash mettant en avant les opportunités du cash et les zones de vivres soulignant les risques liés à la gestion du cash

(27 % en 2014 et 23 % en 2015 par rapport à la planification annuelle et 27 % en 2014 et 31 % en 2015 par rapport à la planification initiale) (cf. Schéma 5).

153. Les résultats de l'enquête Post-Distribution Monitoring (PDM) 2014 indiquent que plus de 20 % des enfants de 6-23 mois des ménages éligibles n'ont pas bénéficié de la SAG conduite pendant les opérations de soudure. Cette exclusion serait liée au fait que seuls les enfants présentés physiquement lors de l'enregistrement en juin ont été pris en compte. Cette exclusion pourrait aussi résulter de l'utilisation de deux outils différents pour estimer l'âge des enfants sans documents officiels : le calendrier des événements pour le PDM et le coffret pour l'enregistrement. Par ailleurs, selon la même enquête PDM 2014, les dépistages n'ont touché que 80 % des enfants de 6 à 23 mois présents sur les sites de distribution. Si les résultats du PDM sont fiables, moins de 70 % des enfants de 6-23 mois éligibles ont bénéficié du dispositif prévu initialement (dépistage et ration).

Vivres

154. Les intrants⁹⁸ distribués ont permis de couvrir les besoins de 787 kcal/personnes/jour pour les enfants de 6-23 mois et 1175 kcal/personnes/jour pour les FEA.

Composante 2 – 3A

Bénéficiaires

155. **Une réalisation annuelle qui reste faible malgré le rôle important de cette activité dans la stratégie de résilience de l'IPSR.** Bien que la planification initiale de cette activité ait été ambitieuse, elle fait partie des activités qui enregistrent les plus faibles taux de réalisation (20 % en 2014 et 26 % en 2015 par rapport aux planifications annuelles ; 3 % en 2014 et 2 % en 2015 par rapport à la planification initiale) (cf. Schéma 5). Prévu pour être environ 30 % par an, le pourcentage du nombre de bénéficiaires atteints pour les 3A par rapport au nombre total de bénéficiaires atteints par l'IPSR est de 2 % en 2014 et 1 % en 2015 (cf. Schéma 8).

156. **L'impossibilité pour certains bénéficiaires de tirer profit des activités proposées.** Le maraichage constitue souvent une activité novatrice pour les ménages très pauvres qui ne bénéficient pas de l'expertise des anciens pratiquants qui généralement ne font pas partie de la cible de l'IPSR. Par ailleurs, les superficies dédiées au maraichage étant très faibles, moins de 20 m² au maximum par ménage (par exemple à Babayé, commune de Maijirgui, région de Maradi), les bénéfices tirés ne peuvent être que réduits.

157. **Des difficultés persistantes en ce qui concerne le ciblage pour les 3A.** Le groupe de très pauvres ciblé n'est pas homogène. En effet, on distingue dans ce groupe ceux qui possèdent des terres mais ne sont pas en mesure de les exploiter, ceux qui ont mis leur terre en gage qu'ils peuvent récupérer lorsqu'ils paient leur dette, ceux qui ne possèdent pas du tout de terre, ceux dont les activités principales ne sont pas en lien avec la terre et les personnes âgées, handicapées ou malades chroniques. Ces différentes catégories ne progressent pas en matière de résilience de la même manière vis-à-vis des activités de l'IPSR. De même, les potentialités économiques et sociales des zones d'habitation des populations ciblées jouent un rôle important dans leur relèvement et leur progression en matière de résilience.

⁹⁸ L'équipe d'évaluation ne dispose pas des données désagrégées des quantités de vivres distribuées pour la SAG.

Intrants : Vivres et cash

158. **Une faible réalisation en ce qui concerne le cash**⁹⁹. Les pourcentages des montants distribués par rapport à ce qui était prévu est de 13 % (\$4,921,056/\$37,875,558) en 2014 et de 19,7 % (\$7,492,836/\$38,031,766) en 2015. Ces chiffres reflètent les pourcentages du nombre de bénéficiaires. Comme pour les activités de AAC, les modalités (vivres ou cash) ont été adaptées.

159. **Une réalisation moyenne à forte des avoirs**. Le tableau ci-dessous présente les avoirs réalisés à travers les 3A (vivres et cash).

Tableau 3: Avoirs créés

Avoirs	2014			2015		
	Planifiés	Réalisés	%	Planifiés	Réalisés	%
Terres dégradées récupérées (CRS/DRS) et plantées (ha)	57518	19940	34.7%	23,500	9,406	40.0%
Terres défrichées (ha)	32666	10,888	33.3%	23,750	9,078	38.2%
Nombre de communautés assistées avec des infrastructures de stockage	1246	312	25.0%	1,246	1,224	98.2%
Nombre de mare	192	48	25.0%	90	86	95.6%
Nombre de source d'eau	192	48	25.0%	90	86	95.6%

Composante 2 – Achats locaux

160. **Une disparité entre les volumes des achats locaux par région**. Les achats locaux sont principalement concentrés sur la région de Maradi avec 84 % des producteurs organisés en 14 unions mais ils ont également concerné les régions de Dosso (9 % des producteurs, 2 unions), de Tahoua (6 % des producteurs, 4 unions) et de Zinder (1 % des producteurs, union). Les principaux produits agricoles concernés sont le mil et le niébé (cf. Annexe 13).

Composante 2 – Renforcement de la capacité

161. Les activités de renforcement des capacités réalisées à mi-parcours de l'IPSR sont ci-dessous présentées :

- Pour les communautés, les PSME et les PCP ont effectivement impliqué les populations à travers des comités incluant les femmes.
- Pour les services du gouvernement, la collaboration de l'IPSR avec les différentes institutions nationales et avec les représentants de l'Etat au niveau régional, départemental et communal conduisent à des renforcements de capacité au cas par cas de ses institutions (cf. §110 à §116).
- En ce qui concerne l'éducation, ont été réalisées : i) la formation annuelle par les sous bureaux des nouveaux directeurs des écoles à cantines et ii) la formation des formateurs qui a regroupé les coordonnateurs des cantines, les gestionnaires et les directeurs des écoles et certains CGDES en 2014.

Composante 3 – Supplémentation alimentaire ciblée (SAC)

Bénéficiaires

162. **Un niveau très élevé d'atteinte globale du nombre de bénéficiaires planifiés pour la prise en charge de la MAM**. Les pourcentages d'atteinte globale du nombre de bénéficiaires planifiés annuellement pour cette activité se situent entre 90 % et 105 % (cf. Schéma 5). Pour cette activité, on note très peu d'écart entre les nombres de bénéficiaires globaux planifiés initialement et ceux

⁹⁹ L'équipe d'évaluation ne dispose pas des données désagrégées des quantités de vivres distribuées pour les 3A.

planifiés annuellement (cf. Schéma 4). Cependant, les nombres de bénéficiaires par types d'intervention ont été sensiblement révisés en 2015 (cf. Schéma 14, ci-dessous).

Schéma 14: Nombre de bénéficiaires par type d'interventions nutritionnelles et par année

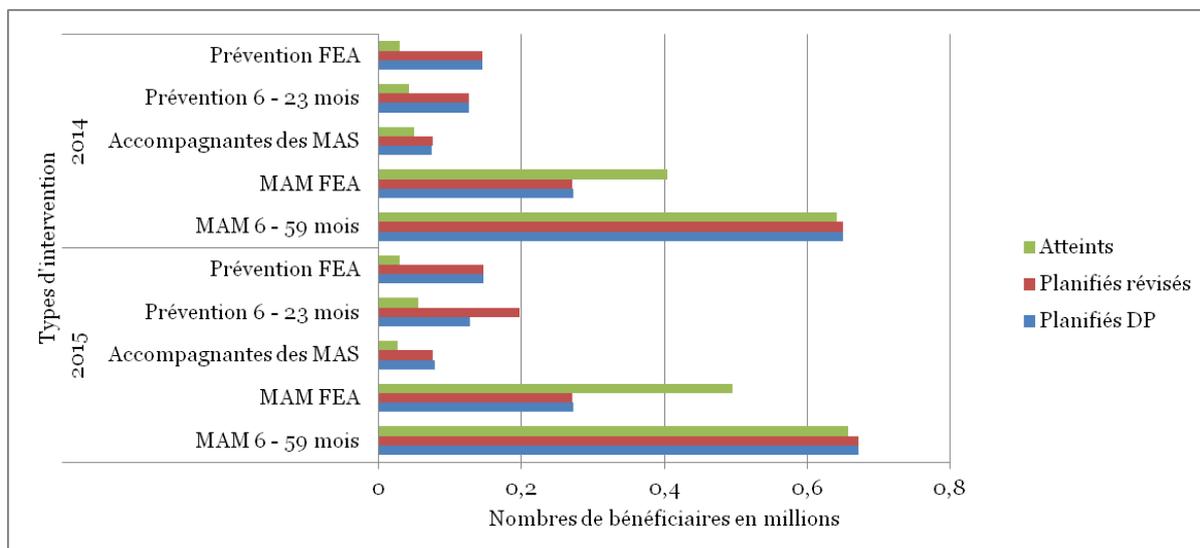
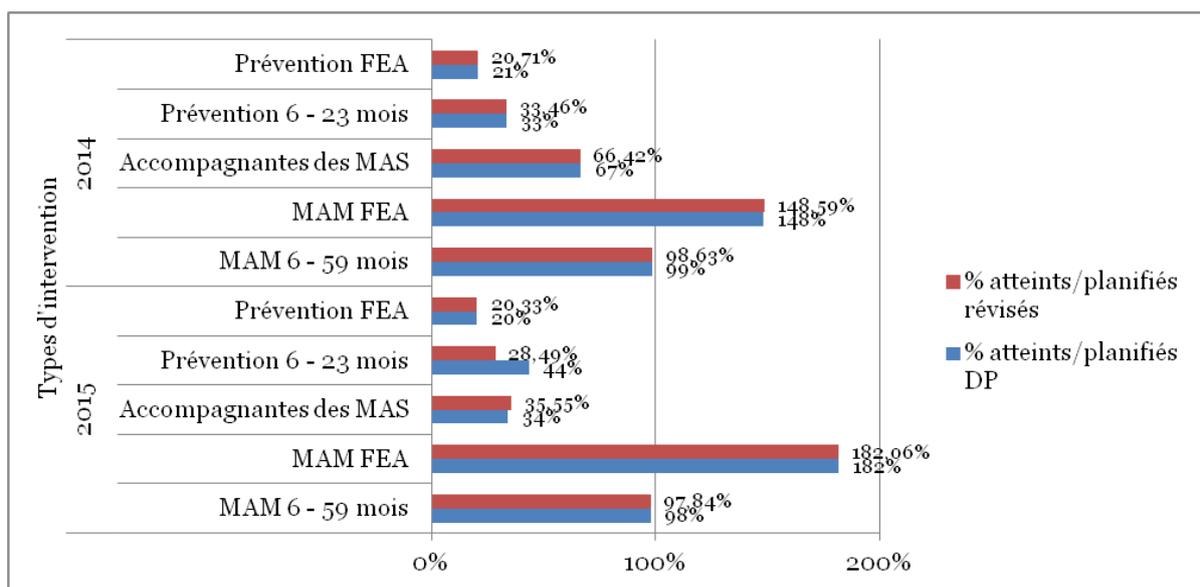


Schéma 15: Pourcentages des bénéficiaires par type d'interventions nutritionnelles et par année



163. Les pourcentages des bénéficiaires atteints pour la prise en charge de la MAM chez les enfants sont généralement élevés (presque 100 % en 2014). Les nombres de bénéficiaires atteints dépassent largement les prévisions pour la prise en charge de la MAM chez les FEA (148 % en 2014 et 182 % en 2015). Les activités de prévention restent très peu réalisées (cf. Schéma 14 et 15 ci-dessus).

164. **Une faible couverture de la prise en charge de la MAM chez les enfants.** Bien que les pourcentages des nombres de bénéficiaires atteints par rapport aux planifications annuelles soient relativement élevés (99 % en 2014 et

98 % en 2015), la couverture¹⁰⁰ des enfants éligibles pour la PEC MAM reste faible. Cet indicateur a été renseigné pour la région sanitaire de Zinder à travers une enquête réalisée en décembre 2014¹⁰¹ qui met en évidence des taux de couverture faibles. La couverture du traitement a été estimée à 18,6 % (IC 95% = 18,4 – 18,9) et la capacité d'identification des cas de malnutrition aiguë modérée à 13,6 % (IC 95 % = 13,3 – 13,8). Les barrières identifiées sont principalement la méconnaissance du programme de PCIMA, la méconnaissance de la malnutrition et le manque de dépistage systématique.

165. Il est paradoxal d'observer, avec une si faible couverture mesurée, que la cible en termes d'enfants MAM de 6-59 mois pris en charge soit dépassée. En effet, cette valeur cible a été calculée pour une couverture à 70 % du programme avec un *caseload* estimé à partir de la prévalence de la MAM, de l'incidence et des données de population. Deux hypothèses peuvent expliquer ces données contradictoires :

- Une sous-estimation de la cible, ce qui semble peu probable aux experts nutrition du PAM ;
- Une surestimation du nombre d'enfants pris en charge qui pourrait être expliquée par différents facteurs : mauvaise tenue des registres ; erreurs sur le nombre d'enfants inclus ; erreurs d'inclusion et prise en charge d'enfants non MAM ; détournements d'intrants, dont on observe la vente sur des marchés urbains. Les erreurs d'inclusion peuvent expliquer les dépassements enregistrés dans le nombre de FEA prises en charge pour la MA¹⁰².

166. L'étendue du programme et la faiblesse du suivi ne permet pas pour l'instant au PAM de vérifier ces différentes hypothèses.

Intrants

167. **Régularité différenciée d'approvisionnement : Régularité dans certains districts et ruptures importantes dans d'autres.** Concernant la disponibilité en intrants nutritionnels, des ruptures ont été rapportées, en particulier au cours du premier semestre 2014, mais les partenaires estiment que les approvisionnements se sont globalement améliorés au cours de la période. La consultation des outils de gestion des intrants au niveau des centres de santé visités montre des situations variables. Certaines ruptures d'approvisionnement des CRENAM constatées relèvent manifestement des défaillances dans la gestion des stocks et la formulation des requêtes. Il est à noter par ailleurs que les partenaires ONG signalent des ruptures en intrants nécessaires au traitement systématique fournis par l'UNICEF : ceci impacte potentiellement l'efficacité de la prise en charge et plaide en faveur d'une action coordonnée PAM/UNICEF pour l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement en intrants du programme PCIMA.

Composante 3 – Alimentation scolaire

Bénéficiaires

168. **Une faible atteinte du nombre de bénéficiaires planifiés initialement et une importante révision à la baisse du nombre de bénéficiaires à**

¹⁰⁰ La couverture a été introduite dans le cadre stratégique de résultats du PAM comme un indicateur clé de l'efficacité des programmes de prise en charge de la malnutrition aiguë modérée. L'IPSR s'est fixé un objectif de couverture à 70 % (les Standards minimum SPHERE préconisent une couverture de 50% en zone rurale).

¹⁰¹ Évaluation de la couverture du Programme de supplémentation alimentaire ciblée ; Région Pilote Zinder Décembre 2014-Janvier 2015, réalisée avec la Méthodologie d'enquête spatiale simple

¹⁰² : 148 % et 182 % des FEA planifiées ont été assistées respectivement en 2014 et 2015

atteindre. En 2014, l'IPSR a atteint 40 % du nombre de bénéficiaires prévus par la planification initiale et 59 % du nombre de bénéficiaires prévus par la planification annuelle. En 2015, l'IPSR a atteint 38 % du nombre de bénéficiaires prévus par la planification initiale et 56 % du nombre de bénéficiaires prévus par la planification annuelle (cf. Schéma 5). Comme pour les 3A, l'ambition de la planification initiale de l'IPSR a bien été réduite au cours de sa mise en œuvre pour cette activité aussi.

Produits

169. Une réalisation des produits à moins de 70%. Le nombre de jour de repas par rapport au nombre total de jours d'école s'élève à 63% (170/270) en 2014, et 67% (122/180) en 2015. Le pourcentage du nombre d'écoles couvertes par rapport au nombre d'écoles planifiées est de 63% (1,249/ 1,970) en 2014 et de 63,5% (1,250/ 1,970) en 2015. En plus des repas pour les élèves, l'IPSR a contribué à la réhabilitation ou construit des petites infrastructures des écoles comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 4: Infrastructures scolaires.

Infrastructures	2014			2015		
	Planifiées	Réalisées	%	Planifiées	Réalisées	%
Magasins de stockage des aliments ou cuisines réhabilités ou construits	549	405	73,8%	244	158	64,8%
Latrines construites ou réhabilitées	-	-	-	162	85	52,5%
Ecoles avec un système adéquat de lavage des mains	-	-	-	346	144	41,6%
Ecoles avec des sanitaires adéquats	1249	562	45%	1249	618	49,5%

Source : SPR 2014, SPR 2015

170. Les rations à emporter n'ont pas été fournies du fait du manque de ressources.

171. Une mise en œuvre en cours des activités complémentaires des cantines scolaires. Du fait qu'elles aient été proposées en cours de projet, le lancement des activités complémentaires a commencé quelques mois seulement avant la mission d'évaluation. La réalisation de ces activités est peu avancée au moment de la mission d'évaluation.

2.2.2 I7. Adéquation entre les objectifs fixés et les objectifs atteints par catégorie de bénéficiaires

Pour l'OS1 : Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence

ED1.1 : Stabilisation ou réduction de la dénutrition (supplémentations alimentaires généralisées)

172. Les enquêtes conduites pour mesurer la situation de référence et suivre les évolutions et changements intervenus lors de la mise en œuvre de l'IPSR suivent des indicateurs nutritionnels¹⁰³ dans 30 communes d'intervention¹⁰⁴; selon ces enquêtes, la prévalence de la MAG des enfants de 6-59 mois était de 11,9% en mars 2014¹⁰⁵. Elle est plus significativement plus faible en décembre 2014¹⁰⁶. Cependant la malnutrition aiguë variant avec les saisons, cette amélioration entre mars et

¹⁰³ Prévalence de la MAG, de la MAS, de la malnutrition chronique ; mesure des Connaissances Attitudes et Pratiques de soin et d'alimentation)

¹⁰⁴ L'enquête baseline a été réalisée auprès de 6000 ménages dans 30 communes (2000 ménages par zone agroécologique). Le rapport baseline précise que 2000 ménages sont nécessaires pour assurer la représentativité dans les zones agroécologiques. L'enquête midline 2014 (Décembre 2014) a été réalisée à partir d'un sous-échantillon de l'enquête de base. Environ 500 ménages enquêtés en mars 2014 ont été tirés au sort pour chacune des zones agroécologiques, soit près de 1500 ménages enquêtés. Selon le BP, la même méthodologie aurait été suivie en décembre 2015. Le nombre d'enfants mesurés pour les enquêtes anthropométriques n'est pas précisé.

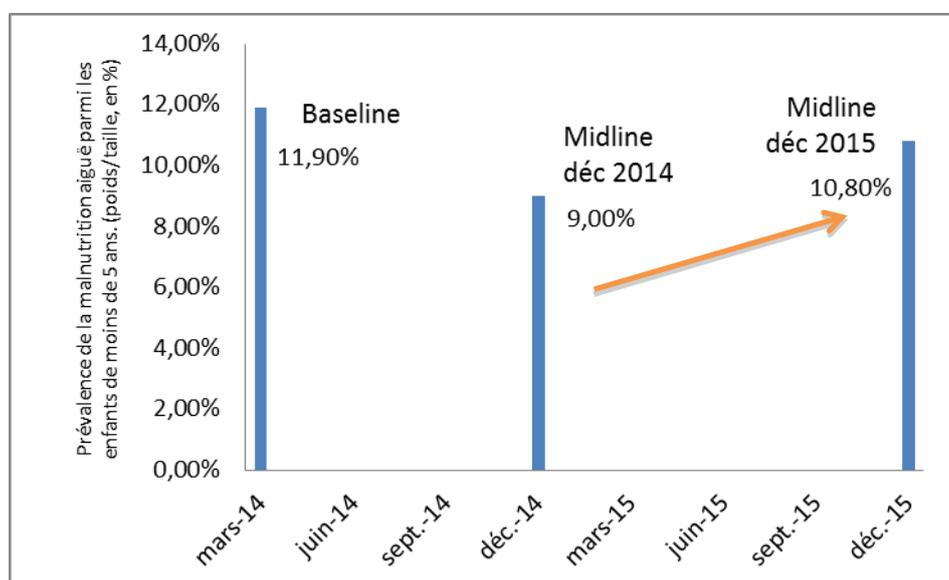
¹⁰⁵ 11,9 (10,9-12,9) IC à 95, source Baseline 2014

¹⁰⁶ 9,0 (7,6-10,7) IC à 95 Source Midline 2014

décembre 2014 ne peut être attribuée à l'intervention. Les données collectées en décembre 2015¹⁰⁷ pourront être comparées à celle de décembre 2014 ; les premiers résultats disponibles laissent penser que, **malgré l'intervention, la situation nutritionnelle des enfants s'est dégradée** entre décembre 2014 et décembre 2015 (cf schéma n°16).

173. A noter que les rapports baseline et midline disponibles (Mars 2014 et décembre 2014) montrent également une réduction des prévalences de malnutrition chroniques. Par contre certains indicateurs de pratiques collectés lors de ces deux enquêtes évoluent défavorablement ; par exemple : les pratiques de mise au sein précoce se dégradent et seulement **2,5% des enfants de 6-23 mois bénéficiaient d'une alimentation diversifiée** en décembre 2014 (3,3% en mars 2014)¹⁰⁸.

Schéma 16: Evolution de la prévalence de la malnutrition aiguë des enfants de 6-59 mois.



174. En l'absence de rapport d'enquête complet pour la midline 2015, il est nécessaire de rester prudent sur les interprétations de l'évolution de la prévalence de la malnutrition aiguë. Certaines hypothèses peuvent cependant être émises :

- l'étroitesse de la cible touchée par les activités SAG qui ne concernent que les enfants (de la tranche d'âge 6-23 mois) des ménages très pauvres des sites et localités touchées par l'IPSR alors que la prévalence reflète la situation d'une tranche d'âge plus large (6-59 mois), de l'ensemble des ménages et de l'ensemble de la commune.
- L'IPSR n'intervient pas sur l'ensemble des facteurs causaux de la malnutrition (comme l'accès à l'eau potable par exemple).

¹⁰⁷ SPR 2015 – Rapport non validé ; Rapport d'enquête Midline 2015 non encore disponible. Seule la prévalence de la MAG (sans Intervalle de Confiance) a été transmise. Les autres indicateurs suivis ne sont pas disponibles actuellement.

¹⁰⁸ La taille de l'échantillon sur lequel cet indicateur est mesuré n'est pas indiquée dans le rapport midline.

175. Si les résultats du suivi de la situation nutritionnelle étaient confirmés, ils consolideraient l'analyse de l'équipe d'évaluation qui estime que les interventions de prévention ne sont pas suffisamment soutenues par l'IPSR.

ED1.2: Stabilisation ou amélioration de la consommation alimentaire des ménages et/ou des individus ciblés au cours de la période d'assistance (Assistance alimentaire ciblée)

176. **Une amélioration ou stabilisation des indicateurs de sécurité alimentaire.** D'une manière générale, l'ensemble des indicateurs de sécurité alimentaire est en hausse ou en stabilisation suivant les enquêtes mais encore loin des cibles de l'IPSR (cf. Tableau 1).

177. En plus de couvrir les besoins alimentaires pendant la période de soudure, l'assistance alimentaire ciblée a permis pour les bénéficiaires de réduire ou d'éviter le salariat agricole¹⁰⁹ ou les recherches de bois de chauffe pour vendre¹¹⁰. Aussi, des témoignages montrent que les prix des denrées alimentaires ont été plus stables dans la période de l'AAC (cf. 198).

Pour l'OS3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels

ED3.1: Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc (3A)

178. **Une progression des indicateurs de sécurité alimentaire pour les populations ciblées par les 3A.** Le score de consommation alimentaire s'est globalement amélioré en décembre 2014 et en septembre 2015 par rapport à la situation de mars 2014 (cf. Schéma 17 ci-dessous). De même, la diversité alimentaire s'améliore (environ 75 % des ménages consomment au moins 4 groupes d'aliments, introduction progressive de la viande)¹¹¹ (cf. Schéma 18, ci-dessous). Néanmoins, il est difficile d'attribuer cette amélioration à l'IPSR, la situation alimentaire des populations étant naturellement meilleure en septembre (début des récoltes) et en décembre (quelques mois après les récoltes) qu'en mars (environ 5 mois après les récoltes). Les valeurs de score de consommation alimentaire restent tout de même très loin des cibles.

¹⁰⁹ Le salariat agricole est mal rémunéré et empêche les très pauvres de préparer leurs propres champs à temps, ce qui met en péril leurs récoltes.

¹¹⁰ L'intervention du PAM nous a permis de passer une bonne année, sans stress. Nous ne sommes plus allés chercher du bois, nous avons utilisé ce temps pour faire des AGR. *Focus group* à Tchimoumoune, région d'Agadez.

¹¹¹ Résultats provisoires de l'enquête annuelle réalisée en septembre 2015.

Schéma 17: Evolution du score de consommation alimentaire (FCS) pour les ménages - OS3

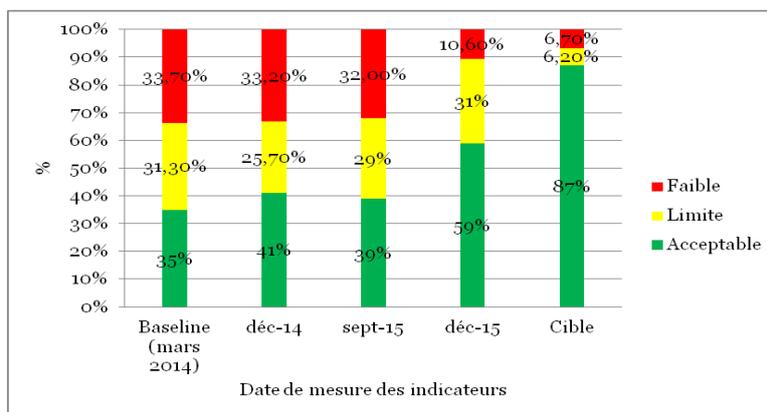
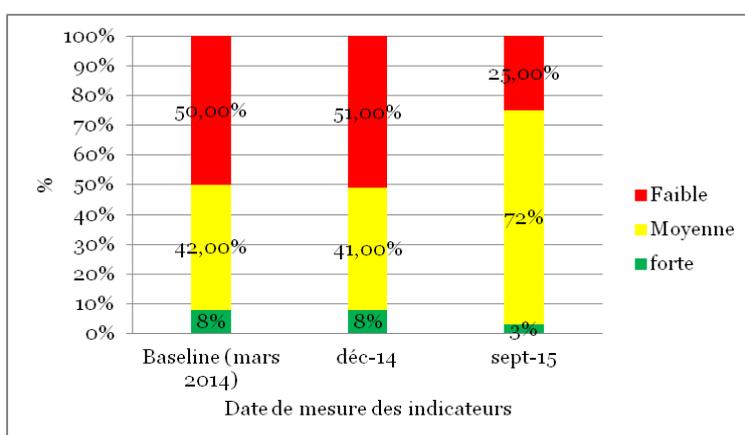


Schéma 18: Evolution du pourcentage de ménages correspondant aux niveaux de diversité alimentaire - OS3



179. Les pourcentages de ménages ayant réduit les stratégies de survie concernant l'alimentation (réduction de la ration alimentaire) sont également en augmentation (cf. Tableau 1). Cependant, les pourcentages de ménages ayant réduit les stratégies de survie concernant les actifs (exode saisonnier, activités de cueillette, coupe du bois, recherche de natron, etc.) et les scores d'avoirs communautaires sont en dégradation entre décembre 2014 et décembre 2015 (cf. Tableau 1). Cela est dû au fait que les interventions de l'IPSR se sont arrêtées sur certains sites au cours de cette période. Sur les sites où les interventions sont maintenues au cours des deux années, la situation relative à ces indicateurs est plutôt en amélioration¹¹².

180. Une amélioration perceptible des facteurs contribuant à la résilience des bénéficiaires. En plus de l'amélioration de l'accès à des services de base auxquels contribuent les activités de l'OS5, les 3A et les achats locaux ont contribué à l'amélioration des moyens de production et des revenus des ménages ciblés observée auprès des bénéficiaires :

- La reconstitution ou la création d'avoirs individuels ou communautaires. Ces avoirs (terres agricoles et pastorales dont la fertilité est améliorée par la confection de demi-lunes¹¹³, terres agricoles ou maraichères aménagées, seuils

¹¹² Cf. PAM, 2016, *Note de synthèse – Progrès réalisés dans les communes d'intervention du PAM*, 10 pages

¹¹³ Les terres des très pauvres sont faiblement représentées parmi les terres récupérées selon les résultats du PDM mai 2015.

d'épandages réalisés¹¹⁴, mares sur-creusées¹¹⁵, récupération des champs en gage¹¹⁶ et achat d'animaux, etc.) permettent l'augmentation de la production agricole¹¹⁷ et pastorale et l'adaptation au changement climatique.

- L'augmentation du revenu des ménages à travers les 3A et la mobilisation de la force de travail des producteurs au profit de leur propres champs au moment opportun (possibilité pour les agriculteurs très pauvres de travailler à temps sur leurs propres terres au lieu d'aller faire le salariat agricole¹¹⁸ et disponibilité de la force de travail en saison sèche¹¹⁹).
- L'amélioration des revenus des petits producteurs impliqués dans les achats locaux du fait des prix de vente bien supérieurs au marché.
- L'amélioration de la protection de l'environnement à travers la semence d'essences fourragères et de mise en défens de certaines parcelles.

ED3.2: Amélioration des débouchés pour les producteurs et les commerçants (Achats locaux)

181. Une source de revenus certaine créée par les achats locaux pour les producteurs. Les achats locaux ont procuré aux producteurs des revenus monétaires moyens allant de 41 124 FCFA (dans la région de Maradi) à 934 821 FCFA (dans la région de Zinder) (cf. Annexe 13). La différence de revenus moyens d'une région à l'autre peut s'expliquer en partie par le fait que ce ne sont pas les mêmes produits dans d'une région à une autre. Cependant, cela laisse supposer qu'il n'y a pas que des petits producteurs qui sont impliqués dans les achats locaux (environ 1 million de FCFA de vente au cours d'une campagne agricole semble élevé pour un petit producteur).

ED3.3: Renforcement de la capacité des pays et des institutions en matière de réduction des risques

182. Des exemples concrets montrant des capacités renforcées des institutions de l'Etat ciblés au niveau national. Suite aux appuis de plusieurs années du PAM et d'autres acteurs, complétés par les interventions de l'IPSR, plusieurs institutions étatiques sont en mesure de conduire, à des degrés d'autonomie divers, des analyses qui étaient autrefois principalement réalisées par le PAM tels que :

- L'enquête de vulnérabilité est conduite entièrement par l'INS depuis quelques années et les cadres de l'INS sont entièrement autonomes sur ce sujet. Au cours de l'IPSR, le PAM a continué à assurer une participation dans l'analyse.
- Les compétences techniques pour la réalisation autonome de l'analyse à trois niveaux sont acquises par le HCI3N.

¹¹⁴ Les seuils d'épandage réalisés dans le cadre de l'IPSR ne sont pas encore tous mis en valeur.

¹¹⁵ Permet aux éleveurs de faire abreuver leurs animaux.

¹¹⁶ Constatée sur un nombre important de sites et pouvant toucher jusqu'à 80 % des personnes participant au *focus group* (Badé, Zinder).

¹¹⁷ 68 % des bénéficiaires affirmant un niveau de production augmenté (PDM, mai 2015) ; Cf. également Fiche SAREL, p8

¹¹⁸ Le retour sur investissement d'effectuer à temps dans le calendrier cultural les travaux adéquats et d'exploiter ses propres terres est jugé plus profitable par le producteur très pauvre que la rétribution estimée faible (moins de 1000 FCFA) du prix de la main-d'œuvre du salarié agricole. Au-delà de ce calcul économique qui peut se révéler risqué en cas de pluviométrie aléatoire ou d'invasions de déprédateurs, les bénéficiaires ont manifesté un sentiment de fierté de pouvoir se consacrer entièrement à leur propre production.

¹¹⁹ En saison sèche, les transferts liés à la participation aux activités de création d'avoirs productifs ont fortement freiné les exodes saisonniers. Observations partagées par l'étude Lasdel (2015), p. 8.

- Le DNPGCCA a acquis les connaissances sur la méthodologie du PDM qui seront mises en pratique dans les zones couvertes par la CCA/GC pour la réponse à la période de soudure.
- En ce qui concerne l'éducation, au niveau étatique l'importance donnée aux cantines a incité le gouvernement à transformer la division des cantines scolaires en cellule des cantines scolaires pour plus d'autonomie dans la prise de décision et à réviser la stratégie nationale de l'alimentation scolaire en 2015 pour prendre en charge les établissements secondaires. Le financement des cantines scolaires est également inscrit dans le budget national de l'éducation.

183. Néanmoins, on note peu d'évidence de renforcement des capacités des institutions de l'Etat au niveau régional, départemental et communal.

184. **Une faible capacité des institutions de l'Etat pour assurer entièrement les acquis des renforcements de capacité.** La sophistication des différents outils (notamment en matière d'analyse de la vulnérabilité, de ciblage et de planification) mobilisant toujours plus de ressources humaines spécialisées et de financements¹²⁰ pose des problèmes de transferts de ces compétences et de leur internalisation par la partie gouvernementale. C'est le cas des PDM pour suivre les activités de soudure de la CCA/GC et de la mise en œuvre de façon autonome des PSME et PCP dans plusieurs régions¹²¹. L'appui financier est toujours sollicité auprès du PAM ou d'autres partenaires financiers.

185. L'intégration de la PCIMA dans les activités du système de santé est compromise par les autres priorités sanitaires et les faiblesses du système de santé¹²². Malgré l'appui de nombreux partenaires, les centres de santé ne sont pas actuellement en capacité de reprendre de manière autonome les activités de prise en charge de la MAM. Par ailleurs, la faible efficacité du programme soulève des interrogations sur la pertinence d'un transfert aux services sanitaires des activités en l'état.

Pour l'OS4 : Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim

ED4.1 : Réduction de la dénutrition (prise en charge de la malnutrition aiguë modérée)

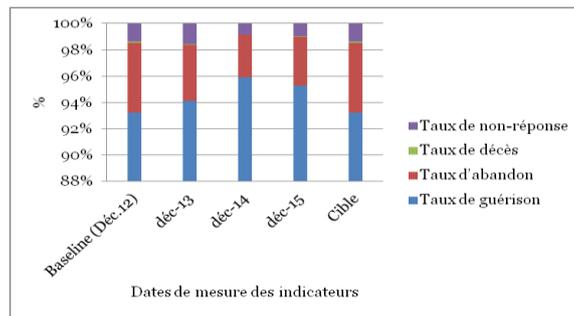
186. **De bonnes valeurs pour les indicateurs relatifs aux activités de prise en charge de la MAM.** Comme le montre le schéma 19 ci-dessous, les indicateurs de performance sont bons.

¹²⁰ En 2014, le ciblage des bénéficiaires se faisait selon une procédure simplifiée au coût allégé en comparaison de la méthodologie effectuée par le PAM et les ONG de l'Alliance ECHO (DNPGCCA/UE, 2015).

¹²¹ « L'utilisation de ces outils (PSME et PCP) comme appui à l'élaboration/actualisation des PDC n'est pas encore effectif sur l'ensemble des communes et nécessite un grand travail d'accompagnement et de coaching des cadres communaux. » (p. 9, Processus de planification participative, Premières leçons apprises du PAM dans le cadre de son projet de renforcement de résilience au Niger, version provisoire, PAM Niger, 2015)

¹²² par exemple, le manque de ressources humaines, la faible couverture sanitaire, rayon d'action parfois très étendu, la faible réseau de relais communautaire.

Schéma 19: Indicateurs de performance de la malnutrition aiguë modérée



187. Cependant, la qualité des données permettant de renseigner les indicateurs de performance est sujette à caution. L'examen des registres met en évidence une qualité hétérogène du suivi. En particulier, l'enregistrement des abandons¹²³, fréquents lorsque les enfants sont originaires de villages éloignés du CRENAM, ne sont pas toujours notés dans le registre du CRENAM et certaines ONG rapportent des niveaux d'abandon supérieurs aux normes¹²⁴. Le suivi régulier par le PAM des activités de prise en charge est difficile en raison de l'étendue du programme et des ressources nécessaires à l'appréciation détaillée de la qualité des données de performance de la PCIMAM.

188. En conformité avec le Cadre de Résultats Stratégiques du PAM, le cadre logique de l'IPSR considère la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans (poids/taille) comme indicateur d'effet direct de la PCIMAM. Ceci est peu pertinent : (i) Cet indicateur est mesuré dans 30 communes d'intervention 3A (Baseline 2014) alors que la PCIMAM intervient sur tout le territoire et pourrait mobiliser l'enquête nationale conduite chaque année. (ii) L'impact attendu de la PCIMAM ne peut être une baisse de la prévalence de la MAG mais plutôt de la MAS (non observée au niveau national) et une baisse de la mortalité. Les activités qui pourraient avoir un impact sur la prévalence de la MAG sont principalement les activités de prévention de la malnutrition (OS1).

ED4.2 : Amélioration de l'équité d'accès et de recours à l'éducation (Alimentation scolaire)

189. **Une amélioration globale ou une stabilisation des indicateurs retenus pour l'alimentation scolaire.** Le taux annuel moyen de variation du nombre d'enfants inscrits dans les écoles assistées par le PAM est généralement en augmentation mais reste en-dessous des valeurs cibles. La situation est nettement meilleure pour les garçons que pour les filles (Tableau 1). Cela atténue l'atteinte de l'objectif de réduire les inégalités entre les filles et les garçons en matière d'accès à l'éducation primaire. La suspension des rations à emporter pour les filles constitue une opportunité manquée d'une action spécifique pour encourager la scolarisation des filles. Néanmoins, les témoignages des populations suggèrent que l'IPSR a contribué à une amélioration sensible de l'accès à l'éducation des filles et des garçons dans la zone concernée par l'alimentation scolaire. Aussi, plusieurs enseignants mentionnent l'affluence de nouveaux élèves venant des communautés voisines et

¹²³ Un patient absent pendant 2 séances consécutives est considéré comme un abandon selon le protocole national de PCIMA.

¹²⁴ Rapport Annuel D4AO MAYAHI KEITA 2014 ACF – signale sur Mayahi des taux d'abandon supérieurs à la valeur acceptable (15%) au niveau des enfants 6-59 mois et les associe aux ruptures enregistrées au cours de l'année.

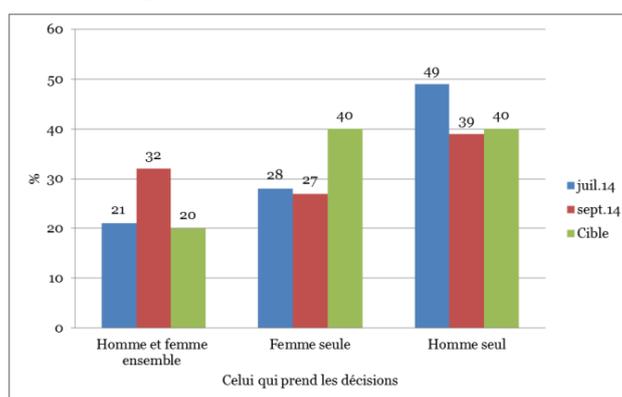
l'amélioration de l'assiduité des enfants¹²⁵. La réduction des abandons scolaires est également remarquable dans les cantines nomades en zone pastorale où les parents ne nomadisent plus avec leurs enfants¹²⁶ selon les témoignages. Par contre, le taux de rétention dans les écoles primaires appuyées par le PAM est en relative diminution en 2015 pour les filles et les garçons (cf. tableau 1). Cela est probablement dû à la réduction du nombre de jours de repas dans les écoles.

190. Des abandons réduits dans les écoles à cantine, mais peu d'impact sur performances scolaires. Les données disponibles pour comparer les performances des écoles à cantine PAM et des écoles sans cantine¹²⁷ semblent confirmer que la cantine permet de réduire les abandons (taux d'abandon inférieur à 2% dans les écoles à cantine PAM et supérieur à 10% au niveau national). Par contre, les performances des écoles à cantine sont inférieures à la moyenne nationale pour les taux de passage en classe supérieure et les taux de réussite aux examens, ces derniers ont régressé entre 2012-2013 et 2013-2014 (63%/57%). Les taux d'assiduité dans les écoles à cantine sont satisfaisants mais la fréquentation entre les deux types d'école n'est pas comparée.

Thèmes transversaux : Genre

191. Une contribution de l'IPSR au renforcement de la cohésion sociale. La proportion de ménages où les décisions sur l'utilisation des vivres et cash est prise en commun semble avoir augmenté au détriment des proportions de ménages dans lesquels les décisions sont prises unilatéralement entre le début des interventions de soudure (juillet 2014) et la fin des interventions de soudure (septembre 2014) (cf. Schéma 20 ci-dessous). Néanmoins, ces chiffres méritent d'être considérés avec précaution car les règles traditionnelles de gestion des grains, qui diffèrent d'une région à l'autre et selon les denrées, rendent difficile la perception d'une évolution de la participation des femmes dans la prise de décision en ce qui concerne les céréales.

Schéma 20: Proportions des ménages en fonction de qui prend la décision sur l'utilisation des espèces, coupons ou de la nourriture



¹²⁵ « La cantine a augmenté le rayonnement de l'école qui a attiré les élèves des villages parfois situés à 7 km. Ils viennent le lundi et rentrent dans leur village le vendredi. Ce phénomène est nouveau et n'existait pas avant l'avènement de l'alimentation scolaire » selon le président du COGES de Tossoro et la directrice de l'école de Tegueyzé.

« Nous avons observé une plus grande affluence des enfants avec une régularité effective aux cours » déclare l'inspecteur de l'enseignement primaire de Gafati qui a 35 écoles à cantines sur 39 écoles du secteur pédagogique. Ces appréciations doivent toutefois être tempérées car les directeurs rencontrés estiment souvent que les taux d'inscription augmentent dans toutes les écoles qu'il y ait cantine ou pas.

¹²⁶ Les 3 repas par jour réintroduit par l'IPSR a amélioré la fréquentation scolaire dans cette zone ; l'exemple de l'école de Tchimoumounène, qui dispose en outre d'un dortoir construit par le COGES est patent car l'école accuse aujourd'hui d'un taux d'abandon qui est passé de 10% en 2012 à 3,24% en 2015.

¹²⁷ Source : Document transmis par le bureau pays – Alimentation scolaire – Rapport D'analyse 2013-2014.pdf (6pages). RAPPORT ANNUEL 2013-2014 DE L'ACTIVITE 1« APPUI A LA POURSUITE DES OMD DANS LE SECTEUR EDUCATIF ». Ministère de l'Education.

192. Les témoignages des populations affectées confirment le fait que le dialogue entre les femmes et les hommes au sein des ménages a augmenté depuis la mise en place de l'IPSR. En effet, la réorganisation des tâches à la maison pour permettre aux femmes de participer aux travaux et à la gestion des rémunérations des travaux a suscité des discussions au sein des familles, ce qui a généré la paix dans les ménages selon la majorité des femmes.

193. **Une participation différenciée des femmes en fonction des 3A.** Les chantiers de restauration des sols (confection de demi-lunes) enregistrent un fort pourcentage de participation de femmes (75 à 90 %) ¹²⁸ alors que les travaux les plus pénibles de faucardage sont principalement réalisés par les hommes. Les femmes cheffes des ménages très pauvres, ciblées pour les 3A, recrutent généralement de jeunes hommes pour travailler à leur place en les rémunérant ou non.

194. **Différentes approches adoptées vis-à-vis de femmes enceintes et allaitantes sur les chantiers.** Sur certains chantiers, les FEA ne sont pas acceptées pour travailler (Dan Guezza), sur d'autres chantiers, elles le sont pour faire des activités moins pénibles en lien avec les travaux du chantier (exemple gardiennage des enfants). Dans d'autres cas, les femmes enceintes et les femmes allaitantes TP ne travaillent pas sur les chantiers et la ration prévue pour les travailleurs leur est malgré tout attribuée. Une approche harmonisée serait utile pour l'IPSR.

Thèmes transversaux : protection et reddition des comptes aux populations

195. **Un effort remarquable d'implication des populations.** L'utilisation des PSME et de PCP pour l'identification des activités dans le cadre de l'OS3 a permis une bonne implication des populations ciblées aussi bien que des institutions étatiques déconcentrées et décentralisées. La population ciblée est fortement impliquée dans la sélection des bénéficiaires à travers l'utilisation du HEA pour la sélection et notamment les visites porte-à-porte. Les proportions de bénéficiaires informés en septembre 2014 sont inférieures à 60 % qui constitue la cible (56 % pour les hommes et 51 % pour les femmes) des personnes informées (cf. Tableau 1). En septembre 2015, ces proportions sont montées à 96% pour les hommes et pour les femmes. Les témoignages des populations font apparaître qu'elles ont été très bien informées des activités de l'IPSR (jours de travail, jours de paiement, montants de paiement, etc.) qui se déroulent dans leur localité.

2.2.3 18. Degré de changements significatifs à long terme

196. Compte tenu du fait que l'IPSR est à mi-parcours et qu'à peine 2 ans se sont écoulés après son démarrage, il est prématuré de porter des jugements définitifs sur ces changements qui nécessitent d'être suivis et analysés par le programme.

197. **Une amélioration potentiellement durable de la disponibilité des denrées alimentaires à travers l'amélioration de la production.** Les terres agricoles récupérées, les nouvelles techniques agricoles introduites, la disponibilité d'eau augmentée pendant la saison sèche, la disponibilité de la force de travail, etc. (cf. 180) sont de nature à favoriser la production locale des populations ciblées. Cependant, la durabilité des acquis dépend de plusieurs conditions, notamment de l'entretien des réalisations. Les producteurs auront besoin d'être accompagnés pour

¹²⁸ Ces activités généralement débutées après le départ des jeunes hommes en exode.

appliquer les nouvelles techniques durablement, d'être structurés pour l'entretien des réalisations et organiser des circuits d'approvisionnement en intrants et de commercialisation des produits agricoles. Ce sont des interventions qui dépassent le mandat du PAM et requièrent des efforts de partenariat.

198. Des changements favorables à l'amélioration de l'accès aux denrées alimentaires. Plusieurs témoignages montrent que l'évolution des prix des denrées de base au cours des années 2014 et 2015 est restée modérée¹²⁹ en période de soudure dans les zones où il y a eu les 3A et/ou l'assistance alimentaire ciblée.

199. Les témoignages des populations ciblées soulignent la réduction du niveau d'endettement¹³⁰, la diminution d'activités peu rentables et prédatrices de l'environnement¹³¹, la diversification des sources de revenus et l'investissement dans les réseaux sociaux¹³². Aussi, les populations témoignent d'une amélioration globale de leurs conditions de vie (cf. Annexe 10).

200. Toutefois, ces constats ne sont pas systématiques pour l'ensemble des sites¹³³ et des ménages bénéficiaires. Au vu de nos observations, ils dépendent au minimum de trois variables : le profil du ménage bénéficiaire, les opportunités de diversification économique apportées par le programme et le contexte local influencé par l'historique des appuis au développement¹³⁴.

201. Des initiatives de l'IPSR en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de la protection de l'environnement (activités de CRS/DRS, notamment les demi-lunes, les zaï, etc). La régénérescence d'un couvert végétal, la mise en défens de certains espaces, la diffusion de nouvelles techniques culturelles ainsi que la mise à disposition de semences améliorées et mieux adaptées aux répercussions des changements climatiques s'avèrent des initiatives positives afin d'anticiper les risques. Les effets de ces interventions dépassent les bénéficiaires directs du programme et touchent l'ensemble des populations des sites¹³⁵. Cependant, il est encore trop tôt de parler de la durabilité de ces initiatives.

202. Une tendance à l'amélioration de la cohésion sociale. Les témoignages des populations soulignent la contribution de l'IPSR au renforcement de la cohésion sociale par la pacification des relations homme/femme au sein des ménages bénéficiaires¹³⁶ et l'amélioration des relations entre les très pauvres (ciblés par

¹²⁹ A Ouallam, la stabilisation du prix des produits agricoles a perduré sur ces deux dernières années. Le prix de la tia (mesure locale correspondant à 2.5 kilogrammes de céréales) n'a pas dépassé 500 FCFA quelle que soit la période de l'année - à la récolte, la tia a oscillé autour de 300 FCFA. Dans le village de Tondo Banda, commune de Tondikwindi, département de Ouallam, la banque de céréale est restée en novembre 2015, avec un reliquat de 3 tonnes de maïs.

¹³⁰ Notamment en économisant sur les transferts monétaires : « *Quand je reçois l'argent, je fais mon approvisionnement. J'achète des vivres. Le mois suivant, je ne vais pas acheter des vivres puisque ceux du mois antérieur n'ont pas été épuisés. Ainsi au lieu d'acheter encore des vivres, j'ai acheté un petit mouton à 22.000F CFA que j'ai engraisé. Je l'ai revendu à 55.000F Cfa à l'approche de la fête* », (I.L., TP, Dargué, 07-10-15). P. 10, (Lasdel, 2015)

¹³¹ Telles que la collecte du bois et la vente du natron.

¹³² La réapparition des ménages (femmes surtout) très pauvres dans les systèmes communautaires de tontines, les contributions aux cérémonies ou le paiement de l'impôt.

¹³³ A Dan Guéza (Zinder), la réduction de l'endettement est faible (touche moins d'un tiers des TP), leurs récoltes sont trop faibles. Les familles nombreuses ne couvrent que 2 mois de consommation contre 3 à 4 mois pour les familles réduites. A Goubeydey (Dosso), les effets du programme sont plus modestes car s'adressant à des unités de consommation plus grandes (regroupant plusieurs ménages). Les ménages continuent à s'endetter pour leurs besoins de consommation (la garantie d'obtention des transferts du PAM accroît leur solvabilité auprès des commerçants qui n'hésitent pas à leur faire crédit).

¹³⁴ Exemple de Dargué qui bénéficie de longue date d'appuis des partenaires au développement. Des processus de transformation des pratiques agricoles et de structuration des organisations communautaires (comité de gestion des infrastructures, organisations des producteurs) y sont bien avancés ; des services de micro-finance sont accessibles.

¹³⁵ Par exemple, le surcreusement des mares bénéficie à l'ensemble des animaux de la communauté ainsi qu'aux éleveurs de passage, l'approche bassin versant protège les terres de culture sans distinction des propriétaires et la technique du zaï est reproduite dans les champs de nombreux producteurs

¹³⁶ L'arrêt des migrations des maris étant vécu comme un soulagement par les femmes.

l'IPSR) et les autres catégories plus aisées (non ciblées par l'IPSR)¹³⁷. Sur les chantiers HIMO, les travailleurs agréés cèdent à des parents ou à de proches voisins quelques jours de travail.

203. Une tendance à l'adoption des bonnes pratiques sur la nutrition et la santé. Les bénéficiaires témoignent d'une amélioration de leurs pratiques alimentaires et de celles de leurs enfants à la suite des sensibilisations pour les bonnes pratiques d'hygiène (notamment en ce qui concerne le lavage des mains)¹³⁸, d'alimentation, d'allaitement, etc. Les sensibilisations impliquent même des hommes pour des pratiques qui sont traditionnellement du domaine des femmes (exemple la préparation de la bouillie) et cela est bien accepté.

204. Une amélioration de la sensibilisation de divers acteurs sur la question de la nutrition. L'IPSR relaie la forte attention portée à la nutrition au Niger depuis quelques années contribue à installer la question nutritionnelle dans des sphères où elle était peu présente. Certains élus, ou acteurs du développement rural, apparaissent sensibilisés à la question de la malnutrition. La stratégie de « partenariat intégré » prévoit que l'ensemble du paquet d'activités de l'IPSR soit confié à un seul partenaire ONG par commune. Ceci oblige certaines ONG traditionnellement impliquées dans le développement rural à prendre en charge des interventions nutritionnelles.

205. Des essais de changements introduits par l'IPSR sur des sujets sensibles. En négociant des contrats fonciers pour des bénéficiaires de l'IPSR, le PAM en tant qu'acteur externe¹³⁹, s'introduit dans des négociations de terre qui est en général un sujet sensible avec des mécanismes endogènes puissants. Le respect de ces accords après l'IPSR ou le désengagement du PAM dans la zone n'est pas garanti. Cela est également valable pour les mises en défens initiées à l'issue des récupérations des terres.

2.2.4 I9. Degré d'appropriation et d'autonomie des structures nationales et communautaires

Les structures nationales

206. Un effet d'entraînement des institutions de l'Etat et d'autres acteurs. Dans le processus d'aménagement du bassin versant à Allakaye, après que les partenaires du projet conjoint PAM/FAO/FFP se soient engagés à réaliser le plus grand seuil d'épandage des 8 seuils identifiés, l'Etat nigérien a réalisé un seuil d'épandage, la mairie a financé l'étude pour 2 seuils d'épandage supplémentaire et un projet de l'AFD s'est engagé à financer 2 autres seuils d'épandage. On note par ailleurs **un bon degré d'appropriation des outils de diagnostic et de ciblage par différentes institutions de l'Etat.** (cf.§182).

Les communautés

207. Une potentialité d'appropriation des certaines activités, mais, pour être effective, nécessite des actions spécifiques. Les CGDES¹⁴⁰ constituent un

¹³⁷ Les ménages plus favorisés ne sont plus sollicités pour venir en aide aux ménages en détresse. On peut penser que les mécanismes de réciprocité et de solidarité traditionnelle pourraient être réactivés si les ménages TP faisaient face à la survenue d'une crise.

¹³⁸ Le lavage des mains avant le repas est en voie d'intégration dans les ménages à travers le changement de comportement des élèves qui ont compris la nécessité de laver les mains et qui en font la pratique chaque jour à l'école.

¹³⁹ Bien qu'en intervenant en collaboration avec les acteurs nationaux et locaux.

¹⁴⁰ Comité de Gestion Décentralisée des Etablissements Scolaires. Ils sont récentraillés (par arrêté ministériel du 22 février 2012) en lieu et place des Comités de Gestion (COGES), considérés comme étant peu performants. Les CGDES

bon exemple d'appropriation de certaines activités qui complète l'approvisionnement en vivres pour les cantines scolaires. Chaque école possède son CGDES qui fonctionne de façon autonome, motivé par l'approvisionnement régulier des paniers alimentaires. La contrepartie de la communauté (surtout des femmes) est la préparation quotidienne des repas et la construction d'un magasin de stockage.

208. Concernant les techniques de réhabilitation des terres, les populations les ont assimilées à l'exemple des demi-lunes et sont capables de les répliquer de façon autonome¹⁴¹. Cependant, les exemples de reproduction dans des champs individuels concernent principalement les catégories les plus aisées capables de payer de la main d'œuvre pour les exécuter.

209. La réalisation des demi-lunes sur les terres communautaires en rémunérant les habitants des villages environnants peut entretenir un esprit d'assistanat. En effet, les populations pourraient toujours attendre un programme extérieur pour effectuer des demi-lunes contre rémunération. Un mécanisme de désengagement progressif de l'IPSR mérite d'être réfléchi qui favorise l'appropriation et la réalisation autonome des demi-lunes dans les champs individuels des très pauvres et pauvres¹⁴².

210. Aussi, les interventions de l'IPSR sont peu focalisées sur la structuration des groupements pour la gestion des intrants, valorisation-commercialisation des produits agricoles et d'élevage, accès au crédit¹⁴³, pourtant nécessaire pour renforcer l'appropriation communautaire et la durabilité (cf. Annexe 8).

2.3 Question 3: Facteurs influençant les résultats

2.3.1 I10. Degré d'optimisation des ressources

211. **Un bon rapport avec les donateurs du PAM.** L'ensemble des bailleurs de fonds affirme avoir de très bons rapports¹⁴⁴ avec le PAM. Ce rapport est marqué par des contacts réguliers (formels et informels) avec le PAM (en bilatéral et sur les plateformes de dialogue multi-acteurs). Ils se sentent impliqués dans les réflexions stratégiques du PAM et certains d'entre eux apprécient l'engagement du PAM en ce qui concerne la résilience¹⁴⁵. Les bailleurs font également confiance au PAM en matière d'exécution des activités.

212. **Un décalage important entre les ressources prévues et les ressources réellement mobilisées.** A environ 2/3 de la durée de l'IPSR, les ressources mobilisées ne représentent que 24% des ressources prévues (cf. Schéma 1). Néanmoins, au cours de l'année 2014 les ressources mobilisées dépassent légèrement celles mobilisées pour les activités similaires (PRRO 200051 et CP 106140) (cf. Schéma 21 ci-dessous). Le décalage observé peut être lié à quatre éléments:

constitués des membres dynamiques des APE (association des parents d'élèves) et des AME (associations des mères éducatrices qui désignent les cuisinières en leur sein) ont ainsi été renforcés et sont devenus plus visibles et plus efficaces dans les tâches qui leur sont confiées (constructions des classes en paillotes, constructions des maisons des maîtres, des cuisines et magasins des cantines scolaires, paiements des primes des cuisinières, achat d'eau et de bois pour la cantine grâce aux cotisations des parents d'élèves). Ils sont fédérés au niveau communal en FCCDGES (fédération communale des CGDES). Les communes devraient prendre en charge les salaires des auxiliaires (exemple les cuisinières).

¹⁴¹ Entretien avec les populations à Alakaye.

¹⁴² Des formations appropriées pour les producteurs, organisation de la communauté de façon à permettre la réalisation des demi-lunes dans les champs individuels des très pauvres sans financement externe, etc.

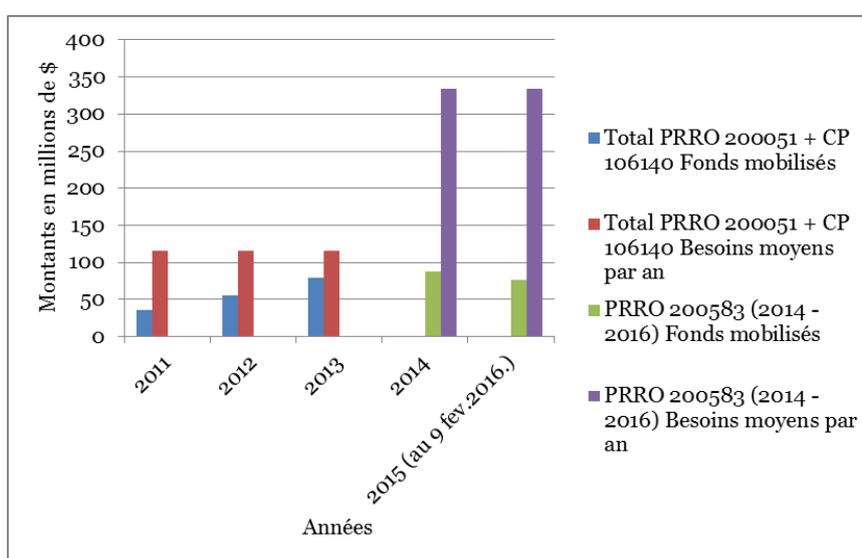
¹⁴³ Sauf dans le cas des projets conjoints (sites Prodaf/FIDA, projet FFP, etc.)

¹⁴⁴ Par exemple ECHO qualifie d'excellent son rapport avec le PAM.

¹⁴⁵ Extrait des réponses des donateurs dans le cadre de l'enquête en ligne : « réponse "résilience" innovantes (et à développer, améliorer) »

- Une estimation des ressources au moment de la planification du projet basée sur l'estimation des besoins des populations pour l'ensemble des composantes, y compris pour la résilience.
- Un environnement de donateurs qui n'est pas encore prêt à financer massivement d'une manière générale la résilience et, en particulier à travers le PAM malgré le discours favorable pour la résilience.
- Une diminution des ressources globales mobilisées par les acteurs humanitaires au Niger (2012: \$433 892 389 ; 2013: \$343 411, 071 ; 2014: \$272 831 868 ; 2015 : \$274 280 302)¹⁴⁶.
- Le PAM est encore perçu par certains donateurs comme un acteur principalement humanitaire doté d'outil performants pour la réponse d'urgence et pas comme un acteur performant pour la résilience.

Schéma 21: Montants mobilisés par an pour l'IPSR 200583 et les activités similaires des années précédentes (plus besoins moyens par an)



213. Au vu des ressources réellement mobilisées, l'IPSR a dû réadapter sensiblement la répartition des composantes du programme au cours des planifications annuelles. Ce sont principalement les activités de renforcement de la résilience qui ont été fortement revues à la baisse, alors que l'AAC et la SAG ont été priorisées (cf. Schéma 4). Ces décisions s'expliquent par le fait que certains bailleurs orientent leur financement vers les activités AAC et SAG au détriment des activités de renforcement de la résilience. L'adhésion globale de l'ensemble des acteurs, notamment les acteurs humanitaires, vis-à-vis de la résilience ne s'est donc pas traduite dans des mécanismes de financement pour les activités de renforcement de la résilience.

214. La faible disponibilité de ressources a également occasionné la diminution du nombre de communes/sites d'intervention (cf. §140). Ce qui a occasionné des interventions non achevées (PSME et PCP réalisés mais non suivi d'intervention), des retards de paiement des partenaires et prestataires, des retards du chronogramme de distributions, etc.

215. Une tendance à 1 seul partenaire par site favorable pour l'efficience mais elle nécessite une attention particulière pour renforcer certaines

¹⁴⁶ <https://fts.unocha.org/>

compétences du partenaire choisi. L'IPSR tend à avoir sur un site d'intervention un seul partenaire pour la mise en œuvre de l'ensemble des activités. Cette approche est favorable pour l'efficacité car limite le nombre de contrats et le partenaire est à même de mieux mutualiser les ressources. Cependant il est difficile, dans certaines zones, de trouver un partenaire compétent dans l'ensemble des domaines couverts par les activités de l'IPSR. Les compétences liées à la PCIMAM font souvent défaut. Pour assurer la qualité du travail effectué, le PAM soutient le recrutement et prend en charge le salaire d'un nutritionniste pour chacun de ses partenaires. Un besoin de renforcement de capacité de certains partenaires rencontrés demeure patent et leur positionnement vis-à-vis du secteur de la santé doit être consolidé.

216. Un renforcement de l'équipe programme et une adaptation progressive des profils à la nouvelle approche au niveau du bureau pays. L'unité innovation et apprentissage nouvellement créée au bureau pays constitue une opportunité de réaliser une veille sur les thématiques transversales liées à l'IPSR et d'appuyer l'unité programme en matière de prise de décision. C'est également une opportunité de renforcer la capitalisation et la diffusion en interne et à l'externe des enseignements tirés des interventions du PAM liées à la nouvelle approche.

217. Un manque de ressources humaines dans plusieurs sous-bureaux, notamment les chefs de sous-bureau. Plusieurs sous-bureaux manquent de chefs de sous-bureaux. Bien que l'effectif des Sous-Bureaux ait été renforcé, le surcroît de personnel compense difficilement le surplus de tâches lié aux changements de méthodes travail. En l'absence de compétences adaptées, la communication avec les autres acteurs présents dans la région sur le plan stratégique est fragilisée et la force de proposition des sous-bureaux pour intégrer les réalités et les dynamiques en cours dans leurs régions est faible. Cette situation occasionne la centralisation de plusieurs activités et la décision au niveau du bureau pays. Ceci fait perdre au PAM la capacité de prendre en compte valablement certaines spécificités régionales et de surcharger l'équipe technique du bureau pays.

218. Les témoignages de l'ensemble des équipes « programme » du PAM et des partenaires concourent pour dire que la gestion logistique est globalement optimale. Mais des dysfonctionnements sont observés en matière d'approvisionnement en intrants pour la PCIMAM. Plusieurs dysfonctionnements ont été signalés en matière de l'approvisionnement des formations sanitaires en intrants pour la PCIMAM (cf. §167). L'estimation des coûts de transport, notamment pour les zones pastorales, et les difficultés dans la négociation entre le PAM et les partenaires à ce sujet est à l'origine des dysfonctionnements.

219. Des exemples concrets de recherche d'efficacité par le bureau pays.

- La recherche de mutualisation des coûts avec les stratégies de partenariat (mise en valeur par la FAO et le FIDA) ainsi que les contributions demandées aux populations bénéficiaires (par exemple par la récupération de graines nécessaire au réensemencement des aires de pâture).
- Le PAM joue un rôle déterminant afin de s'assurer de la non duplication d'interventions en période de soudure (par exemple par la mise en commun des listes des villages d'interventions des ONG).
- Les mesures prises de commun accord avec les responsables des services de Santé contre le détournement de l'usage des produits nutritionnels.

- L'unité finance et administration contribue aux efforts en faveur de l'optimisation des coûts et de la sécurisation des transactions par la centralisation des décaissements, les paiements effectués par voie électronique, les partenariats avec les agences Nations Unies (minimisation des coûts de loyers et charges par des contrats communs, le partage des bureaux/infrastructures en région ou encore l'examen des requêtes de financements des partenaires).

220. **Les appuis du siège et du bureau régional** dans l'accompagnement de l'approche résilience sont jugés suffisants par le bureau pays pour la bonne réalisation de l'IPSR.

2.3.2 I11. Qualité des partenariats opérationnels impliquant le PAM

221. Un **processus de sélection et d'évaluation des partenaires basé sur des critères clairs et acceptés de tous**. Pour la sélection des partenaires, le PAM a développé une série de critères. L'ensemble des partenaires et les institutions administratives régionales montrent globalement leur satisfaction en ce qui concerne ce processus qu'ils jugent transparent avec des critères précis.

222. Sur les sites intégrés, le PAM oriente sa stratégie de partenariat vers un partenaire pour l'ensemble des activités plutôt que plusieurs partenaires.

223. Dans la commune urbaine de Niamey où seule l'activité nutrition est mise en oeuvre, les districts sanitaires entrent en compétition avec les ONG pour la gestion des CRENAM. Cette situation soulève une question de légitimité: le PAM s'octroie la possibilité de rejeter la candidature d'un district sanitaire et de contractualiser avec un opérateur pour conduire des activités qui sont censées être conduites par les structures nationales.

224. **Une appréciation mitigée des institutions étatiques sur le partenariat avec le PAM**. Le processus de sélection implique les institutions administratives régionales (évaluation des candidatures suivant les critères établis et établissement de liste restreinte de partenaires potentiels pour le PAM). Cependant, les représentants des institutions administratives régionales regrettent le fait que le PAM ne les implique ni dans le processus de signature de contrat des partenaires sélectionnés ni dans leur évaluation. Ils proposent des accords tripartites avec les partenaires du PAM pour amener les ONG à leur rendre compte au cours de la mise en œuvre de leurs actions¹⁴⁷.

225. **Un bon partage d'information et un niveau d'influence mutuelle appréciés par les partenaires**. Les partenaires du PAM apprécient le degré de partage d'information du PAM car ils le sentent à l'écoute de leurs difficultés rencontrées et prêt à chercher des solutions à travers des discussions franches. Les procédures d'appel à propositions évoluent vers une logique de plus forte implication des ONG partenaires dans l'élaboration des projets. En effet, ils leur incombent de proposer un choix d'activités ainsi qu'une planification sur deux ans pour leur réalisation à partir d'un diagnostic participatif avec les populations bénéficiaires et les services techniques.

¹⁴⁷ Dans plusieurs régions (Agadez, Tahoua, etc.), les structures étatiques ont témoigné qu'une fois le partenaire sélectionné, le PAM signe un contrat avec ce dernier mais les structures étatiques ne sont pas au courant des termes du contrat. Ils reçoivent un rapport d'exécution du partenaire seulement à la fin de son contrat.

226. Un processus d'évaluation annuelle satisfaisant pour les partenaires. Le PAM évalue annuellement ses partenaires sur la base d'une série de critères jugés précis et transparents.

227. Un renforcement de capacité apprécié par les partenaires. Les évaluations servent de base pour planifier le renforcement de capacité pour le partenaire si cela est nécessaire.

228. Une bonne implication du PAM dans les mécanismes de coordination. Le PAM, est co-lead avec la FAO du cluster sécurité alimentaire et l'implication du PAM est jugée très dynamique par les membres du cluster. Par exemple, le PAM a une grande implication dans l'élaboration du HNO¹⁴⁸. Il développe également des outils pour l'ensemble des acteurs (par exemple le PDM). Il accueille beaucoup de réunion de coordination dans ces locaux.

229. Le PAM est également très actif dans l'Alliance des ONG¹⁴⁹ pour les interventions d'ECHO. L'alliance collabore étroitement avec le PAM pour l'harmonisation des approches (cadre logique commun pour la réponse à la période de soudure, guide de ciblage commun, indicateurs communs, etc.). Le PAM fait la coordination globale du suivi. Ensemble avec l'Alliance des ONG, le PAM est en discussion avec la Banque Mondiale pour l'harmonisation des outils de ciblage (entre le HEA de l'Alliance et le PMT¹⁵⁰ de la Banque mondiale utilisé pour le ciblage dans le cadre des activités de filets sociaux).

230. De nouveaux types de partenariat développés. Au cours de la mise en œuvre de l'IPSR, en réponse à des besoins d'information et d'analyse dans des domaines peu explorés par le PAM dans le passé (mode d'accès à la terre, aspects sociologiques, techniques de confection de demi-lunes et de zaï dans le cadre de la restauration des terres de cultures et des parcours dégradés, identification des essences fourragères adaptées aux zones d'interventions, etc.), le PAM a développé des partenariats avec des institutions de recherche (RECA¹⁵¹, LASDEL¹⁵², faculté d'agronomie, etc.). Ces partenariats se sont avérés très pertinents et ont apporté au PAM des connaissances utiles dans ces domaines.

231. Des partenariats réussis avec d'autres agences des NU (projets conjoints) et autres acteurs. Le PAM est engagé dans les partenariats avec d'autres agences des Nations Unies (cf. tableau 5 ci-dessous). Dans le cadre de ces projets conjoints la convergence des interventions des agences des Nations Unies est effective du fait de la conception commune, la mobilisation commune des ressources, la programmation commune pour la mise en œuvre des activités, le suivi commun des activités, etc. L'ensemble des conditions nécessaires pour assurer un renforcement de la résilience effective des populations ciblées est ainsi mieux assuré, ce qui renforce l'efficacité de la contribution de chaque agence¹⁵³.

¹⁴⁸ Humanitarian Needs Overview

¹⁴⁹ Composée de Concern, ACF, Oxfam, Save the Children

¹⁵⁰ Proxy Means Test

¹⁵¹ Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger

¹⁵² Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local

¹⁵³ Exemple de l'aménagement des bassins versant dans la commune d'Alakaye (région de Tahoua) dans le cadre du projet Food For Peace.

Tableau 5: Liste des projets conjoints

Projets	Autres agences impliquées	Bailleurs
Food For Peace - USAID	FAO	USAID
Purchase from Africans for Africa (PAA)	FAO	Brésil et DFID
Projet conjoint pour le renforcement de la résilience	FAO, UNICEF	France
Accélérer les Progrès vers l'Autonomisation Economique des Femmes dans le monde Rural (RWEE)	FAO, FIDA, ONU Femmes	Suède et Norvège
Programme Conjoint d'Appuis au Développement de la Région de Maradi (PCM)	FAO, FIDA, PNUD, UNICEF, FNUAP, OMS, UNCDF	Luxembourg
Projet conjoint résilience	FAO, FIDA, PAM	Canada

232. En dehors des projets conjoints, la volonté affichée des agences des Nations Unies d'assurer une convergence de leurs interventions dans les mêmes zones pour les mêmes populations rencontre des difficultés dans sa mise en œuvre effective du fait de la difficile planification collective, la priorité de l'agenda individuel de chaque agence sur l'agenda collectif, des rythmes de mobilisation de ressources et de décaissement propres à chaque agence, etc.

2.3.3 I 12. Capacité d'adaptation aux facteurs externes

Système de suivi des facteurs externes

233. **Un suivi du contexte assuré par la participation active du PAM dans les systèmes de coordination.** La participation active du PAM dans les plus importants systèmes de coordination humanitaires et des dispositifs nationaux mis en place pour le renforcement de la résilience (cf. §228) rend disponibles les informations du contexte nécessaire pour la prise de décision relative à l'évolution du contexte.

234. Au niveau local, le PAM, contribue à l'appui technique aux Structures Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponses aux Urgences (SCAP/RU) et au fonctionnement d'Observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) au sein des communes qui produisent des informations complémentaires aux études.

235. Une programmation annuelle tenant compte de l'évolution du contexte. Les programmations annuelles des activités des OS1 de l'IPSR sont principalement basées sur les études annuelles (cf. §78) et la répartition des interventions entre la CCA/GC, l'Alliance ECHO et le PAM.

Système de suivi des activités du programme

236. **Un système robuste de suivi des activités et des résultats.** Le PAM dispose d'un système de suivi des bénéficiaires atteints sur la base de canevas clairs et adoptés par les partenaires¹⁵⁴ qui lui permet de collecter les informations relatives aux nombres de bénéficiaires par région et par activité et par sexe. Une formule élaborée sur la base de l'expérience des interventions passées permet d'ajuster le nombre des bénéficiaires atteints par l'IPSR en évitant le double comptage. Pour le suivi des activités de PCIMAM, le PAM dépend des données sanitaires et a peu de maîtrise de leur qualité.

237. La réalisation des FBM¹⁵⁵, PDM¹⁵⁶ et des enquêtes baseline et midline permettent de suivre les effets du programme ainsi que l'évolution de la situation des populations durant la période de mise en œuvre du programme¹⁵⁷.

238. Des missions conjointes sont également organisées avec les responsables communaux, les services techniques ainsi que les comités régionaux et départementaux du DNPGCCA pour le suivi des activités de réponse pendant la période de soudure.

239. L'IPSR utilise une série d'indicateurs pour la mesure des effets directs des activités qui est en adéquation avec les indicateurs du PAM au niveau global. Néanmoins, les indicateurs actuels ne permettent pas de renseigner si les populations ont atteint un niveau suffisant de résilience (cf. §178, à §180). De même, la présentation des résultats dans le SPR¹⁵⁸ ne reflète pas les différences géographiques ni la situation des sites intégrés par rapport aux sites non intégrés. Dans la présentation des résultats provisoires de l'enquête de septembre 2015, des efforts sont faits pour comparer la situation des sites intégrés et non intégrés.

¹⁵⁴ Un nouveau canevas de rapportage a été proposé pour le suivi des activités dans le cadre de l'approche intégrée

¹⁵⁵ Food Basket Monitoring

¹⁵⁶ Post Distribution Monitoring

¹⁵⁷ Le PAM a introduit récemment des technologies nouvelles (tablettes, serveurs) facilitant la collecte et la centralisation des informations tout en réduisant le temps de traitement des données d'alerte

¹⁵⁸ Standard Project Report

240. Un groupe d'indicateur pertinent pour l'OS1 mais les périodes de mesure ne permettent pas de comparer les valeurs. Le contexte nigérien est marqué par des périodes significatives (période de récolte, période de soudure, etc.). Pour percevoir l'évolution du contexte et des bénéficiaires, seules les valeurs d'indicateurs mesurées au cours des mêmes périodes de l'année peuvent être comparées. Les valeurs des indicateurs disponibles au moment de la mission de terrain de l'équipe d'évaluation étaient mesurées à des périodes distinctes de l'année ; ce qui ne permettait pas de les comparer. L'enquête de décembre 2015 a apporté une solution à ce problème.

241. Pour le suivi de la PCIMAM, la qualité des données de performance et la pertinence de l'indicateur de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans (poids taille) sont discutables (Cf §187).

242. Une définition de certaines valeurs cibles à réviser. Les valeurs cibles sont les mêmes que les valeurs de base pour les scores de diversité alimentaire de l'OS1 (cf. Tableau 1). Pour le taux de rétention global dans les écoles primaires appuyées par le PAM, la valeur cible traduit des situations moins bonnes que les valeurs de base. Cette situation peut être interprétée comme une mauvaise connaissance de la situation avant la fixation des cibles. Il conviendra de réévaluer les cibles en fonction des valeurs de base pour fixer des cibles réalistes et qui améliore la situation de base.

Evaluation et capitalisation du PAM

243. Une volonté marquée de capitalisation et d'apprentissage La création de l'unité innovation et apprentissage est une illustration de cette volonté du bureau pays de renforcer la capitalisation et l'apprentissage. Le bureau pays participe à l'initiative de capitalisation conduite par le SAREL¹⁵⁹. La commande des études (exemple étude anthropologiques et sociologique conduite par le LASDEL) et enquête (enquête de couverture conduite à Zinder (méthodologie S3M) et celle conduite à Maradi (méthodologie SQUEAC)) ainsi que la collaboration avec des universités (cf. 230) constituent également des exemples d'efforts d'apprentissage du bureau pays.

244. Des résultats et recommandations qui ne se sont pas encore traduites en opération L'enquête de couverture conduite à Zinder (méthodologie S3M) a permis de formuler des recommandations¹⁶⁰ qui méritent d'être prise en compte.

Mécanisme d'ajustement/révision du programme

245. Plusieurs adaptations du programme ou de sa mise en œuvre sont observées L'IPSR s'est adaptée au fur et à mesure à plusieurs situations au cours de

¹⁵⁹ Sahel Resilience Learning Project

¹⁶⁰ Recommandations de l'enquête conduite à Zinder (méthodologie S3M) :

- Renforcer l'intégration du programme de la PCIMA dans les activités sanitaires au niveau des Centres de Santé Intégrés (CSI) et des autres structures sanitaires.
- Renforcer le volet de mobilisation communautaire en s'assurant que tous les villages possèdent des relais communautaires pour effectuer le dépistage et la sensibilisation sur la malnutrition et sur le programme de prise en charge.
- Veiller à ce que tous les enfants de 6 à 59 mois fréquentant les structures sanitaires soient dépistés, référencés et enregistrés.
- Plaider pour l'utilisation du Périmètre Brachial comme critère d'admission et de sortie au niveau du CRENAM.
- Réaliser une enquête de couverture selon la méthodologie SQUEAC (approche qualitative) pour affiner l'approche en tenant compte des différentes barrières sur la couverture ; identifier des indicateurs qualitatifs et les intégrer dans le système de suivi de routine, basé sur une sélection des outils SQUEAC.

sa mise en œuvre. La situation de la mobilisation des ressources a conduit à la révision du nombre de zones d'intervention. Les précédentes expériences de ciblage a conduit le PAM et ses partenaires à améliorer leurs outils. Face aux contraintes pour certains ménages cibles de pratiquer les activités agricoles, l'IPSR a initié des démarches pour apporter une solution à cette situation.

3 Conclusions et recommandations

3.1 Evaluation générale

246. Les principales conclusions de l'évaluation suivant les critères OCDE/DAC sont les suivantes :

247. **Pertinence :** L'IPSR 200583 est globalement très pertinente de par son orientation vers la résilience, la lutte contre la malnutrition, les aspects nouveaux et innovants qu'elle introduit, l'approche « site intégré », y compris l'intégration de l'alimentation scolaire dans l'IPSR, les outils d'analyse de vulnérabilité et ciblage sur lesquels elle se base, les objectifs, résultats et activités définies. Néanmoins le dimensionnement du nombre de bénéficiaires pour l'OS3 a été trop ambitieux.

248. **Cohérence :** L'IPSR a une forte cohérence à travers sa collaboration stratégique et opérationnelle avec les institutions nationales à tous les niveaux, sa recherche de complémentarité interne et externe (projets pilotes) et l'adéquation avec les politiques et stratégies du PAM. Néanmoins, la communication vis-à-vis des autres acteurs est à renforcer, notamment en ce qui concerne la stratégie de résilience du PAM.

249. **Efficacité :** La mise en œuvre de l'IPSR est marquée par des révisions importantes, notamment des réévaluations des activités de l'OS1 (intervention à court terme) et des réductions des activités de l'OS3 (intervention à moyen terme soutenant la résilience). Les indicateurs de performance de la PCIMAM et le nombre de bénéficiaires atteints rapportés par le PAM sont conformes aux attentes mais la fiabilité des données est questionnée. Le manque d'efficacité de la PCIMAM, conduites à l'échelle nationale depuis 10 ans, est révélé par les résultats des récentes enquêtes de couverture. L'efficacité globale de l'IPSR, à mi-parcours, reste très faible vis-à-vis de l'engagement marqué pour la résilience au moment de son élaboration du fait des ressources limitées. Néanmoins, la mise en œuvre de l'IPSR a été très efficace dans la mise en œuvre de l'approche « paquet intégré résilience » bien que les nombres communes et de bénéficiaires aient été réduits pour s'adapter aux ressources disponibles. L'IPSR a également servi de laboratoire pour l'apprentissage et la capitalisation à travers les actions pilotes lancées au cours du programme.

250. **Impact et Durabilité :** Des signes de changements concrets en faveur de la résilience sont observés (augmentation de la capacité de la production agricole, des nouvelles sources de revenus, des avoirs collectifs disponibles, etc.). Cependant, le faible degré d'accompagnement (par exemple pour la structuration des communautés pour l'approvisionnement en intrants et la commercialisation) sur l'ensemble des sites d'intervention fragilise la durabilité des acquis. L'IPSR est potentiellement un vecteur pour la cohésion sociale et la paix dans les ménages. Le manque de capacité au niveau des structures sanitaires et la forte dépendance de l'intervention aux intrants nutritionnels limitent la pérennité des activités de prévention et de prise en charge de la malnutrition.

251. **Efficienc** : Bien qu'ayant de très bons rapports avec ses donateurs classiques, la capacité de mobilisation des fonds n'a pas été à la hauteur de l'ambition de l'IPSR du fait, entre autres, d'un contexte marqué par une diminution des ressources globales mobilisées par les acteurs humanitaires. La faible mobilisation des fonds a fortement affecté l'efficacité du projet. Plusieurs sous-bureaux sont insuffisamment dotés en ressources humaines pour assurer les fonctions de leadership au niveau régional. L'efficienc de l'appui à la PCIMA est faible.

252. **Partenariat** : Les acteurs engagés dans un partenariat avec le PAM dans le cadre de l'IPSR sont satisfaits de la qualité de relation qui les lie (écoute, échange d'expériences, recherche collective de solution, etc.). Les nouveaux domaines explorés en termes de partenariat sont en adéquation avec l'approche résilienc de l'IPSR. La démarche « 1 partenaire par site » est favorable à l'efficienc mais nécessite de veiller au renforcement de certaines compétences du partenaire choisi.

253. **Capitalisation** : Le mécanisme de suivi et d'évaluation de l'IPSR est robuste mais encore peu adapté à la nouvelle approche. La voie engagée vers la capitalisation mérite de valoriser les enseignements des aspects innovants introduits.

254. **Les principaux défis** qui se posent au bureau pays du PAM pour la prochaine IPSR sont les suivants :

- Convaincre les donateurs du rôle du PAM dans le renforcement de la résilienc des populations et renforcer sa stratégie de mobilisation en optimisant les possibilités de financement existantes ;
- S'assurer que ses contributions à la résilienc sont complétées par d'autres acteurs en s'associant à ceux-ci ;
- Assurer un certain équilibre entre la taille de ses activités en faveur de la résilienc et les capacités réelles de mobilisation de fonds ;
- Explorer et proposer un mécanisme collectif d'accompagnement des populations ciblées et de désengagement adapté à la progression de la résilienc des populations.

3.1.1 Recommandations

255. Les recommandations sont organisées par niveau (stratégique et opérationnel), par délai dans lequel elles doivent être suivies (court terme, moyen terme) et par ordre de priorité pour chaque délai. Pour chaque recommandation, sont indiqués les bureaux du PAM et les unités ciblées.

3.1.2 Au niveau stratégique

A court terme et au cours de l'IPSR

Pour le bureau pays (équipe de direction et unité programme)

Recommandation 1 : Renforcer la complémentarité des partenariats opérationnels sur les dimensions de la résilienc non couvertes par le PAM

256. Développer la communication envers les institutions nationales, régionales et locales ainsi que les PTF sur les leçons tirées¹⁶¹ des interventions, notamment les résultats des actions pilotes et l'expérience des « sites intégrés ».

257. Mieux faire connaître sa stratégie d'intervention et renforcer le dialogue pour une collaboration rapprochée avec les autres acteurs – dont les interventions complémentaires¹⁶² sont identifiées comme indispensables pour assurer la résilience des populations cibles – et s'assurer de leur engagement effectif avant de démarrer les interventions dans une zone.

258. Négocier ou systématiser, autant que possible, la mise en place de programmes conjoints¹⁶³ avec les partenaires Nations Unies ou d'autres acteurs. (cf. §197)

Pour le bureau pays (unité programme et unité innovation et apprentissage)

Recommandation 2 : Accroître les capacités d'apprentissage et de capitalisation afin d'améliorer les effets de l'approche résilience

259. Consolider les partenariats avec les instituts de recherche pour les études techniques ainsi que sociologiques et anthropologiques et les renforcer pour couvrir des domaines nouveaux. Le partenariat devrait être étendu thématiquement (par exemple pour explorer les dynamiques économiques) et géographiquement (par exemple pour couvrir d'autres zones où se trouvent les projets pilotes).

260. Poursuivre sur la voie du renforcement des capacités du BP pour mieux assimiler les résultats de ces partenariats. Il est recommandé au PAM de compléter les interfaces (cf. Annexe 11) internes existantes (genre, domaine social et anthropologique, etc.) par de nouvelles (économie rurale, gestion foncière, etc.) afin de dialoguer avec les partenaires spécialisés. (cf. §82, 94, 230, 243)

Pour le bureau pays (unité programme)

Recommandation 3 : Soutenir le renforcement de capacités des institutions nationales, régionales et locales dans une vision partagée avec les autres PTF et dans une perspective financièrement soutenable pour l'Etat.

261. Intégrer les appuis du PAM au DNPGCCA en concertation avec les autres membres du Dispositif sur la base du processus d'auto-évaluation (SWOT) et du programme triennal en cours de validation (cf. §84).

262. Tenir compte de l'évaluation conduite en 2015¹⁶⁴ pour contribuer au renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles pour la prestation des programmes multisectoriels de nutrition (cf. §85).

263. Renforcer la maîtrise d'ouvrage communale et le rôle des administrations déconcentrées (cf. §82).

¹⁶¹ Les opportunités de communication conjointe avec les autres agences des Nations unies méritent d'être explorées. Le PAM pourrait également s'inspirer de l'expérience de l'UNICEF qui dispose de ressources importantes dans ce domaine.

¹⁶² A savoir l'organisation des communautés pour la mise en valeur des actifs productifs collectifs (intrants, commercialisation/gestion du stock des produits agricoles), la promotion d'activités génératrice de revenus, la microfinance, l'accès à d'autres services de base (santé, éducation, eau potable, etc.), etc.

¹⁶³ A l'image de l'initiative 4R, partenariat stratégique entre le PAM et Oxfam America.

¹⁶⁴ République du Niger, avril 2015, *Rapport d'évaluation des besoins pour le renforcement des capacités en nutrition au Niger*, Draft

264. A moyen terme, s'associer avec les autres PTF dans la préparation des renforcements de capacité afin de réaliser une planification commune et de privilégier une approche programme (prise en compte globale et concertée des besoins de renforcements et de transfert des capacités aux institutions nationales dans une perspective de soutenabilité des compétences et des coûts) (cf. §84).

A moyen terme et dans le cycle de préparation de la prochaine IPSR

Pour le bureau pays (unité programme et unité M&E) et le bureau régional

Recommandation 4 : *Approfondir l'approche résilience en définissant une stratégie de désengagement progressif des sites d'intervention*

265. Elaborer une stratégie de désengagement progressif concertée avec les acteurs impliqués dans l'A2C. Malgré la mise en œuvre récente de l'IPSR et les enseignements en cours de constitution sur la capacité de relèvement des différentes catégories de ménages, le PAM doit démarrer une réflexion stratégique sur la poursuite de l'appui aux sites d'intervention dans le cadre du futur IPSR. Les populations ciblées n'ayant pas le même rythme de relèvement (cf. §157), un mécanisme permettant une analyse au cas-par-cas, en consultation avec les partenaires gouvernementaux (principalement le HCI3N avec lequel l'approche a été conceptualisée) et de mise en œuvre, ainsi que les autres partenaires intervenant dans les mêmes zones doit être élaboré. Ce mécanisme devra tenir compte de toutes les spécificités du contexte local (évolution de la vulnérabilité, exposition aux risques, etc.) pour mettre à jour les modalités de son engagement¹⁶⁵ en fonction des résultats obtenus au cours des périodes d'intervention précédentes.

Pour le bureau pays (unité programme et unité mobilisation de fonds)

Recommandation 5 : *Planifier le dimensionnement des différentes composantes de l'IPSR par scénarios liés à la mobilisation des ressources et envisager une approche différenciée de l'estimation des ressources selon les composantes*

266. Du fait que les IPSR, comme les EMOP, selon les directives du PAM, doivent se baser sur les besoins réels, il est recommandé au bureau pays de définir des scénarios qui spécifient la dimension de chaque composante en fonction de leur priorité et des ressources mobilisées (0-25 %, 25-50 % ; 50-75 %, au-delà de 75 %) (cf. §141). Préciser pour chaque scénario, et pour chaque composante, le nombre de bénéficiaires, les zones couvertes, les produits, etc. (cf. §212). Pour les 3A, pour chaque scénario, choisir le nombre de zones à couvrir de façon à toucher une masse critique dans les catégories pauvres et très pauvres permettant de provoquer un changement significatif (§ 143).

267. Communiquer avec les institutions de l'Etat et les principaux partenaires au sujet des scénarios définis ainsi que le niveau de mobilisation des ressources et les conséquences que cela engendre en ce qui concerne les scénarios dans un intervalle de temps régulier prédéfini (trimestriellement ou semestriellement ; au début de chaque saison, etc.) (cf. 117).

¹⁶⁵ Poursuite totale, partielle, modifiée, etc., selon l'atteinte de la résilience sur les sites d'intervention.

268. Du fait du caractère multisectoriel et intégré de l'IPSR (des composantes répondant aux activités de réponse d'urgence et des activités s'inscrivant dans la résilience et les filets sociaux), il est recommandé au siège du PAM de s'inspirer du cas de l'IPSR du Niger dans les réflexions en cours liées au *Financial Framework Review*. Dans le cas des IPSR de même type que l'IPSR 200583, une approche différenciée pour chacune des composantes en fonction de l'estimation des ressources est recommandée (cf. §212).

- Se baser sur les besoins réels pour dimensionner les activités de l'OS1 et la supplémentation alimentaire ciblée de l'OS4.
- Tenir compte de la capacité de mobilisation réelle des ressources – comme cela se fait pour les programmes de développement – pour les activités s'inscrivant dans la résilience et les filets sociaux (nécessitant une planification à moyen terme) telles que les activités de l'OS3 et l'alimentation scolaire de l'OS4. Cela éviterait des réajustements permanents, principalement des réductions du nombre de sites et de ménages ciblés, et consoliderait les synergies stables avec les autres volets de l'IPSR et les autres partenaires.

Pour le bureau pays (unité programme et unité mobilisation de fonds), le bureau régional et le siège

Recommandation 6 : Développer la capacité de mobilisation de ressources pour les interventions de renforcement de la résilience

269. Plusieurs démarches méritent d'être envisagées pour renforcer la capacité de mobilisation de ressources en faveur de la résilience et atteindre un volume significatif¹⁶⁶ de ces interventions par rapport au volume global d'activités de l'IPSR:

- Soutenir le plaidoyer auprès des bailleurs en faveur du renforcement de la résilience à partir d'expériences réussies.
- Continuer à utiliser le partenariat avec d'autres acteurs¹⁶⁷ tels que la FAO, le FIDA, etc., pour accéder à des fonds qui ne sont pas classiquement accessibles par le PAM (réduction des risques de catastrophes, adaptation au changement climatique, environnement, filets sociaux, etc.).
- Réaliser une cartographie des donateurs sensibles à la résilience ainsi que des fonds auxquels le PAM avec ou sans partenaires pourrait accéder au niveau du Niger, du Sahel et mondial, et saisir les opportunités¹⁶⁸.
- Inciter, au niveau du siège, la mise à disposition des fonds multilatéraux pour le soutien des interventions en faveur de la résilience.

¹⁶⁶ Afin d'éviter que le nombre de bénéficiaires des créations d'avoirs s'éloignent des objectifs de l'IPSR (le document de projet prévoyait 30 % des bénéficiaires), l'équipe d'évaluation suggère de ne pas descendre en dessous de 15 % des bénéficiaires (en dehors de situations exceptionnelles telles que les crises alimentaires ou nutritionnelles qui exigeraient des efforts accrus pour les actions des OS1 et OS4).

¹⁶⁷ Comme cela est le cas pour les projets conjoints actuellement en cours qui ont permis d'accéder à des financements de la France, du Canada, de la Suède, de la Norvège, du Luxembourg, etc.

¹⁶⁸ La Commission européenne a par exemple lancé un «fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique» qui comprend 1,8 milliard €.

Pour le bureau pays (unité programme), le bureau régional et le siège

Recommandation 7 : Définir au niveau pays avec les partenaires une réorientation de l'appui du PAM à la PCIMA en renforçant l'optimisation des ressources, la prévention et les intrants locaux.

270. Il apparaît crucial d'engager une action coordonnée avec l'ensemble des partenaires engagés dans la PCIMA pour optimiser la gestion des ressources pour respecter les recommandations de l'enquête de couverture conduite à Zinder en 2014 et ainsi : (i) renforcer l'intégration du programme de la PCIMA dans les activités des structures sanitaires, (ii) renforcer le volet de mobilisation communautaire en s'assurant que tous les villages possèdent des relais communautaires pour effectuer le dépistage et la sensibilisation¹⁶⁹, (iii) veiller à ce que tous les enfants de 6 à 59 mois fréquentant les structures sanitaires soient dépistés, référencés et enregistrés, (iv) plaider pour l'utilisation du Périmètre Brachial comme critère d'admission et de sortie au niveau du CRENAM (cf. 163 et §164).

271. Si les moyens nécessaires à l'application de ces recommandations, en particulier celles concernant le volet communautaire, ne peuvent être mobilisés, le PAM doit envisager de recentrer son activité pour assurer sur une zone restreinte une couverture satisfaisante et garantir le niveau de performance de la PCIMAM. Une priorité pourrait, dans ce cas de figure, être donnée aux communes de convergence pour développer sur ces zones une approche coordonnée avec les autres acteurs permettant d'atteindre la cible de couverture pour la PCIMAM (50% en zone rurale et 70% en zone urbaine) en garantissant la qualité de la prise en charge. En parallèle, de nouvelles approches, moins dépendantes d'intrants nutritionnels (FARN) devraient être testées pour la PCIMAM.

272. Investir plus largement le champ de la prévention en favorisant les interventions durables : Les appels à proposition par lesquels le PAM sollicite les ONG devraient offrir la possibilité à ces dernières de proposer des activités pilotes de prévention de la malnutrition en accord avec la nouvelle politique de sécurité nutritionnelle. Ceci implique de prévoir un financement pour ces pilotes et d'assurer un suivi de ces interventions. Des stratégies de prévention de la malnutrition moins dépendantes des intrants exogènes doivent être recherchées : les activités en faveur du changement de comportement et valorisant les ressources alimentaires locales, enrichies ou non¹⁷⁰, doivent être testées évaluées et le cas échéant promues. (cf. §87 à §89).

¹⁶⁹ Il apparaît particulièrement important à l'équipe d'évaluation que le PAM et les partenaires de la PCIMA s'engagent à programmer des dépistages massifs réguliers. Des indicateurs de couverture doivent être introduits dans le suivi des dépistages, l'objectif étant de couvrir 100% des enfants de 6-59 mois lors d'une campagne de dépistage et d'assurer le référencement des enfants dépistés malnutris. La possibilité d'impliquer les mères en les formant à l'utilisation du ruban de mesure du périmètre brachial pourrait également être explorée.

¹⁷⁰ Le projet ADO en introduisant les MNP pour la fortification à domicile ouvre la voie à des stratégies alternatives pour les activités de prévention de la malnutrition.

3.1.3 Au niveau opérationnel

A court terme

Pour le Bureau Pays (équipe de direction et unité ressources humaines)

Recommandation 8 : Favoriser la prise en compte de spécificités régionales en adaptant les activités et en renforçant les compétences des Sous-Bureaux

273. Adapter les modalités des interventions aux spécificités régionales et locales (par exemple pour distribuer l'assistance alimentaire à la période correspondant à la soudure dans les zones pastorales, pour améliorer la fréquentation des centres de santé dans les zones à faible densité, pour développer les activités complémentaires aux cantines scolaires correspondant aux priorités des écoles, etc.).

274. Pourvoir rapidement les postes de chef de sous-bureau manquants et doter les sous-bureaux des compétences nécessaires pour davantage accompagner les dynamiques régionales naissantes avec le renforcement de la représentation de l'Etat et des autres acteurs dans les régions (autorités administratives régionales, représentations régionales de l'I3N, services techniques déconcentrés, sous-bureaux des agences des Nations Unies, etc.).

A moyen terme et dans le cycle de préparation de la prochaine IPSR

Pour le bureau pays (équipe de direction et unité M&E), le bureau régional et siège

Recommandation 9 : Améliorer le suivi en adaptant les indicateurs d'effets aux objectifs de résilience et en adaptant les périodes de collecte des informations

275. Identifier et suivre les indicateurs nécessaires à l'évaluation du relèvement des populations bénéficiaires.

276. Réviser la cible à atteindre en fonction des valeurs de référence pour éviter que la cible de certains indicateurs soit inférieure à la valeur de base de l'indicateur avant le démarrage du projet.

277. Fixer les périodes de recueil des informations aux périodes pertinentes par rapport à l'analyse du contexte au Niger (période de récolte, période de soudure, etc.)

Pour le bureau pays (unité programme)

Recommandation 10 : Prendre en compte les besoins des catégories spécifiques de la population ciblée à travers chaque activité de l'IPSR

278. **Genre**: Approfondir les enseignements de l'approche résilience sur l'aspect genre (par exemple par une analyse des vulnérabilités différentielles liées au genre) afin d'adapter au mieux les effets des interventions liés en faveur des femmes, en particulier pour les achats locaux (§94).

279. **Nutrition** : Elargir, en fonction des ressources disponibles, le ciblage pour la SAG au-delà des enfants des ménages très pauvres (cf. §102). La communication sur les conditions d'enregistrement des enfants dans le programme SAG doit être renforcée pour éviter les exclusions (cf. §153).

280. **Alimentation scolaire** : Engager des discussions avec le ministère de l'éducation pour prendre en compte les pré-scolaires (cf. §100).

281. Reintégrer les rations sèches pour les filles pour encourager leur scolarisation (cf. §105 et §170).

282. **Achats locaux** : Développer des partenariats pour le renforcement des organisations paysannes (cf. recommandation 1), et s'assurer que les achats locaux ciblent réellement les petits producteurs (cf. §181).

283. **3A** : Harmoniser la prise en charge des FEA sur les chantiers (cf. §194). Il est proposé d'adopter la pratique qui consiste à leur confier des tâches adaptées à leur état comme cela est fait sur certains chantiers.

284. **AAC** : Engager une discussion avec le gouvernement et les autres acteurs engagés dans la définition de cette activité pour l'adapter à la période de soudure des éleveurs (cf. 79).

285. Au même moment que l'outil HEA se perfectionne et réduit les exclusions, il est important, de renforcer la collaboration avec les acteurs locaux pour identifier les absents actuels du système (les émigrés saisonniers, des éleveurs transhumants, des nouveaux ménages qui se forment ou les nouveaux arrivés) (cf. 147).

Annexes

Annexe 1 : Termes de Référence de l'évaluation



SYSTEME D'ASSURANCE QUALITE DES EVALUATIONS

Bureau de l'évaluation

Mesurer les résultats et partager les enseignements

[VERSION FINALE, 18 MAI 2015]

TERMES DE REFERENCE

EVALUATION D'OPERATION A MI-PARCOURS

INTERVENTION PROLONGEE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT- NIGER – IPSR 200583 "SAUVER DES VIES, PRESERVER LES MOYENS D'EXISTENCE ET RENFORCER LA RESILIENCE DES POPULATIONS EXPOSEES A LA VULNERABILITE CHRONIQUE"

1. Introduction

1. Les présents Termes de référence s'appliquent à l'évaluation à mi-parcours de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Niger 200583 "Sauver des vies, préserver les moyens d'existence et renforcer la résilience des populations exposées à la vulnérabilité chronique". Cette évaluation, effectuée à la demande du Bureau de l'évaluation du PAM, se déroulera d'août 2015 à février 2016. Conformément à l'approche axée sur l'externalisation adoptée par le PAM pour les évaluations d'opération, l'étude sera gérée et réalisée sous la direction d'un cabinet d'évaluation externe comptant parmi ceux ayant conclu un accord à long terme avec le PAM pour ce type de travaux.
2. Ces termes de référence ont été établis selon un modèle par le point focal au Bureau de l'évaluation, à l'issue d'un premier examen de la documentation et de consultations avec les parties prenantes. Leur finalité est double: 1) donner des informations essentielles au cabinet chargé de l'évaluation et guider le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation tout au long du processus; et 2) donner aux parties prenantes des informations essentielles sur l'évaluation proposée.
3. La version définitive des termes de référence sera établie à la lumière des observations reçues sur la version provisoire et compte tenu de l'accord conclu avec le cabinet retenu. L'évaluation sera conduite en conformité avec les termes de référence.

2. Justification de l'évaluation

3.2 2.1. Raison d'être de l'évaluation

4. Dans un contexte de regain d'importance accordé au niveau institutionnel à la communication de données factuelles et à l'obligation de rendre compte des résultats, le PAM s'est engagé à faire évaluer un plus grand nombre d'opérations et a chargé le Bureau de l'évaluation de faire réaliser une série d'évaluations d'opérations pendant la période 2013-2016.

5. Les opérations à évaluer sont choisies sur la base de critères d'utilité et de risque¹⁷¹. À partir d'une liste d'opérations présélectionnées répondant à ces critères, dressée par le Bureau de l'évaluation, le bureau régional a retenu, en concertation avec le bureau de pays, l'IPSR Niger 200583 "Sauver des vies, préserver les moyens d'existence et renforcer la résilience des populations exposées à la vulnérabilité chronique" pour faire l'objet d'une évaluation indépendante. En particulier, le calendrier de travail a été arrêté de manière à ce que les constatations puissent éclairer les futures décisions relatives à la conception de la prochaine opération.
6. Par ailleurs, le bureau régional souhaite partager et appliquer les enseignements qui seront tirés de cette évaluation en matière de résilience pour la sécurité alimentaire et la nutrition avec les autres bureaux de pays dans la région du Sahel. Enfin, le positionnement du PAM au niveau institutionnel sur la résilience est un débat clé; cette évaluation revêt donc une valeur extrêmement stratégique qui va au-delà de l'expérience au Niger dans le cadre de l'IPSR.

3.3 2.2. Objectifs

7. La présente évaluation a deux objectifs, qui sont complémentaires: rendre compte des résultats et tirer des enseignements utiles pour l'avenir:
 - **Obligation redditionnelle** – L'évaluation mesurera la performance et les résultats de l'opération et en rendra compte. Une réponse de la direction aux recommandations issues de l'évaluation sera établie.
 - **Apprentissage** – L'évaluation déterminera les raisons pour lesquelles certains résultats se sont concrétisés ou non afin d'en tirer des enseignements et de dégager de bonnes pratiques et des conseils pragmatiques. Elle donnera lieu à des constatations fondées sur des données factuelles qui serviront à éclairer la prise de décisions opérationnelles et stratégiques. Les constatations seront activement diffusées et les enseignements seront intégrés aux systèmes pertinents de transmission des savoirs.

3.4 2.3. Parties prenantes et utilisateurs

8. **Parties prenantes.** Les résultats de l'évaluation présentent un intérêt pour diverses parties prenantes, à l'intérieur comme à l'extérieur du PAM, et il sera demandé à nombre d'entre elles de jouer un rôle dans le processus d'évaluation. Le tableau 1 ci-dessous présente une analyse préliminaire des parties prenantes, que l'équipe d'évaluation approfondira dans le dossier initial.

Tableau 1: Analyse préliminaire des parties prenantes

Parties prenantes	Intérêt présenté par l'évaluation
PARTIES PRENANTES INTERNES	
Bureau de pays	Responsable de la planification et de l'exécution des opérations au niveau du pays, le bureau de pays est la principale partie prenante ici. Il est directement concerné par l'évaluation et a tout intérêt à tirer des enseignements de l'expérience afin d'éclairer la prise de décisions. Il est aussi appelé à rendre compte de la performance et des résultats de son opération, en interne mais aussi à ses bénéficiaires et ses partenaires.

¹⁷¹ Les critères d'utilité portaient à la fois sur le caractère opportun de l'évaluation compte tenu du cycle de l'opération considérée et sur la couverture des évaluations récentes et prévues. Les critères de risque reposaient sur une classification et une hiérarchisation des bureaux de pays du PAM prenant en considération une large gamme de facteurs de risque, y compris les facteurs opérationnels et externes, ainsi que les auto-évaluations effectuées par les bureaux de pays aux fins du contrôle interne.

Parties prenantes	Intérêt présenté par l'évaluation
Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)	Responsable à la fois de la supervision des bureaux de pays, de l'encadrement et de l'appui technique, la direction du bureau régional a grand intérêt à prendre connaissance d'un bilan indépendant de la performance opérationnelle ainsi qu'à tirer les enseignements des constatations issues de l'évaluation afin de les appliquer à d'autres bureaux de pays.
Bureau de l'évaluation	Le Bureau de l'évaluation est chargé de faire évaluer diverses opérations au cours de la période 2013-2016. Ces évaluations relevant d'une nouvelle approche, axée sur l'externalisation, le Bureau a un rôle à jouer pour veiller à ce que cette formule permette d'obtenir des travaux de qualité, utiles et crédibles.
Conseil d'administration du PAM	L'organe directeur du PAM a un intérêt à être informé de l'efficacité des opérations menées. La présente évaluation ne sera pas soumise au Conseil d'administration, mais les constatations qui en seront issues seront incorporées dans une synthèse annuelle de toutes les évaluations d'opération, qui sera présentée au Conseil à sa session de novembre.
PARTIES PRENANTES EXTÉRIEURES (voir la liste des parties prenantes extérieures au tableau 2)	
Bénéficiaires	En tant que destinataires finaux de l'assistance alimentaire, les bénéficiaires sont directement concernés lorsqu'il s'agit pour le PAM de déterminer si l'aide qu'il apporte est appropriée et efficace. De ce fait, il faudra définir le degré de participation à l'évaluation des femmes, des hommes, des garçons et des filles appartenant à différents groupes, et l'on s'attachera à recueillir leurs points de vue respectifs.
Gouvernement	Il est de l'intérêt direct du gouvernement de savoir si les activités du PAM dans le pays concordent avec les priorités nationales, sont harmonisées avec l'action d'autres partenaires et produisent les résultats escomptés. Les questions liées au développement des capacités, au transfert des responsabilités et à la durabilité seront d'un intérêt tout particulier. Le PAM coordonne étroitement la mise en œuvre de l'IPSR avec différents partenaires au sein du gouvernement, notamment le ministère du plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (ministère de tutelle), la Cellule de coordination du système d'alerte précoce et de prévention des crises (CC/SAP/PC), le Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et des crises alimentaires (DNPGCCA) ainsi que les ministères de l'éducation, de l'agriculture et de la santé publique à travers l'initiative «les Nigériens nourrissent les Nigériens» (3N).
Équipe de pays des Nations Unies	L'action harmonisée de l'équipe de pays des Nations Unies devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement du gouvernement. Il y a donc tout intérêt à ce que l'opération du PAM contribue efficacement aux efforts concertés des Nations Unies. Le PAM collabore avec l'ensemble des organismes des Nations Unies au niveau des politiques et des activités. C'est le cas principalement de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).
Organisations non gouvernementales (ONG)	Les ONG aident le PAM à exécuter certaines activités, tout en menant dans le même temps leurs propres interventions. Les résultats de l'évaluation pourraient faire évoluer à l'avenir les modalités d'exécution, les orientations stratégiques et les partenariats.

Parties prenantes	Intérêt présenté par l'évaluation
Donateurs	Les donateurs financent les opérations du PAM sur une base volontaire. Il est de leur intérêt de savoir si leurs fonds ont été utilisés avec efficacité et si le travail du PAM a été efficace et a contribué à leurs propres stratégies et programmes.
Structures semi-étatiques ou privées	Afin d'assurer une réponse intégrée, le PAM collabore en outre avec des structures semi-étatiques ou privées telles que le Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA) ou la faculté d'agronomie qui disposent d'expertises techniques spécifiques et complémentaires. Les résultats de l'évaluation pourraient faire évoluer à l'avenir les partenariats.

9. **Utilisateurs.** Les utilisateurs directs de cette évaluation seront:

- Le bureau de pays et ses partenaires dans la prise de décisions liées notamment à l'exécution et/ou à la conception des programmes, à la stratégie de pays et aux partenariats.
- Compte tenu des fonctions centrales qui sont les siennes, le Bureau régional est censé exploiter les constatations issues de l'évaluation pour fournir des orientations stratégiques et un appui aux programmes, et assurer un contrôle.
- Le Bureau de l'évaluation incorporera les constatations issues de l'évaluation dans une synthèse annuelle portant sur toutes les évaluations d'opération, et il se penchera sur le processus d'évaluation afin d'affiner le cas échéant son approche pour les évaluations d'opération.

3. Objet de l'évaluation

10. Au Niger, 2,5 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire chronique et des millions d'autres font face à une insécurité alimentaire transitoire pendant les périodes de soudure, laquelle a pour effet d'accroître la mortalité chez les jeunes enfants. La moitié des enfants souffrent de malnutrition chronique, et les taux de malnutrition aiguë atteignent le seuil d'urgence fixé par l'Organisation mondiale de la Santé. Les ménages pauvres ont de plus en plus recours à des mécanismes de survie qui épuisent leurs ressources, limitent le développement du capital humain et réduisent leur capacité à faire face aux chocs; les plus vulnérables d'entre eux mettent un à trois ans pour surmonter une crise.

11. Conformément au Plan stratégique pour 2014-2017, le PAM intervient au Niger dans le cadre de l'IPSR 200583 qui vise à sauver des vies, à préserver les moyens d'existence et à renforcer la résilience des communautés vulnérables grâce à des dispositifs de distribution de produits alimentaires et de transfert d'espèces. Ses objectifs sont les suivants:

- réduire les effets des contraintes saisonnières et éviter un pic de malnutrition aiguë et de mortalité, en mettant l'accent sur les enfants de moins de deux ans dans le cadre d'un dispositif de filets de sécurité destiné aux ménages (Objectif stratégique 1);
- améliorer l'accès aux avoirs et aux vivres moyennant la bonification des terres, la collecte de l'eau et les achats locaux (Objectif stratégique 3);
- appuyer les filets de sécurité intégrés visant à traiter la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes, et à mettre en œuvre des interventions communautaires pour prévenir la malnutrition et améliorer l'accès à l'éducation et la poursuite des études (Objectif stratégique 4).

12. En collaboration avec le Gouvernement et les autres partenaires, le PAM s'emploie à mettre sur pied un programme d'assistance, souple et intégré, en faveur des communautés ciblées. Le développement des capacités du gouvernement, des partenaires et des communautés est intégré à l'ensemble du projet afin de favoriser le plus possible la durabilité.
13. La stratégie est axée sur l'intégration programmatique et multisectorielle consistant à apporter un ensemble d'activités (développement rural/création d'actifs, nutrition prévention et prise en charge, appui à l'éducation, achats locaux auprès de petits producteurs et coopératives) dans une même zone géographique (approche territoriale) et ciblant les mêmes communautés (très pauvres selon le ciblage HEA).
14. La programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence est une approche innovante développée par le PAM pour venir en appui à l'opérationnalisation des programmes de renforcement de la résilience. Cette approche a été adoptée graduellement par le gouvernement, notamment le Haut-commissariat à l'Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens (3N)¹⁷² et les agences des Nations Unies pour la mise en œuvre du plan d'action en faveur de l'amélioration de la résilience dans certaines communes prioritaires du pays.
15. Cette approche intégrée se caractérise également par un partenariat avec les agences onusiennes ainsi que des structures étatiques ou semi étatiques telles que le Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA) ou la faculté d'agronomie. Un tel partenariat transversal permet de mobiliser des compétences techniques spécifiques complétant l'expertise du PAM et d'améliorer la qualité du suivi sur le terrain.
16. Le descriptif de projet, y compris le cadre logique, les modifications y afférentes (révisions budgétaires) et le dernier état des ressources en date peuvent être consultés en cliquant sur le lien ci-après sur le [site wfp.org](http://site.wfp.org)¹⁷³. Les caractéristiques essentielles de l'opération sont récapitulées dans le tableau 2 ci-dessous.

¹⁷² L'initiative 3N est l'antenne nationale du Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (partenariat REACH).

¹⁷³ Voir wfp.org – Countries – Niger – Operations.

Tableau 2: Principales caractéristiques de l'opération

OPÉRATION			
Approbation	L'opération a été approuvée par le Conseil d'Administration du PAM en novembre 2013.		
Modifications	<p>Deux modifications ont été apportées au descriptif de projet initial et une troisième révision est en cours d'approbation:</p> <p>Révision Budgétaire (RB) 1 (septembre 2014) a augmenté les coûts de transport terrestre, entreposage et manutention et a résulté en une augmentation du budget total de 7.9 million de dollars.</p> <p>RB 2: Liée à l'adoption technique du nouveau cadre de gestion financière.</p> <p>RB 3 (en cours approbation) propose une réduction des coûts d'appui directs ainsi qu'une réduction du stock de contingence prévu initialement pour la période soudure 2015.</p>		
Durée	Durée initiale: 3 ans (janvier 2014 – décembre 2016)	Durée après révision: Inchangée	
Bénéficiaires prévus	<u>Nombre initial:</u> 7 124 000	<u>Nombre révisé:</u> Inchangé	
Besoins alimentaires prévus	<u>Chiffres initiaux:</u> Produits alimentaires en nature: 564 386 tonnes de denrées Espèces et bons: 232.6 millions de dollars	<u>Chiffres révisés:</u> Produits alimentaires en nature: Inchangé Espèces et bons: Inchangé	
Besoins (en dollars)	<u>Montant initial:</u> 1 017 562 008 dollars	<u>Montant révisé:</u> 1 025 503 345 dollars	
OBJECTIFS ET ACTIVITÉS			
	Plan Stratégique 2014-2017	Objectifs propres à l'opération	Activités
PNUAD (2014-2018) effets directs 1, 2 et 3 ¹⁷⁴	Résultats transversaux		
	Problématique hommes-femmes	Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes	

¹⁷⁴ Voir http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Niger/Niger_UNDAF-2014-2018.pdf

	Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées	Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité		
	Partenariats	Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats		
	Objectif Stratégique 1 ¹⁷⁵	Effet direct 1.1 : Stabilisation ou réduction de la dénutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes	Supplémentation alimentaire généralisée (enfants 6-23 mois et FEA)	
		Effet direct 1.2: Stabilisation ou amélioration de la consommation alimentaire des ménages et/ou des individus ciblés au cours de la période d'assistance	Assistance alimentaire ciblée (vivres et espèces)	
OBJECTIFS ET ACTIVITÉS				
	Objectif Stratégique 3 ¹⁷⁶	Effet direct 3.1: Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance	Assistance alimentaire pour la création d'avoirs (vivres et espèces)	
		Effet direct 3.2: Amélioration des débouchés permettant aux producteurs et aux commerçants d'écouler les produits agricoles et alimentaires aux niveaux régional, national et local	Achats locaux auprès de petits producteurs et coopératives	
		Effet direct 3.3: Renforcement de la capacité des pays et des institutions en matière de réduction des risques	Activités de développement des capacités destinées au gouvernement, partenaires et communautés	

¹⁷⁵ Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence

¹⁷⁶ Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels

	Objectif Stratégique 4 ¹⁷⁷	Effet direct 4.1 : Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire	Supplémentation alimentaire ciblée (incluant des aliments enrichis et des suppléments nutritionnels) Campagnes d'information sur la diversification de l'alimentation
		Effet direct 4.2 : Amélioration de l'équité d'accès et de recours à l'éducation	Alimentaire scolaire (repas dans les écoles et rations à emporter)
PARTENAIRES			
Gouvernement	Ministère du plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (ministère de tutelle), Cellule de coordination du système d'alerte précoce et de prévention des crises (CC/SAP/PC), Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et des crises alimentaires (DNPGCCA), ministères de l'éducation, de l'agriculture et de la santé publique.		
Nations Unies	Tous les organismes des Nations Unies, principalement la FAO, l'IFAD, et l'UNICEF		
ONG	13 ONGs internationales, 44 ONGs nationales et la croix Rouge française et nigérienne.		

¹⁷⁷ Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim.

RESSOURCES (CONTRIBUTIONS)

Contributions
reçues au
14/05/15:

188.4 millions
de dollars

19% obtenu
par rapport à
ce qui avait été
demandé au
14/05/15 (45%
durée de mise
en œuvre
écoulée)

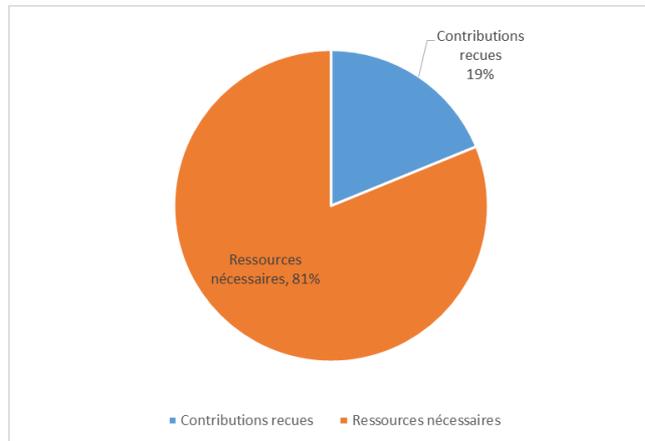
Cinq plus gros donateurs:

Etats Unis
(41%);

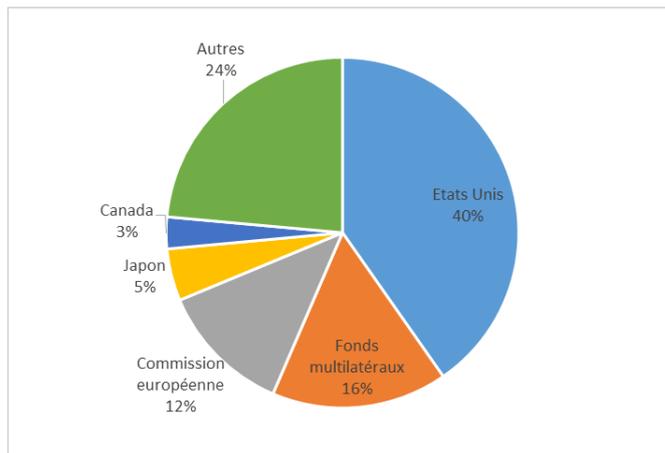
Fonds
multilatéraux
(14%);

Commission
européenne
10%) ; Japon
(6%) et
Canada (3%)

En % des besoins totaux financés

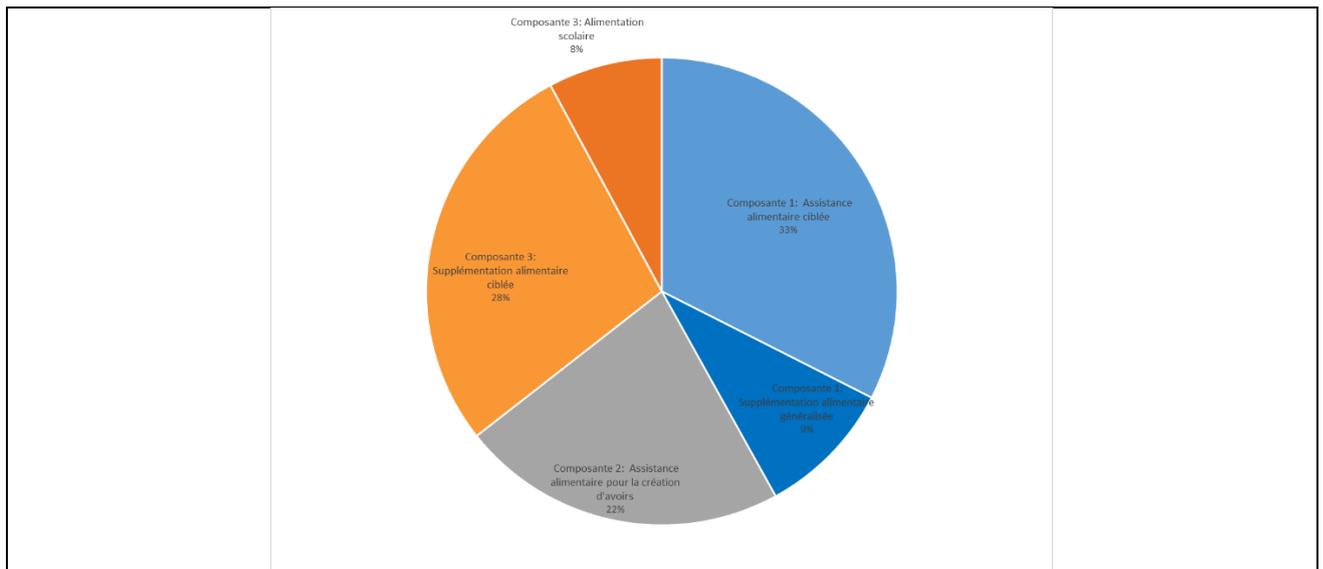


Cinq plus gros donateurs

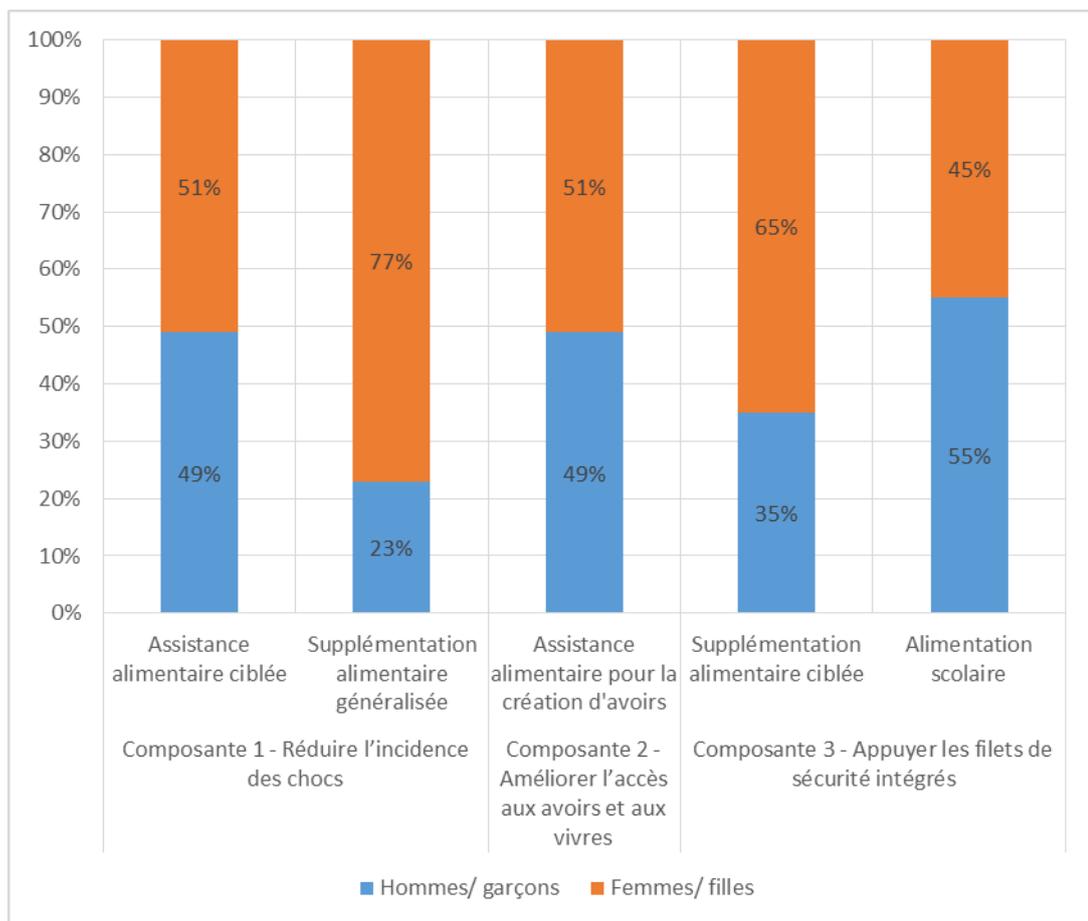


PRODUITS PRÉVUS (au moment de la conception)

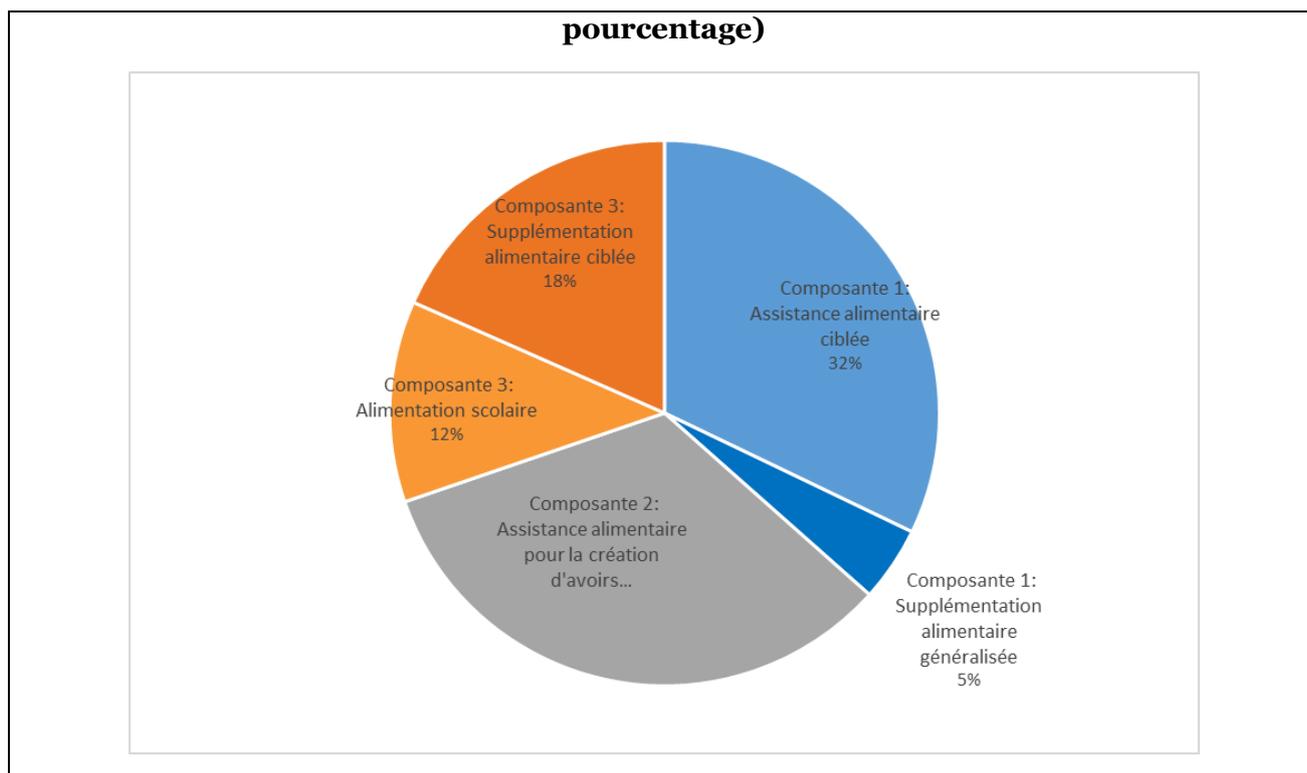
Proportion de bénéficiaires prévus par activité/composante (en pourcentage)



Proportion prévue de femmes/filles par rapport aux hommes/garçons, par activité (en pourcentage)



Proportion prévue de vivres et espèces nécessaires par activité/composante (en



4. Approche méthodologique de l'évaluation

4.1. Portée de l'évaluation

17. **Portée.** L'évaluation couvrira l'IPSR Niger 200583, y compris l'ensemble des activités et processus se rapportant à son élaboration, sa mise en œuvre, sa dotation en ressources, au suivi et à l'évaluation, et à l'établissement de rapports qui sont utiles pour répondre aux questions d'évaluation. La période couverte par la présente évaluation va de début 2013 à septembre 2015, ce qui correspond au laps de temps écoulé entre la conception de l'opération et le démarrage de l'évaluation.

4.2. Questions d'évaluation

18. L'évaluation traitera les trois questions suivantes:

Question 1: Dans quelle mesure l'opération est-elle pertinente? L'analyse portera notamment sur la mesure dans laquelle les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert:

- étaient adaptés, au moment de la conception du projet, aux besoins des populations en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition, y compris aux besoins particuliers des femmes, des hommes, des garçons et des filles appartenant à différents groupes, le cas échéant, et le sont demeurés au fil du temps;
- sont cohérents au regard des politiques nationales définies, y compris les politiques et stratégies sectorielles, ainsi qu'au regard des priorités et objectifs de l'initiative 3N¹⁷⁸;
- s'inscrivent dans une logique de complémentarité avec les interventions pertinentes conduites par les partenaires de l'action humanitaire et du développement ainsi

¹⁷⁸ L'objectif global de l'initiative 3N est de : « Contribuer à mettre les populations Nigériennes à l'abri de la faim et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus » et l'objectif spécifique : « Renforcer les capacités nationales de productions alimentaires, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes ». Source : <http://www.initiative3n.ne/>

qu'avec d'autres interventions menées par le bureau de pays, notamment le fond fiduciaire établi dans le cadre de l'initiative «*Renewed Efforts Against Child Hunger and undernutrition*» (REACH) ainsi que les deux opérations d'urgence régionales (EMOP) en faveur des réfugiés en provenance du Mali (EMOP 200438) et du Nigeria (EMOP 200777).

- étaient harmonisés au moment de la conception du projet avec les stratégies, les politiques et les orientations normatives du PAM, et le sont demeurés au fil du temps.

Question 2: Quels sont les résultats de l'opération? Tout en s'attachant à examiner les écarts en termes d'effets bénéfiques entre femmes, hommes, garçons et filles des différents groupes, l'évaluation analysera les éléments suivants:

- le niveau de concrétisation des produits attendus (y compris le nombre de bénéficiaires secourus, ventilé par catégorie [femmes, filles, hommes et garçons];
- la mesure dans laquelle les produits obtenus ont entraîné la réalisation des objectifs de l'opération, ainsi que les effets inattendus constatés, en mettant en évidence, le cas échéant, les différences selon les groupes, y compris les femmes, les filles, les hommes et les garçons; s'agissant d'une évaluation à mi-parcours, l'évaluation devra différencier entre les effets à court- et à long-terme. L'équipe appréciera l'existence de tendances vers l'atteinte des effets à long-terme dans la mesure où ceux-ci prennent du temps à se concrétiser.
- la façon dont les différentes activités menées dans le cadre de l'opération se complètent et sont en synergie avec d'autres opérations du PAM ainsi qu'avec les mesures prises par d'autres acteurs pour contribuer à la réalisation de l'objectif principal du PAM dans le pays; l'évaluation devra analyser dans la mesure du possible la contribution de chaque composante à l'approche intégrée en évitant d'évaluer chaque composante de façon isolée.
- l'efficacité de l'opération et la probabilité que ses retombées perdurent à son issue. Quelles sont les opportunités pour le gouvernement de mettre à l'échelle certains éléments de cette approche modélisée dans d'autres communes ?
- L'approche intégrée et participative qui caractérise le processus d'identification et de mise en œuvre des activités dans le cadre de l'IPSR a-t-elle eut d'autres effets qui n'étaient pas énoncés de façon explicite dans le document de projet ?

Question 3: Pourquoi et comment l'opération a-t-elle produit les résultats observés? L'évaluation devrait générer des indications intéressantes sur les principaux facteurs internes et externes ayant engendré les changements observés et influé les résultats à court-terme et les tendances vers l'atteinte des effets à long-terme. L'enquête sera probablement centrée, entre autres, sur:

- les facteurs internes (sur lesquels le PAM peut agir): les processus, systèmes et outils en place pour appuyer la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'opération, et l'établissement des rapports correspondants; la structure de gouvernance et les dispositions institutionnelles (y compris les aspects concernant les effectifs, les capacités et l'appui technique offert par le bureau régional/le Siège); les arrangements relatifs aux partenariats et à la coordination, le niveau de financement de l'opération, notamment les perceptions des bailleurs de fonds et la façon dont le PAM a géré le manque de ressources, etc.
- les facteurs extérieurs (sur lesquels le PAM ne peut influencer): l'environnement opérationnel externe; (contexte politique, sécuritaire, besoins des populations fluctuants, stratégies nationales; etc.); l'environnement financier; perceptions et appui des donateurs, facteurs géographiques, les facteurs positifs ou négatifs extérieurs (niveau des coûts), etc.

Dans le cadre de l'analyse des facteurs expliquant les résultats observés, le bureau de pays et le bureau régional souhaiteraient qu'une attention particulière soit portée aux questions suivantes:

- Dans quelle mesure l'approche à trois niveaux adoptée par le PAM a contribué à un meilleur ciblage des régions, communes et bénéficiaires et a encouragé des partenariats complémentaires sur le terrain?¹⁷⁹
- Dans quelle mesure les efforts du BP d'établir des partenariats transversaux et de mettre en œuvre une réponse intégrée ont-ils influencé les effets de l'opération, notamment sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition chronique?
- Le système de suivi évaluation du PAM mis en œuvre a-t-il permis d'identifier de bonnes pratiques et de formuler des enseignements afin d'appuyer la prise de décision?

19. L'équipe d'évaluation devra tirer des enseignements et identifier de bonnes pratiques, notamment en matière de résilience à l'insécurité alimentaire et la malnutrition afin de formuler des recommandations orientées vers le futur qui puissent guider le bureau de pays i) dans l'exécution de l'IPSR 200583 en 2016 afin d'atteindre les résultats escomptés ; et ii) dans la conception de l'opération suivante.

4.3 Étude d'évaluabilité

20. On entend par évaluabilité la mesure dans laquelle une activité ou un programme peut être évalué de façon fiable et crédible. L'analyse préliminaire de l'évaluabilité ci-après sera approfondie par l'équipe d'évaluation dans le dossier initial. En particulier, l'équipe procédera à une étude critique de la disponibilité des données, et elle prendra en considération les limites mises en évidence par l'étude d'évaluabilité pour choisir les méthodes d'évaluation. Ce faisant, l'équipe procédera à un examen critique de l'évaluabilité des aspects de l'opération ayant trait à la problématique hommes-femmes et répertoriera les difficultés connexes ainsi que les mesures d'atténuation à envisager.
21. Pour répondre à la question 1, l'équipe d'évaluation pourra s'appuyer sur des rapports d'analyse, des comptes rendus émanant du Comité d'examen des programmes, le descriptif et le cadre logique du projet, les évaluations ou revues d'opérations passées,¹⁸⁰ ainsi que sur des documents relatifs aux interventions du gouvernement et d'autres acteurs. En outre, elle se penchera sur les stratégies, politiques et orientations normatives pertinentes du PAM ainsi que sur les évaluations globales du PAM telles que l'évaluation de la politique de genre, l'évaluation de la politique relative aux transferts monétaires et aux bons, [l'évaluation de la politique de nutrition](#) (actuellement en cours) ou encore la [série d'évaluations sur l'impact des activités de création d'actifs](#).
22. S'agissant de la question 2, l'opération a été conçue en conformité avec le Cadre de résultats stratégiques (2014-2017), et les produits, effets directs et cibles retenus figurent dans le cadre logique. Les rapports de suivi ainsi que les rapports normalisés sur les projets établis annuellement renseignent sur la réalisation des produits et des effets directs, ce qui permet de les évaluer au regard des objectifs établis. Le bureau de pays dispose d'un certain nombre de données de suivi, notamment des rapports trimestriels sur les produits directs. Quant aux effets directs, une étude de base multisectorielle a été réalisée en 2014 et les résultats de la première étude de suivi devraient être disponibles

¹⁷⁹ L'approche à trois niveaux vise à renforcer la résilience et comprend les 3 éléments suivants : Une analyse intégrée du contexte, la programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative.

¹⁸⁰ Notamment, [l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Niger \(2007-2011\)](#), une étude de cas sur le Niger réalisée dans le cadre de [l'évaluation de la politique du genre du PAM](#), et [l'évaluation de l'EMOP régionale 200438](#) mise en œuvre en réponse à la crise malienne (incluant le Mali, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger). L'évaluation pourra également s'appuyer sur l'étude des interventions de transferts monétaires et de bons au Niger conduite à distance dans le cadre de [l'évaluation de la politique du PAM relative aux transferts monétaires et aux bons](#). Enfin, une [étude de cas](#) sur l'initiative Scaling-up Nutrition Programming au Niger a été réalisée par le PAM en 2015.

d'ici octobre 2015, ce qui devrait permettre à l'évaluation de mesurer les effets de l'approche intégrée sur la résilience des ménages ciblés.

23. L'évaluation pourra également s'appuyer sur le *Government Accountability Office* (GAO) a conclu en mars 2015 une [revue des interventions de transferts monétaires de l'USAID](#). Par ailleurs, le rapport de l'enquête de couverture des programmes de prise en charge de la malnutrition aiguë dans la région de Zinder (Décembre 2014 – Janvier 2015) est également une autre source de données.
24. Néanmoins, il pourrait se révéler difficile de répondre à la question 2 en partie du fait: i) de l'absence de données de référence pour certaines activités, qu'il faudra reconstituer à partir de constatations issues de divers rapports d'analyse (notamment, le rapport SPR 2015 ne sera pas disponible lors de la mission sur le terrain; et ii) de lacunes dans les données relatives à l'efficience.
25. Pour la question 3, les membres de l'équipe d'évaluation auront accès à certains documents de planification institutionnelle et pourront probablement obtenir des informations complémentaires dans le cadre d'entretiens avec des informateurs clés.

4.4. Méthodologie

26. La méthodologie sera définie par l'équipe d'évaluation pendant la phase initiale. Elle devrait avoir les caractéristiques suivantes:
 - faire appel à des critères d'évaluation pertinents et convenus à l'échelon international, ayant trait notamment à la pertinence, la cohérence (interne et externe), la couverture, l'efficience, l'efficacité, l'impact, la durabilité (ou l'interconnexion pour les opérations d'urgence);
 - utiliser des normes applicables (comme les normes SPHERE);
 - garantir l'impartialité et l'objectivité en diversifiant les sources d'information (par exemple des groupes de parties prenantes, dont les bénéficiaires, etc.) et en associant plusieurs méthodes (par exemple quantitative, qualitative, participative) afin d'assurer la triangulation de l'information par différents moyens. Il faudra privilégier les méthodes participatives mobilisant les principales parties prenantes, notamment le bureau de pays. La sélection des sites où seront effectuées des missions sur le terrain devra se faire de manière impartiale;
 - être orientée sur le traitement des questions d'évaluation clés en tenant compte des difficultés liées à l'évaluabilité, des contraintes budgétaires et des considérations de temps;
 - se fonder sur une étude du modèle logique de l'opération et sur une analyse détaillée des parties prenantes;
 - prendre en compte la problématique hommes-femmes et le principe d'équité ;
 - utiliser une méthodologie mixte pour faire en sorte que les femmes, les filles, les hommes et les garçons appartenant à différents groupes de parties prenantes participent et que leurs différents témoignages soient recueillis et utilisés;
 - être récapitulée dans une matrice d'évaluation, qui servira de principal outil pour organiser le travail.

4.5. Assurance qualité

27. Le Système d'assurance qualité des évaluations (EQAS) mis en place par le Bureau de l'évaluation définit les normes de qualité attendues de la présente évaluation et indique les processus d'assurance qualité à appliquer, qui prévoient différentes étapes; il précise en outre les modèles à suivre s'agissant des produits d'évaluation ainsi que les listes de vérification. Ce système est fondé sur les normes et critères appliqués par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation ainsi que sur les bonnes pratiques en vigueur dans la communauté internationale de l'évaluation (Comité d'aide au développement et Réseau d'apprentissage actif pour la transparence et la performance de l'action humanitaire), et

visé à garantir que le processus et les produits d'évaluation sont conformes aux meilleures pratiques et respectent les normes de qualité du Bureau de l'évaluation. Le système EQAS ne compromet ni l'objectivité, ni l'indépendance de l'équipe d'évaluation.

28. Lorsque le travail débutera, le Bureau de l'évaluation présentera le système EQAS au gestionnaire de l'évaluation, à qui il communiquera les documents correspondants. Le système devrait être systématiquement appliqué à la présente évaluation et il appartiendra au gestionnaire de l'évaluation de veiller à ce que les travaux se déroulent conformément aux étapes du processus; il lui incombera également de procéder à un contrôle rigoureux de la qualité des produits de l'évaluation avant leur soumission au PAM. Le Bureau de l'évaluation communiquera aussi un guide d'orientation sur le PAM et ses opérations, qui offre une vue d'ensemble de l'organisation.

5. Phases et produits attendus

29. L'évaluation se déroulera en cinq phases. On trouvera à l'annexe 2 des renseignements détaillés sur les activités prévues, le calendrier correspondant et les produits attendus.
30. **Phase de préparation** (avril-mai 2015): le point focal du Bureau de l'évaluation conduira les travaux de recherche préalables et des consultations pour concevoir l'évaluation, établira les termes de référence, sélectionnera l'équipe d'évaluation et recrutera la société chargée de gérer et de mener l'évaluation.
31. **Phase initiale** (août-octobre 2015): cette phase vise à préparer l'équipe d'évaluation en veillant à ce qu'elle saisisse bien les attentes et dispose d'un plan précis pour conduire l'évaluation. Elle comprendra un examen de la documentation portant sur les données secondaires et de premiers échanges avec les principales parties prenantes.

Produit attendu: le dossier initial. Le dossier initial indique de manière détaillée comment l'équipe prévoit de mener l'évaluation, l'accent étant mis sur les aspects liés à la méthodologie et à la planification. Ce dossier sera communiqué au bureau de pays/bureau régional et Bureau de l'évaluation pour formuler des observations avant d'être approuvé par le Bureau de l'évaluation. Il contiendra une analyse du contexte et de l'opération, la méthode d'évaluation, articulée autour d'une étude approfondie de l'évaluabilité et des parties prenantes, une matrice d'évaluation, et un descriptif de la technique d'échantillonnage et des outils de collecte des données. Il présentera en outre la répartition des tâches entre les membres de l'équipe d'évaluation, ainsi qu'un échéancier détaillé que les parties prenantes pourront consulter. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le [descriptif du contenu du dossier initial](#).

32. **Phase d'évaluation** (19 octobre – 10 novembre 2015): le travail sur le terrain se déroulera sur trois semaines et comprendra des visites sur les sites des projets et la collecte de données primaires et secondaires auprès des parties prenantes locales. Deux sessions de compte rendu seront organisées une fois les activités sur le terrain terminées. La première se tiendra en présence de représentants du bureau de pays (les collègues concernés dans le bureau régional et au Siège seront invités à participer par téléconférence), et la seconde sera organisée avec les parties prenantes extérieures.

Produit attendu: Exposé de Restitution. Un exposé reprenant les constatations et les conclusions préliminaires (sous forme de diaporama powerpoint) sera établi pour appuyer les comptes rendus durant les séances de restitution interne et externe en fin de mission.

33. **Phase de rapport** (novembre 2015 - janvier 2016): l'équipe d'évaluation analysera les données collectées lors de l'examen de la documentation et du travail sur le terrain, conduira des consultations supplémentaires avec les parties prenantes, selon les besoins, et rédigera le projet de rapport d'évaluation. Celui-ci sera soumis au gestionnaire de l'évaluation à des fins d'assurance qualité. Les parties prenantes seront invitées à communiquer leurs observations, qui seront consignées sous forme de tableau par le

gestionnaire de l'évaluation et transmises à l'équipe pour examen avant achèvement du rapport.

Produit attendu: rapport d'évaluation. Le rapport d'évaluation présentera les constatations, conclusions et recommandations issues de l'évaluation; ce document ne devra pas excéder 46 pages. Les constatations devraient se fonder sur des données factuelles et se rapporter aux questions d'évaluation posées. Les données seront ventilées par sexe; les constatations et les conclusions mettront en évidence, le cas échéant, les écarts observés au niveau de la performance et des résultats de l'opération pour les différents groupes de bénéficiaires. Le rapport devrait suivre un enchaînement logique conduisant des constatations aux conclusions et des conclusions aux recommandations. Les recommandations seront limitées en nombre, applicables et ciblées sur les utilisateurs pertinents. Elles constitueront la base de la réponse de la direction du PAM au contenu de l'évaluation. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le [descriptif du contenu du rapport d'évaluation](#) et les [modèles de présentation des effets directs et produits](#).

34. **Phase de suivi et de diffusion:** le Bureau de l'évaluation soumettra aussi le rapport d'évaluation à un examen de la qualité a posteriori réalisé par un cabinet extérieur, qui rendra compte en toute indépendance de la qualité, de la crédibilité et de l'utilité de l'évaluation à la lumière des règles et normes en vigueur dans ce domaine. Une enquête en ligne permettra de recueillir auprès de toutes les parties prenantes des informations en retour sur l'évaluation. Le bureau régional coordonnera la réponse de la direction du PAM aux recommandations formulées lors de l'évaluation.

Notes sur les produits attendus: le dossier initial et les rapports d'évaluation seront rédigés en français, selon les modèles EQAS.

L'équipe d'évaluation doit rédiger des rapports de très haute qualité, fondés sur des données factuelles et dépourvus d'erreurs. Le cabinet chargé de l'évaluation est responsable en dernier ressort de la ponctualité et de la qualité des produits. Si les normes attendues ne sont pas atteintes, il devra, à ses propres frais, procéder aux ajustements nécessaires pour porter les produits d'évaluation au niveau de qualité requis.

Les termes de référence de l'évaluation, le rapport et la réponse de la direction seront accessibles au public et pourront être consultés sur le site Web du PAM (wfp.org/evaluation). Les autres produits de l'évaluation seront à usage interne.

Tableau 3: Calendrier pour la mission sur le terrain et les produits attendus

Entité responsable	Phase	Activités	Dates importantes
Gestionnaire de l'évaluation	Phase initiale	Élaboration de la version provisoire du dossier initial	21 septembre 2015
Gestionnaire de l'évaluation	Phase initiale	Élaboration de la version finale du dossier initial	5 octobre 2015
Bureau de pays/équipe d'évaluation	Évaluation	Réalisation de la mission d'évaluation sur le terrain	26 octobre - 17 novembre 2015
Équipe d'évaluation	Évaluation	Établissement d'un exposé de restitution (diaporama powerpoint)	15 novembre 2015

Gestionnaire de l'évaluation	de	Compte rendu	Élaboration de la version provisoire du rapport d'évaluation	22 décembre 2015
Gestionnaire de l'évaluation	de	Compte rendu	Élaboration de la version finale du rapport d'évaluation	1 février 2016
Bureau pays/bureau régional	de	Suivi	Établissement de la réponse de la direction	22 février 2016

6. Organisation de l'évaluation

6.1 Approche axée sur l'externalisation

35. En vertu de l'approche axée sur l'externalisation qui est suivie pour les évaluations d'opérations, l'évaluation est réalisée à la demande du Bureau de l'évaluation, mais elle est gérée et conduite par un cabinet d'évaluation externe avec lequel le PAM a conclu un accord à long terme pour des services d'évaluation d'opérations.

36. Ce cabinet mettra à disposition un gestionnaire de l'évaluation et une équipe d'évaluation indépendante, conformément à ce que prévoit l'accord. Afin de garantir la rigueur de l'examen des produits attendus, le gestionnaire de l'évaluation ne devra en aucun cas faire partie de l'équipe d'évaluation.

37. Le cabinet, le gestionnaire de l'évaluation et les membres de l'équipe d'évaluation ne devront pas avoir pris part à la conception, la mise en œuvre ou le suivi et l'évaluation de l'opération, ni être impliqués dans tout autre conflit d'intérêts ou dans une quelconque situation susceptible de compromettre leur impartialité. Les évaluateurs agiront de manière impartiale et respecteront le [code de conduite de la profession](#).

38. Compte tenu de l'objectif didactique de l'étude, le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation encourageront la participation des parties prenantes tout au long du processus d'évaluation. Toutefois, afin de préserver l'indépendance de l'évaluation, le personnel du PAM ne fera pas partie de l'équipe d'évaluation ni ne participera à des réunions avec les parties prenantes extérieures si l'équipe estime que sa présence risquerait de biaiser les réponses.

6.2 Gestion de l'évaluation

39. L'évaluation sera gérée par le responsable des évaluations d'opérations désigné par le cabinet (conformément à l'accord à long terme). Il appartiendra à ce responsable de gérer le processus d'évaluation dans les limites du budget alloué et en conformité avec le système EQAS et les attentes formulées dans les présents termes de référence, ainsi que de fournir en temps voulu des produits d'évaluation conformes aux normes du Bureau de l'évaluation. En particulier, il incombera au gestionnaire de l'évaluation:

- De constituer et recruter l'équipe d'évaluation, et d'apporter un soutien administratif (contrats, visas, arrangements relatifs aux déplacements, rémunération des consultants, factures pour le PAM, etc.).
- De faire office d'interlocuteur principal entre les parties prenantes du PAM et l'équipe d'évaluation tout au long du processus, de faciliter de manière générale la communication et de promouvoir la participation des parties prenantes à toutes les étapes.

- D'appuyer l'équipe d'évaluation en renseignant ses membres sur le PAM, le système EQAS et les prescriptions afférentes à l'évaluation, en leur fournissant la documentation pertinente et, de manière générale, en les conseillant sur tous les aspects de l'évaluation pour veiller à ce qu'ils soient en mesure de conduire leur travail.
- De veiller à ce que l'évaluation se déroule conformément au système EQAS, aux normes et règles ainsi qu'au code de conduite de la profession, et à ce que les normes de qualité et les délais soient respectés.
- De veiller à ce qu'un contrôle rigoureux et objectif de la qualité de tous les produits d'évaluation soit conduit avant leur soumission au PAM. Ce contrôle de la qualité sera consigné par écrit et une estimation de la mesure dans laquelle les normes de qualité sont respectées sera fournie au PAM.
- De communiquer des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête consacrée à l'évaluation, menée par la voie électronique.

6.3 Conduite de l'évaluation

40. L'équipe d'évaluation conduira les travaux sous la direction du gestionnaire de l'évaluation. Elle sera recrutée par le cabinet conformément à ce qui aura été convenu avec le Bureau de l'évaluation quant à sa composition.

41. **Composition de l'équipe d'évaluation.** L'équipe d'évaluation devrait comprendre de 3 à 4 membres, dont le chef d'équipe et 2 ou 3 évaluateurs internationaux et nationaux. Elle devrait inclure des femmes et des hommes d'horizons culturels divers et des ressortissants du Niger. Au minimum un membre de l'équipe doit avoir une expérience de travail avec le PAM ainsi qu'une expertise en matière de problématique hommes-femmes.

42. **Compétences de l'équipe d'évaluation.** L'équipe d'évaluation sera multidisciplinaire et ses membres réuniront à eux tous un ensemble équilibré de compétences spécialisées et de connaissances pratiques dans les domaines ci-après (par ordre d'importance):

- Nutrition (avec l'accent sur les approches intégrées de prévention de la malnutrition chronique) ;
- Sécurité alimentaire et développement rural ;
- Renforcement des capacités institutionnelles et assistance technique en vue d'une mise à échelle des interventions modélisées par le gouvernement ;
- Programmes de transferts monétaires ; et
- Compétences spécialisées en matière de problématique hommes-femmes ou bonne connaissance des questions y afférentes.

43. Tous les membres de l'équipe d'évaluation devront posséder de solides compétences dans le domaine de l'analyse et de la communication; une expérience de l'évaluation et une bonne connaissance du pays ou de la région.

44. Le chef d'équipe devra avoir une parfaite maîtrise du français (à l'oral et à l'écrit) afin de pouvoir communiquer avec les différentes parties prenantes et de consulter les documents relatifs à l'évaluation. Les autres membres de l'équipe devront parler français et si possible une langue locale.

45. **Le chef d'équipe** devra posséder les compétences requises en matière de communication, direction et encadrement, et avoir une expérience attestée dans la conduite d'évaluations similaires en tant que chef d'équipe. Il (ou elle) aura des compétences techniques dans l'un des domaines cités plus haut ainsi qu'un savoir-faire reconnu en matière de conception de méthodologies et d'outils de collecte de données. Il (ou elle) aura en outre de solides aptitudes à la rédaction et à la présentation d'exposés en français.

46. Ses responsabilités principales seront les suivantes: i) définir l'approche et la méthodologie de l'évaluation; ii) guider et gérer l'équipe d'évaluation; iii) conduire la mission d'évaluation et représenter l'équipe; iv) élaborer et réviser, si nécessaire, le dossier initial,

l'exposé de restitution et le rapport d'évaluation en conformité avec le système EQAS; et v) communiquer au Bureau de l'évaluation des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.

47. **Les membres de l'équipe d'évaluation** réuniront un ensemble de compétences techniques complémentaires et auront une expérience du travail rédactionnel afférent à ce type de mission.

48. Les membres de l'équipe d'évaluation seront appelés à: i) contribuer à la méthodologie dans leur domaine d'expertise à la lumière d'un examen de la documentation; ii) conduire des missions sur le terrain; iii) prendre part aux réunions de l'équipe et à des rencontres avec les parties prenantes; iv) contribuer à l'élaboration et à la révision des produits d'évaluation dans leur(s) domaine(s) technique(s); et v) donner leur avis sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.

6.4 Considérations en rapport avec la sécurité

49. En tant que fournisseur indépendant de services d'évaluation au PAM, le cabinet d'évaluation est chargé de veiller à la sécurité de toutes les personnes recrutées, et notamment de prendre les dispositions adéquates en matière d'évacuation sanitaire ou d'évacuation pour raisons de sécurité. Les consultants recrutés ne relèvent pas du régime du personnel du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies.

50. Cependant, pour éviter tout incident lié à la sécurité, il est demandé au gestionnaire de l'évaluation de s'assurer que:

- les membres de l'équipe qui se rendent sur le terrain ont suivi au préalable les cours sur la sécurité en mission conçus pour le système des Nations Unies, ont imprimé les certificats obtenus à l'issue de ces formations et les ont emportés avec eux (il faut environ 2 heures pour suivre ces formations);
- le bureau de pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès du responsable de la sécurité dès leur arrivée dans le pays, organise une séance d'information à leur intention pour qu'ils soient bien au courant des conditions de sécurité sur le terrain;
- les membres de l'équipe observent les règles et règlements des Nations Unies relatifs à la sécurité, par exemple les couvre-feux, etc.

Pour plus d'information, notamment le lien pour les cours en ligne consacré à la sensibilisation à la sécurité, consulter [les directives pour les évaluations d'opérations](#) page 36.

7. Rôles et responsabilités des parties prenantes du PAM

51. **Bureau de pays.** La direction du bureau de pays sera chargée:

- De nommer un point focal pour l'évaluation. Antonio Avella, Directeur Adjoint sera le point focal du bureau de pays pour la présente évaluation.
- De fournir au gestionnaire de l'évaluation et à l'équipe d'évaluation la documentation et les informations nécessaires à la réalisation de leur mission; faciliter les contacts de l'équipe avec les parties prenantes locales; d'organiser les réunions et les visites sur le terrain; de fournir un appui logistique pour le travail sur le terrain; et de prévoir des services d'interprétation, si nécessaire.
- De participer aux délibérations avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'étude et sur l'opération, sa performance et ses résultats, ainsi qu'à diverses téléconférences organisées avec le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe au sujet des produits issus de leurs travaux.
- D'organiser deux séances d'information de fin de mission, une en interne et l'autre avec les parties prenantes extérieures, et d'y participer.

- De formuler des observations sur les termes de référence, le dossier initial ainsi que le rapport d'évaluation, et d'établir une réponse de la direction au contenu de l'évaluation.
- De communiquer au Bureau de l'évaluation des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.

52. **Bureau régional.** Le bureau régional sera chargé:

- De nommer un point focal pour l'évaluation. Natasha Nadazdin, Conseillère Régionale des Programmes, sera le point focal du bureau régional pour la présente évaluation.
- De participer aux délibérations avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'étude et sur l'opération, sa performance et ses résultats. En particulier, le bureau régional devrait prendre part aux séances d'information de fin de mission, ainsi qu'aux diverses téléconférences organisées avec le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe, le cas échéant.
- De formuler des observations sur les termes de référence, le dossier initial et le rapport d'évaluation.
- De coordonner la réponse de la direction au contenu de l'évaluation et suivre la mise en œuvre des recommandations.
- De communiquer au Bureau de l'évaluation des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.

53. **Siège.** Il pourra être demandé à certaines entités du Siège d'examiner, s'il y a lieu, les stratégies, les politiques ou les systèmes du PAM dans leur domaine de compétence et de formuler des observations sur les termes de référence et le rapport d'évaluation.

54. **Bureau de l'évaluation.** Le Bureau de l'évaluation est chargé de faire réaliser l'évaluation et Julie Thoulouzan, chargée d'évaluation est son point focal. Il incombe au Bureau de l'évaluation:

- D'organiser le déroulement de l'évaluation, y compris d'élaborer les termes de référence en concertation avec les parties prenantes concernées; de sélectionner et recruter par contrat le cabinet d'évaluation externe; et de faciliter les premiers contacts entre les parties prenantes du PAM et ledit cabinet.
- De permettre au cabinet de faire un travail de qualité en lui communiquant les documents relatifs au système EQAS, et notamment les directives applicables au processus, les différents modes d'emploi et les modèles, ainsi que de donner au gestionnaire de l'évaluation des précisions sur les politiques, stratégies, processus et systèmes du PAM, le cas échéant.
- De formuler des observations sur le dossier initial.
- De formuler des observations sur le rapport d'évaluation et approuver la version finale.
- De soumettre la version finale du rapport d'évaluation à un examen externe de la qualité a posteriori afin de disposer d'un avis indépendant sur la qualité, la crédibilité et l'utilité de l'évaluation et d'en communiquer les résultats au cabinet.
- De publier la version finale du rapport d'évaluation sur le site Web du PAM et d'intégrer les constatations au rapport de synthèse annuel qui sera présenté au Conseil d'administration du PAM pour examen.
- De conduire une enquête par voie électronique pour recueillir des avis sur le processus d'évaluation et la qualité du rapport, en vue de les utiliser pour réviser au besoin l'approche méthodologique.

8. Communication et budget

8.1. Communication

55. Les questions relatives à la langue de l'évaluation sont évoquées aux sections 6.3 et 5, cette dernière précisant également quels produits d'évaluation seront rendus publics et par quelles voies; y figure également le calendrier des réunions d'information avec les principales

parties prenantes. La section 5, paragraphe 33, indique comment les constatations seront diffusées.

56. Pour renforcer la valeur pédagogique de la présente évaluation, le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation mettront l'accent sur la transparence et la franchise des échanges avec les parties prenantes du PAM. Des téléconférences et des conversations téléphoniques individuelles auront régulièrement lieu entre le gestionnaire de l'évaluation, l'équipe d'évaluation et le point focal du bureau de pays pour faciliter le traitement de tout problème qui surviendrait et garantir un processus participatif.

8.2. Budget

- **Source de financement.** L'évaluation sera financée conformément aux dispositions du mécanisme de financement spécial du PAM pour les évaluations d'opération (mémoire de la Directrice exécutive daté d'octobre 2012). Les coûts à imputer au bureau de pays seront déterminés par la Division du budget et de la programmation du PAM.
- **Budget.** Le budget sera établi par le cabinet (en utilisant les taux indiqués dans l'accord à long terme et le modèle correspondant) et approuvé par le Bureau de l'évaluation. Aux fins de la présente évaluation, le cabinet:
 - Appliquera la commission de gestion correspondant à une opération de grande envergure.
 - Ne prévoira pas dans le budget les déplacements dans le pays.

Prière d'adresser toute question à Julie Thoulouzan, chargée d'évaluation, à:

Courriel: Julie.thoulouzan@wfp.org // Téléphone: + 39 06 65 13 35 04

Annexe 2 : Itinéraire de la mission d'évaluation

Itinéraire global

Date	Lieu	Partie prenante/ Objectifs/ Activités
lundi 26 octobre 2015	Niamey	Arrivée à Niamey de l'équipe internationale
Mardi 27 octobre 2015	Niamey	Rencontre avec le personnel du PAM, des bailleurs, des institutions de l'Etat, des Agences des Nations Unies, des partenaires, etc.
Mercredi 28 octobre 2015	Niamey	
Jeudi 29 octobre 2015	Niamey	
Vendredi 30 octobre 2015	Niamey	
Samedi 31 octobre 2015	Niamey	Atelier de travail de l'équipe d'évaluation Revue documentaire
Dimanche 1 au vendredi 13 novembre 2015	Terrain	Détails dans le tableau ci-dessous ci-dessous
Samedi 14 novembre 2015	Niamey	Atelier de travail de l'équipe d'évaluation Revue documentaire
Dimanche 15 novembre 2015	Niamey	Revue documentaire Restitution à l'équipe de direction
Lundi 16 novembre 2015	Niamey	Restitution au PAM Restitution aux partenaires
Mardi 17 novembre 2015		Départ de l'équipe internationale

Calendrier des visites de terrain.

	Lieu	Activités	Lieu	Activités	Lieu	Activités
Dates	Zone 1 : Niamey - Dosso - Tillabéri		Zone 2 : Maradi -Tahoua - Agadez		Zone 3 : Zinder - Diffa	
	Equipe 1 (Anne BICHARD + Smael BOUREIMA + Karl Rachid SUCHET L. LOUIS) + <i>Julie Thoulousan (du 3 au 7 novembre)</i>		Equipe 2 (Bonaventure SOKPOH + Djingareye Aminatou Maman Galadima + Sidi Idriss ABAGI)		Equipe 3 : (Denis MICHIELS + Marthe DIARRA + Ayouba Abdou Zalika)	
dimanche 1 novembre 2015	Tillabéri	Trajet en voiture Niamey - Tillabéri	Agadez-Tahoua	Analyse des informations	Zinder	Analyse des informations
lundi 2 novembre 2015		Rencontre des acteurs à Tillabéri		Vol Niamey-Agadez Rencontre avec les partenaires		Vol Niamey-Zinder Rencontre avec les partenaires
mardi 3 novembre 2015		Visites de terrain Tillabéri (zones accessibles)		Rencontre avec les partenaires Agadez - visite de terrain (zones accessibles)		Visites de terrain Zinder
mercredi 4 novembre 2015		Visites de terrain Tillabéri (zones accessibles) Restitution		Trajet en voiture Agadez - Tahoua Rencontre avec les partenaires		Visites de terrain Zinder
jeudi 5 novembre 2015		Trajet en voiture Tillabéri - Niamey		Rencontre avec les partenaires Tahoua - visite de terrain (zones accessibles)		Visites de terrain Zinder
vendredi 6 novembre 2015	Niamey	Visites de terrain Niamey	Niamey	Restitution à Tahoua Vol Tahoua - Niamey	Niamey	Restitution Vol Zinder - Niamey
samedi 7 novembre 2015		Atelier de travail de l'équipe d'évaluation		Atelier de travail de l'équipe d'évaluation		Atelier de travail de l'équipe d'évaluation

	Equipe 3 : (Denis MICHELS + Marthe DIARRA + Ayouba Abdou Zalika) + <i>Natasha Nadazdin (du 10 au 13 novembre)</i>		Equipe 1 (Anne BICHARD + Smael BOUREIMA + Karl Rachid SUCHET L. LOUIS)		Equipe 2 (Bonaventure SOKPOH + Djingareye Aminatou Maman Galadima + Sidi Idriss ABAGI)	
dimanche 8 novembre 2015	Dosso	Trajet en voiture Niamey - Dosso	Niamey	Analyse des informations	Niamey	Analyse des informations
lundi 9 novembre 2015		Visite de terrain Dosso	Maradi	Vol Niamey-Zinder Trajet en voiture Zinder - Maradi	Diffa	Vol Niamey-Diffa Rencontre avec les partenaires
mardi 10 novembre 2015		Visite de terrain Dosso Restitution		Visites de terrain Maradi		Rencontre avec les partenaires Restitution
mercredi 11 novembre 2015	Tillabéri	Trajet en voiture Dosso - Tillabéri		Visites de terrain Maradi	Zinder	Vol Diffa - Zinder
jeudi 12 novembre 2015		Rencontre avec les partenaires - Tillabéri Trajet en voiture Tillabéri - Niamey	Visites de terrain Maradi Restitution	Rencontre avec les partenaires		Retour à Niamey de B. SOKPOH pour rencontre avec les partenaires
vendredi 13 novembre 2015		Visites à Niamey	Niamey	Trajet en voiture Maradi - Zinder Vol Zinder - Niamey	Niamey	

Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées

Personnel du PAM

Lieu	Nom et Prénoms	Structure/organisation	Fonction
Siege	Julie Thoulouzan	PAM Bureau de l'évaluation	Evaluation Officer
	Jean-Noël Gentile	PAM/ OSZ	Programme & Policy Adviser
BR	Denise Brown	PAM	Bureau régional - Directrice
	Natasha Nadazdin	PAM	Bureau régional – Conseillère de Programme
Bureau Pays	Benoit Thiry	PAM bureau pays	Représentant
	Paola Dos Santos	PAM bureau pays	Responsable programme
	Sidiki Traoré	PAM bureau pays	Cash & Voucher Officer
	Moustapha Touré	PAM bureau pays	VAM
	Leila Masson	PAM bureau pays	Responsable Nutrition
	Jeanne Marie Awero	PAM bureau pays	Responsable RH
	Antonio Avela	PAM bureau pays	Directeur adjoint
	Cyprien Kana	PAM	Budget Programing officer
	Monica		
	Salifou Ousmane	PAM	Market specialist
	Lawan Tahirou	PAM	VAM Officer
	Boubacar Kountche	PAM	M&E officer
	Aichatou Moussa	PAM	Assistante éducation
	Haliwa Idi	PAM	Food Procurement
	Mensah Adika	PAM	Budget and Programing
	Rwigenza Kamunuga	PAM	Finance officer
	Umesh Pradhan	PAM	Head Finance/administration
Abdoulaye Moustapha	PAM	Procurement assistant	
Antoinette Célestin	PAM	Chargée de programme	
Niamey Dosso Tillabéry	Fatoumata Oumarou	PAM	Assistante principale SO
	Sofo Magagi Ibrahim	PAM	Assistant programme cash & Voucher
	Yves Rukundo	PAM	Chef de sous bureau Tillabéry-Dosso
	Rabi Harouna	PAM	Assistante nutrition SO
	Aissata Saley	PAM	Assistante VAM
	Alio Haidou	PAM	Assistante programme nutrition
	Hama Dodo	PAM	
	Bachir Bawa	PAM	
	Idrissa Ousmane	PAM	Food aid monitor
Mamane Galadima A	PAM	Food Aid Monitor	
Région de Maradi	Ousman Magagi	PAM	Food Aid Monitor
	Baraka Adamou	PAM	Food Aid Monitor
	Langui Youssouf	PAM	Logistics Officer
	Mamane Saley	PAM	Assistant programme
	Hannatou Mamoudou Badjé	PAM	Assistante éducation
	Soro Kolo Mawa	PAM	Chef de S/B
	Djibril Sani	PAM	Sr Programme Assistant
	Sanoussi Maman Na Anny	PAM	Sr Programme Assistant
Région de Zinder	Habibou Djika Mamane	PAM	Assistant programme
	Hawa Saidou Sanda	PAM	Assistant programme
	Abdoulaye Maidabo	PAM	
	Seidou Yacouba	PAM	
	Aboubacar Abdoulaye	PAM	
Régions de Tahoua & Agadez	Diallo Boubacar	PAM	
	Abdoulkader Issoufou	PAM	
	Dawalak Asamaou	PAM	
	Zayaba Ango	PAM	
	Boubacar Adamou	PAM	
	Zanguina Souleymane	PAM	Assistant Logistique
	Moumouni Adamou	PAM	Coordinateur projet pilote
Hassane Wahabou	PAM	Food Aid Monitor	
Région de Diffa	Faroukou Laminou	PAM	Assistant programme éducation
	Bathama Salamatou	PAM	Food Aid Monitor
	Chaibou Moussa	PAM	
	Ramazani Karabaye	PAM	Chef sous bureau

Autres agences des Nations Unies

Lieu	Nom et Prénoms	Structure/organisation	Fonction
	Fodé N'Diaye	UNDP	Coordinateur humanitaire
Niamey	Amadou Ouattara	FAO	Représentant A.I.
	Dr Amadou saley	FAO	Assistant au représentant
	Kadei Kadre	FIDA	Chargé de Programme
	Fitsum Assefa	UNICEF	Responsable nutrition
	Souleymane Diallo	REACH	Facilitateur international
Région de Tillabéry	Allakasso Aboubacar	OCHA	Chef sous bureau
Région de Zinder	Moussa Mahaman LAouali	FAO	
	Boubacar Bamba	UNHCR	
	Dr Nounou Maman	UNFPA	
Région de Diffa	Mahamane Adamou	FAO	Chef Antenne
	Olivier Eyenga	OCHA	Chef du sous bureau
Région de Maradi	Dr Ahmed Aida	UNICEF	Représentant sous-régional
Région de Tahoua	Dr Laouali Garba	FAO	
	Benjamin Ambwa	FAO	
	Sayabou Mahamane Sani	OCHA	
Région d'Agadez	Kiari Boukar Sadik	PNUD	
	Kibora Patrick André	UNDSS/FSCO	
	AG Hamana Mohamed Aly	UNICEF	
	Abdou Aichatou	OCHA	
	Kailou Issaka	UNICEF	

Structures Etatiques

Lieu	Nom et Prénoms	Structure/organisation	Fonction
Niamey	Illa Djimrao	Ministère de l'agriculture	Secrétaire général
	Yacouba Idé	Ministère agriculture	Directeur de la promotion des filières végétales et de la qualité
	Madame Adamou Rabi Oumarou	Ministère de l'agriculture	Secrétaire permanente du comité national du CILSS
	Dr Adamou Danguioua	HC3N	DPEP
	Dr Aboubacar Mahamadou	HC3N	Point focal REACH
	Ibrahim Lemane	HC3N	DSEC
	Mado Evrard Diakité	HC3N	Assistante technique
	Banzhaf Mathias	HC3N	Assistant technique
	Mahaman Sani Abdou	HC3N	Secrétaire général
	Hachimi Mahamane	CCA/GC	Assistant
	Oumarou Amadou	CCA/SAP/PC	Chef de département alerte
	Djilou Idrissa	SP/DNPGCCA	Responsable base de données
	Ousmane Arboncana	CCA/GC	Chef département gestion des catastrophes
	Bako Yacouba	SP/DNPGCCA	Assistant ARC
	Degueurce Stephane	CCA/GC	Assistant technique
	Madame Hassane Salmou	SP/DNPGCCA	Chef de département suivi & évaluation
	Hamadou Seybou	CCA/GC	Chef de département suivi évaluation
	Madame Ousseini Mariama	CC/SAP/PC	Coordonnatrice
	Abdou Sambo M Nassirou	CCA/ GC	Assistant suivi évaluation
	Dr Ate Sanoussi	Direction de la Nutrition, Ministère de la santé	Directeur
	Madame Maiga Haoua	Direction de la nutrition / Ministère de la santé publique	Bureau supplémentation
	Mory Maidoka Ali	Cellule filets sociaux	Coordonnateur national
	Madame Bello Aichatou	Cellule filets sociaux	Responsable ACT/CFS
	Mariama Bassirou	Cellule filets sociaux	Responsable suivi évaluation
	Saidou Abdou	Cellule filets sociaux	Responsable communication
	Kimba Zada	Cellule filets sociaux	Responsable CFW/ CFS
	Harouna Moumouni	Cellule filets sociaux	Responsable cellule informatique
	Elhadji Ibrahim Adamou	Ministère du développement communautaire et de l'aménagement du territoire MDC/AT	Secrétaire Général
	Madama Moumouni Fatouma	Ministère des enseignements primaires, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	Chef suivi ECEV CS
	Yahaya Saadatou	Cabinet 1 ^{er} Ministre /D NPGCCA	Coordonnatrice CCH

	Habi Oumarou	Institut national de la statistique INS	Directeur Enquêtes et recensements	
	Ibrahim Soumaila	Institut national de la statistique INS	SG	
	Maman Fari Abdou	Direction du développement communautaire et aménagement du territoire	Directeur DADC /DAT/DC	
	Mme Moussa Aichatou	CSI Wadata	Chef CSI	
	Mariama Abdouramane + 5 points focaux nutrition de la DRS	DRS Niamey	Directrice	
Région de Tillabéry	Moussa Mossi	Gouvernorat	Secrétaire Général	
	Elhadji Ari Mani Mamadou	Gouvernorat	Secrétaire général adjoint	
	Abdoulaye Djibo	Direction régionale éducation nationale DREN	Directeur étude et programmation - responsable développement partenariat DREP /A/PLP	
	Bombou Issifi	Direction régionale éducation de base	Coordonnateur régional des cantines scolaires	
	Abdou Harouna	Direction régionale de l'éducation nationale	Gestionnaire des cantines scolaires	
	Abdou Idi	Direction régionale de l'éducation nationale	DREP/ A/ PLN	
	Boubacar Alassane	Direction régionale Génie rural	Directeur	
	Abdou Ibrahim	Direction régional et aménagement du territoire développement communautaire	Directeur	
	Issoufou Oumarou	Secrétariat permanent régional SPR	Secrétaire permanent régional	
	Ayouba Gara	Direction régional environnement	Directeur	
	Aima Alassan	Directeur régional agriculture	Directeur	
	Yahaya Intafarkass	Ecole à cantine de Bonféba	Directeur	
	Abdourhamane Ag Mohamed	Ecole à cantine de Sarakoira	Directeur	
	Iro Mahamane	HC 3N régionale	Coordonnateur régional	
	Ibrahim Saidou	Mairie de Tondikwindi	Maire adjoint 2	
	Idi Abou	Direction régionale enseignements primaires, de l'alphabétisation, de la promotion des langues nationales et de l'éducation civique		
	Gado Faraouta	Direction départementale du génie rural Ouallam	Directeur	
		Ibrahim Djibo	Mairie de Simiri	Vice maire
	région de Maradi	Abdou Mamane	Gouvernorat de Maradi	Gouverneur
		Gouvernorat de Maradi	Secrétaire général adjoint	
Moutari Moudi		Ecole à cantine de Dargué	Directeur	
Amadou Moussa		Village de Dargué	Producteur témoin – non bénéficiaire du cash Transfer	
Zeinabou Ibrahim		Mairie de Chadakori	Secrétaire Général	
El hadji Alio Harouna		Mairie de Chadakori	Chef de district agricole	
Idi Saley		Mairie de Madjirgui	Maire	
Almoutapha Mougaye		Centre de santé intégré	Chef CSI	
Abdel Gousmane		Direction Régionale de l'agriculture	Directeur	
Djillou Issaka		Initiative 3 N régional	Coordonnateur	
Kanfo Harouna		Initiative 3 N régional	Assistant technique	
Idrissa AbdoulRazak		Chambre régional d'agriculture	Technicien CRA	
Bako Mandé		Direction régionale agriculture	SVARR et pépinière fruitière régionale	
Ali Tambary		Direction régionale enseignements primaires	CRCS	
M. Stéphane Garba		Ecole Nomade de Tibiri	directeur	
Dr Assouman Abass		CSI Tibiri	Chef CSI	
Al moustafa Magagi		CSI Madjirgui	Infirmier major	
Région de Dosso	Hamadou Hamidou	DRAT/DC		
	Souradjou Ado	Direction régionale du génie rurale		
	Ammadou Zougeye Omar	DNPGCCA	Secrétaire permanent régional	
	Mme Halidou Djé	Direction régionale agriculture		
	Mamane Ango	DNPGCCA		
	Nafiou Mamane	Gouvernorat	Secrétaire régional adjoint	
	Zika Mounkaila	I3N	AT/ point focal REACH	
Dangui Ibro	Code Rural	Secrétaire permanent régional		
Région de Zinder	Issa Moussa	Gouvernorat	Secrétaire Général	
	Salissou iliassou	Direction régional de l'aménagement et du développement communautaire		
	Boubacar Mahamadou	Direction régionale enseignements primaires		

	Gambo souna M.Lawan	Direction régionale développement communautaire	
	Laouali Araga	Direction régional de l'environnement et du développement urbain	
	Bounia Yahaya	Direction régionale agricole	
	Lamine Boukary	Direction régionale génie rural	
	Saidou Abdou Ali	DNPGCCA	Secrétaire Permanent Régional
	Mme Tidjani Maria	Direction Régionale enseignements secondaires et supérieurs	
	Issoufa Abdou	DREP	Point focal cantine scolaire
	Daou Laouali	District Sanitaire Gouré	
	Ousseini Soumana	Hôpital National Zinder	
	Bague Matchido	District Sanitaire Mirriah	
	Dr Marafa Fatouma	District sanitaire Mirriah	Médecin chef de district
	Souley Amadou	District sanitaire de Mergemou	
	Harouna yacouba	Préfecture Belbegi	Préfet
	Gousmane Kadri	Préfecture	SG
	Sayedî Azahidou	Éducation	DDEP
	Katzelma Kiari Abdoutahmane	Direction départementale de l'agriculture DDA	Directeur
	Ali Zoumba	DDA	
	Ada Ibrahim	Direction départementale du génie rural	
Idi Moussa	District Sanitaire		
Abdoulhaziz Yacouba	Direction départementale de l'environnement	Directeur	
Région de Diffa	Adamou Maimouna	SGA du Gouvernorat	Secrétaire Général Adjoint
	Sadikou Moutari	DNPGCCA	SPR
	Hassane Ardo Ido	Gouvernorat	Secrétaire Général
	Adamou Ali	CR i3N	Assistant Technique
	Saidou Hama	DRE/SU/DD	Adjoint au Directeur
	Kaka Madou Malam Issa	DREL	CSPA
	Hamidou Maazou	DRSP	Point Nutrition
	Boukar Kazalma	Directeur Régional de l'Agriculture	Agriculture
	Boubacar Karimou	DREP/coordonateur	CRCS (Coordonnateur Régional des Cantines Scolaires)
	Katiellou Idrissa	Inspection des enseignements primaires IEP	Gestionnaire des cantines
	Amsami Zarma	IEP	chef de service
	Issoufou Mani	IEP	chef de service
	Maman Boubé	DREP/Directeur	DREP (Directeur Régional de l'Enseignement Primaire)
	Adamou Ali	CR i3N	Assistant Technique
	Saidou Hama	DRE/SU/DD	Adjoint au Directeur
	Kaka Madou Malam Issa	CSPA/DREL	CSPA
	Hamidou Maazou	DRSP /DA	Point Nutrition
	Boukar Kazalma	Direction régionale Agriculture	Directeur Régional de l'Agriculture
Région de Tahoua	Amiride Mohamed	Gouvernorat	SG
	Kossoukoye Aboubacar	CR i3N	Coordonnateur I3N
	Dr Amadou Adamou	Direction régionale santé publique	
	Ehadj Chaïbou Boubacar	Direction régionale des enseignements primaires	
	Abdou Yahaya	Direction Régionale de l'agriculture	
	Habibou Zabeïrou	Direction régionale du plan	
	Tiémogo Aboubacar	Chambre régionale d'agriculture	
	Dr Magagi Ali	Direction régionale de l'élevage	
	Illa Sanoussi	Préfecture	Préfet
	Issa Ousmane	DDEP	
	Idi Yacouba	Direction Départementale du Génie rural	
	M Lawali Souley Adamou	Direction départementale de l'élevage	
	Boulweydou Amadou	Direction départementale de l'environnement	
	Moustapha Sani	District sanitaire	PF/NUT
	Hambaly Bourweye	Direction Régionale de l'agriculture	
Mme Adamou Hadizatou	DRS4 (DD)		
Région d'Agadez	Habibou Zabeïrou	Direction régionale du Plan	
	Dr Magagi Ali	Direction régionale de l'élevage	
	El Madjia Mohamed	CRCS/DREP	

	Idi Chaibou	DNPGCCA	Secrétaire permanent régional
	Ibrahim Ali	DRP/AT/DC	
	Abdourahamane Moussa		Gouvernorat
	Ali Koraou	Direction régionale du génie rural	

Bailleurs de fonds

Lieu	Nom et Prénoms	Structure/organisation	Fonction
Niamey	David Kerespars	ECHO	Chef de bureau
	Federica Pretolani	ECHO	Assistant technique
	Amadou Alzouma	ECHO	Assistant technique
	Lothar Seethaler	Coopération suisse	Chargé de programme sécurité alimentaire
	Gropp Celine	Ambassade de France	Attaché de coopération
	Diallo Aitechedji Mariama	USAID	FFP Program Monitor
	Maliki Mahamane Amadou		Banque mondiale
	Philippe Fayet	Coopération suisse	Directeur
	Ibrahima Ba	Coopération suisse	Chargé de programme Principal

ONG

Lieu	Nom et Prénoms	Structure/organisation	Fonction
Niamey	Ramatou Boubé	ONG CDR	Chargée de programmes
	Ibrahim Mohamed	MASNAT	Président
	Jones N Agaba	APIS	Conseiller technique
	Batusa Robert	Samaritan's Purse	Livelihoods program Manager
	Sani Mamane Mourtalla	Karkara	Chef de département sécurité alimentaire et urgence
	Issa Dani Haoua	ONG Karakara	
	Mahamadou Abdou Salooman	ONG IDB	
	Dadié Jeswa	Concern Worldwide	Directrice des programmes
	Abdou Seyni	ACF	Responsable technique sécurité alimentaire
	Dr Ayouba Harouna	UND/NUR	Membre
	Sita Hamado	ONG SADEV	Membre
	Souleymane Soumana	OG SADEV	Coordonnateur nutrition
	Azehoun Pazou Fudicael	FAD	Chargé d'opération
	Hamani Sani	ACTPIN Niger	Administrateur
	Mainassara Ibrahim	ACTPIN Niger	Directeur pays
	Mahamane Ousmane	ACF -E	Chef de projet santé nutrition
	Harouna Kadidiatou	APIS	Coordonnatrice
	Circen	Save the Children	HIN Advisor
	SaïdoU Djibo	CADEV Niger	Responsable nutrition diocésain
	Heram Thea	COOPI	Coordonnateur logistique
	Daouda Mbodj	COOPI	Chef de projet Tillabéry
	Alarou Aboubacar	ADDB	Responsable santé nutrition
	Djibo Hamani	ABIDB	Chargé de programmes
	Job Musangu	Concern	Conseiller nutrition
	Hassane Toukou Souleymane	Croix rouge française	Assistant coordonnateur des opérations
	Abah Yao	ADN KAMNA	Chargé des programmes
	Abdoulkader Abdoulaye	ADN KAMNA	Chargé de santé nutrition
	Laoualy Issaka	SAEDEV	Secrétaire exécutif
	Tari Mahamane Nazirou	CDR	Superviseur
	Hafizou Moumouni	ONG Thiebon Emmaus	Chef de projet nutrition
	Housseini Issaka	AID KOOKARI Dosso	Secrétaire exécutif
	Harouna Sgadoudou	ONG Thiebon Emmaus	Logisticien
	Boureïma Bassirou Bilan	ONG SAEDEV	Nutritionniste
Dr Israel Ribeiro DA SOUSA	Humedica Intenational	Chef de mission	
Rahf Maren	HELP	Chef de mission	
Keita Ibrahim	ONG Kaydia	Administrateur	
Ibrahim Halidou	ONG Kaydia	Président	
Guirguir Abakaga	Kakara	Secrétaire exécutif adjoint	
Région de Tillabéry	Lawali Issaka	ONG SAEDEV	Secrétaire exécutif
	Masika Gisele	COOPI	Consultante nutritionniste
	Herman Thea	COOPI	Logisticien
	Issa Issaka	COOPI	Nutritionniste
	Soumana Souleymane	ONG SADEV	Coordonnateur national
	Souley Binga	DRSP	DRSP adjoint
	Grace Nganga	SAMARITAIN'S PURSE	Program manager
	Ibrahim Adamou	SAMARITAIN'S PURSE	Coordonnateur programme santé

			nutrition
	Zakari Afizou	APIS	Superviseur nutritionniste
	Boureima Bassirou	ONG SADEV	Nutritionniste
	Ismael Mamoudou	ONG SADEV	Nutritionniste
	Mme Aboulbaki Kadidja	ILAF	Chargée de la nutrition
	Mohamed Moumouno	ILAF	Chargé des opérations
	Daouda Younoussi	QRC	Superviseur centre de santé
	Dr Toga Abdourahaman	QRC	Responsable santé
	Dr Alarou aboubacar	ADIDB	Santé nutrition
	Mr Djibo Hamani	ADIDB	Chargé des projets
	Sofiane Ayouba	ONG RICO	
	Mme Maiga hawaou	ONG THIEBON	Coordinatrice
	Abdoulaye Issa	ONG THIEBON	Nutritionniste
	Ramatou Boubé	ONG CDR	Chargé des programmes
	Seibou Midou	ONG KAYDIA	Chef de bureau antenne de Niamey
	Dr Israel Ribeiro Da Solda	Humedica Inter	Chef de mission
	Jones N.Agaba	APIS	Coordonateur technique
	Harouna Issa	Debout Niger	Point focal Tillabéry
	Harouna Issa	Debout Niger	Point focal
	Abdoulaye Amoukou	CCOAD	Président
	Souley Kamba Sama	Debout Niger	Chargé de programmes
	Abdou Sadou Hamani	Debout Niger	Coordonnateur terrain, chargé de programme éducation
	Sani Idi Ayouba	Debout Niger	Nutritionniste
	Baba Elhadji Oubarakai	Debout Niger	Chargé de volet environnement
Région de Dosso	Omar Halidou	Kaydia	Point focal éducation
	Abdoulrazak Seyni	Kaydia	Nutritionniste
	Boubacar Mounkaila	Kaydia	Chargé des programmes
Région de Tahoua	Hamani Djaouga H	ACF	
	Dr Djibo Hama	MDM-F	
	Boubacar Soumana	GADED	
	Bello Ali	GADED	
	Hadiza Boukari	ACTPIN	
	Assas Moussa	Word Vision	
	Boubacar Moussa Amadou	ACF	
	Icheik Almoustapha	MASNAT	
	.Biba Bara Ramaatou	MASNAT	
	Mousa O ulana	ADN	
	Issoufou Fatchima	ADN	
	Soulemane Dieye	APBE	
	Souleymane Simon	Concern	
	Alassane Saidou	APBE	
	Noel Ladi Albert	Word Vision	
	Boubakar Soumana	GADED	
	Bello Ali	GADED	
	Oumarou Adamou	APBE	
	Alassane Saidou	APBE	
	Souleymane Dieye	APBE	
Goussou Ahmoudou	MASNAT		
Moussa Oulana	ADN		
Attaher Abdourahmane	MASNAT		
Région d'Agadez	Sani Dan Fillo	DS de Tchirozerine	
	Dr Amara Diomandé	CRF	
	Tambari Thrahim	CRF	
	Mohamed Adando	GAGE	
	Ahamed Mohamed	GAGE	
Ahmade Ibrahim	GAGE		
Région de Diffa	Marie Puchon	ONG KARKARA	Coordinatrice Régionale
	Habou Gambo A	ONG KARKARA	Nutritionniste
	Yarima Malam Gona	Save The children	Chargé Sante
	Tanimoune Ibrahim	Coordinateur Food	SP
	Laouali Aboubacar	Save the children	

	Guéro Mahamadou	DEMI-E	Chef d'antenne
	Boulama Elh Soumaila	VND/NUR	Président
	Boukar Lawan Marouma	Care International	Chef projet
Région de Zinder	Ghoumoura Tanko	ONG CAC	
	Oumarou Sifianou	Gage	
	Ibrahim Moussa Boukari	Save the children	
	Maidaji Oumarou	BEFEN	
	Hamani Karimou	ONG IDB	
	Evelyne Douramane	World vision	
	Abdou M.Hadiza	ANSP	
	Eric Didier N'Dri	CRF	
	Ousmane Djerkilou	ONG KARKARA	
	Ali Marka Souleymane	ONG KARKARA	
	Chekarou Saidou	Save the children	
	Aweyssou Aboubacar	Save the children	
	Ango Omar	ONG IDB	
	Issoufou Magagi	Gage	
Maradi	Jean Franklin Tchanoa	MSF France	Logisticien projet
	Boubacar Katkoré	REGIS-ER	Spécialiste national en GRN
	Issoufou Moumouni	ONG GOULBI	Responsable développement rural
	Hamissou Djaharou	ONG GOULBI	Assistant nutrition
	Ibrahim Sanoussi	ONG GOULBI	Superviseur WASH
	Abdoulaye Guéro	ONG AREN	Superviseur
	Hadjia Aichatou Moussa	REGIS-ER	Spécialiste santé-nutrition
	Aboubacar Mamane	AREN	Chef de projet
	Mme Maliki Mariama Ibrahim	AREN	Point focal nutrition
	Omar Harouna Gadjimbo	SAVE THE CHILDREN	Field manager
	Abdou Soulé	COOPEC KOKARI	Agent de crédit
	Mme Bachir Ousseina	AREN	Assistante nutrition
	Mme Harouna Rayana	PF/NUT/DRSP	Point focal nutrition
	Illo Alio	ONG KARKARA	Chargé de programme
	Mme Hassane Fatouma	ONG AVANCE	Nutritionniste
	Illiass Mohamed	ONG GAGE	Chef de projet
	Hamidine Abdou	ACF	Adjoint chef de programme
	Magagi Mamane Sani	REGIS-ER	Responsable régional santé-nutrition
	Hama Sogni	ONG AVANCE	Point focal
	Alhassane Oumarou	ACF	Superviseur nutrition
	Abdounassirou Laouli	ONG KARKARA	Nutritionniste
	Idé Moussa	PASADEM	Assistant GRN
	Lamine Fall Ahmed	ONG ESF	Responsable programme
	Oumarou Souleyman	ONG APIS	Nutritionniste

Universités / Institutions de recherches

Lieu	Nom et Prénoms	Structure/organisation	Fonction
Niamey	Toudou Adam	Faculté d'agronomie	Doyen de la faculté d'agronomie
	Ambouta Karimou Jean Marie	Faculté d'agronomie	Enseignant chercheur, pédologue
	Didier Tidjani Alou	Faculté d'agronomie	Enseignant chercheur, point focal partenariat faculté d'agronomie et PAM
	BOUAFOU Kouamé Guy –Marcel	AGRYMET	Directeur Général
		AGRYMET	

Autres Acteurs

Lieu	Nom et Prénoms	Structure/organisation	Fonction
Niamey	Yacouba Hama Abdou	Fews net	Coordonnateur
	Seyni	Réseau des chambres d'agriculture	Chargé de programmes
	Amal Redwan	Sarel	Gestion des connaissances
	Kana Abdouramane	STA	Responsable commercial
Région de Dosso	Saley Yacouba	Union Bonkaney	Secrétaire Général
	Gado Harouna	Union Bonkaney	Assistant technique
	Halima Ali	Madda ben	Secrétaire General adjoint
	Haoua Hamani	Madda ben	Secrétaire adjoint
	Issa Harouna	Union Bonkaney	Président
	Seyni Daouda	Union Madda ben	Président
	Diori Drahamane	Mairie de Falwel	Maire
Région de Zinder	Issoufou Moussa	Village de Dogo	Chef de canton
	Assal Lawan	Village de Dogo	VNU
	Massane Manza	Village de Wacha	Maire adjoint
		Union Fassali	Président

Annexe 4 : Compléments sur la méthodologie de l'évaluation

CRITERES ET ANALYSE DES DONNEES.

1. La collecte des informations nécessaires pour répondre aux questions proposées a été réalisée en deux phases principales : la phase de démarrage et la mission de terrain.
2. Au cours de la phase de démarrage (août à octobre 2015), l'équipe d'évaluation a procédé à l'analyse documentaire et à l'élaboration de la méthodologie de l'évaluation. L'équipe d'évaluation a analysé principalement les documents de projet, les documents de politique du PAM et les documents décrivant le contexte nigérien, y compris les documents relatifs aux politiques nationales et internationales en matière de réponse humanitaire et de résilience. Cette analyse documentaire a permis d'élaborer la méthodologie de l'évaluation. Cette phase de démarrage s'est terminée par la soumission d'un rapport de démarrage au PAM le 8 octobre 2015. Ce rapport de démarrage a été validé par le PAM avant le démarrage de la mission de terrain.
3. Au cours de la mission de terrain (26 octobre au 16 novembre 2015), l'équipe d'évaluation a visité toutes les régions du Niger (tous les sous-bureaux et bureau de terrain du PAM au Niger).
4. La collecte des informations au cours de la mission de terrain a inclus une phase de revue bibliographique, de discussion avec les parties prenantes de l'IPSR (à travers des entretiens semi-directifs, des focus groups et des entretiens individuels) et d'observation. Les parties prenantes rencontrées incluent le personnel du PAM à Niamey et dans les sous-bureaux/bureaux de terrain, les structures de l'Etat nigérien (à Niamey et dans les régions), les bailleurs, les ONG (nationales et internationales, partenaires du PAM ou non) et les populations (cf. Annexe 3).
5. Pour les visites de terrain l'équipe complète s'est répartie en 3 petites équipes dirigées par chacun des consultants internationaux. La répartition en petite équipe d'évaluation a tenu compte des langues locales parlées par les consultants nigériens. Aussi, les petites équipes d'évaluation sont formées de façon à avoir, autant que possible, un équilibre homme/femme. Ce qui a permis d'accéder aux différentes catégories de la population (notamment les femmes et les filles) au cours des visites de terrain.
6. Le choix des sites visités au cours de la mission de terrain ont été sélectionnés conjointement par l'équipe d'évaluation et l'équipe programme du bureau pays Niger de façon à couvrir convenablement les « sites intégrés » et les « sites non intégrés ». Ainsi, au total 11 sites intégrés et 16 sites non intégrés (5 sites CRENAM, 5 sites achats locaux, 3 sites « soudure », 3 sites « écoles à cantine ») ont été visités.
7. L'équipe s'est efforcée de prendre en compte les différentes catégories sociales au sein des populations affectées (hommes, femmes, jeunes, personnes âgées, etc.). Pour les discussions avec les groupes de femmes, l'équipe d'évaluation a privilégié l'animation par le membre féminin de l'équipe et a privilégié, autant que faire se peut, des femmes pour assurer la traduction. Plus de 30 focus groups ont été

tenus avec les populations regroupant approximativement 400 hommes et 550 femmes.

8. Dans chaque zone visitée, une restitution intermédiaire a été organisée à la fin de la visite de l'équipe d'évaluation. Plusieurs restitutions finales se sont tenues à Niamey à la fin de la mission de terrain (le 15 novembre 2015 : restitution à l'équipe de management ; le 16 novembre 2015 au matin : restitution interne au PAM rassemblant l'ensemble unités du bureau pays du PAM et suivie à distance par les représentant des sous-bureaux, du bureau régional et du siège ; le 16 novembre 2015 dans l'après-midi : restitution externe au PAM rassemblant des représentants de l'Etat nigérien, des bailleurs de fonds et des partenaires du PAM.
9. Les moyens logistiques et matériels mis en œuvre par PAM et ses partenaires ont permis d'accéder, à quelques exceptions près, aux personnes dont les témoignages sont importants pour l'évaluation. L'esprit général qui a accompagné ce travail (disponibilité, discussions en toute franchise, très bons contacts humains, etc.) a permis d'extraire aisément les informations importantes. La principale contrainte de cette évaluation a été le temps très court passé dans chaque zone d'intervention.
10. L'équipe d'évaluation a été attentive à des considérations éthiques au cours de l'évaluation. En effet, les entretiens individuels sont tenus dans la confidentialité. Au cours des entretiens collectives avec les parties prenantes, il a été demandé aux participants d'écrire leurs appréciations (positives et négatives) sur des papiers anonymes et les grands points concordants soulevés sur les papiers anonymes sont discutés collectivement. Au cours des entretiens avec les populations, un résumé des points à retenir de l'entretien leur est présenté à la fin de l'entretien pour validation.
11. Les principales limites de cette évaluation ont été (1) le difficile accès aux populations affectées dans certaines zones, du fait de l'insécurité comme dans la région de Diffa, (2) la difficulté de mesurer des résultats en terme de résilience sur une période aussi courte de mise en œuvre (2 ans), (3) la difficulté d'exploiter certaines données (par exemple les indicateurs d'effets en ce qui concerne la sécurité alimentaire) qui ne sont pas collectées selon le calendrier des saisons et (4) les difficultés d'attribution de certains résultats à l'IPSR lorsque plusieurs acteurs interviennent, notamment en ce qui concerne la prise en charge de la malnutrition.

MATRICE DE L'ÉVALUATION

Tableau 6 : Questions d'évaluation et indicateurs

Questions d'évaluation /Critères		Sous-questions	Indicateurs ¹⁸¹	Cibles potentielles des indicateurs (niveau 3 de la grille d'analyse)
4 Q1	5 PERTINENCE	<p>Sous-question 1.1</p> <p>Dans quelles mesures les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert étaient adaptés, au moment de la conception du projet, aux besoins des populations en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition, y compris aux besoins particuliers des femmes, des hommes, des garçons et des filles appartenant à différents groupes, le cas échéant, et le sont demeurés au fil du temps ?</p>	<p>I1. Adéquation entre les besoins prioritaires (non couverts par d'autres acteurs) des populations en situation d'insécurité alimentaire et les besoins couverts par le programme (à travers ses effets, objectifs, résultats et activités) au moment de la conception du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le PAM détient à temps une connaissance précise - à travers diverses études telles que VAM, CFSVA, SMART, HEA, etc., de la situation (capacités, vulnérabilités, cause structurelles et conjoncturelles, stratégies de survie, etc.) relative aux secteurs d'interventions touchés par l'IPSR (sécurité alimentaire, nutrition, fonctionnement du marché, éducation, institutions de l'Etat, genre, etc.). - La stratégie de l'IPSR (objectifs, résultats, activités, choix des produits, les modalités de transfert, etc.) est en accord avec les connaissances de la situation. - Les points de vue des principales parties prenantes (partenaires et populations affectées) sont pris en compte dans la définition de la stratégie de l'IPSR. - Les spécificités régionales sont prises en compte dans la définition de la stratégie de l'IPSR.
			<p>Sécurité alimentaire</p> <p>Nutrition</p> <p>Renforcement de la résilience</p> <p>Renforcement de capacités des institutions de l'Etat</p> <p>Réduction de la dénutrition</p> <p>Alimentation scolaire</p> <p>Genre</p> <p>Reddition des comptes aux populations</p>	

¹⁸¹ Pour plus de détail, confère Annexe 2.

Questions d'évaluation /Critères	Sous-questions	Indicateurs ¹⁸¹	Cibles potentielles des indicateurs (niveau 3 de la grille d'analyse)
		<p>I2. Adéquation entre les zones/catégories des populations souffrant de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (les plus vulnérables) et les zones/catégories des populations ciblées par l'IPSR</p> <p>Critères de sélection</p> <p>Participation des populations</p> <p>Spécificités des catégories des populations</p> <p>Cohésion sociale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les critères de sélection des zones d'intervention et des populations affectées pour chaque activité de l'IPSR sont précis et transparents pour l'ensemble des parties prenantes. - Le ciblage des zones d'intervention et des populations affectées est en adéquation avec les connaissances disponibles. - La stratégie de l'IPSR reflète la prise en compte des besoins et des capacités spécifiques de chaque catégorie de populations ciblées et des contraintes qui pèsent sur chacune (femmes, des hommes, des garçons et des filles, agropasteurs/sédentaires, éleveur/nomades, etc.). - Le processus de ciblage des populations affectées implique ces dernières ; il préserve la cohésion au niveau des communautés et au sein des ménages.
COHERENCE	<p>Sous-question 1.2</p> <p>Dans quelles mesures les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert sont cohérents au regard des politiques nationales définies, y compris les politiques et stratégies sectorielles, ainsi qu'au regard des priorités et objectifs de l'initiative 3N ?</p>	<p>I3. Adéquation entre les objectifs, les modes d'interventions et résultats de l'IPSR et les objectifs, modes d'interventions et résultats du gouvernement nigérien (coordination avec le gouvernement)</p> <p>Collaboration et coordination avec le gouvernement</p> <p>Plan nationaux</p> <p>Politiques nationales</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le PAM a un processus de consultation et de coordination avec les institutions gouvernementales efficace et apprécié par ces dernières. - La stratégie de l'IPSR s'inscrit dans les grandes lignes des principaux plans nationaux (SDDCI, PDES, PNC_MR, Plan de soutien, etc.) et des principales initiatives nationales (ex. I3N, DNPGCCA, etc.). - La stratégie de l'IPSR est définie dans le respect des politiques nationales, protocoles et directives des secteurs d'interventions touchés par l'IPSR (nutrition, agriculture, développement rural, sécurité alimentaire, résilience, protection sociale, éducation, genre, etc.). - Le PAM offre une contribution optimale à l'élaboration et/ou à la mise à jour des politiques, plans, protocoles, directives nationaux dans les secteurs pris en compte dans l'IPSR.

Questions d'évaluation /Critères	Sous-questions	Indicateurs ¹⁸¹	Cibles potentielles des indicateurs (niveau 3 de la grille d'analyse)
	<p>Sous-question 1.3</p> <p>Dans quelles mesures les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert s'inscrivent dans une logique de complémentarité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au sein même de l'IPSR, - avec les interventions pertinentes conduites par les partenaires de l'action humanitaire et du développement, - avec d'autres interventions menées par le Bureau pays, notamment le fonds fiduciaire établi dans le cadre de l'initiative «<i>Renewed Efforts Against Child Hunger and undernutrition</i>» (REACH) ainsi que les deux opérations d'urgence régionales (EMOP) en faveur des réfugiés en provenance du Mali (EMOP 200438) et du Nigeria (EMOP 200777) ? 	<p>I4. Degré de complémentarité entre les besoins/zones/types de populations ciblés par l'IPSR et ceux ciblés par les autres acteurs/programmes importants intervenant au niveau de la sécurité alimentaire dans les mêmes régions que l'IPSR</p> <hr/> <p>Complémentarité entre les activités de l'IPSR</p> <p>Complémentarité entre programmes du PAM</p> <p>Complémentarité PAM/UN</p> <p>Complémentarité PAM/ONG et autres</p> <p>Stratégie de complémentarité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités de l'IPSR se complètent entre elles de façon à maximiser l'effet des interventions sur les populations affectées. Aucune intervention inachevée n'est observée. - Les activités de l'IPSR et celles des opérations d'urgence régionales (EMOP 200438 et EMOP 200777) se complètent les unes les autres de façon à assurer une continuité dans l'assistance, le relèvement et la résilience des populations affectées. Aucune duplication n'est observée. - Les activités de l'IPSR et celles des autres agences des Nations Unies se complètent les unes les autres de façon à assurer une continuité dans l'assistance, le relèvement et la résilience des populations affectées. Aucune duplication n'est observée. - Le PAM s'implique de façon optimale dans des initiatives collectives telles que le REACH adressant une ou plusieurs problématiques traitées par l'IPSR. - Les activités de l'IPSR et celles d'autres acteurs (ONG, et autres acteurs.) se complètent les unes les autres de façon à assurer une plus grande couverture et une continuité dans l'assistance, le relèvement et la résilience des populations affectées. Aucune duplication n'est observée. - Il existe au PAM une démarche claire de recherche de complémentarité et cette démarche est appliquée pour l'IPSR. - Toutes les opportunités de complémentarité avec les autres programmes du PAM ou avec les interventions des autres acteurs importants ont été exploitées.
	<p>Sous-question 1.4</p> <p>Dans quelles mesures les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert étaient harmonisés au moment de la conception du projet avec les stratégies, les politiques et les orientations normatives du PAM, et le sont demeurés au fil du temps ?</p>	<p>I5. Adéquation continue entre la stratégie de l'IPSR et les stratégies, les politiques et les orientations normatives du PAM</p> <hr/> <p>Plan stratégique du PAM</p> <p>Politiques et directives sectorielles du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La stratégie de l'IPSR est en adéquation avec le plan stratégique 2014-2017. - La stratégie de l'IPSR est élaboré en respect des politiques, les orientations normatives et les directives sectorielles du PAM telles que les politiques de nutrition, de filet de sécurité, de protection, de réduction de risque de désastre, de genre, de cash transfert et de coupons, de ciblage en situation d'urgence, de partenariat, de résilience, les principes humanitaires, la stratégie pour l'aide alimentaire et moyen d'existence en situation d'urgence, le cadre régional de réponse aux crises au Sahel, etc.

Questions d'évaluation /Critères		Sous-questions	Indicateurs ¹⁸¹	Cibles potentielles des indicateurs (niveau 3 de la grille d'analyse)
Q2	EFFICACITE	<p>Sous-question 2.1</p> <p>Quel est le niveau de concrétisation des produits attendus (y compris le nombre de bénéficiaires secourus, ventilé par catégorie [femmes, filles, hommes et garçons]) ?</p>	<p>I6. Adéquation entre les activités/résultats fixés et les activités/résultats atteints (ou capacités à atteindre les résultats) par catégorie de bénéficiaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités de l'IPSR sont exécutées dans un délai et avec une régularité qui permet de produire le maximum d'effets positifs pour les bénéficiaires et d'atteindre les objectifs fixés pour la période considérée¹⁸². - Les indicateurs définis pour rendre compte de l'atteinte des résultats sont pertinents. - Pour chacune des activités définies : <ul style="list-style-type: none"> ○ les nombres de bénéficiaires initialement prévus ou révisés par année, par activité, par catégorie des populations et par zone sont atteints pour la période considérée. ○ Les quantités de produits à distribuer ou le nombre d'événements à réaliser initialement prévus ou révisés par année, par activité, par catégorie des populations et par zone sont atteints. - Pour chacun des résultats définis : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les seuils des indicateurs initialement prévus ou révisés sont atteints pour la période considérée. - L'expérience de la première année (2014) de l'IPSR, les activités déjà réalisées et celles en cours de réalisation, les moyens mobilisés, l'analyse du contexte laissent prévoir une capacité optimale de l'IPSR pour atteindre des résultats de 2015.
			<p>Pour l'ensemble des OS</p> <p>Pour OS1</p> <p>Pour OS3</p> <p>Pour OS4</p>	

¹⁸² Pour l'analyse de l'efficacité atteinte, l'équipe d'évaluation considérera toute l'année 2014 et la période de janvier à juin 2015 si les données de suivi (nombre des bénéficiaires atteints, quantités de vivres et de cash distribuées, les valeurs des indicateurs, etc.) sont consolidées et disponibles. Cette période pourra s'adapter à la disponibilité des données de suivi.

Questions d'évaluation /Critères	Sous-questions	Indicateurs ¹⁸¹	Cibles potentielles des indicateurs (niveau 3 de la grille d'analyse)
IMPACT ET DURABILITÉ	<p>Sous-question 2.2</p> <p>Dans quelles mesures les produits obtenus ont-ils entraîné la réalisation des objectifs de l'opération en mettant en évidence, le cas échéant, les différences selon les groupes, y compris les femmes, les filles, les hommes et les garçons ?</p> <p>S'agissant d'une évaluation à mi-parcours, l'évaluation devra différencier les effets à court et à long-terme. L'équipe appréciera l'existence de tendances vers l'atteinte des effets à long-terme dans la mesure où ceux-ci prennent du temps à se concrétiser.</p> <p>Ici, l'équipe d'évaluation analysera également la façon dont les différentes activités menées dans le cadre de l'opération se complètent et sont en synergie avec d'autres opérations du PAM ainsi qu'avec les mesures prises par d'autres acteurs pour contribuer à la réalisation de l'objectif principal du PAM dans le pays.</p>	<p>I7. Adéquation entre les objectifs fixés et les objectifs atteints (ou capacités à atteindre les objectifs) par catégorie de bénéficiaires</p> <p>Pour l'ensemble des OS</p> <p>Pour OS1</p> <p>Pour OS3</p> <p>Pour OS4</p> <p>Aspect transversaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les contraintes pour l'atteinte des objectifs sont analysées et gérées de façon optimale - Les indicateurs définis pour rendre compte de l'atteinte des objectifs stratégiques 1, 3 et 4 sont pertinents. <ul style="list-style-type: none"> ○ Les seuils des indicateurs initialement prévus ou révisés sont atteints (voir cadre logique) en tenant compte du prorata de la durée réelle du programme par rapport à la durée total prévue - Des éléments probants d'atteinte des objectifs de PAM dans le pays à travers l'effet combiné d'autres interventions du PAM ainsi que des interventions d'autres acteurs sont observés. - L'IPSR favorise l'équité dans la répartition des tâches, dans la prise de décision et dans la répartition des ressources au sein des ménages. L'harmonie et la stabilité des ménages sont préservées ou renforcées à travers les interventions de l'IPSR. - L'IPSR favorise le leadership et la capacité d'entreprendre des femmes. - La cohésion sociale est préservée ou renforcée à travers les interventions de l'IPSR. - Les populations affectées se sentent respectées dans leurs relations avec les équipes du PAM et de ses partenaires pour les activités relatives à l'IPSR.
	<p>Sous-question 2.3</p> <p>L'approche intégrée et participative qui caractérise le processus d'identification et de mise en œuvre des activités dans le cadre de l'IPSR a-t-elle eu d'autres effets qui n'étaient pas énoncés de façon explicite dans le document</p>	<p>I8. Degré de changements significatifs à long terme induit dans la population au-delà des résultats des interventions du fait des effets combinés des activités de l'IPSR ainsi que des activités des autres intervenants</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Des changements significatifs ou des tendances vers la réalisation des changements sont observés en matière de (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> ○ disponibilité de produits alimentaires, notamment en moyen de production (superficie, qualité de sols, techniques agricoles, etc.)

Questions d'évaluation /Critères	Sous-questions	Indicateurs ¹⁸¹	Cibles potentielles des indicateurs (niveau 3 de la grille d'analyse)
	<p>de projet ?</p> <p>L'équipe d'évaluation recherchera tout changement significatif et durable produit ou susceptible de se produire auxquels les activités de l'IPSR auraient activement contribué.</p> <p>L'équipe d'évaluation sera attentive aux effets négatifs éventuels qui se seraient produits ou qui pourraient se produire du fait des activités de l'IPSR.</p>	<p>Disponibilité de denrées alimentaires</p> <p>Accès aux denrées alimentaires</p> <p>Utilisation des denrées alimentaires</p> <p>Adaptation aux crises</p> <p>Impacts négatifs</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ accès aux denrées alimentaires, notamment le fonctionnement des marchés et les moyens d'existence des ménages ○ habitude alimentaire (pratiques de consommation alimentaire en faveur de nutrition, notamment chez les enfants de moins 6-59 mois et chez les femmes enceintes et allaitantes) ○ adoption des mesures de prévention et de prise en charge de la malnutrition aiguë ○ capacités d'anticipation aux crises au niveau des ménages et au niveau national <p>- Aucun impact ou risque d'impacts négatifs liés à l'exécution de l'IPSR (attentisme, perturbation des marchés, détérioration de la cohésion sociale, etc.) n'est observé.</p> <p>- Des éléments probants de contribution positive aux OMD2 et 3 en faveur de l'éducation ainsi que les OMD 1, 3 et 7 en faveur de la promotion du développement rural et de la sécurité alimentaire ont été trouvés.</p> <p>- Des éléments probants de contribution attendue aux indicateurs des Plans de soutien annuels du DNPGCCA ont été trouvés.</p> <p>- Des éléments probants de contribution attendue aux indicateurs de l'UNDAF ont été trouvés.</p>
	<p>Sous-question 2.4</p> <p>Quelles sont les opportunités pour les institutions nationales (gouvernement, région, département) de mettre à l'échelle certains éléments de cette approche modélisée dans</p>	<p>I9. Degré d'appropriation et d'autonomie des structures nationales et communautaires (groupements paysans, personnels techniques, étatiques et au sein de la population), pour prendre la relève de la gestion des services fournis par l'IPSR</p>	<p>- Les institutions et structures nationales et déconcentrées ainsi que les structures communautaires impliquées dans la mise en œuvre de L'IPSR ont acquis (ou présentent des évidences certaines pour acquérir), au cours de la mise en œuvre de l'IPSR (mais pas seulement), les compétences techniques nécessaires pour la mise en œuvre des activités similaires à celles de l'IPSR de façon autonome.</p>

Questions d'évaluation /Critères		Sous-questions	Indicateurs ¹⁸¹	Cibles potentielles des indicateurs (niveau 3 de la grille d'analyse)
		<p>d'autres communes ?</p> <p>L'équipe d'évaluation prêtera également attention aux opportunités pour les structures communautaires de s'approprier certaines interventions et de les continuer dans le futur.</p>	<p>Compétences techniques</p> <p>Ressources nécessaires</p> <p>Actions autonomes concrètes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les ressources (financières, humaines, matérielles, etc.) nécessaires pour la réalisation d'activités similaires sont mises à disposition aux institutions et structures ou des garanties solides sont fournies pour la mise à disposition de ces ressources. - Des exemples d'actions autonomes déjà entreprises de façon autonome sont observables.
Q3	EFFICIENCE	<p>Sous-question 3.1</p> <p>Dans quelles mesures les facteurs internes (sur lesquels le PAM peut agir) ont contribué ou non à l'atteinte des résultats et effets observés ?</p> <p>Dans quelles mesures la réalisation des activités liées à l'IPSR ont été optimales en termes de coût (en ressources financières, humaines, matérielles et temps) ?</p> <p>L'équipe d'évaluation prendra en compte les éléments suivants : la structure de gouvernance et les dispositions institutionnelles (y compris les aspects concernant les effectifs, les capacités et l'appui technique offert par le bureau régional/le Siège), le niveau de financement de l'opération, notamment les perceptions des bailleurs de fonds et la façon dont le PAM a géré le manque de ressources, etc.</p>	<p>I10. Degré d'optimisation des ressources (moyens humains, matériels, financiers, organisationnels et fonctionnels) dans la mise en œuvre du projet.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Des évidences de mise en œuvre optimale de la stratégie de mobilisation des fonds pour l'IPSR sont observées. Toutes les opportunités de mobilisation de ressources (exploration d'alternatives, situations favorables) ont été exploitées. - Les bailleurs de fonds apprécient favorablement leurs relations avec le PAM. - Un faible écart (moins de 10 %) est observé entre les ressources estimées et les ressources effectivement utilisées lorsque les conditions (prix, conditions logistiques, etc.) sont restées semblables à celles pris en compte pour l'estimation des ressources. - Toutes les opportunités d'optimisation des ressources ont été exploitées (si applicable). - La mobilisation des ressources humaines et matérielles est en adéquation avec la quantité d'activité et le niveau d'expertise requis. - Aucun défaut de qualité du programme liés à l'insuffisance de ressources (financières, humaines, matérielles, logistiques, temps, etc.) n'a été observé. - La gestion logistique est optimale pour permettre la réalisation de l'ensemble des activités de l'IPSR. - La gestion du personnel est optimale pour permettre la réalisation de l'ensemble des activités de l'IPSR. - Le mécanisme de prise de décision (processus d'approbation interne du PAM, communication entre BP et sous-bureaux, communication/coordination entre des différents « secteurs » (alimentation scolaire, sécurité alimentaire,
		<p>Mobilisation des fonds et des ressources</p> <p>Utilisation des ressources</p> <p>Performance du PAM</p> <p>Coûts associés aux partenaires</p>		

Questions d'évaluation / Critères		Sous-questions	Indicateurs ¹⁸¹	Cibles potentielles des indicateurs (niveau 3 de la grille d'analyse)
				<p>nutrition) en interne etc.) fonctionne de façon optimale. Aucun blocage significatif dans la mise en œuvre des activités de l'IPSR dû au dysfonctionnement du mécanisme de prise de décision n'est observé.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les appuis des BR et HQ au BP sont optimaux et jugés satisfaisants par ce dernier. - Des avantages comparatifs probants (y compris en termes de l'utilisation des ressources financières) sont observés
	PARTENARIAT	<p>Sous-question 3.2</p> <p>Dans quelle mesure l'approche à trois niveaux adoptée par le PAM a contribué à un meilleur ciblage des régions, communes et bénéficiaires et a encouragé des partenariats complémentaires sur le terrain?</p> <p>Dans quelle mesure les efforts du BP pour établir des partenariats transversaux et mettre en œuvre une réponse intégrée ont-ils influencé les effets de l'opération, notamment sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition chronique?</p> <p>L'équipe d'évaluation prendra en compte les éléments suivants : les arrangements/accords relatifs aux partenariats et à la coordination.</p>	<p>I11. Qualité des partenariats opérationnels impliquant le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les critères de sélection des partenaires et les procédures d'établissement d'un partenariat avec le PAM sont clairs et adaptés au contexte nigérien. - Les appuis techniques du PAM à ces partenaires sont optimaux et permettent la réalisation des activités confiées aux partenaires. - La qualité du dialogue et de l'influence mutuelle entre le PAM et ses partenaires est jugée optimale par les deux parties. - Le PAM est activement impliqué dans les systèmes de coordination (sécurité alimentaire, nutrition) au niveau de Niamey et au niveau décentralisé (régions, départements, communes, etc.).
			<p>Sélection des partenaires</p> <p>Appui aux partenaires</p> <p>Influence mutuelle</p> <p>Système de coordination</p>	

Questions d'évaluation /Critères	Sous-questions	Indicateurs ¹⁸¹	Cibles potentielles des indicateurs (niveau 3 de la grille d'analyse)
CAPITALISATION/LECONS APPRISSES/FLEXIBILITÉ	<p>Sous-question 3.3</p> <p>Dans quelles mesures les facteurs extérieurs (sur lesquels le PAM ne peut influencer) ont contribué ou non à l'atteinte des résultats et effets observés ?</p> <p>L'équipe d'évaluation prendra en compte les éléments suivants : l'environnement opérationnel externe ; (contexte politique, sécuritaire, besoins des populations fluctuants, stratégies nationales, du cadre législatif et politique national, etc.); l'environnement financier ; perceptions et appui des donateurs, facteurs géographiques, les facteurs positifs ou négatifs extérieurs (niveau des coûts), etc.</p>	<p>I12. Capacité d'adaptation aux facteurs externes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Un mécanisme de suivi des facteurs externes (facteurs sécuritaires, facteurs climatiques, capacité des partenaires, etc.) est clairement défini et mis en œuvre. - Le mécanisme de suivi est clairement défini (informations à collecter, méthode d'analyse, responsables pour la collecte des informations, responsables pour l'analyse des informations, utilité des informations, etc.) et mis en œuvre, il permet de suivre objectivement l'évolution de la mise en œuvre de l'IPSR (nombres de bénéficiaires par zone, par catégorie de population, quantité délivrées, valeur des indicateurs, etc.) - Des évaluations/revues stratégiques et opérationnelles ont été conduites dans les 5 dernières années et les résultats pris en compte dans la définition de l'IPSR. - Des évidences des adaptations de l'IPSR prenant en compte les modifications survenues dans le contexte (contraintes et opportunités financières, évolution des politiques et stratégies nationales, événements conjoncturels).
	<p>Sous-question 3.4</p> <p>Dans quelles mesures le système de suivi évaluation du PAM mis en œuvre a-t-il permis d'identifier de bonnes pratiques et de formuler des enseignements afin d'appuyer la prise de décision ?</p> <p>L'équipe d'évaluation prendra en compte les éléments suivants : les processus, systèmes et outils en place pour appuyer la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'opération, et l'établissement des rapports correspondants.</p>	<p>Système de suivi du contexte</p> <p>Système de suivi des activités du programme</p> <p>Evaluation et de capitalisation du PAM</p> <p>Mécanisme d'ajustement/révision du programme</p>	

Pour la mesure des indicateurs, il est proposé une échelle de 6 niveaux allant de 0 à 5 qui permet de situer le niveau de qualité pour chaque indicateur. L'esprit global qui a guidé ces descriptions des niveaux pour la mesure des indicateurs est le suivant :

- Niveau 0 : l'effet attendu ne s'est pas du tout produit et on observe même parfois des effets négatifs.
- Niveau 1 : L'effet attendu n'est perceptible que très faiblement. Des tendances ou des potentialités d'amélioration sont observées mais aucune amélioration nette de la situation.
- Niveau 2 : l'effet attendu s'est partiellement produit, les résultats obtenus sont inférieurs à la prévision.
- Niveau 3 : l'effet attendu s'est produit de manière satisfaisante, les résultats obtenus sont égaux aux prévisions.
- Niveau 4 : l'effet attendu s'est produit de manière très satisfaisante, les résultats obtenus dépassent légèrement la prévision.
- Niveau 5 : l'effet attendu s'est produit de manière excellente, les résultats obtenus dépassent largement les prévisions.

Ainsi, le **niveau 3** représente pour chaque indicateur, le niveau minimum à atteindre pour que le programme soit jugé de qualité pour l'indicateur concerné.

PRINCIPALES THÉMATIQUES SUIVIES PARTICULIÈREMENT AU COURS DE L'ÉVALUATION.

1. Tout en essayant d'analyser l'ensemble de l'IPSR, l'équipe d'évaluation a accordé une attention particulière aux thématiques suivantes :
 - La pertinence du **ciblage** (approche adoptée à trois niveaux)¹⁸³ des bénéficiaires du programme. Au Niger, les besoins sont énormes et les ressources sont limitées. Ce qui rend délicat le processus de ciblage, notamment pour les activités liées à la malnutrition (par exemple, supplémentation alimentaire ciblée) et au renforcement de la résilience (par exemple, assistance alimentaire - vivres et espèces pour les 3A). Une attention particulière a été prêtée aux critères et aux données sur lesquels se basent la sélection des bénéficiaires. De même, la manière dont la sélection influence la cohésion sociale a été examinée.
 - La capacité du programme à **soutenir la résilience** des populations affectées à travers les activités combinées de promotion des moyens d'existence et de filets sociaux (appuis à l'éducation, à la nutrition et à la santé). L'IPSR semble rassembler plusieurs **innovations** dont la stratégie d'intégration programmatique et multisectorielle¹⁸⁴ devant réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition chronique.
 - L'objectif de la résilience requiert également une approche multi-acteurs. L'équipe d'évaluation a adopté à cet égard une méthode d'analyse transversale et multisectorielle. Ainsi, les différents types de **partenariats** (stratégiques/opérationnels ; au niveau national/au niveau régional du Sahel) impliquant le PAM ont analysés avec attention. De plus, la

¹⁸³ L'approche à trois niveaux vise à renforcer la résilience et comprend les trois éléments suivants : une analyse intégrée du contexte, la programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative.

¹⁸⁴ A titre d'exemple, le volet alimentation scolaire n'est pas souvent inclus dans un projet de type IPSR. Il sera important d'examiner les synergies entre l'alimentation scolaire et les autres volets du programme, mais aussi la façon dont le volet alimentation scolaire a pu servir d'appui pour introduire des actions dites « sensibles » à la nutrition en milieu scolaire.

complémentarité entre, d'une part, les interventions du PAM (le lien entre les opérations d'urgence, les IPSR et les programmes de développement) et, d'autre part, les interventions du PAM et les interventions d'autres parties prenantes dans le cadre de l'approche « communes de convergence » a été particulièrement observée afin d'en tirer des leçons pour les interventions futures. Ainsi, la contribution de l'IPSR à la promotion du développement de filets de sécurité sociaux publics¹⁸⁵ et plus globalement à l'initiative 3N a été analysée avec attention.

- La capacité d'adaptation de l'IPSR à l'évolution du contexte dépend fortement de la **qualité du système de suivi et d'évaluation**. Au cours de cette évaluation, le système de suivi et d'évaluation du PAM (par exemple : Quelle utilisation des données de l'enquête de base pour orienter les activités ? Quelle prise de décision suite à l'enquête de couverture réalisée à Zinder ?) a été attentivement analysé afin de déterminer dans quelles mesures il favorise la flexibilité et l'adaptation de l'IPSR à l'évolution du contexte.
- Dans un contexte régional où les crises humanitaires se succèdent¹⁸⁶, la disponibilité des fonds pour faire face aux besoins de sécurité alimentaire du PAM au Niger semble s'affaiblir. Le ratio fonds reçus/fonds budgétés est relativement faible pour l'IPSR (<20 %). Le processus de mobilisation des fonds pour l'IPSR a été examiné afin d'identifier les contraintes auxquelles le PAM fait face.
- L'engagement du PAM pour les **interventions en faveur de la prévention de la malnutrition aiguë** (éducation à la nutrition, alimentation supplémentaire généralisée ou *blanket*, distribution d'aliments enrichis et des suppléments nutritionnels pour la prévention de la malnutrition etc.) a constitué un aspect particulièrement examiné au cours de l'évaluation.
- L'adéquation des modalités des **transferts sociaux** (*cash transfer* et de distribution de *vouchers*) ainsi que les impacts de ces types d'intervention dans le contexte du Niger a requis une attention particulière du fait 1) du caractère structurel des causes des crises alimentaires et nutritionnelles (ex. : la pauvreté), 2) de l'expansion des interventions basées sur le *cash* et les *vouchers* ces dernières années, et 3) de la prévision d'augmentation de ces types d'intervention par le PAM¹⁸⁷.

GRILLE D'ENTRETIEN POUR LA COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES POPULATIONS

Les grilles de collecte d'information ci-dessous proposent des thèmes prioritaires de discussion au cours des entretiens (semi-fermés) avec les différentes parties prenantes. La formulation des questions précises, l'ordre des questions les rebondissements et demandes de précisions sont laissés aux soins des intervieweurs. Aussi en fonction du temps disponible pour l'entretien, l'intervieweur peut prioriser les informations à collecter en fonction des informations déjà obtenues auprès des interlocuteurs similaires.

- Introduction

¹⁸⁵ Tel que son implication dans l'appui des programmes saisonniers du DNPGCCA.

¹⁸⁶ Avec l'implication du Bureau pays dans les opérations d'urgence régionales.

¹⁸⁷ Cf. l'objectif du PAM pour les interventions basées sur le *cash* et les *vouchers* (environ 40 % du volume total des interventions).

- Présentations
- Explication des objectifs de l'entretien qui est de « comprendre ce qui a bien fonctionné et ce qui n'a pas bien fonctionné pour proposer des améliorations ». Il est important de rappeler que cette mission ne fait de diagnostic et ne peut promettre que les problèmes identifiés ou les demandes formulées au cours de l'entretien vont être solutionnés par le PAM ou son partenaire dans un futur proche. Cette mission promet, par contre, de transmettre fidèlement les éléments discutés et observés au cours de la visite.
- Les principaux problèmes de la communauté et leur priorité (problèmes avant les interventions de l'IPSR et problèmes actuels)
- Principaux problèmes résolus par le projet (exemples concrets).
- Le processus qui a conduit à l'intervention du PAM ou son partenaire de mise en œuvre (qualité du diagnostic, degré de participation de la population)
- Principales activités auxquelles les interviewés ont participé ou bénéficié
- Processus de sélection des bénéficiaires (participation de la population, acceptation des critères, problèmes éventuels liés à la sélection des bénéficiaires, etc.)
- Qualité de la relation entre les membres de la communauté et les agents du PAM ou de son partenaire de mise en œuvre
- Les interventions les plus appréciées par la population. Pourquoi (qualité des produits ou services, délai de livraison des produits ou services, utilisation principale, etc.) ?
- Les interventions les moins appréciées. Pourquoi (qualité des produits ou services, délai de délivrance des produits ou services, utilisation principale, etc.) ?
- Les principaux changements intervenus ou susceptible d'intervenir dans la communauté du fait de l'intervention de l'IPSR
- Les changements positifs qui seront maintenus après la fin de l'IPSR. Pourquoi ?
- Amélioration globale de niveau de vie des populations (confère indication pour estimer l'amélioration globale de niveau de vie)
- Les changements spécifiques liés au genre (répartition des tâches au sein du foyer, leadership des femmes, entrepreneuriat des femmes, etc.)
- Les changements spécifiques liés à la santé des enfants, des femmes ?
- Les changements spécifiques liés à l'alimentation des enfants, des ménages ?
- Quelles sont les interventions de la communauté pour compléter celle du PAM ou de son partenaire de mise en œuvre (pendant l'IPSR ou prévues après la fin de l'IPSR) ?
- Les principales recommandations à l'endroit des organisations externes susceptibles d'intervenir dans la localité.
- Tout autre élément qui pourrait être intéressant pour les évaluateurs mais qui n'est pas abordé jusque-là.
- Conclusion
 - Résumé des grands points discutés et informations retenus
 - Rappeler que la mission ne s'engage pas sur la réponse à apporter aux problèmes soulevés et les demandes formulées.

Cette grille présente des aspects généraux de l'IPSR. Des éléments précis relatifs à chaque thématique sectorielle et transversale de l'IPSR seront également explorés.

INDICATION POUR ESTIMER L'AMELIORATION GLOBALE DE NIVEAU DE VIE

Pour estimer l'amélioration globale de niveau de vie, nous allons considérer une échelle de 10 niveaux, pour laquelle :

- Le niveau 1 correspond à des conditions de vie déplorables (très peu de disponibilité d'aliments, d'offre de soins de santé, d'eau potable, etc.)
- Le niveau 10 correspond à des conditions de vie idéales (excellente sécurité économique et alimentaire, excellente offre de soins de santé, excellent accès à l'eau potable, etc.).

Nous allons demander aux populations de situer leurs conditions de vie sur l'échelle de 1 à 10 à deux moments :

- Juste avant le démarrage des activités de l'IPSR (exemple en 2013)
- Actuellement.

Cet exercice sera réalisé au cours des focus groups dans les sites.

Les résultats seront présentés suivant les zones et les catégories de populations (femmes, hommes, bénéficiaires d'une activité particulière de l'IPSR (FFA, Achats locaux, etc.), site intégrée ou non, etc.).

INDICATION POUR COLLECTER LES INFORMATIONS SUR LES 3A.

Les informations en gras sont les informations prioritaires à collecter.

Instruction du dossier :

- Structures responsables/impliquées/consultées (mairie, services techniques, bureaux d'études, projets opérant dans la zone, etc.) dans la préparation
- Processus de préparation : durée ?, réalisation d'étude ? estimation du nombre de bénéficiaires ?
- Implication des populations : qui ?, consultation des communautés environnantes (par exemple une communauté pastorale si les villages bénéficiaires réhabilitent des aires de pâturage) ?
- Prise en compte des échecs et réussites d'interventions précédentes sur le terroir
- Spécificités locales de l'intervention : a-t-on cherché à répliquer ce qui se fait ailleurs ? prise en compte de facteurs locaux (ex. nombre élevé de femmes participant) ? Comment s'est effectué le choix des variétés (semences, plants d'arbre) ?

Validation du dossier :

- Processus de validation/approbation : structures impliquées (S/B, BP, mairie, services techniques, commissions foncières, population, etc.) ? durée ?
- Capacité du PAM : compétences au sein des S/B, BP pour l'appui-conseil et la validation des dossiers
- Eléments révisés : modalités d'intervention ? normes ? budget ?
- Processus de contractualisation avec l'ONG partenaire : délai, clarté et précisions sur les objectifs, les responsabilités, les normes à appliquer, l'utilisation du budget, degré toléré de flexibilité

Exécution :

- Durée obtention des fonds après contractualisation
- Conditionnalités-Contribution des populations : foncier (surfaces requises, choix de l'aire réhabilitée terrain privé/communautaire, conditions liées à l'aménagement, type de contrat-concession-bail)
- Processus de sélection des bénéficiaires : personnes des communautés impliquées, moyens mis à disposition pour le ciblage, critères de ciblage, prise en compte de catégories défavorisées (personnes âgées, handicapées)
- Compétences de l'ONG partenaire sur le ciblage des bénéficiaires, l'appui à la mise en oeuvre de l'intervention, le suivi-encadrement des équipes de travail (qualification du chef de chantier)
- Difficultés liées à la mise en oeuvre : pénibilité, normes homme/femme, période d'intervention, disposition d'équipements et intrants adéquats (semences, plants d'arbre)
- Appréciation des résultats par les populations et les données techniques (taux de reprise des plants) : qui peut accéder aux terres restaurées (aires de pâture),
- Suivi et réception des ouvrages : structures impliquées, documents signés par services compétents-mairie, type d'informations recueillies par le PAM (indicateurs sur les évolutions des dynamiques économiques et sociales ?)

Entretien –durabilité des FFA

- Entretien des ouvrages : précautions pour la mise en défens (gardiennage), création de comité de gestion (fonctionnement, existence d'une caisse pour prendre en charge les petites réparations/entretien courant, moyens pour lutter contre l'ensablement), si ouvrage d'importance (réhabilitation bassin versant avec plusieurs ouvrages de retenue) garanties prises pour la prise en charge globale des infrastructures (coûts d'entretien et réparation)
- Foncier : garantie pour que les TP puissent continuer à exploiter les terres agricoles et pastorales réhabilitées au bout des 3 ans ?
- Appui à la commercialisation : mesures prises pour faciliter l'écoulement de la production (structuration groupement, mise en relation avec OP-Union), la valorisation des produits (transformation, stockage)

INDICATION POUR COLLECTER LES INFORMATIONS SUR LES ACHATS LOCAUX

Préparation campagne d'achat :

- Sélection des OP : structures impliquées dans la sélection (FAO, FIDA, ONG partenaire) ?, critères de sélection (compte bancaire, ...)
- Détermination des quantités achetées et de la qualité souhaitée : cahier des charges

Exécution campagne d'achat

- Détermination du prix d'achat
- Communication du PAM aux OP sur les opérations d'achat : canal utilisé (ONG partenaire ?) pour la transmission des informations ?, connaissance précoce de la planification des échéances et du prix d'achat ?, informations sur les spéculations achetées ?, critères annoncés de qualité ?
- Organisation de la collecte des quantités au sein de l'OP : transmission des informations aux membres, organisation de collecte, organisation de l'OP pour

répondre aux critères du PAM (poids des sacs, ensachage, résidus-impuretés), répartition des quantités entre les membres (qui prend les décisions, réalisation d'une AG ?, qui est informé ?)

- Appréciation des opérations par les membres de l'OP : appréciation sur le cahier des charges demandé par le PAM, degré de satisfaction du prix d'achat (différentiel avec le prix du marché), appréciation sur l'appui conseil du PAM/ONG partenaire, répartition équitable entre les membres ou approuvée par les membres
- Difficultés rencontrées par l'OP : capacités de stockage, transport sur un autre site ?, respect des délais, ...
- Respect des obligations du PAM : respect des échéances pour l'enlèvement, délai de paiement

INDICATION POUR COLLECTER LES INFORMATIONS SUR LA NUTRITION

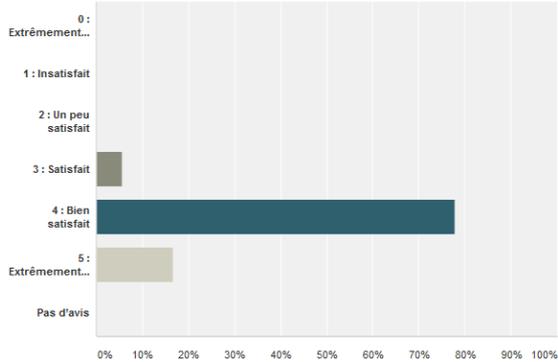
- Mères d'enfants rencontrées au niveau du centre de santé (enfants <5 ans) ?
 - Pourquoi est-ce la maman est au centre de santé ?
 - Age enfant ?
 - Est-ce que l'enfant est mesuré lors de la visite au centre de santé ?
 - Si oui, pourquoi est-il mesuré ?
 - Y-a-t-il dans le village des dépistages ? quand a eu lieu le dernier ?
 - Connaissance programme PEC : Que se passe-t-il quand l'enfant et malnutri ?
 - Est-ce que son enfant a déjà été pris en charge ?
 - Comment cela s'est passé ?
 - Est-ce que la maman reçoit des conseils pour l'alimentation et les soins à apporter à l'enfant ? qui conseillent la mère ? Ag de santé, reco, ONG, belles-mères ? Quels sont les principaux conseils qu'elle reçoit ? est-ce qu'ils sont faciles à appliquer et pourquoi ?
- Village : mère d'enfants ayant bénéficié des rations de soudure, pour les enfants de moins de deux ans
 - Compréhension des critères nutritionnels de ciblage : TP et âge de l'enfant (pourquoi l'enfant de moins de deux ans est ciblé mais pas les autres ?) statut de la femme (enceinte – allaitante avec enfant de moins de 6 mois)
 - Nombre de distribution et période de distribution
 - Utilisation des intrants distribués :
 - Est-ce que l'enfant appréciait la bouillie ?
 - Est-ce que la bouillie était partagée avec les autres membres de la famille ?
 - Quels autres appuis reçus par la famille ?
 - Si non mentionné : y-a-t-il eu des informations-sensibilisation sur les bonnes pratiques - PFE (pratiques familiales essentielles) ? quels messages retenus ?
 - Quel appui est le plus pertinent ? pour les enfants ? pour les femmes ? pour le ménage ?

Annexe 5 : Résultats de l'enquête en ligne et appréciation globale des indicateurs de l'évaluation

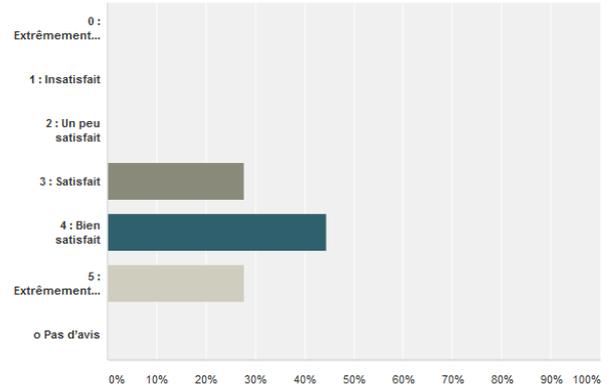
L'enquête en ligne a constitué une source très riche d'information additionnelle pour l'analyse. Néanmoins, la version gratuite du logiciel utilisée ne donne pas accès à des analyses de données comme nous aurions souhaité. Nous présentons ici les données sur les résultats des appréciations données par les participants de l'enquête.

Personnel technique du PAM (43 réponses)

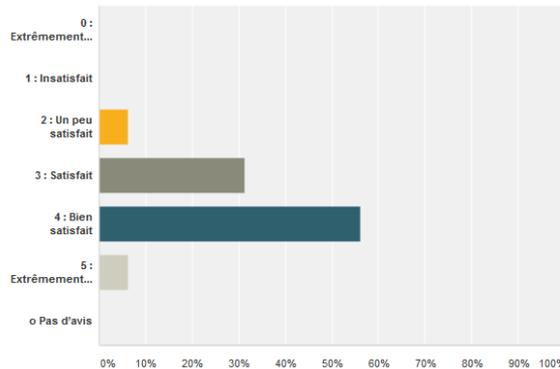
Selon vous, l'intervention du PAM répond-elle aux besoins prioritaires des populations en situation d'insécurité alimentaire ?



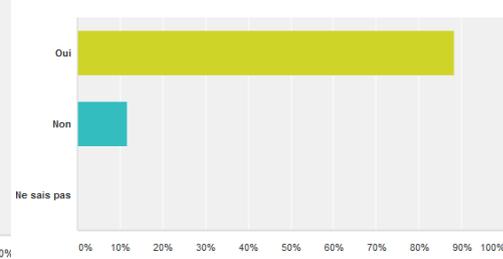
Comment percevez-vous l'adéquation entre la stratégie de l'IPSR et les stratégies, les politiques et les orientations normatives du PAM ?



Comment appréciez-vous l'efficacité du système de suivi de l'IPSR à montrer la réalité de l'atteinte des résultats et objectifs ?

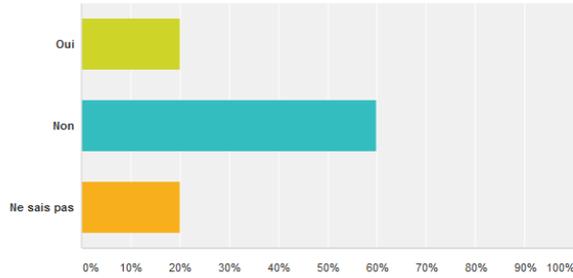


Avez-vous observé des changements significatifs à long terme induits (ou susceptibles d'être induits) dans la population au-delà des résultats des interventions du fait des effets combinés des activités de l'IPSR et des activités des autres intervenants ?

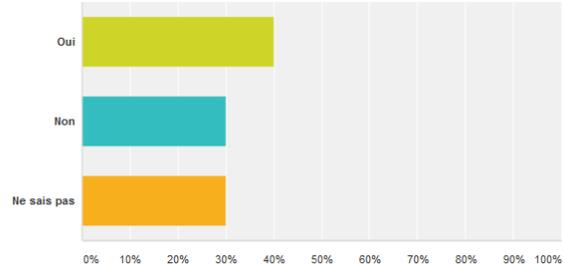


Personnel d'appui du PAM (10 réponses)

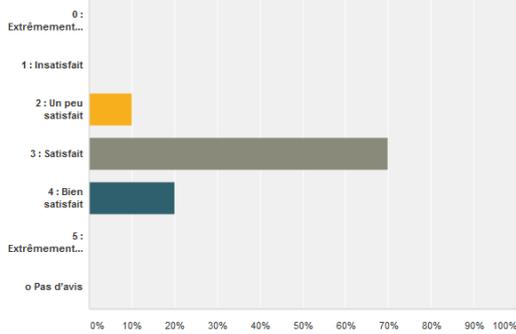
Avez-vous initié ou participé à une initiative particulière (en dehors de ce qui est planifié) visant à optimiser les ressources (moyens humains, matériels, financiers, organisationnels et fonctionnels) dans la mise en œuvre du projet ?



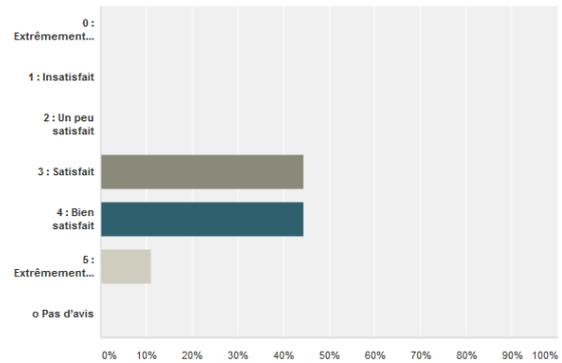
Avez-vous observé un effort particulier de la part de vos partenaires visant à optimiser les ressources (moyens humains, matériels, financiers, organisationnels et fonctionnels) dans la mise en œuvre du projet ?



Dans l'ensemble, comment appréciez-vous le degré d'optimisation des ressources (moyens humains, matériels, financiers, organisationnels et fonctionnels) dans la mise en œuvre du projet ?

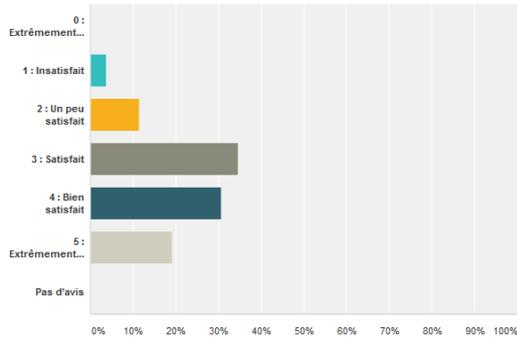


Dans l'ensemble, comment appréciez-vous la capacité de l'IPSR à s'adapter à l'évolution du contexte ?

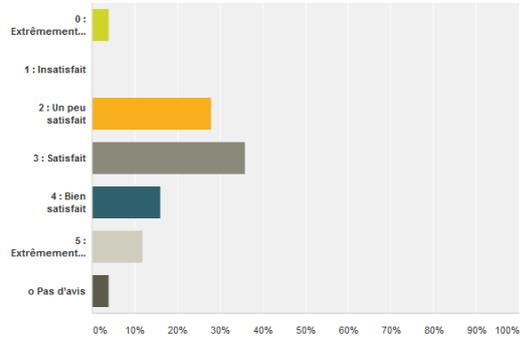


Les institutions de l'Etat (23 réponses)

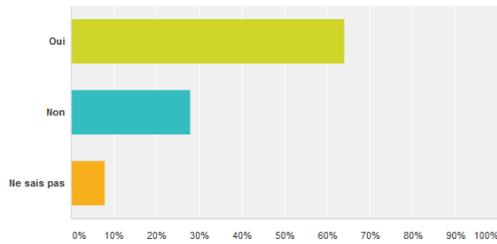
Selon vous, l'intervention du PAM répond-elle aux besoins prioritaires des populations en situation d'insécurité alimentaire ?



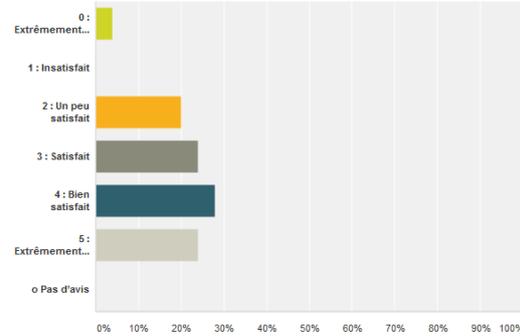
Comment percevez-vous l'adéquation entre les objectifs, les modes d'interventions et résultats de l'IPSR et les objectifs, modes d'interventions et résultats du gouvernement nigérien (coordination avec le gouvernement) ?



Votre institution a-t-elle des interventions conçues et/ou mises en œuvre pour compléter celles de l'IPSR ?

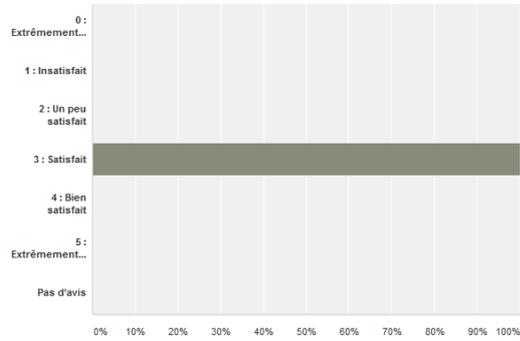


Comment appréciez-vous la manière dont le PAM s'engage dans le partenariat avec votre agence ?

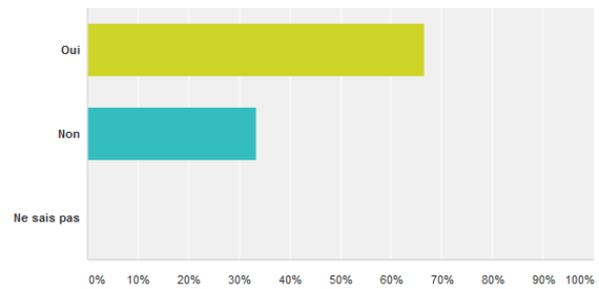


Autres agences Nations Unies (3 réponses)

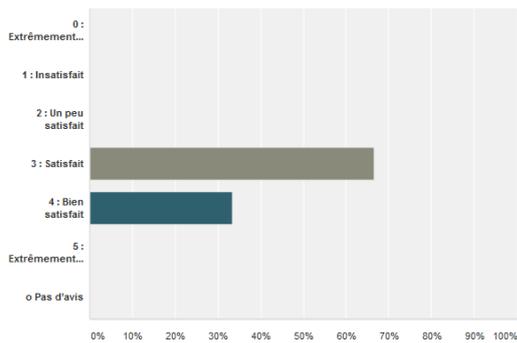
Selon vous, l'intervention du PAM répond-elle aux besoins prioritaires des populations en situation d'insécurité alimentaire



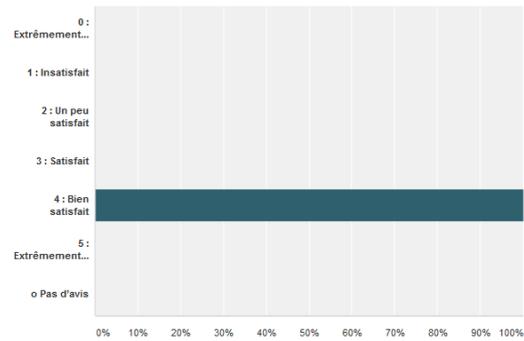
Votre agence a-t-elle des interventions conçues et/ou mises en œuvre pour compléter celles de l'IPSR ?



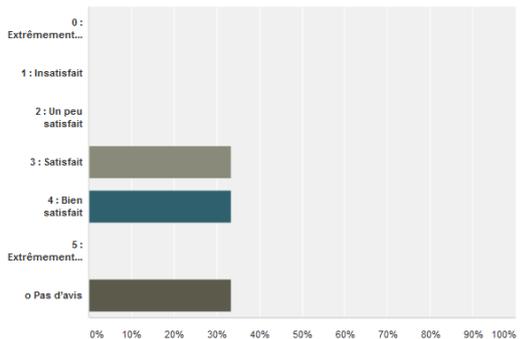
Dans l'ensemble, comment jugez-vous le degré de complémentarité entre les interventions de l'IPSR et celles des autres acteurs/programmes importants intervenant dans les mêmes secteurs et dans les mêmes communes/sites que l'IPSR ?



Comment appréciez-vous la manière dont le PAM s'engage dans le partenariat avec votre agence ?

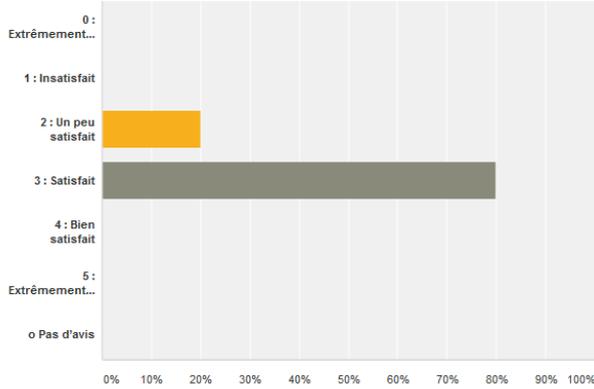


Comment appréciez-vous la capacité de l'IPSR à s'adapter à l'évolution du contexte ?

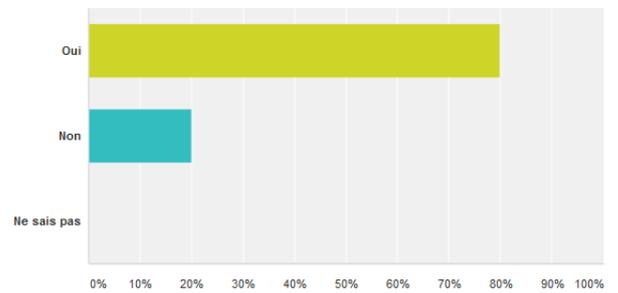


Les donateurs (6 réponses)

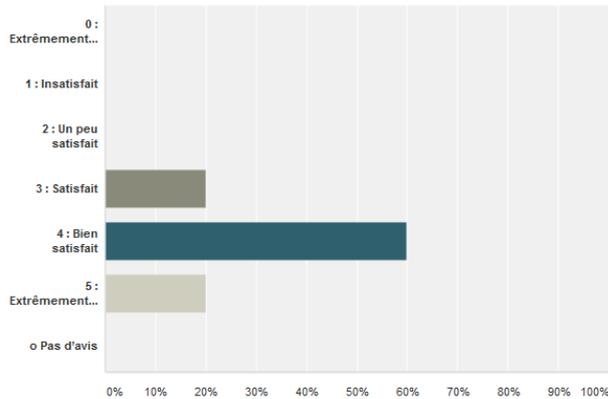
Comment appréciez-vous l'adéquation entre les objectifs, les modes d'interventions et résultats de l'IPSR d'une part et les priorités d'intervention de votre institution dans le pays d'autre part ?



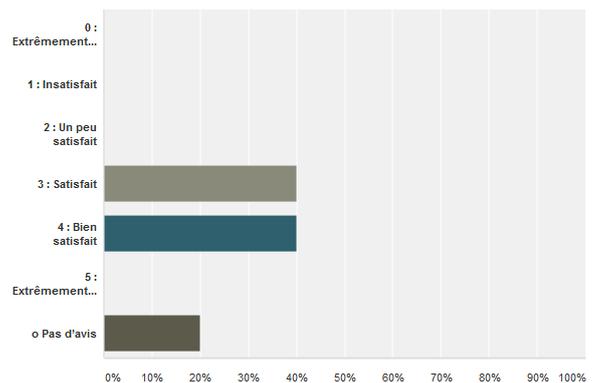
Votre institution finance-t-elle des interventions visant le renforcement de la résilience initiées par des acteurs autres que le PAM ?



Comment appréciez-vous la qualité de la communication entre votre institution et le PAM ?

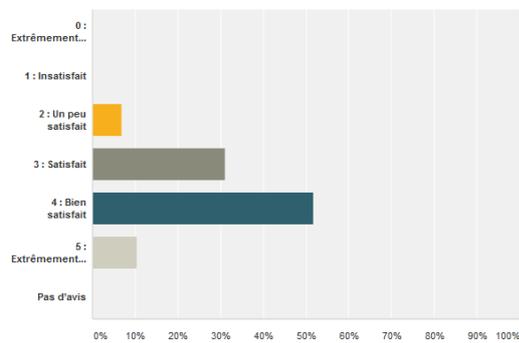


Dans l'ensemble, comment appréciez-vous la manière dont le PAM s'engage dans le système de coordination des actions dans les thématiques prises en compte par l'IPSR ?

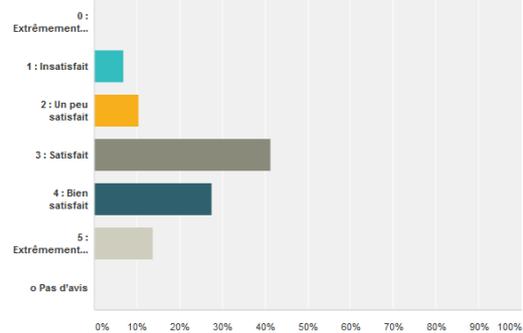


Partenaires ONG (31 réponses)

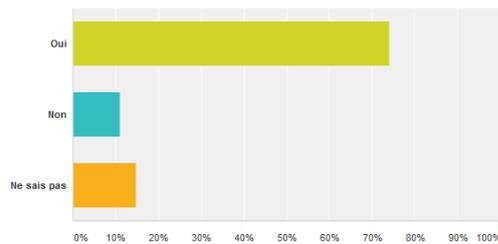
Selon vous, l'intervention du PAM répond-elle aux besoins prioritaires des populations en situation d'insécurité alimentaire ?



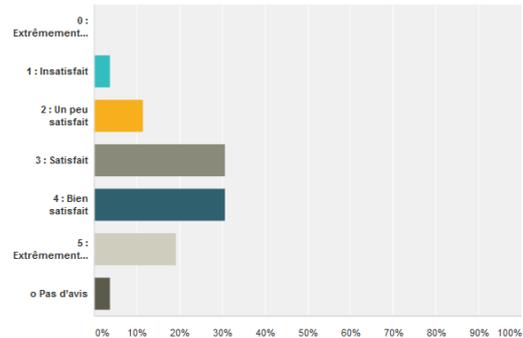
Dans l'ensemble, comment jugez-vous le degré de complémentarité entre les interventions de l'IPSR et celles des autres acteurs/programmes importants intervenant dans les mêmes secteurs et dans les mêmes communes/sites que l'IPSR ?



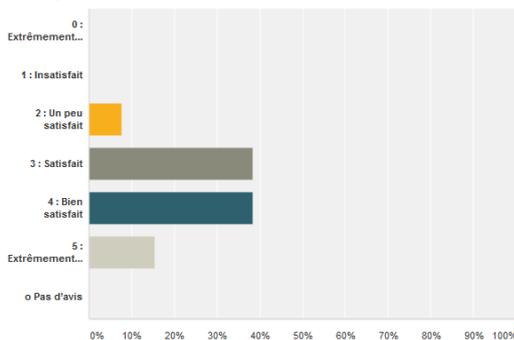
Avez-vous observé des changements significatifs à long terme induits (ou susceptibles d'être induits) dans la population au-delà des résultats des interventions du fait des effets combinés des activités de l'IPSR et des activités des autres intervenants ?



Comment appréciez-vous la manière dont le PAM s'engage dans le partenariat avec votre organisation en prenant en considération le processus de sélection des partenaires, l'appui aux partenaires, l'influence mutuelle, etc. ?



Comment appréciez-vous la capacité de l'IPSR à s'adapter à l'évolution du contexte ?



Annexe 6 : Rôle des communes dans l'approche communes de convergence

1. L'adoption de l'approche des communes de convergence par le PAM place les responsables de ces collectivités territoriales, notamment les communes au centre des interventions FFA/CFA selon la note de cadrage du HCI3N (cf. Encadré 1). Le PAM avec l'appui des services du HCI3N a respecté la réalisation de Plans d'actions en tenant compte des priorités émanant des PDC¹⁸⁸. Ceux-ci ont débouché sur des conventions contenant des Plans d'investissement engageant essentiellement le système des NU et les communes.

Encadré 1: Rôle des communes dans l'approche communes de convergence¹⁸⁹

Le Code Général des Collectivités Territoriales stipule que celles-ci concourent avec l'État à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social et culturel, à la protection de l'environnement, à la mise en valeur des ressources naturelles et à l'amélioration du cadre de vie. L'approche commune de convergence renforcera les collectivités dans ce rôle de développement qui vise en définitive le renforcement de la résilience des communautés à la base. Elle s'appuie sur leurs planifications existantes (PDC, PDR) tout en développant des mesures permettant la prise en compte des priorités communautaires et la promotion de la maîtrise d'ouvrage locale du développement.

A ce titre, il est attendu que les communes jouent un rôle capital dans la mise en œuvre de l'approche commune de convergence. Elles doivent développer des capacités pour la maîtrise d'ouvrage des investissements dans leurs circonscriptions par, notamment :

- l'élaboration des Plans d'Actions Pluriannuels Résilience (PAPR) tenant compte des priorités des communautés et des PDC et leur approbation par les instances municipales de décision ;
- l'information et la mobilisation des populations et de l'ensemble des acteurs autour des projets pertinents ;
- la signature et la gestion des conventions et des contrats, autant avec les PTF qu'avec les maîtres d'œuvre ;
- la mise en place d'un dispositif efficace de suivi évaluation de la mise en œuvre de l'approche ;
- le plaidoyer pour la recherche de financement des plans d'actions ;
- le suivi de la mise en œuvre des plans d'action et la gestion des conventions et contrats y afférant ;
- la production et l'approbation des rapports de mise en œuvre.

2. Au moment de la mission d'évaluation, le déficit de ressources humaines et financières au sein des communes handicape fortement les attributions dévolues dans la note de cadrage en matière de maîtrise d'ouvrage, de suivi-évaluation des investissements ou de recherche de financement. Mais, les modalités d'intervention du PAM n'ont pas non plus visé à renforcer le rôle de la mairie dans la gestion des maîtres d'œuvre, ni cherché à la responsabiliser afin qu'elle puisse progressivement capitaliser des expériences de gestion et s'engager par la suite sur la durabilité des ouvrages d'aménagement des terroirs. Il est vrai que la note de cadrage (cf. Encadré 1) accorde « à court terme » une flexibilité au PTF

¹⁸⁸ Le mandat du PAM ne lui permet pas de s'investir dans toutes les priorités du PDC. Dans les zones visitées par la mission (notamment à Dosso, commune de Falwel, ou Zinder, commune de Wacha), les populations souffrent en priorité du manque d'accès à une source d'eau potable, domaine dans lequel le PAM n'intervient pas.

¹⁸⁹ Approche communes de convergence (A2C), note de cadrage, République du Niger- HCI3N, juin 2015

pour les rassurer quant à un mode satisfaisant d'utilisation des financements (par exemple par les contrats de service avec les ONG). Toutefois, la note de cadrage n'exonère pas les PTF de placer : « la mise en œuvre du plan d'actions sous l'autorité directe du Maire. Une convention précisant les rôles et responsabilités de chacun sera établie et signée par les acteurs parties prenantes. »¹⁹⁰

3. Les capacités limitées des communes s'observent aussi dans leur rôle de coordination des acteurs. L'animation des Cadres de concertation n'est pas réalisée réduisant les objectifs recherchés par la nouvelle approche intégrée de promouvoir la complémentarité et la synergie des acteurs ainsi que leur alignement sur la planification communale. En associant régulièrement les mairies dans la supervision des chantiers de création d'emplois et en partageant les rapports des ONGs sur l'avancement des projets, les S/B du PAM concourent au partage et la diffusion des informations. Cependant, le PAM pourrait engager plus fortement les communes dans le processus d'appropriation en les sollicitant afin de certifier de la réalisation du programme d'activités des ONGs partenaires.

4. En ce qui concerne la gestion des ressources mobilisées dans le cadre de l'A2C, jusque-là, le mécanisme utilisé consacre la mobilisation des ressources par les PTF qui assurent leur gestion dans le cadre des contrats de service avec les ONG et les fournisseurs pour réaliser les activités techniques et fournir les biens matériels et équipements. Dans la perspective d'une maîtrise d'ouvrage communale véritable, les ressources mobilisées pour mettre en œuvre les plans d'action doivent être gérées d'une manière consensuelle rassurant chaque partenaire. L'un des objectifs poursuivis par l'A2C est d'aboutir à un panier commun qui recevra les contributions de chacun et qui sera géré dans le cadre communal suivant des procédures consensuelles. Cependant, avec les capacités actuelles des communes, une démarche transitoire appropriée de gestion est nécessaire, en attendant la création des conditions au niveau des organes communaux. Pour l'instant, entre la pratique actuelle de gestion directe par les PTF et la maîtrise d'ouvrage communale totale, les ressources mobilisées pourront être gérées suivant le schéma ci-après en deux étapes :
5. **Dans le court terme, c'est-à-dire pour la durée de la 1^{ère} programmation** : afin de faciliter le démarrage des actions programmées, des mesures particulières sont nécessaires au regard de la situation actuelle des communes. Les PTF en étroite collaboration avec les communes, les coordinations régionales 3N et le HC3N peuvent s'entendre sur les possibilités ci-après :
 - le recrutement d'un opérateur qualifié (ONG seule ou en consortium) pour la mise en œuvre du plan d'actions sous l'autorité directe du Maire. Une convention précisant les rôles et responsabilités de chacun sera établie et signée par les acteurs parties prenantes. Afin de garantir la synergie d'action, les procédures de recrutement de l'opérateur doivent associer chaque PTF.
 - Le regroupement des différentes programmations au niveau régional ou départemental pour installer une unité légère de coordination (un animateur principal et un administrateur financier) qui travaillera sous le pilotage des

¹⁹⁰ p.17 : Approche communes de convergence (A2C), note de cadrage, République du Niger- HCI3N, juin 2015

coordinations régionales, des comités techniques 3N et les partenaires impliqués. Elle doit gérer les ressources avec les communes concernées et apporter son appui afin de mobiliser les gaps de financement et renforcer la participation des acteurs impliqués par la mise en œuvre des programmations ;

6. **Dans le moyen terme, c'est-à-dire pour la 2^{ème} programmation:** descendre ce dispositif au niveau communal. Ainsi, l'unité sera placée sous la responsabilité du maire pour mettre en œuvre les orientations du cadre de concertation communal et du conseil municipal. Avec le développement des capacités de gouvernance, la commune pourra assurer, par elle-même, la gestion des ressources mobilisées en respect de ses procédures internes et des dispositions conventionnelles signées avec les partenaires techniques et financiers.

Annexe 7 : Un relèvement différencié selon les profils des ménages

1. L'impact du programme de création d'avoirs productifs varie d'un site à l'autre, notamment en fonction de la qualité de l'intervention du partenaire, de la durée de l'appui, de la complémentarité avec les autres intervenants, etc. Cependant, une constante semble s'imposer indifféremment du site d'intervention, c'est la composition du ménage bénéficiaire. Une typologie des bénéficiaires en cinq catégories est proposée en fonction de leur capacité à récupérer rapidement un niveau satisfaisant de résilience :
 - Ménages non productifs : ils correspondent à moins de 10 % des bénéficiaires ciblés et ne participent pas aux chantiers, leur capacité de relèvement est très faible.
 - Femmes cheffes de famille : généralement d'un âge moyen à avancé (les femmes plus jeunes étant remariées, les enfants restant dans la famille du mari décédé), elles ont la charge de quelques jeunes enfants voire adolescents. La cheffe de famille participe partiellement aux travaux HIMO, elle partage l'assistance avec d'autres personnes qui la remplace régulièrement sur le chantier. La diversification des revenus est à peine entamée, la création d'avoirs est très faible, les jeunes adolescents continuent de partir en migration. Leur capacité de relèvement est faible à très faible et subiront négativement les effets d'une nouvelle crise.
 - Ménages d'un âge moyen à avancé avec une famille nombreuse (supérieure à 12 personnes) : Le partage des tâches entre homme et femme permet d'initier certaines activités (AGR) mais l'assistance ne permet pas de couvrir les besoins alimentaires (au minimum 8-10 kg céréales/jour). Le cycle de l'endettement perdure. Ces ménages possèdent une faible capacité de relèvement. Les effets du programme ne suffiront pas à réduire les conséquences négatives d'une crise sur le début de relèvement de ces ménages.
 - Ménages avec une charge de famille moyenne à nombreuse (7 à 12 personnes) : La combinaison des transferts du PAM avec l'accroissement de la production engendré par la restauration des terres ou la disponibilité de jardins maraîchers a amélioré significativement le régime alimentaire. Ces ménages parviennent progressivement à développer des AGR et à investir dans des animaux ou des intrants. Ils ont commencé à récupérer des champs gagés. Leur capacité de relèvement est moyenne. Une crise de forte intensité aura des répercussions sur les avoirs nouvellement créés.
 - Ménages jeunes avec peu de charge de famille (ménage inférieur à 7 personnes) : Ils économisent mensuellement une partie de l'assistance alimentaire ou monétaire pour la réinvestir dans des activités économiques ou dans des animaux. Ils ont récupéré leurs champs en gage. Ils ont une forte volonté d'entreprendre. Ces ménages possèdent la capacité de relèvement la plus rapide et peuvent gérer les impacts d'une année de crise.

Annexe 8 : Eléments clés de la pérennité des effets des 3A

Afin de faire perdurer les effets des 3A, le PAM va devoir solutionner quatre éléments clés communs à l'ensemble du site.

- 1) **Sécurisation des parcelles pour les ménages ciblés** : Comme le mentionne la fiche de synthèse de bonnes pratiques de résilience¹⁹¹, les terres réhabilitées appartiennent rarement aux ménages très pauvres ciblés. « Ainsi, pour assurer leur accès aux terres récupérées au-delà de la durée du projet (3 ans), le PAM travaille à l'établissement de statuts fonciers et d'actes de prêt des terres récupérées avec les propriétaires des terres, les commissions foncières, ainsi que les collectivités locales, les autorités coutumières et administratives etc. ». La question de l'accès à la terre est un sujet très sensible qu'il faut traiter avec délicatesse.
- 2) **Structuration des comités de gestion** : La création de comités de gestion constitue un élément indispensable à la durabilité des activités. Ceux-ci bénéficient de formation en vie associative. Toutefois, l'appui du PAM n'est initialement prévu que pour trois ans. L'expérience démontre que pour viser des renforcements organisationnel et institutionnel durables de comités ou de groupements de producteurs, un accompagnement doit être envisagé sur de plus longues périodes. La bonne gouvernance¹⁹² ne s'acquière qu'avec un niveau de maturité favorisé par une reconnaissance institutionnelle, des appuis en formation (dont l'alphabétisation des membres, en gestion, plan d'affaires) et de l'appui conseil ainsi que des contrôles réguliers.
- 3) **Professionnalisation des petits producteurs** : Le PAM noue des collaborations avec principalement la FAO et le FIDA ainsi que le projet REGIS-ER afin d'assurer la mise en valeur des terres récupérées. Les activités complémentaires concernent la diffusion de techniques améliorées et l'appui en intrants (semences et engrais) ; de rares sites bénéficient de l'accès à des équipements (moto-pompes¹⁹³, puits maraîchers), à la recapitalisation («habannaye») ou au développement des organisations de producteurs. Or, le chemin vers l'autonomie économique des ménages TP passent par un soutien de ces petits producteurs à s'insérer dans des filières reliées au marché. Cette évolution nécessite des organisations (telles que des OP, des institutions financières appuyés par des intervenants extérieurs) qui prennent le relais pour professionnaliser les activités et donner accès au micro-crédit, aux équipements de stockage et transformation, aux débouchés à plus grande valeur ajoutée, etc.).
- 4) **Transition réussie entre l'assistance alimentaire et les ressources générées par la création d'avoirs** : Le montant de l'allocation du PAM représente une part significative des ressources des ménages : plus de 200 000 FCFA pour l'assistance conditionnée et de 120 000 FCFA pour l'assistance inconditionnelle. Avant de compenser ces entrées par les revenus des avoirs productifs, les ménages devront atteindre une capacité de production avec des performances élevées¹⁹⁴. Si un certain seuil de revenus par la recréation d'avoirs

¹⁹¹ Document préparé par le PAM (2015) pour le réseau SAREL (Sahel Resilience Learning Project/Usaid)

¹⁹² Caractérisée par la tenue régulière des instances, le renouvellement à terme des organes, la redevabilité vis-à-vis des membres et des partenaires, la bonne tenue de la documentation sur les activités, etc.

¹⁹³ Le FIDA réservant aux producteurs propriétaires de champs et engageant une caution l'octroi de moto-pompes, ce qui ne garantit pas de toucher les mêmes ménages que ceux du PAM.

¹⁹⁴ A 110 000 FCFA la tonne de mil vendue sur des marchés d'écoulement de la production (exemple de Dargué, p.11 Lasdel, 2015), le surcroît des récoltes représente 3 tonnes pour équivaloir les allocations d'un ménage.

productifs n'est pas dépassé, il est à craindre que l'autonomisation devienne une chimère et qu'on assiste rapidement au ré-enclenchement des migrations ou d'autres stratégies négatives.

Annexe 9 : Compléments d'informations sur la nutrition au Niger

Schéma 1 : Evolution de la prévalence de malnutrition aiguë globale de 2008 à 2014. (Enquêtes Nationales Nutrition - Norme OMS 2006)

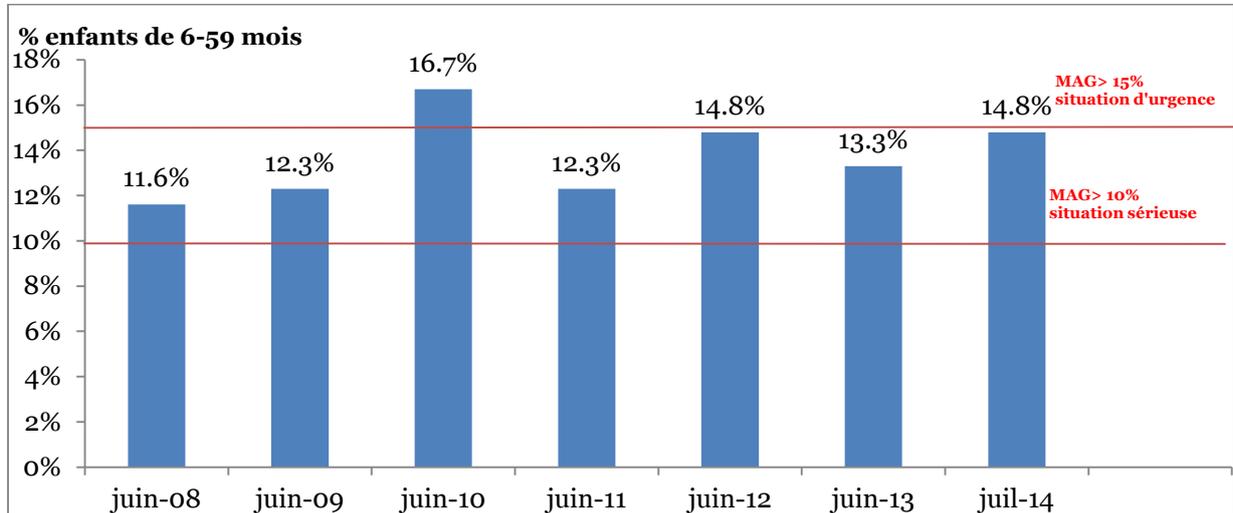
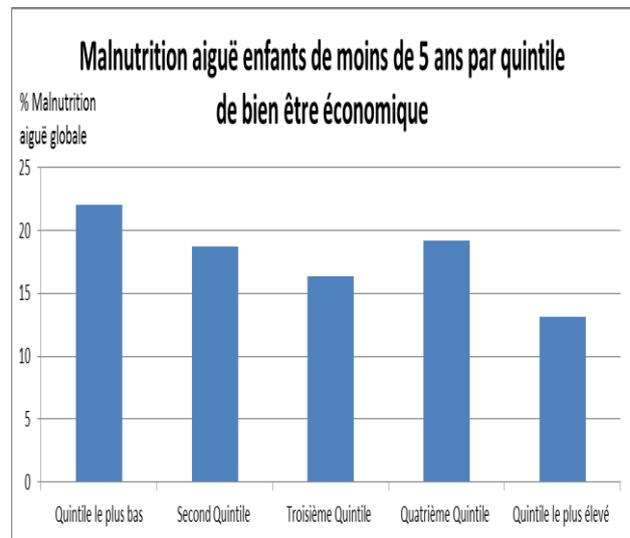
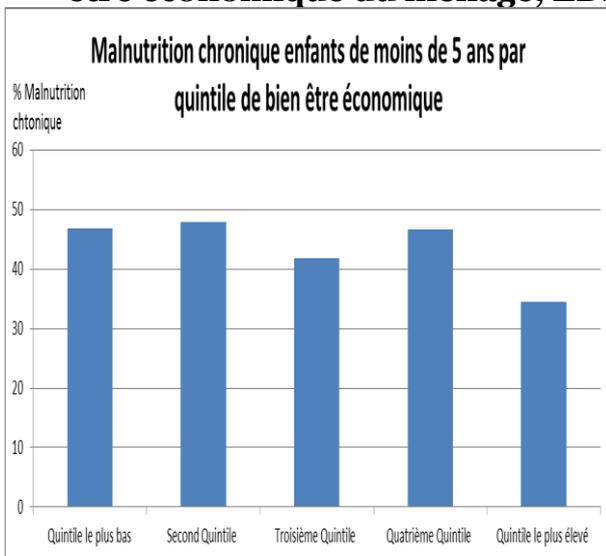


Schéma 2 : Prévalence de la malnutrition des enfants et niveaux de bien-être économique du ménage, EDS-MICS 2012.



Annexe 10 : Témoignage d'amélioration des conditions de vie

Au cours des rencontres avec les populations, l'équipe d'évaluation a essayé de capter la perception des populations en ce qui concerne l'amélioration de leurs conditions de vie en générale (sur une échelle de 10 niveaux) après les 2 ans d'intervention de l'IPSR (cf. le guide d'entretien avec les populations affectées de l'Annexe 4, pour la méthodologie employée pour cet exercice)¹⁹⁵. Le Tableau ci-dessous présente les résultats de cet exercice. D'une manière générale, les populations des sites intégrés dans les zones agricoles et agropastorales ciblées par l'IPSR estiment la progression de 4 niveaux sur 10 depuis le début de l'IPSR. La progression est moins élevée dans les sites intégrés situés dans les zones pastorales (entre 1 et 3) et dans les sites non intégrés. Les données montrent également une progression plus forte chez les femmes que chez les hommes.

Tableau 1: Evolution des conditions de vie des populations ciblées.

	Niveau en 2013	Niveau en 2015	Nombre de crans d'évolution observée
Sites intégrés/C2C			
Darey – Oualam H	3	7	4
Dargué – Maradi H	3	7	4
Karkara –Tahoua H	1	3	2
Karkara – Tahoua F	1	5	4
Rouwan Dania - Zinder (pastorale) H	1	2	1
Rouwan Dania - Zinder (pastorale) H	1	4	3
Sites non intégrés			
Tchimoumounène – Agadez H et F	1	3	2
Dan Tata – Zinder H	1	3	2
Dan Tata – Zinder F	1	4	3

¹⁹⁵ Cet exercice n'est pas exhaustif et ne peut prétendre avoir une valeur scientifique.

Annexe 11 : Compléments d'informations relatives aux recommandations

Recommandation 2

1. Pour une thématique donnée, l'interface peut être une personne ou un groupe de personnes faisant partie du personnel du PAM qui détient des connaissances suffisantes sur la thématique en question qui lui permet de dialoguer avec les partenaires externes spécialisés et d'aider à prendre des décisions opérationnelles en fonction de la connaissance apportée. L'interface participera aux réunions qui se tiennent dans le pays ou dans la sous-région et assurera une veille sur les évolutions concernant sa thématique. Pour ce faire, plusieurs options peuvent être explorées :
 - a. Identifier en interne les membres du personnel qui détiennent des connaissances dans les nouveaux domaines et renforcer leurs capacités, si cela est nécessaire. Il est préférable dans cette démarche de favoriser le personnel le plus stable.
 - b. Recruter, dans la mesure du possible, du personnel additionnel, en cas d'absence totale de disponibilité en interne sur certaine compétence.

Annexe 12: Données d'atteintes des résultats provenant du SPR

Tableau 1 : Bénéficiaires planifiés et atteints en 2014 par catégorie (SPR 2014)

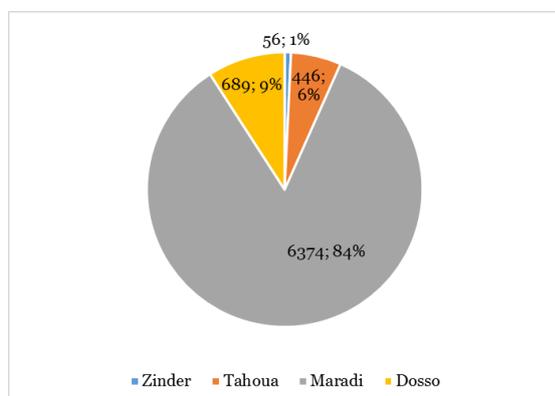
Bénéficiaires par catégories	Planifié			Réalisé fin 2014			% de réalisation		
	Hommes	Femmes	total	Hommes	Femmes	total	Hommes	Femmes	total
Nb d'enfants de moins de 5 ans	559060	541861	1100921	458103	456030	914133	81,9%	84,2%	83%
Nb d'enfants de 5 à 18 ans	559378	517037	1076415	224560	165829	390389	40,1%	32,1%	36,3%
Nb d'adultes	428134	773463	1201597	215578	207286	422864	50,4%	26,8%	35,2%
Nb total de bénéficiaires en 2014	1546572	1832361	3378933	898241	829145	1727386	58,1%	45,3%	51,1%
Le nombre total de bénéficiaires comprend toutes les personnes ciblées à qui le PAM a délivré de la nourriture au cours de la période de déclaration - soit en tant que bénéficiaire direct ou participant d'une activité soit en tant que membre d'un ménage bénéficiaire d'une ration									
Réfugiés	0	0	0	2309	2365	4674	-	-	-
Retournés	0	0	0	1876	1922	3798	-	-	-
Enfants de 6 à 23 mois bénéficiant d'une nutrition supplémentaire (traitement de la malnutrition aiguë modérée, MAM)	222834	227720	450554	196276	215467	411743	88,1%	94,6%	91,4%
Enfants de 24 à 59 mois bénéficiant d'une nutrition supplémentaire (traitement de la MAM)	98047	100956	199003	109994	118905	228899	112,2%	117,8%	115%
Enfants de 6 à 23 mois bénéficiant de l'alimentation supplémentaire générale (prévention de la malnutrition aiguë et chronique)	62300	63813	126113	21359	20840	42199	34,3%	32,7%	33,5%
Enfants scolarisés recevant des repas	207960	180896	388856	107381	90466	197847	51,6%	50%	50,9%
Enfants scolarisés recevant des rations à emporter		33814	33814		0	0		0%	0%
Bénéficiaires de cash et voucher	781750	800739	1582489	210875	146894	357769	27%	18,3%	22,6%
Participants FFA	143756	77408	221164	28673	15439	44112	19,9%	19,9%	19,9%
Bénéficiaires de distributions générale et ciblée de vivres	798714	818116	1616830	321503	186665	508168	40,3%	22,8%	31,4%
Femmes enceintes et allaitantes bénéficiant d'une nutrition supplémentaire (traitement de la malnutrition aiguë modérée, MAM)		271726	271726		403771	403771		148,6%	148,6%
Repas pour l'accompagnant des enfants MAS hospitalisés		75238	75238		49971	49971		66,4%	66,4%
Femmes enceintes et allaitantes bénéficiant de l'alimentation supplémentaire générale (prévention de la malnutrition aiguë et chronique)		144609	144609		29949	29949		20,7%	20,7%

Tableau 2 : Bénéficiaires planifiés et atteints en 2015 par catégorie (SPR 2015, version provisoire du 5 février)

Bénéficiaires par catégories	Planifié			Réalisé fin 2014			% de réalisation		
	Hommes	Femmes	total	Hommes	Femmes	total	Hommes	Femmes	total
Nb d'enfants de moins de 5 ans	684411	656966	1341377	482214	480032	962246	70,5%	73,1%	71,7%
Nb d'enfants de 5 à 18 ans	727209	679364	1406573	236380	174557	410937	32,5%	25,7%	29,2%
Nb d'adultes	611651	983394	1595045	226924	218197	445121	37,1%	22,2%	27,9%
Nb total de bénéficiaires en 2014	2023271	2319724	4342995	945518	872786	1818304	46,7%	37,6%	41,9%
Le nombre total de bénéficiaires comprend toutes les personnes ciblées à qui le PAM a délivré de la nourriture au cours de la période de déclaration - soit en tant que bénéficiaire direct ou participant d'une activité soit en tant que membre d'un ménage bénéficiaire d'une ration									
Enfants de 6 à 23 mois bénéficiant d'une nutrition supplémentaire (traitement de la malnutrition aiguë modérée, MAM)	230488	235542	466030	214702	237562	452264	93,2%	100,9%	97,0%
Enfants de 24 à 59 mois bénéficiant d'une nutrition supplémentaire (traitement de la MAM)	101415	104424	205839	99435	105675	205110	98,0%	101,2%	99,6%
Enfants de 6 à 23 mois bénéficiant de l'alimentation supplémentaire générale (prévention de la malnutrition aiguë et chronique)	97354	99719	197073	27735	28408	56143	28,5%	28,5%	28,5%
Enfants scolarisés recevant des repas	218358	189940	408298	109449	92262	201711	50,1%	48,6%	49,4%
Enfants scolarisés recevant des rations à emporter		35504	35504		0	0		0%	0%
Bénéficiaires de cash et voucher	682235	698807	1381042	118895	121784	240679	17,4%	17,4%	17,4%
Participants FFA	110798	113489	224287	17025	9168	26193	15,4%	8,1%	11,7%
Bénéficiaires de distributions générale et ciblée de vivres	1248132	1278450	2526582	249061	252324	501385	20,0%	19,7%	19,8%
Femmes enceintes et allaitantes bénéficiant d'une nutrition supplémentaire (traitement de la malnutrition aiguë modérée, MAM)		271726	271726		494711	494711		182,1%	182,1%
Repas pour l'accompagnant des enfants MAS hospitalisés		75238	75238		26745	26745		35,5%	35,5%
Femmes enceintes et allaitantes bénéficiant de l'alimentation supplémentaire générale (prévention de la malnutrition aiguë et chronique)		146338	146338		29754	29754		20,3%	20,3%

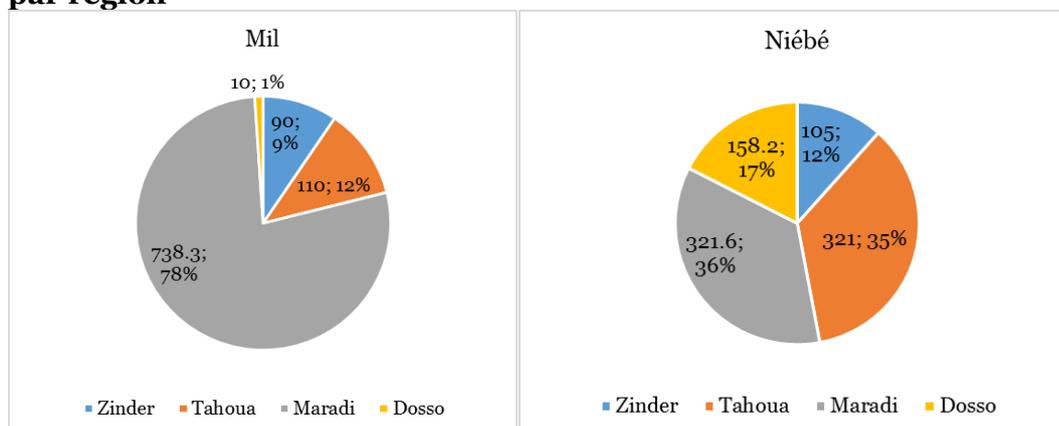
Annexe 13 : Présentation des informations relatives aux achats locaux

Schéma 1 : Nombres et pourcentages de producteurs impliqués dans les achats locaux par région



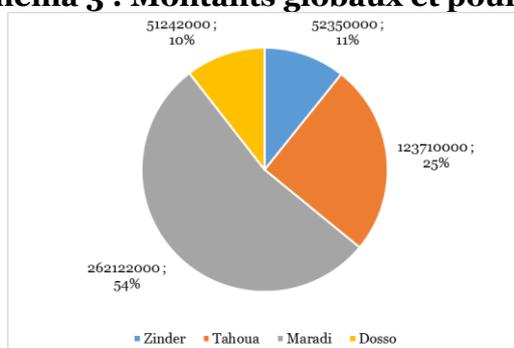
La région de Maradi détient la majorité des producteurs concernés par les achats locaux, suivi de Dosso, Tahoua et Zinder.

Schéma 2 : Nombres (en tonnes) et pourcentages de produits agricoles achetés par région



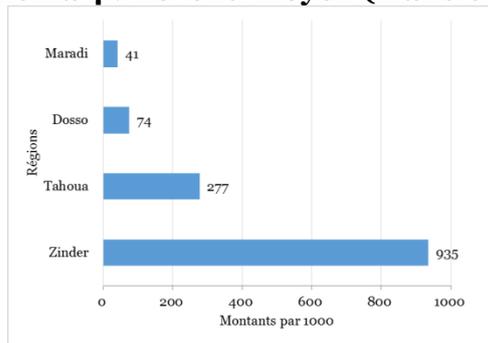
Le mil est principalement acheté dans la région de Maradi alors les quantités de niébé sont plus réparties sur les quatre régions avec une dominance de Tahoua et de Maradi. Les proportions de produits agricoles achetés par région ne reflètent pas les proportions des producteurs par région. Malgré le faible nombre de producteurs (1%), la région Zinder fournit une quantité importante du niébé (17%).

Schéma 3 : Montants globaux et pourcentages des achats par région



Du fait les proportions de produits agricoles achetés ne reflètent pas les proportions de producteurs impliqués par région, et que le mil et le niébé n'ont pas les mêmes valeurs commerciales, les proportions de montants globaux des achats ne reflètent pas les proportions des producteurs par région. La région de Zinder présente le meilleur ratio nombre de producteur/montants global d'achat.

Schéma 4 : Revenu moyen (franc CFA) par producteur par région



Les équilibres sont inversés entre les proportions de producteurs par région et le revenu moyen par producteur. Dans la région de Maradi où les producteurs sont les plus nombreux, le revenu moyen par producteur est le plus petit. Le revenu moyen par producteur dans la région de Zinder dépasse significativement les autres régions.

Annexe 13 : Liste des documents consultés

Documents du projet

- WFP**, October 2013, *Protracted Relief and Recovery Operations—Niger 200583, Saving Lives, Protecting Livelihoods and Enhancing the Resilience of Chronically Vulnerable Populations*, 26 pages.
- WFP**, december 2009, *Project Budget Planning for Annual Gross Requierements*, 5 pages
- WFP**, February 2016, *Ressources situation (operation requierements us dollars)*, 1 page
- WFP**, December 2015, *Standard Project Report, Niger : Enhancing the resilience of chronically vulnerable populations of Niger*
- WFP**, *Budget and Programming Officer, Handbook, Chapter 1 Foundation*, 9 pages
- WFP**, octobre 2015, *Note de synthèse _ Progrès réalisés dans les communes d'intervention*, 10 pages
- PAM**, october 2013_ *Protracted relief and Recovery Operations-Niger 200583 : Saving Lives, Protecting Livelihoods and Enhancing the Resilience of Chronically Vulnerable Populations_* 26 pages
- PAM**, Document d'Opérationnalisation de l'IPSR 2014-2016« Intervention Prolongée de Secours et de Redressement-Niger 200583 (2014-2016) : Sauver les vies, Préserver les moyens d'existence, et Renforcer la Résilience des Populations exposées à la Vulnérabilité Chronique », 26 pages.
- PAM**, Note de stratégie opérationnalisation résilience 2014-2016, Document d'opérationnalisation de l'IPSR « Intervention Prolongée de Secours et de redressement Niger 200583 (2014) : Sauver les vies, préserver les moyens d'existence et renforcer la résilience des populations exposées à la vulnérabilité chronique ». 27 pages.
- PAM**, Niger Protracted Relied and Recovery Operation (PRRO) 200583, 2014_ *Standard Project Report 2014: Niger Enhancing the Resilience of Chronically Vulnerable Populations in Niger_ pdf* 45 pages.
- PAM**, Niger Protracted Relied and Recovery Operation (PRRO) 200583, 2016 (5 Feb. 2016)_ *Standard Project Report 2015: Niger Enhancing the Resilience of Chronically Vulnerable Populations in Niger_ pdf* 22 pages.
- INS-Niger/WFP**, mai 2014, *Rapport Enquête BASELINE PRRO200583 2014-2016 PAM_ pdf*, 65 pages.
- INS/WFP**, décembre 2014, *Enquête de base dans les communes de convergence*, 217 pages
- PAM**, juillet 2013, *Enquête de base sur les achats locaux auprès des petits producteurs*, 66 pages
- PAM**, June 2013, *Niger Protracted Relied and Recovery Operation (PRRO) 200583 "Enhancing the resilience of chronically vulnerable population in Niger"_* 8 pages.
- PAM** Fiche IPSR_Bénéficiaires PRRO 200583, *Taux de couverture des ménages très pauvres par commune d'intervention_ Excel*
- WFP**, July 2014, *Niger Protracted Relied and Recovery Operation (PRRO) 200583 _ Budget Revision For The Approval of Regional Director*, 2 pages.
- WFP**, *Full Logframme 1.0 for the Project 200583: Enhancing the resilience of chronically vulnerable populations in Niger, 2015/04/15.*
- PAM** IPSR, PRRO 200583_ *Private transport rates_1 page*
- PAM**, *FLA - PRRO 200583_CREN*, 1 page
- PAM**, *Fiche Extrait du Budget Initial IPSR_ODOC Tableau*
- PAM**, novembre 2015, *Evaluation semi quantitative de l'accessibilité et de la couverture dans les communes de Djiroutoua, Guidan Amoumoune et Mayahien région de Maradi*, 44 pages

Documents opérationnels du projet

- PAM**, *Situation-Appui-Financier du PAM aux autres structures Etatiques 2012-2015*
- PAM**, Niger Protracted Relied and Recovery Operation (PRRO) 200583, 2014_ *Situation des Ressources par Trimestre depuis le début du PRRO (moyenne)_ Excel*, 1 page..
- PAM**, Niger Protracted Relied and Recovery Operation (PRRO)_ *beneficiary 2014 AUDIT_*
- PAM**, Niger Protracted Relied and Recovery Operation (PRRO)_ *BUDGET REVISION No. 3. Pdf*, 5 pages.
- PAM**, Niger Protracted Relied and Recovery Operation (PRRO)_ *Feuille de route pour redynamiser la stratégie de suivi et évaluation du PRRO au Niger- pdf*, 7 pages
- PAM**, 2015, *Plan d'opération (Annexe 2) / paquet intégré : Assistance alimentaire pour la creation d'actifs productifs, activités autour des cantines, appui à la lutte contre la malnutrition, activité de soudure*, 19 pages
- PAM**, novembre 2014_ *Suivi des Distributions et du Panier Alimentaire Pendant la Période de Soudure 2014, Rapport Final_ pdf*, 12 pages.
- PAM**, octobre 2015_ *Processus de planification participative premières leçons apprises du PAM dans le cadre de son projet de renforcement de résilience au Niger_ Niamey, octobre 2015*
- PAM**, novembre 2014- *Suivi des distributions et du panier alimentaire pendant la période 2014.*
- UAM de Niamey -Faculté d'agronomie**, *Stratégie d'intervention des stagiaires en création d'actif productif*, 4 pages
- UAM de Niamey -Faculté d'agronomie**, novembre 2014, *Rapport de Formation sur le thème : Création des actifs productifs*
- PAM**, *Ressource Based DSC Vs Distribution/exp Analysis AZ57, Excel*
- PAM**, *DSC Funding as at 06.10.2015, EXCEL*
- PAM**, *DSC generated from actuel distribution, EXCEL*
- PAM**, *Matrice de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la région de DOSSO – Niger/commune de Falwel/Sokorbé,*
- PAM**, *Atelier d'Affinage de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la Région de Dosso, commune de Falwel*
- PAM**, novembre 2014, *Atelier de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la Région de Dosso*
- PAM**, mai 2014, *Matrice de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la région de Tillabery –Niger. EXCEL*
- PAM**, *Matrice ajustée de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la région de Tillabery – Niger /Commune de TONDIKIWINDI, 12/13/05/2013. EXCEL*
- PAM**, *Matrice de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la région de Zinder –Niger /Commune de Mirriah. EXCEL*
- PAM**, *Matrice de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la région de Zinder – Niger/commune de Dogo. EXCEL*

PAM, novembre 2014, *Matrice de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la région de Zinder –Niger/commune de Gafati. EXCEL*

PAM, *Matrice de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la région de Zinder –Niger. EXCEL*

PAM, *Matrice de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la région de Tahoua – Niger/Allakaye/Bagaroua. EXCEL*

PAM, juillet 2013_ *Rapport de l'atelier de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) en zone agro-pastorale de la Région de Maradi, Niger_ pdf 30 pages.*

PAM, aout 2014, *Rapport de l'atelier d'Affinage de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la Région de Tahoua/commune d'Allakaye.*

PAM, *Rapport de l'atelier d'Affinage de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la Région de Dosso, commune de Falwel*

PAM, *Matrice de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la région de Tahoua – Niger/Allakaye/Bagaroua. EXCEL*

PAM, aout 2014 *Rapport de l'atelier de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la Région de Tahoua.*

PAM, novembre 2014, *Rapport de l'atelier de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) de la Région de Zinder, IPES Zinder le 15/18/11/2014. Pdf 32 pages.*

PAM, Juin 2015, *Rapport de l'atelier sur la problématique de l'accès à la terre des vulnérables, aux terres récupérées, 12 pages*

PAM, 2015 *Note sur le processus de sécurisation foncière des sites restaurés par le PAM, 16 pages.*

PAM, 2016, *Note de synthèse – Progrès réalisés dans les communes d'intervention du PAM, 10 pages*

Documents généraux du PAM (stratégies et politiques)

PAM, mai 2015, *politique en matière de coopération sud sud et de coopération triangulaire, 14 pages*

UN Women, FAO, IFAD et PAM, octobre 2015_ *Accelerating economic resilience of woman and girls in rural areas most affected by drought and climate change in the five priority countries of the Sahel (SWREP)Burkina Faso, Mauritania, Mali, Niger, Chad _United Nations Strategy document, 86 pages*

PAM, novembre 2013, *Politique en matière d'alimentation scolaire ; promouvoir l'innovation pour favoriser la prise en main des programmes par les pays, 33 pages.*

WFP, février 2009, *WFP Gender policy : Promoting gender equality and empowerment of women in addressing food and nutrition challenges, 15 pages*

PAM, juillet 2014_ *Stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat pour 2014–2017, Agir ensemble pour plus d'efficacité, 27 pages*

PAM, mai 2015_ *Politique de renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, 20 pages*

WFP, février 2012, *WFP Nutrition Policy, 23 pages*

PAM, février 2006, *Achats des produits alimentaires dans les pays en développement, 33 pages*

PAM, novembre 2014, *Recueil des politiques du PAM relatives au plan stratégique 33 pages*

PAM, Juin 2013, *Plan stratégique du PAM pour 2014-2017, 43 pages*

PAM, mai 2015, *Politique en matière de problématique hommes femmes, 25 pages*

Études et évaluations

LASDEL, Jean-Pierre OLIVIER de SARDAN et al., Juin 2013_ *Les transferts monétaires au Niger : la manne et les soupçons_ synthèse des recherches menées par le LASDEL in Etudes et Travaux N°108, 70 pages*

WFP, August 2008, *Report from the Office of Evaluation-Full Report of the End-of-Term Evaluation of WFP's Gender Policy (2003-2007) : Enhanced Commitments to Women to Ensure Food Security, ref.OEDE/2008/4*

M. Tom Lenaghan, Dr. Friederike Bellin- Sesay, M. Jean-Pierre Silvereano-Velis, Dr. Francis Nuwame, février 2013_ *Evaluation du portefeuille d'activités du PAM (2007-2011),*

Jamie Watts, Senior Evaluation Officer Commissioned by the WFP Office of Evaluation, may 2014_ *Impact Evaluation Synthesis Report of the Evaluation Series on the Impact of Food for Assets (2002 –2011) And lessons for building livelihoods resilience. Report number: OEV/2014/11*

PAM/wfp266664, june, 2014_ *Evaluation d'Opération Régionale d'Urgence : Assistance aux réfugiés et communautés hôtes affectées par l'insécurité au PAM/wfp274583_*

Anne marie Hoogendoorn, Hamidou Ongoiba, Herma Majoor, Iñigo Torres, Smaël Boureima, Soledad Posada et Belen Diaz, june, 2014_ *Assistance aux réfugiés et communautés hôtes affectées par l'insécurité au Mali (Mali, Mauritania, Burkina Faso, Niger) Report number : OEV/2013/017, xx pages*

PAM, décembre 2014_ *A Policy Evaluation WFP's (2008-14) Cash and Voucher Policy, Report–Volume I. Prepared by: Konterra: Brian Majewski, Lois Austin, Carol Ward, Katherine George, Kurt Wilson Commissioned by the WFP Office of Evaluation Report number: OEV/2014/08*

PAM, juin 2013, *Summary évaluation report : Niger Country portfolio 2007 – 2011, 16 pages*

Enquêtes de terrain

INS, février 2015, *Rapport d'enquête annuelle d'évaluation du projet, deuxième passage, 39 pages.*

PAM, novembre 2014_ *Evaluation de l'Opération de Soudure 2014, Note de Synthèse_ pdf 11 pages.*

PAM, novembre 2014_ *Enquêtes de Suivi Post-Distribution Réalisées pendant la période de Soudure 2014_*

PAM, novembre 2014, *Evaluation de l'opération soudure 2014 (note de synthèse), 11 pages*

ACF, OXFAM, PAM, Concern et Save the children, 2015, *Evaluation de la mise en œuvre de la soudure 2015 (Note de Synthèse), 9 pages*

USAID, EU, PAM, ACF, OXFAM, CONCERN, Save the Children, juin 2015, - *Enquête de Suivi Post-distribution pour la Période de Soudure 2015, 55 pages*

République du Niger, avril 2015, *Rapport d'évaluation des besoins pour le renforcement des capacités en nutrition au Niger, draft, 60 pages*

République du Niger / PAM, avril 2014_ *Planification Communautaire Participative (Assistance alimentaire contre actifs (3A), et interventions dans les communautés de : Dargué, Kélou, Kawaye 1 et Rouga Kollo Dabo dans la commune de Chadakori_ 26 pages*

République du Niger / PAM, avril 2014 _ Planification Communautaire Participative, (Assistance Alimentaire contre Actifs et interventions complémentaires dans la communauté de Tagatchirt, Commune de Ingall _ pages 24 pages

République du Niger / PAM, avril 2014 _ Planification Communautaire Participative, (Assistance Alimentaire contre Actifs et interventions complémentaires à la communauté de Aboragh, Commune de Ingall _ 24 pages

République du Niger / PAM, avril 2014 _ Planification Communautaire Participative, (Assistance Alimentaire contre Actifs et interventions complémentaires) à Guidan Attao, Guidan Barmo et et Na Aya dans la commune de Guidan Amoumou_ 34 pages

République du Niger / PAM, aout 2014, Rapport Planification Communautaire Participative, (Assistance Alimentaire contre Actifs et interventions complémentaires) à Karkara, Takoulé, Tasanda et Gourgoutoulou dans la commune de Allakaye, 29 pages

République du Niger / PAM, mai 2014, Rapport Planification Communautaire Participative, (Assistance Alimentaire contre Actifs et interventions complémentaires) à Darey, Samtigué, Bollo Koira et Foyma dans la commune de Tondikiwindi_ 30 pages.

Documents des institutions de l'Etat

République du Niger/Haut Commissariat à l'Initiative 3N, avril 2012 _Initiative « 3N » pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole Durables « Les Nigériens nourrissent les Nigériens » : Cadre Stratégique et Coût estimatif des Programmes de l'Initiative pour la Période 2012-2015, 59 pages.

République du Niger/Présidence de la République, Haut Commissariat à l'Initiative 3N, mai 2014_ Manuel de Procédures, Système et Dispositif de Suivi Evaluation/Capitalisation de l'Initiative 3N : Stratégie de Sécurité Alimentaire/Nutritionnelle et de Développement Agricole Durables. pdf 60 pages.

République du Niger/Cabinet du Premier ministre/Cellule Crises Alimentaires et Gestions des Catastrophes (CCA/GC), avril 2015, Distribution Gratuite Ciblée 2014 et ses effets, 146 pages.

République du Niger, Cabinet du Premier ministre, Comité National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires/SAP, octobre 2011_ Plan de Soutien Préliminaire aux Populations Vulnérables 2011-2012_ 18 pages

République du Niger, Cabinet du Premier ministre, Comité National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires, février 2012_ Plan de Soutien aux Populations Vulnérables 2012_ 16 pages.

République du Niger, Cabinet du Premier ministre, Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires, mars 2013_ Plan de Soutien aux Populations Vulnérables, mars 2013, 45 pages.

République du Niger, Cabinet du Premier ministre, Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires, octobre 2014_ Plan de Soutien Préliminaire aux Populations Vulnérables 2014. Note Méthodologique d'Analyse et de Définition des besoins, 6 pages.

Cabinet du Premier ministre/Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires, octobre 2014_ Plan de Soutien Préliminaire aux Populations Vulnérables 2014. Document Principal. 36 pages

Cabinet du Premier ministre/Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires, Plan de Soutien Préliminaire aux Populations Vulnérables 2015_ Document Principal couvrant la période janvier 2015 à septembre 2015, 13 pages

République du Niger/Cabinet du Premier ministre/Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires_ Note de Cadrage pour la Distribution Gratuite Ciblée (DGC) de Vivres, de Cash ou de Coupons_ réponse à la mauvaise campagne de 2013 avec comme conséquence l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables. 8 pages.

République du Niger/Ministère de l'Elevage, juillet 2014_ Note d'Information sur la Situation Pastorale au Plan National, _ 4 pages.

République du Niger/SAP/DPC/Cabinet du Premier Ministre/INS-Niger, janvier 2014_ Enquête Conjointe sur la Vulnérabilité à l'Insécurité Alimentaire des Ménages au Niger Niamey, Séries d'enquêtes sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire au Niger, 129 pages.

République du Niger _ Measuring Household Resilience in a Shocj-prone Environnemen : Trend Analysis of Food Sécurité Indicators in Niger, 2006-2011_ 13 pages.

Institut National de la Statistique _Présentation des Résultats Préliminaires du Quatrième (4^{ème}) Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) 2012_ 10 pages.

Ministère du Plan, de l'Aménagement du territoire et du Développement communautaire/ Institut National de la Statistique, novembre 2014_ Annuaire Statistique 2009-2013, Edition 2014 , 246 pages.

République du Niger/Ministère de l'éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales et de l'éducation civique, Alimentation Scolaire_ Rapport d'analyse 2011-2012, 5 pages

République du Niger/Ministère de l'éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales et de l'éducation civique, Alimentation Scolaire_ Rapport d'analyse 2012-2013, 5 pages

République du Niger/Ministère de l'éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales et de l'éducation civique, Alimentation Scolaire_ Rapport d'analyse 2013-2014, 6 pages

République du Niger/Ministère de la Santé Publique/Secrétariat Général Direction des Statistiques, Système National d'information Sanitaire, août 2013_ Annuaire des Statistiques sanitaires du Niger année 2012_ 269 pages.

République du Niger/Présidence de la République/Conseil National de Lutte Contre le Sida/Coordination Intersectorielle de Lutte Contre les IST/VIH/Sida (CISLS), mars 2014_ Rapport d'Activités 2014 sur la Riposte au Sida au Niger_ 22 pages.

République du Niger/Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du développement Communautaire/UNICEF_ Analyse de la Situation des enfants et des Femmes au Niger selon une Approche Basée sur l'Équité et les droits Humains_ 107 pages.

République du Niger/PAM, mai septembre 2012_ Transfert de Cash en Milieu Urbain dans un Contexte d'Urgence dans les Villes de Tillabéry, Tahoua et Agadez, Niger, 42 pages.

INS, 2012, Présentation des résultats préliminaires du quatrième recensement général de la population et de l'habitat (RGP.H) 2012

African Risque capacity, Cabinet du Premier Ministre, Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires, février 2015_ Plan Définitif de Mise en œuvre Février 2015_ pdf, 23 pages

ORDONNANCE N° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code Général des Collectivités Territoriales de la République du Niger, 62 pages

Arrêté N°00035/MEP/A/PLN/EC/SG/DL du 04 avril 2014 portant Organisation des Services de l'Administration Centrale du ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique et déterminant les Attributions de leurs responsables, 26 pages.

Documents d'autres agences des NU

PAM-FIDA, novembre 2013.- Conception d'un Programme d'opérations cofinancées PAM-FIDA dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. République du Niger, Division d'Afrique de l'ouest et du centre Département gestion des programmes

UNDP/ République du Niger, Plan National de Contingence Multirisque, Niger (PNC_MR), 2013, 23 pages

UNICEF, 2014, annual report 2013 Niger, 37 pages

UN, novembre 2013, Récapitulatif des Besoins Humanitaires, 22 pages

WB, Report N°76232 NE, march 29, 2013- International Development Association, International Finance Corporation and Multilateral Investment Guarantee Agency Contry Partnership Strategy For The Republic Of Niger For The Period FY13-FY16, 124 pages

UN/Niger CAP, 2013 *Le processus de Planification Humanitaire Appel Global Niger 2013* _ ACF, ACTED, ADRA, Africare, AMI-France, ARC, ASB, CARE, CARITAS, CONCERN, COOPI, CRS, DDG, FAO, GOAL, GIZ, Handicap International, HCR, HELP, HKI, Humedica, ILO, IOM/OIM, IRC, IRD, IRIN, Islamic Relief, LWR, Mercy Corps, MdM, MEDAIR, Muslim Hands, OCHA, OXFAM, Plan, Première Urgence, Samaritan's Purse, Save the Children, Solidarité, UNAIDS, UNDP, UNDSS, UNEP, UNFPA, UNICEF, WFP, WW_ 108 pages..

Système des UN, Plan Cadre des Nations Unies Pour l'Assistance au Développement (UNDAF) , Niger 2014 – 2018, 60 pages -

PNUD, 2015- Rapport sur le Développement Humain 2014, Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, 259 pages.

UNDP, décembre 2011- Cadren d'accélération des OMD : Sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger, 92 pages.

UN/OCHA, janvier 2014- Plan de réponse stratégique, Niger 2014, 100 pages.

Documents de politique et stratégie du NIGER

République du Niger, juin 2013 *Plan de développement Economique et Social (PDES), 2012-2015* , Niamey, 278 pages.

République du Niger/MP/PF/PE, octobre 2007 *Politique Nationale de Genre* _ pdf, 48 pages.

République du Niger, MP/PF/PE, août 2011 *Politique Nationale de Protection Sociale*, Rapport final élaboration par le comité du Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant en 2010, composé de représentants des Ministères clés, 59 pages.

République du Niger, 2015_ *Stratégie pour le Développement et la Sécurité des zones sahélo – sahariennes*, 72 pages.

République du Niger, novembre 2011 *Politique Nationale de Nutrition 2012-2021* _ 23 pages.

République du Niger, Haut Commissariat à l'Initiative 3N -« HI3N » pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et le Développement Agricole Durable « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » : Plan D'investissement 2012-2015, Volume 1 pdf, 70 pages.

République du Niger/Présidence de la République, Haut Commissariat à l'Initiative « 3N » pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et le Développement Agricole Durable « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » : Cadre stratégique et couts estimatifs des programmes de l'Initiatives pour la période 2012-2015, 69 pages

INS/PNUD, 2014 rapport national sur les progrès vers l'atteinte des objectifs du Millenaires pour le Développement, 115 pages

République du Niger, juin 2013 *Programme Sectoriel de L'Education et de la Formation (2014-2024) : Documents de Stratégie*, 92 pages.

République du Niger, novembre 2015 *Politique Nationale de la Sécurité Nutritionnelle au Niger, 2016-2035*, 27 pages

République du Niger, Ministère de la Santé publique, Janvier 2011 *Plan de Développement Sanitaire, 2011-2015* _ 95 pages

Documents des partenaires de mise en œuvre

HCI3N - Département Mobilisation sociale et renforcement des capacités, juin 2015, Note de cadrage sur l'approche Commune de convergence, 28 pages

HCI3N juin 2015, Note relative à la Cooperation avec le PAM, 3 pages

HCI3N, septembre 2015, Bilan 2011-2015 de la mise en oeuvre de l'Initiative 3N

ONG DEMI-E, Stratégie d'intégration du genre de l'ONG, 2 pages

RECA, aout 2015 _ Note de travail : Récupération des terres dégradées à Dargaza, 5 pages

RECA, juin 2015, note 1/ Suivi des sites de récupération sur les sites de la commune de Simiri, 4 pages

Réseau National des Chambres d'Agriculture (RECA), mars 2014 *Etude sur les Réalisations des Activités d'Assistance Alimentaire pour la Création d'Actifs Productifs appuyés par le PAM et Production d'un Recueil des Normes Techniques et Financières*, 17 pages.

Réseau National des Chambres d'Agriculture (RECA), décembre 2014 *Plan d'Actions RECA/PAM dans le cadre d'activités de Récupération de Terre et d'Aménagement de BV*, 2015_ 9 pages.

RECA, novembre 2012 _ Suivi des microprojets avec « cash for work » financés dans le cadre du plan de soutien aux populations vulnérables de la CCA _ 21 pages

RECA, février 2013 _ Note de travail : Récupération de terres : Le site de Guidda pour tirer des enseignements_ 7 pages

RECA, juillet 2015, rapport de suivi des opérations de faucardage sur les mares de la commune de Dogo réalisées par la CRA de Zinder, 6 pages

RECA, aout 2015, rapport sur le Site de Gafati , 5 pages

RECA, juillet 2015, rapport sur Farra Gourou (commune de Sokorbe) : un terroir menacé par les koris _ 7 pages

Autres documents

Délégation de l'Union Européenne, avril 2015 _ Niger, Evaluation de l'Opération de Distribution Gratuite Ciblée (DGC) 2014 et de ses Effets : Appui au Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires_ 45 pages.

Sylvain Garraud et Laoualy Mahamane, Evolution des pratiques d'adaptation des communautés agropastorales de la zone de Tillabery nord et de Tahoua au Niger dans un contexte de changement climatique, Sécheresse vol. 23, n8 1, janvier – février - mars 2012, p 24-29.

Helene Juillard, 23 juillet 2014 *Evaluation Finale Alliance 2013 Niger* _ 53 pages.

World Health Organization, *Global Task Force on Cholera Control, february 2013, Cholera Country Profile : Niger_ note 2 pages.*

Chris Funk and al, *A climate trend analysis of niger*, USGS et USAID, 4 pages, at <http://early-warning.usgs.gov/feews/reports.php>.

Hassane Yayé, Adamou Danguioua, Abdoulaye Jalloh, Robert Zougmore Gerald C. Nelson, and Timothy S. Thomas, *The Effects of Climate Change in Niger_ pdf, 26 pages*

Hassane Yaye et al *December 2012_ West African Agriculture and Climate Change : A Comprehensive Analysis - Niger*, International Food policy Research Institute/ CORAF/ WECARD/ CGIAR/ CCAFS_ pdf, 2 pages.

Anza Sahabi, *décembre 2014, Rapport d'investigation SQUEAC, District d'Agadez en région d'Agadez au Niger*, 44 pages

Abdoul-Aziz Goza, *décembre 2014, Evaluation SLEAC : Réponse intégrée à l'urgence alimentaire et nutritionnelle au Niger : appui à la prévention et à la prise en charge de la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans et aide au renforcement de la résilience des populations vulnérables (districts sanitaires de Keita en région de Tahoua_ Coverage Monitoring Network (CMN) et Action Contre le Faim (ACF) 27 pages*

Ibrahima Touré, *mars 2014_ Evaluation SQUEAC de la couverture et de l'accessibilité du Programme de nutrition de Médecins Sans Frontières dans le district sanitaire de Madarounfa en région de Maradi_ Epicentre, Forsani, MSF, 53 pages*

Abdoul-Aziz Goza, *décembre 2014_ Réponse intégrée à l'urgence alimentaire et nutritionnelle au Niger : appui à la prévention et à la prise en charge de la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans et aide au renforcement de la résilience des populations vulnérables dans le district de Mayahi en région de Maradi_ Coverage Monitoring Network (CMN) et Action Contre le Faim (ACF) 26 pages.*

CMN, Unicef, Global Nutrition Cluster, USAID et UE, *septembre 2014, Rapport de l'atelier et plan d'action pour la mise à l'échelle des enquêtes de couverture*, 15 pages

CMN et IRC, *décembre 2014, Enquête de couverture de la PCIMA utilisant la méthodologie SLEAC (Evaluation de l'Accessibilité et de la Couverture à base de LQAS Simplifié)*, dans les districts sanitaires de Ouallam et Filingué en région de Tillabéry, 47 pages.

Dr. Aboubacar Hachimou, Mr. Melaku M. Dessie, Ms. Lovely Amin, *juin – juillet 2014, Appui à l'intégration et l'appropriation par les structures sanitaires et administratives de la prise en charge médico - nutritionnelle des enfants malnutris sévères de moins de cinq ans des régions d'Agadez et de Zinder au Niger*, Croix Rouge Française, 41 pages.

Abdoul Aziz Goza, *novembre 2014, Enquête SQUEAC : Projet de prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe sévère dans le district de Tillabéry en Région de Tillabéry*, CMN et ACF, 38 pages

Science for a changing world/USAID/FEWS-NET, *juin 2012_ Famine Early Warning Systems Network—Informing Climate Change Adaptation Series, A Climate Trend Analysis of Niger_ pdf, 4 pages.*

World Bank, *novembre 2013_ Niger : à Travers les Filets Sociaux, le Niger Investit dans la Petite Enfance_ pdf, 2 pages.*

GAO, *mars 2015_ International Cash-Based Food Assistance, USAID Has Developed Processes for Initial Project Approval but Should Strengthen Financial Oversight_ pdf, 60 pages.*

Lauren Rimondi, *juillet 2015_ Monitoring de la Stabilité dans le Bassin Sahélien et en Afrique de l'Ouest avril à juin 2015_ in Note d'Analyse, Groupe de Recherche et d'information sur la paix et la sécurité*, 23 pages.

Save the Children Organisation (UK), *2009_ Comprendre l'Economie des Ménages Ruraux au Niger_ 109 pages.*

USAID/FEWS-NET, *juin 2011_ Niger-Zones de moyens d'Existence_ pdf, 1page.*

USAID/FEWS-NET, *mai 2011_ Activité « Plus » de zonage des moyens d'existence au Niger_ Rapport spécial du Réseau de Système d'Alerte Rapide contre la Famine (FEWS-NET)*, 38 pages.

CFSVA, *may 2005, Excerpts from the Niger Comprehensive Food Sécurité Vulnérabilité Assessment_ Vulnérability Profiles_ pdf, 16 pages.*

ACF, ACTED, Concern Worldwide, Oxfam et Save The Children, *juin-juillet 2015_ Enquête de Suivi Post-Distribution pour la période de soudure 2015_ page 41*

ACF, ACTED, Concern Worldwide, Oxfam et Save The Children, *juin juillet 2015_ Evaluation de la mise en œuvre de la soudure 2015_ 9 pages*

World Health Organization - Global Task Force on Cholera Control, *february 2013, Cholera Country Profile : Niger_ note 2 pages.*

PAM/USAID/SAREL, *xxx_ Fiche synthèse de bonnes pratiques de résilience, Création d'actifs à travers des transferts monétaires : exemple de l'approche du « Bassin versant » Projet IPSR : Renforcement de la résilience des ménages très pauvres en milieu rural mis en œuvre au Niger exécuté par le PAM/Niger (2014-2016)_ 10 pages*

PAM, *2014, How WFP contributed to serving more than one million beneficiaries, annually in Niger, A case study of scaling-up nutrition programming*, 11 pages

Abdoulaye NOMAOU (Ph.D), *janvier 2014_ Evaluation des Effets des Projets d'Atténuation des Crises (PAC) et de Renforcement de la Résilience 2013_ Rapport finale, DNP/GCCA 69 pages.*

Saidou BARAZE Hindatou Labo et Souleymane Abdou BACHAROU, *décembre 2013_ Evaluation des Effets de l'Opération « Achats Directs des Céréales Auprès des Petits Producteurs _ Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises alimentaires , 47 pages.*

LASDEL *Note Conceptuelle - Analyser les Tendances de Changements en Utilisant les Méthodes Qualitatives_ 3 pages.*

USAID/SAREL, *Fiche Synthèse de bonnes Pratiques de Résilience_ Création d'Actifs Productifs à Travers des Transferts Monétaires ou Alimentaires : Exemple de l'Approche du « Bassin versant ». Projet de Renforcement de la Résilience des Ménages très Pauvres en Milieu Rural mis en œuvre au Niger. Pdf , 10 pages.*

Cartes

Carte PAM_ Carte: Proportion des groupes des moyens d'existence selon le department_ pdf, 4 apges.

PAM_ Carte Soudure 2014 : Zone d'intervention du PAM-Niger_ pdf.

PAM_ Carte Soudure 2014 : Intervention du PAM, des ONGs et Organisations internationales_ pdf.

PAM_ Carte Soudure 2014 : zone d'intervention du PAM-Niger_ pdf.

République du Niger_ Carte Soudure 2014 : Commune d'Intervention des Acteurs Humanitaires_ pdf, 1 page.

République du Niger, novembre 2014_ Carte Soudure 2014 : Répartition Spatiale des Villages d'Intervention des Acteurs Humanitaires_ pdf, 1 page.

CARTE, Niger : Les 35 Communes de Convergence

UNDSS/OCHA, 2 janvier 2014_ Cartes d'accès Humanitaire (janvier 2014)_ pdf, 1 page

OCHA_ Région de Tahoua : Carte Administrative_ pdf, 1 page.

Centre d'Information Humanitaire-Niger (CIH-Niger)_ Carte du Niger : Les 8 Régions du Niger_ pdf, 1 page.

Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes/Unité d'Alerte_Carte de Risque d'Inondation de la Région de Tahoua_.pdf, 1page.
OCHA_Region de Tahoua : Carte Administrative_.pdf, 1 page.

Liste d'acronymes

3A :	Assistance Alimentaire pour création d'Actifs
AAC :	Assistance alimentaire ciblée
A2C :	Approche communes de convergence
AGIR :	Alliance Globale pour la Résilience
AIC :	Analyse intégrée du contexte
BRACED :	Building Resilience And Adaptation to Climate Extreme and Disasters
BP :	Bureau Pays du PAM
BR :	Bureau Régional du PAM
C2C :	Commune de convergence
CAS:	Community Asset Score (Score des Avoirs Communautaires)
CBPP:	Community-Based Participatory Planning
CCA/GC :	Cellule Crises Alimentaires et Gestion des Catastrophes
CEDEAO :	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CFA :	Cash for assets
CFS :	Cellule de Filets Sociaux
CFSVA:	Comprehensive Food Security and Vulnerability Assessments
CGDES :	Comité de Gestion Décentralisée des Etablissements Scolaires
CMPS :	Comité Multisectoriel du Programme Stratégique
CNLS :	Conseil National de Lutte contre le Sida
CRENAM :	Centres de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour Modérés
CRENI :	Centre de Réhabilitation Nutritionnelle Intensif
CSI :	Centre de Santé Intégrés
CSI :	Coping Strategy Index (Index de Stratégie de Survie)
CTR :	Comités techniques régionaux
DDS :	Diet Diversity Score (Score de diversité alimentaire)
DGSR :	Direction Générale de la Santé de la Reproduction
DN :	Direction de la Nutrition
DNPGCCA :	Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et des crises alimentaires
DP :	Document de projet de l'IPSR
DS :	District sanitaire
ED :	Effet direct
EDSN-MICS :	Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples
EMOP :	Emergency Operation
FAO :	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCS :	Food Consumption Score (score de consommation alimentaire)
FEA :	Femmes enceintes ou allaitantes
FFA :	Food For Assets
FFP:	Food For Peace
FIDA :	Fonds international de développement agricole
FLA :	Field Level Agreement
GIEC :	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
HCI3N :	Haut Commissariat à l'Initiative 3N du Niger
HEA :	Household Economy Approach
I3N :	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
IPSR :	Intervention prolongée de secours et de redressement
LASDEL :	Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local

LTSH : Landside Transport, Storage and Handling
 MAG : Malnutrition Aiguë Globale
 MAM : Malnutrition aiguë modérée
 MAS : malnutrition aiguë sévère
 MNP : Poudres de micronutriments
 MSP : Ministère de la Santé Publique
 ODOC: Other Direct Operational Costs
 OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
 OPVN : Office des Produits Vivriers du Niger
 OS : Objectif stratégique
 PAA : Purchase from Africans for Africa
 PAM: Programme Alimentaire Mondial
 PB : Périmètre brachial
 PCIMA : Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë
 PCIMAM : Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë Modérée
 PDDAA : Plan de Développement Détaillé pour l'Agriculture en Afrique
 PDES : Plan de Développement Economique et Social
 PDS : Plan de Développement Sanitaire
 PIP : programmes d'investissements prioritaires
 PNC_MR : Plan National de Contingence Multi Risque
 PNDS : Plan National de Développement Sanitaire
 PNN : Politique Nationale de Nutrition
 PRP : Priorité Résilience Pays
 PSEF : Programme Sectoriel de l'Education et de la Formation
 PSME : Programmation saisonnière basée sur les Moyens d'Existence Durable
 RB : Révision Budgétaire
 REACH : Renewed Efforts Against Child Hunger and under-nutrition
 RECA : Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger
 REGIS : Resilience and Economic Growth in Sahel
 RISE : Resilience in the Sahel Enhanced
 SAG : Supplémentation alimentaire généralisée
 SAC : Supplémentation alimentaire ciblée
 SAP/PC : Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes
 SAREL: Sahel Resilience Learning Project
 SC : Super Cereal
 SC+ : Super Cereal +
 SDR : Stratégie de Développement Rural
 SLP: Seasonal Livelihood Programming
 SMART: Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
 SPR: Standard Project Report
 SRP : Plan de réponse Stratégique 2015.
 SUN : Scaling up Nutrition
 TBS : Taux brut de scolarisation
 TFA : Targeted Food Assistance
 TP: Tres pauvres
 TSF: Targeted Supplementary Feeding
 UEMOA: Union économique et monétaire ouest-africaine
 UNDAF: United Nations Development Action Framework
 UNHAS: United Nations Humanitarian Air Service
 UNHCR: Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
 UNICEF: Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Bureau d'Evaluation du PAM

www.wfp.org/evaluation



Programme Alimentaire Mondial